

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DIRECTION DU TRAVAIL. — (3^e BUREAU)

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE

1929

NUMÉROS 1 À 6



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCXXIX

SOMMAIRE DES NUMÉROS 1 A 6.

ACTES OFFICIELS.

			Pages.
1929. — 30 mars. — Loi.	—	portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1928	1
" — " — "	—	ouvrant des crédits supplémentaires sur l'exercice 1929 en vue du relèvement des pensions civiles et militaires	4
" — 27 déc. — "	—	modifiant la date d'ouverture de l'année financière	4
" — 29 " — "	—	portant ouverture d'un crédit sur l'exercice 1929, en vue du rajustement des traitements et des soldes et du relèvement des indemnités pour charges de famille et pour frais de missions et de tournées des personnels civils et militaires de l'État	6
" — 21 janv. — Décret.	—	modifiant le décret du 10 avril 1925 relatif au contrôle de l'application du livre II du Code du travail dans les établissements de la Guerre	7
" — 12 fév. — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'établissement, dans les magasins et salons de coiffure de la durée de présence hebdomadaire correspondant au maximum de travail effectif prévu par la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures	8
" — 14 " — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la commune de Sète	9
" — 15 " — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Tours et de plusieurs communes avoisinantes	10
" — 25 mars. — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Perpignan	12
" — 29 " — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Toulouse	13
" — 4 avril. — "	—	accordant une dérogation en application de l'article 39 du livre 1 ^{er} du Code du travail, modifié par la loi du 19 juillet 1928 (conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage)	16
" — 10 " — "	—	modifiant le décret du 24 septembre 1915 modifié par le décret du 24 septembre 1919, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 33 h du livre 1 ^{er} du Code du travail	17
" — 12 mai. — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries des départements de Seine et Seine-et-Oise	20
" — 12 juin. — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Sète	23
" — 13 " — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail des villes de Nantes et de Rezé	27
" — 9 juillet. — "	—	fixant les nouveaux traitements du personnel de l'inspection du travail	28
" — 16 " — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de biscuits et produits de régime	30
" — 18 " — "	—	portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 17 août 1921, modifié par le décret du 5 mars 1926, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail ..	31
" — 20 " — "	—	portant règlement d'administration publique étendant les dispositions du décret du 12 août 1925, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la marbrerie et de la sculpture statuaire, à l'industrie du moulage statuaire et à la fabrication de statues et objets divers en plâtre ou autres matières plastiques	32
" — 25 " — "	—	modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail	33
" — 12 août. — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries et confiseries des villes de Rouen, Le Havre et de diverses communes avoisinantes	34
" — 16 " — "	—	portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins de nouveautés, confiserie et mercerie de la ville de Nantes	38

	Pages.
1929. — 18 août. — Décret.	
— portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928, relatif à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes.....	39
■ — 30 sept. — " —	
— portant modification du décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail.....	41
■ — 14 nov. — " —	
— portant règlement d'administration publique pour l'extension aux boulangeries du département de Seine-et-Marne des dispositions du décret du 12 mai 1929 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.....	43
■ — 16 " — " —	
— abrogeant et remplaçant le décret du 19 février 1927 relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle, par application de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 en vue de l'extension éventuelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	45
■ — " " — " —	
— étendant à l'industrie de la peinture et du vernissage des voitures les dispositions du décret du 9 août 1920, modifié par les décrets des 9 décembre 1920, 2 avril 1926 et 17 janvier 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.....	46
■ — 30 déc. — " —	
— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes.....	47
■ — 27 mai. — Arrêté.	
— fixant la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi est obligatoire dans les établissements assujettis à la loi du 26 avril 1924.....	51
■ — 6 juin. — " —	
— fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques.....	51
■ — 2 oct. — " —	
— répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux.....	55
■ — 14 " — " —	
— fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.....	74
■ — 7 janv. — Circulaire.	
— Mesures à prendre pendant la saison froide.....	77
■ — 16 " — " —	
— Étalages extérieurs des magasins et boutiques. — Décret du 23 décembre 1928 modifiant le décret du 22 septembre 1913.....	78
■ — 22 " — " —	
— Établissements hospitaliers. — Assujettissement.....	79
■ — 25 " — " —	
— Loi de huit heures. — Brasseries. — Décret du 23 août 1927.....	80
■ — 28 fév. — " —	
— Salaires des ouvriers à domicile. — Loi du 14 décembre 1928.....	80
■ — 27 mars. — " —	
— Frais de tournées des inspecteurs du travail. — Dispense de timbre.....	95
■ — 3 avril. — " —	
— Hygiène des travailleurs. — Émaux sans plomb. — Fabrication d'émaux pour cadrans de montres.....	96
■ — 5 " — " —	
— Limitation de l'emploi de la procédure de mise en demeure.....	96
■ — 10 " — " —	
— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Bâtiment et travaux publics. — Décret du 11 février 1924.....	98
■ — 19 " — " —	
— Utilisation de la viscose.....	99
■ — 27 " — " —	
— Salaire des ouvriers à domicile. — Commission centrale. — Réforme du décret du 24 septembre 1915 modifié par le décret du 24 septembre 1919.....	100
■ — 2 mai. — " —	
— Décret du 10 juillet 1913 (art. 10, § 2). — Largeur des passages entre les métiers à tisser. — Enquête.....	101
■ — 6 " — " —	
— Maladies professionnelles. — Courants électriques. — Travail devant les appareils à haute tension.....	102
■ — " " — " —	
— Congé annuel des inspecteurs du travail.....	103
■ — 10 " — " —	
— Travaux industriels exposant au saturnisme. — Extension de la liste annexée à la loi du 25 octobre 1919. — Revision du décret du 1 ^{er} octobre 1913. — Enquêtes.....	104
■ — 15 " — " —	
— Article 79 du livre II du Code du travail. — Peinture en bâtiment. — Emploi de siccatifs plombifères.....	105
■ — " " — " —	
— Sécurité. — Peintures lumineuses.....	106
■ — 27 " — " —	
— Déclaration des établissements. — Code du travail (livre II, art. 7 a). — Memento à l'usage des chefs d'établissements.....	107
■ — " " — Lettre min.	
— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Boulangeries de Seine et Seine-et-Oise. — Décret du 12 mai 1929.....	109
■ — 28 " — " —	
— Établissements classés. — Expert.....	111
■ — 20 juin. — Circulaire.	
— Délégués-mineurs. — Loi du 25 mars 1928. — Extension des pouvoirs des délégués-mineurs.....	111
■ — 24 " — " —	
— Arrêté du 6 juin 1929. — Soins à donner aux victimes d'accidents électriques.....	113
■ — 3 juillet. — " —	
— Hygiène des travailleurs. — Enquête sur les cancers professionnels.....	114
■ — 10 " — " —	
— Loi sur les maladies professionnelles. — Application en 1928.....	116
■ — 25 " — " —	
— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Biscottes, produits de régime. — Décret du 16 juillet 1929.....	116
■ — 23 août. — " —	
— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pharmacies vendant au détail. — Décret du 18 juillet 1929.....	117
■ — 19 sept. — " —	
— Fiches d'établissements.....	118
■ — 28 oct. — " —	
— Délégués-mineurs. — Condamnations rendant illégitimes. — Application des articles 151 et 153 du livre II du Code du travail.....	119
■ — 8 nov. — " —	
— Travaux industriels exposant au saturnisme. — Revision du décret du 1 ^{er} octobre 1913. — Enquête complémentaire.....	120

1929. — 12 nov. — Circulaire.	— Loi de huit heures. — Pharmacies. — Décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929	121
" — 15 " — "	— Logement ouvrier	122
" — 1 ^{er} déc. — "	— Rapports et statistiques annuels — Inspection du travail	124
" — " — "	— Rapports et statistiques annuels. — Mines	135
" — 27 " — "	— Maladies professionnelles. — Déclaration par les médecins. — Décret du 20 novembre 1929	142
" — 30 " — "	— Hygiène. — Laboratoires mis à la disposition de l'Inspection du travail	142
" — 31 " — "	— Prévention des accidents. — Affiches	143
" — " — "	— Loi de huit heures. — Pâtisseries de Lyon. — Décret du 20 décembre 1929..	144

JURISPRUDENCE.

1927. — 29 juin. — Cons. d'État.	— Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Arrêté préfectoral prescrivant la fermeture au public des établissements et parties d'établissements vendant des articles de boucherie et charcuterie. — Défaut de consultation des commerçants vendant ces articles à titre accessoire. — Annulation	145
1928. — 28 déc. — "	— Délégués-mineurs. — Allocations familiales. — Validité des arrêtés préfectoraux qui font état des allocations familiales dans la fixation des indemnités des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs lorsque les ouvriers mineurs de la circonscription du délégué-mineur bénéficient de telles allocations	148
1929. — 1 ^{er} fév. — "	— Délégués-mineurs. — Allocations familiales. — Validité des arrêtés préfectoraux qui font état des allocations familiales dans la fixation des indemnités des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs lorsque les ouvriers mineurs de la circonscription du délégué-mineur bénéficient de telles allocations	151
" — 13 " — "	— Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Arrêté préfectoral prescrivant la fermeture au public de tous les établissements vendant de la charcuterie. — Défaut de consultation des maisons de commerce vendant de la charcuterie à titre accessoire. — Annulation	153
" — 10 mai. — "	— Délégués-mineurs. — Double décime. — La rétribution des délégués-mineurs est comprise au nombre des droits et taxes soumis à l'application du double décime	154
" — 4 juill. — "	— Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Arrêté préfectoral prescrivant la fermeture au public de tous les établissements ou parties d'établissements où s'exerce le commerce de la viande de boucherie. — Défaut de consultation des bouchers hippophagiques. — Illégalité de l'arrêté	155
" — 5 " — "	— Délégués-mineurs. — Nombre de journées consacrées au contrôle de la durée du travail. — Diminution de la redevance réclamée à l'exploitant	159
" — 4 nov. — "	— Journée de huit heures. — Commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires. — Décret fixant un régime uniforme de répartition du travail et réduisant le nombre annuel des heures de dérogation pour surcroît extraordinaire de travail, en conformité avec l'accord conclu entre organisations patronales et ouvrières et après avis favorable du plus grand nombre des intéressés. — Validité	161
" — 13 déc. — "	— Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Arrêtés préfectoraux prescrivant la fermeture des boucheries au public le dimanche ou le lundi, suivant répartition en deux secteurs. — Délimitation arbitraire des secteurs. — Inégalités de traitement entre les établissements situés dans l'un ou l'autre des secteurs. — Annulation	164
1928. — 24 nov. — Cass. crim.	— Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Arrêté préfectoral prescrivant la fermeture des boucheries au public le lundi, conformément à l'accord conclu par la totalité des organisations syndicales patronales et ouvrières des boucheries du département. — Assujettissement des boucheries chevalines, qui ne se différencient pas des autres boucheries au point de vue de l'exécution de la loi du 29 décembre 1923	167
1929. — 16 avril. — Tr. civ. Seine.	— Maladies professionnelles. — Intoxications par vapeurs de benzol. — Maladie non prévue par la loi. — Action de droit commun. — Dommages-intérêts	168
" — 3 mai. — S. pol.	— Sécurité des travailleurs. — Protection des meutes tournant à grande vitesse. Condamnation. — Dommages-intérêts accordés au syndicat qui s'était constitué partie civile	169
" — " — "	— Sécurité des travailleurs. — Arbre de transmission non muni d'un dispositif protecteur. — Cisaille mécanique dont la lame n'est pas munie d'un dispositif protecteur. — Condamnation	171

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

	Pages.
Arrêté du 29 mai 1929 relatif à l'emploi d'appareils respiratoires dans les mines	173
Circulaire du Sous-Secrétaire d'État de l'Enseignement technique et des Beaux-Arts, en date du 1 ^{er} mars 1929. — Contrat d'apprentissage.....	175
Procédés pratiques d'épuration des eaux d'alimentation des ouvriers des usines et ateliers, par M. Léon Gizolme.	180
Antilisme professionnel au cours de certaines opérations de l'industrie chimico-pharmaceutique, par MM. Heim de Balsac, Agasse-Lafont et Feil	192
Application, pendant l'année 1928, de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles	196
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1928	204

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE sur la protection des presses mécaniques, par M. Aupetit, inspecteur départemental du travail à Tours...	207
NOTE sur un dispositif de sécurité applicable aux bobines de tréfilerie, par M. Babaud, inspecteur départemental du travail à Nancy	211
NOTE relative aux prescriptions de sécurité dans la fabrication du gaz hydrogène destiné notamment à l'hydrogé- nation des huiles, par M. Bellon, inspecteur départemental du travail à Marseille.....	214
NOTE sur un dispositif protecteur pour tour à bois à outil rotatif, par M. Chardin, inspecteur départemental du travail à Tarbes.....	218
NOTE sur quelques explosions observées dans l'utilisation des gaz comprimés pour la soudure des métaux, par M. Decailly, inspecteur départemental du travail à Lille.....	222
NOTE sur les vernis cellulostiques et les précautions à prendre dans leur application, par M. Decailly, inspecteur départemental du travail à Lille.....	230
NOTE sur un procédé nouveau de manutention de charbon, par M. Galopeaud, inspecteur départemental du travail à Bordeaux.....	238
NOTE sur l'amélioration des conditions d'hygiène dans les ateliers de décapage des métaux et particulièrement du fer par les acides, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	241
NOTE sur une installation pour le décapage au jet de sable de grosses pièces de chaudronnerie, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy	248
NOTE sur les avantages et les inconvénients résultant de l'emploi des femmes comme pontonnnières, par M. Lal- lemand, inspecteur départemental du travail à Laon	252
NOTE sur un bras chisse-main adapté à des presses, par M. Legate, inspecteur départemental du travail à Lyon.	254
NOTE sur les améliorations apportées pour la suppression des odeurs dans une usine de traitement de déchets de poissons, par M. Le Hen, inspecteur départemental du travail à Lorient	256
NOTE sur l'installation de deux transporteurs de bouteilles, par M. Marius Piton, inspecteur départemental du travail à Douai	259
NOTE sur l'hydrargyrisme professionnel dans les ateliers de dorure au mercure sur métaux, par M. Sarazin, inspecteur départemental du travail à Paris.....	263
NOTE sur un appareil de sécurité installé sur les presses Bliss, par M. Ségué, inspecteur départemental du travail à Paris.....	271
NOTE sur une installation de bancs d'essai en tunnel pour moteurs d'aviation, par M. Trégouët, inspecteur dé- partemental du travail à Paris.....	274

MINISTÈRE DU TRAVAIL	283
PERSONNEL de l'Inspection du travail	284

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 3^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE (1929). — NUMÉROS 1 à 6.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 30 MARS 1929

portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1928 (¹).

(EXTRAITS.)

PENSIONS. — CHARGES DE FAMILLE. — CONGÉS DE MALADIE.

.....

ART. 38. — A partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions de l'article 93 de la loi du 14 avril 1924 sont applicables au titulaire de pensions et indemnités viagères inscrites au Trésor public qui n'ont pas bénéficié des dispositions du titre VI de la même loi ni des articles 194 à 198, 3 à 6, 71 à 75 des lois des 13 juillet 1925, 16 juillet et 27 décembre 1927.

La bonification provenant de l'application du présent article ne pourra se cumuler avec les secours permanents dont les intéressés seraient bénéficiaires.

ART. 39. — L'article 17, avant-dernier paragraphe, de la loi du 14 avril 1924 et l'article 10, deuxième paragraphe, de la loi du 21 mars 1928 sont remplacés par la disposition suivante :

« La jouissance de cette pension sera différée jusqu'à l'époque où les

(¹) J. O. du 31 mars 1929.

intéressées auraient acquis le droit à pension d'ancienneté. Toutefois, la jouissance sera immédiate lorsque la titulaire sera mère de trois enfants vivants ou lorsqu'il sera justifié, dans les formes prévues pour l'obtention de la pension d'invalidité, qu'elle-même ou son conjoint sont atteints d'une infirmité ou maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leur profession. »

L'article 11, deuxième paragraphe de la loi du 29 juin 1927 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les affiliées mariées ou mères de famille qui ont accompli quinze années au moins de services effectifs, mais qui n'ont pas droit à pension dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 10, ont droit à une pension proportionnelle. La jouissance de cette pension sera différée jusqu'à l'époque où les intéressées auraient acquis le droit à pension d'ancienneté. Toutefois, la jouissance sera immédiate lorsque la titulaire sera mère de trois enfants vivants ou lorsqu'il sera justifié, dans les formes prévues pour l'obtention de la pension d'invalidité, qu'elle-même ou son conjoint sont atteints d'une infirmité ou d'une maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leur profession. »

Art. 40. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924 est ainsi modifié :

« Les veuves des fonctionnaires et employés civils ont droit à une pension égale à 50 p. 100 de la retraite d'ancienneté ou d'invalidité obtenue par leur mari ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès, suivant que la durée des services lui a donné droit à cette date à une pension d'ancienneté ou à une pension d'invalidité. Les veuves, lorsqu'elles sont mères des enfants ouvrant droit aux majorations prévues au paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la présente loi, ont également droit à 50 p. 100 desdites majorations. »

Art. 41. — Le paragraphe 5 de l'article 2 de la loi du 14 avril 1924 est modifié comme suit :

« Lorsqu'à la cessation de l'activité, le bénéficiaire d'une pension d'ancienneté ou d'invalidité de la présente aura des enfants lui donnant droit au paiement des indemnités pour charges de famille, lesdites indemnités continueront à lui être payées dans les conditions d'attribution et au taux en vigueur, au jour des échéances de paiement.

« Lorsque le bénéficiaire d'une pension d'ancienneté aura des enfants postérieurement à sa mise à la retraite, sa pension sera majorée des indemnités pour charges de famille qu'il percevrait s'il était en activité. »

Art. 42. — Les ayants cause des fonctionnaires, employés et agents civils visés par les lois des 14 mars 1915 et 15 janvier 1916 et décédés, avant d'avoir accompli vingt-cinq ans de services, des suites de maladies imputables à la guerre 1914-1918 obtiendront, à compter du 1^{er} janvier 1929, cumulativement avec la pension de la loi du 31 mars 1919 dont ils sont titulaires, une allocation complémentaire calculée, pour chaque année de service ou de campagne valable pour la retraite, à raison de 60 p. 100 de l'annuité égale à un trentième ou à un vingt-cinquième du minimum forfaitaire qui reviendrait à l'ayant cause si le mari ou le père comptait trente ou vingt-cinq ans de services.

Les ayants cause des fonctionnaires civils, titulaires de pensions des lois du 14 mars 1915 ou 15 janvier 1916 ou de la loi du 31 mars 1919 pourront, dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, opter pour le système de pensions prévu au présent article.

ART. 43. — Les veuves de fonctionnaires mobilisés au cours de la guerre 1914-1918 et décédés en laissant droit à pension au titre de la loi du 31 mars 1919 sont également admises, dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, à faire valoir leurs droits à pension civile de réversion à raison des services civils de leurs maris.

ART. 44. — Les taux des allocations prévues à l'article 68 de la loi du 14 avril 1924, modifié par l'article 36 de la loi du 19 mars 1928, sont portés respectivement de 55 à 75 francs, 70 à 100 francs, 80 à 125 francs, à compter du 1^{er} août 1929.

ART. 45. — Les dispositions de l'article 84 de la loi de finances du 30 décembre 1928 sont applicables, à dater du 1^{er} janvier 1929, aux militaires non officiers de la gendarmerie, dont la pension a été liquidée antérieurement à la promulgation de cette loi.

ART. 46. — Le temps passé en non-activité pour infirmités temporaires par des officiers placés dans cette position pour blessures ou infirmités contractées ou aggravées aux armées, au cours de la guerre 1914-1918, ou sur les théâtres d'opérations extérieurs ou au cours d'un séjour colonial, en possession de droits à une pension définitive de 40 p. 100 au moins de la loi du 30 mars 1919 ou en possession d'une pension temporaire dans laquelle entre un élément d'invalidité définitif de 40 p. 100 au moins, leur est compté comme services effectifs pour les droits à l'avancement et au commandement, à la réforme et à la retraite. Cette mesure est applicable aux sous-officiers de carrière, sous les mêmes conditions.

ART. 47. — Les fonctionnaires et employés titulaires d'une pension de retraite militaire d'ancienneté, faisant partie des personnels civils bénéficiant du régime des pensions militaires, nommés antérieurement à la promulgation de la loi du 14 avril 1924, pourront opter pendant un an à compter de la promulgation de la présente loi, pour le régime commun à tous les fonctionnaires et employés civils.

ART. 48. — Les anciens ouvriers immatriculés des établissements militaires, retraités antérieurement à la mise en application de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles et militaires, et auxquels les dispositions de l'article 81 de la loi de finances du 8 avril 1910 n'ont pas permis de faire compter pour la retraite les années accomplies antérieurement à cette dernière date et avant leur immatriculation, seront admis au bénéfice de l'article 81 de la loi du 8 avril 1910.

ART. 49. — Le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 18 octobre 1919 est modifié comme suit :

« La réduction portée par le présent article ne s'applique pas aux traitements cumulés dont l'ensemble n'excède pas 8.000 francs, ni aux traitements plus élevés qui en ont été exceptés par les lois. »

ART. 50. — Dans tous les cas où, à la suite d'un jugement de séparation de corps ou de divorce, la garde des enfants aura été confiée à la mère, celle-ci sera habilitée à recevoir les indemnités pour charges de famille prévues par la loi en faveur du mari fonctionnaire ou assimilé.

Il en sera de même dans le cas où, en vertu de la loi du 7 février 1924 réprimant le délit d'abandon de famille, la femme, même au cours du mariage, aura obtenu une pension alimentaire.

ART. 51. — Indépendamment des congés de maladie avec traitements prévus par les lois et règlements en vigueur, il peut être procédé à la

mise en congé avec traitement intégral pendant trois ans et avec demi-traitement pendant deux ans de tout fonctionnaire atteint de tuberculose ouverte. Ces congés sont accordés et renouvelés par périodes de six mois, soit sur la demande des intéressés, soit d'office.

Les bénéficiaires de ces congés devront, sous peine de voir leur traitement suspendu, cesser tout travail rémunéré et se soumettre sous le contrôle de l'Administration, au régime médical que leur état comporte.

A partir du jour où un fonctionnaire aura bénéficié de ces congés, il ne pourra reprendre ses fonctions que s'il est reconnu apte.

A dater de la promulgation de la présente loi, tout candidat à un emploi administratif de l'Etat est examiné par un médecin désigné par cette Administration. Son admission ne peut être prononcée que si le certificat médical le reconnaît indemne de toute affection tuberculeuse.

L'intéressé pourra demander qu'il soit procédé à une contre-visite par deux médecins dont un choisi par lui et l'autre désigné par l'Administration. En cas de désaccord, un troisième médecin désigné par les deux premiers arbitrera.

Des décrets contresignés par le Ministre des Finances détermineront les mesures d'exécution du présent article.

LOI DU 30 MARS 1929

*ouvrant des crédits supplémentaires sur l'exercice 1929
en vue du relèvement des pensions civiles et militaires^(*).*

(EXTRAITS.)

.....
ARTICLE PREMIER. — L'article 153 de la loi de finances du 30 décembre 1928⁽²⁾ est modifié comme suit :

« Le pourcentage de majoration attribué, par application des articles 68 et 69 de la loi de finances du 27 décembre 1927, aux pensions visées par ces articles et fixé pour l'exercice 1928 à 70 p. 100, est porté à 100 p. 100 à compter du 1^{er} août 1929. »
.....

LOI DU 27 DECEMBRE 1929

modifiant la date d'ouverture de l'année financière^().*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — A partir de l'année 1930, le budget de l'Etat sera

(*) J. O. du 31 mars 1929.

(2) Voir *Bulletin* 1928, p. 21.

(3) J. O. du 28 décembre 1929.

voté pour l'année financière qui commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Les divers délais de clôture des opérations budgétaires, tels qu'il sont fixés par la loi du 25 janvier 1889, modifiée par les lois des 25 février 1899, article 5, 16 juillet 1908, article 11, et 13 juillet 1911, article 70, seront respectivement reportés aux 30 avril, 30 juin, 31 juillet, 30 novembre et 31 décembre de la deuxième année de l'exercice.

ART. 2. — Les rôles des anciennes contributions directes et des taxes assimilées continueront d'être établis d'après la situation et la législation en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de l'ouverture de l'exercice. Toutefois, les modifications apportées par les lois de finances à la législation en vigueur intéressant lesdites contributions pourront donner lieu soit à ordonnances de dégrèvements, soit à émission de rôles supplémentaires.

Les rôles des impôts cédulaires institués par la loi du 31 juillet 1917, de l'impôt général sur le revenu et de la taxe d'apprentissage seront établis d'après la situation au 1^{er} janvier et la législation en vigueur à la date de l'ouverture de l'exercice.

ART. 3. — Il sera pourvu par des dispositions législatives ou par des dispositions réglementaires, suivant qu'il s'agira de questions relevant de la compétence législative ou de la compétence réglementaire, aux mesures que comporterait la fixation de l'ouverture de l'année financière au 1^{er} avril et qui ne sont pas prévues par la présente loi.

ART. 4. — A titre transitoire, le budget de l'exercice 1929 sera applicable à la période du 1^{er} janvier 1929 au 31 mars 1930.

En conséquence, les crédits ouverts au titre de l'exercice 1929, tant en ce qui concerne le budget général et les budgets annexes que le compte de services spéciaux du Trésor « Entretien des troupes d'occupation en pays étrangers » sont majorés du quart des dotations fixées par la loi de finances du 30 décembre 1928.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources propres au budget général, aux budgets annexes et au compte susvisé.

Continuera d'être faite pendant la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1930, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état B, annexé à la loi de finances du 30 décembre 1928.

Seront applicables à la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1930, les articles de la loi de finances du 30 décembre 1928 concernant les moyens de service et dispositions annuelles. Toutefois, seront réduites au quart les autorisations qui figurent dans ces articles lorsque les chiffres qui les traduisent sont fonction de la durée de ces autorisations.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 décembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,*

ANDRÉ TARDIEU.

Le Ministre des Finances,

HENRY CHÉRON.

LOI DU 29 DECEMBRE 1929

portant ouverture d'un crédit sur l'exercice 1929, en vue du rajustement des traitements et des soldes et du relèvement des indemnités pour charges de famille et pour frais de missions et de tournées des personnels civils et militaires de l'Etat ⁽¹⁾.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au Ministère des Finances, sur l'exercice 1929, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1928 et par des lois spéciales, des crédits s'élevant à la somme totale de 687.500.000 francs et applicables aux chapitres ci-après de son département :

Chap. 127. — Rajustement des traitements et des soldes des personnels civils et militaires de l'Etat..... 537.500.000 francs.

Chap. 127 bis. — Relèvement des indemnités pour charges de famille 75.000.000 —

Chap. 127 ter. — Relèvement des indemnités pour frais de missions et de tournées 75.000.000 —

TOTAL ÉGAL 687.500.000 francs.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1929.

Ces crédits seront répartis entre les ministères et services, les budgets annexes et le compte spécial du Trésor « Entretien des troupes d'occupation en pays étrangers », dans les conditions fixées par l'article 86 de la loi de finances susvisée du 30 décembre 1928.

ART. 2. — Il sera procédé, dans les conditions prévues par l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901, à la revision des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat, dans les limites d'un minimum de 9.000 francs et d'un maximum de 125.000 francs.

Les nouveaux traitements et soldes seront fixés dans la limite des crédits ouverts à cet effet par les lois de finances.

A partir du 1^{er} juillet 1929, les traitements et soldes seront fixés dans les limites d'un minimum de 8.500 francs et d'un maximum de 110.000 fr.

Les minima et maxima prévus aux premier et troisième alinéas du présent article ne s'appliqueront pas aux personnels civils et militaires dont le traitement actuel est respectivement inférieur à 8.000 francs ou supérieur à 100.000 francs.

ART. 3. — A partir du 1^{er} juillet 1929, les indemnités annuelles pour charges de famille allouées aux personnels civils et militaires de l'Etat, dans les conditions prévues par l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919, modifié par les articles 6 de la loi du 28 décembre 1923, 187 de la loi de finances du 13 juillet 1925 et par l'article 2, § 5, de la loi du 14 avril 1924, modifié par l'article 41 de la loi du 30 mars 1929, sont fixés ainsi qu'il suit :

(1) J. O. du 30 décembre 1929.

660 francs pour le premier enfant;
960 francs pour le deuxième enfant;
1.560 francs pour le troisième enfant;
1.920 francs pour chaque enfant à partir du quatrième.

La majoration provisoire de 12 p. 100 des indemnités pour charges de famille, instituée en exécution de l'article 29 de la loi du 3 août 1926, est supprimée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 décembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,*

ANDRÉ TARDIEU.

Le Ministre des Finances,

HENRY CHÉRON.

DECRET DU 21 JANVIER 1929

modifiant le décret du 10 avril 1925 relatif au contrôle de l'application du livre II du Code du travail dans les établissements de la Guerre ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et du Ministre de la Guerre;

Vu le livre II du Code du travail;

Vu notamment l'article 94 dudit livre II ainsi conçu :

« Pour les établissements de l'Etat, dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service, l'exécution des dispositions du présent livre est exclusivement confiée aux agents désignés à cet effet par les Ministres de la Guerre et de la Marine;

« La nomenclature de ces établissements est fixée par un règlement d'administration publique. »

Vu le décret du 10 avril 1925 fixant la nomenclature des établissements relevant du Ministère de la Guerre où le contrôle de l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail est exclusivement confiée à des agents désignés par le Ministre de la Guerre;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 10 avril 1925 est modifié ainsi qu'il suit :

Après « les hôpitaux militaires », ajouter : « les centres de mobilisation ».

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de

(*) J. O. du 22 février 1929.

la Prévoyance sociales et le Ministre de la Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 janvier 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre de la Guerre,

PAUL PAINLEVÉ.

DECRET DU 12 FEVRIER 1929

portant règlement d'administration publique pour l'établissement, dans les magasins et salons de coiffure d'Amiens, de la durée de présence hebdomadaire correspondant au maximum de travail effectif prévu par la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 6, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine, dans les villes comptant moins de 100.000 habitants ».

« Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique ».

Vu l'accord intervenu le 8 novembre 1928 entre le Syndicat des patrons coiffeurs d'Amiens et le Syndicat des ouvriers coiffeurs d'Amiens;

Vu la demande formulée au dernier paragraphe de l'accord précité;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames de la ville d'Amiens, il est admis qu'une durée de présence de cinquante-sept heures par semaine correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe de l'article 2 du décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921.

(¹) J. O. du 16 février 1929.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 février 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 14 FEVRIER 1929

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la commune de Sète^().*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et notamment l'article 3, § 3 et 7 conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine, dans les villes comptant moins de 100.000 habitants ».

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession de la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe ».

Vu l'accord intervenu le 22 août 1928 entre le Syndicat des patrons coiffeurs de la ville de Sète et le Syndicat des ouvriers coiffeurs de la ville de Sète;

Vu la demande contenue dans l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la commune de Sète, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est

(*) J. O. du 17 février 1929.

établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière :

1° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos hebdomadaire le dimanche :

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8 heures à 19 h. 30, avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

Le samedi, de 7 h. 30 à 19 heures, avec repos de 13 heures à 13 h. 30;

2° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos hebdomadaire le lundi :

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 7 h. 30 à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

Le samedi, de 8 heures à 20 h. 30, avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

Le dimanche, de 7 heures à 12 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 février 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 15 FEVRIER 1929

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Tours et de plusieurs communes avoisinantes⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3, 6 et 7 conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-

(1) J. O. du 20 février 1929.

après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine, dans les villes comptant moins de 100.000 habitants ».

« Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique ».

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession de la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe ».

Vu le décret du 14 mai 1923 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Tours et des communes de Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et La Riche;

Vu la demande formulée par la Chambre Syndicale des patrons coiffeurs de Tours et du département d'Indre-et-Loire;

Vu l'accord intervenu le 10 juillet 1928 entre la Chambre Syndicale des patrons coiffeurs de Tours et du département d'Indre-et-Loire et le Syndicat des ouvriers coiffeurs;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Tours, ainsi que dans les communes de Saint-Pierre des Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et La Riche, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière, portant sur une durée de présence réduite à 57 heures par semaine pour les magasins et salons de coiffure du centre et 57 h. 1/2 pour les magasins et salons de coiffure de la périphérie.

1° Pour les magasins et salons de coiffure du centre, le repos hebdomadaire étant fixé au dimanche : du lundi au samedi inclus, de 8 heures à 19 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 30.

2° Pour les magasins et salons de coiffure de la périphérie, le repos hebdomadaire étant d'une journée et demie, du dimanche 12 h. 30 au mardi matin 8 heures :

Du mardi au samedi inclus, de 8 heures à 20 heures avec repos de 12 h. à 13 h. 30;

Le dimanche matin, de 7 h. 30 à 12 h. 30.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*. A la même date, cesseront d'être applicables les dispositions du décret du 14 mai 1923 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Tours et des communes de Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et La Riche.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera

publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 février 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 25 MARS 1929

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Perpignan ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921 et 5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6 dernier paragraphe, conçus comme suit :

Art. 3 (§ 3). — « Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe ».

.....
Art. 6. — « Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique ».

Vu l'accord intervenu le 25 novembre 1928 entre le Syndicat des pharmaciens du département des Pyrénées-Orientales et le Syndicat des préparateurs en pharmacie du département des Pyrénées-Orientales;

Vu la demande formulée à l'article 4 de l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Perpignan, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926, est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

De 9 heures à 19 heures, avec un repos intercalaire de deux heures consécutives.

(1) J. O. du 30 mars 1929.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3°, du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder cent par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 mars 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 29 MARS 1929

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Toulouse (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation syndicale;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu, le 1^{er} septembre 1927, entre le Syndicat des patrons pâtisseries de Toulouse et le Syndicat des ouvriers pâtisseries de Toulouse;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables, dans la ville de Toulouse, aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

(¹) J. O. du 5 avril 1929.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine, lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925, visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente, en raison du caractère intermittent du travail, la durée journalière du travail pourra atteindre dix heures.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans un quartier, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans le quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de compenser les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et, éventuellement, pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de présence, ainsi que la durée des repos. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos ne devra pas excéder de plus de deux heures la limite fixée par le paragraphe 2 de l'article 2. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement : les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Quatre-vingts heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur

départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté, prévue au paragraphe 6 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 mars 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 4 AVRIL 1929

accordant une dérogation en application de l'article 39 du livre I^{er} du Code du travail modifié par la loi du 19 juillet 1928 (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage) [1].

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu les articles 34, § 2, alinéa 4^o, et 39, section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail, conçus comme suit :

« Art. 34, § 2. — Si le tissage est effectué chez l'employeur, celui-ci aura la faculté

(1) J. O. du 11 avril 1929.

de substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier, contenant les mentions visées ci-dessous :

« 1^o, 2^o, 3^o.....
« 4^o Le prix de façon au mètre de tissu fabriqué.

.....
« Art. 39. — Des décrets pris après avis des Chambres de commerce des Chambres consultatives des arts et manufactures, des Conseils de prud'hommes, des Syndicats patronaux et des Syndicats ouvriers intéressés pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section.

« Les dispositions de la présente section pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage » ;

Vu la demande formulée, en exécution de l'article 39 précité, par les établissements Balsan, fabrique de tissus de laine, flanelles et couvertures à Châteauroux ;

Vu l'avis du Conseil de prud'hommes du canton de Châteauroux ;

Vu l'avis du Syndicat ouvrier intéressé ;

Vu, à défaut de Syndicat patronal local, l'avis de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les Etablissements Balsan, fabriques de tissus de laine, flanelles et couvertures, à Châteauroux (Indre), sont autorisés à substituer, parmi les mentions à porter sur les livrets ou fiches en vertu de l'article 34 précité du livre I^{er} du Code du travail, à la mention prévue par l'alinéa 4^o du paragraphe 2 dudit article, la mention du prix « aux mille duites ».

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 4 avril 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 10 AVRIL 1929

modifiant le décret du 24 septembre 1915, modifié par le décret du 24 septembre 1919, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 33 h du livre I^{er} du Code du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ;

Vu le livre I^{er} du Code du travail, titre III, chapitre I^{er}, section I^{re} (Du salaire des

(1) *J. O.* des 15-16 avril 1929.

ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement) et, notamment, l'article 33 h, dernier alinéa, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de publicité prévues ci-dessus, le fonctionnement de la Commission centrale et l'emploi des crédits nécessaires à ce fonctionnement » ;

Vu la loi du 14 décembre 1928, modifiant les dispositions précitées du Code du travail ;

Vu le décret du 24 septembre 1915, pris en exécution de l'article 33 h susvisé du Code du travail ;

Vu le décret du 24 septembre 1919, modifiant le précédent décret ;

Vu l'avis du Ministre des Finances ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 24 septembre 1915 est modifié comme suit :

Article premier. — Les avis insérés au *Recueil des actes administratifs* du département, en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 33 h du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, doivent indiquer :

A. — Pour le taux de salaire quotidien et les minima fixés en vertu des articles 33 e et 33 f :

1^o La désignation du Conseil du travail ou du Comité départemental de salaires qui a procédé à la fixation, ou, dans le cas prévu au paragraphe final de l'article 33 f, la mention que le Préfet a procédé lui-même à cette fixation ;

2^o La date à laquelle celle-ci a été faite ;

3^o La région et la profession auxquelles elle s'applique ;

4^o Le minimum du salaire quotidien pour une journée de huit heures de travail effectif, ou le minimum du salaire à l'heure.

B. — Pour les tarifs établis en vertu de l'article 33 g :

1^o La désignation du Conseil du travail ou du Comité professionnel d'expertise qui a établi le tarif ;

2^o La date à laquelle ce tarif a été établi ;

3^o Les professions et les régions auxquelles il s'applique ;

4^o Pour chacun des articles fabriqués en série compris dans le tarif et pour chaque catégorie d'ouvriers envisagée, le nombre d'heures et de fractions d'heures de travail nécessaires à l'exécution de cet article, le prix minimum du salaire à l'heure visé sous le paragraphe A, 4^o, ci-dessus, et le minimum de salaires aux pièces applicable à l'article, résultant de la multiplication des deux nombres précédents.

ART. 2. — L'article 2, § 1^{er} et 2 du décret du 24 septembre 1915 est modifié comme suit :

Art. 2, § 1^{er}. — Les avis doivent être insérés au *Recueil des actes administratifs*, dans le mois qui suit l'envoi au Préfet des indications prévues à l'article précédent par le Président du Conseil du travail, du Comité de salaires ou du Comité professionnel d'expertise ou, s'il s'agit d'un minimum de salaire déterminé par le Préfet dans les conditions prévues au paragraphe final de l'article 33 f, dans le mois qui suit cette détermination.

§ 3. — Les feuillets du numéro ou un placard reproduisant le texte de l'avis sont, en outre, affichés dans les communes désignées à cet effet par le Préfet sur la proposition du Conseil du travail, du Comité de salaires ou du Comité professionnel d'expertise, ou, dans le cas de détermination du minimum de salaire par le Préfet dans les conditions prévues au paragraphe final de l'article 33 f, dans les communes où le Préfet jugera cet affichage nécessaire.

ART. 3. — L'article 2, § 1^{er} et 2 du décret du 24 septembre 1915 est modifié comme suit :

Art. 8. — Les protestations élevées contre la décision d'un Conseil du travail, d'un Comité départemental de salaires ou d'un Comité professionnel d'expertise, ou contre la décision prise par le Préfet, dans le cas prévu au paragraphe final de l'article 33 f, ainsi que toutes pièces justificatives produites à l'appui des protestations, sont transmises au Président de la Commission centrale par l'intermédiaire du Ministre, qui en délivre récépissé.

Les pièces justificatives, que la protestation émane du Gouvernement ou de tous autres intéressés, doivent être produites dans le délai d'un mois fixé par la loi pour le dépôt des protestations.

ART. 4. — L'article 14 du décret du 24 septembre 1915 est modifié comme suit :

Art. 14. — Chaque décision de la Commission est portée sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Copie de chaque décision est, en outre, transmise dans les cinq jours au Ministre, qui la notifie en la forme administrative :

1° A l'auteur de la protestation;

2° Au Président du Conseil du travail, du Comité départemental de salaires ou du Comité professionnel d'expertise, ou, dans le cas prévu au paragraphe final de l'article 33 f, au Préfet qui a pris la décision attaquée;

3° Au Préfet, qui fait procéder aux mêmes publications que celles qui ont été prescrites par l'article 2 ci-dessus.

ART. 5. — L'article 17 du décret du 24 septembre 1915, modifié par le décret du 24 septembre 1919, est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 17. — Les délégués à la Commission centrale des Conseils du travail, des Comités départementaux de salaires, du Conseil supérieur du travail, des Conseils de prud'hommes, reçoivent, pour les réunions auxquelles ils prennent part, les indemnités ci-après :

Ceux qui habitent le département de la Seine :

Une indemnité de trente-cinq francs (35 francs) pour chaque journée où ils assistent aux séances;

Ceux qui résident en dehors du département de la Seine :

1° Une indemnité de cinquante francs (50 francs) par jour depuis la veille du jour où est appelée la première affaire jusqu'au lendemain du jour où est appelée la dernière affaire dans laquelle ils doivent siéger. Toute indemnité est suspendue pour la période pendant laquelle un membre n'a pas assisté aux séances, à moins qu'il n'en ait été empêché par la maladie;

2° Le remboursement de la somme effectivement payée par eux, pour le parcours par voie ferrée, aller et retour, en seconde classe, entre la gare la plus voisine de leur résidence et Paris.

ART. 6. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Rambouillet, le 10 avril 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 12 MAI 1929.

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries des départements de Seine et Seine-et-Oise (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7, 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6,505) et du 26 novembre 1926 (p. 12,508), relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919, le premier, au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants; le second, au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement des départements de la Seine et de Seine-et-Oise où s'exerce la profession ci-après :

Boulangerie.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 26 novembre 1926 visant les pâtisseries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe premier devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Dans les établissements pratiquant la fermeture au public un jour par semaine, le maximum journalier prévu au 2° ci-dessus pourra être porté à douze heures la veille du jour de fermeture.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour les travaux ou les fabrications pour lesquels cette organisation sera justifiée par des raisons techniques, sous réserve que la journée de travail de chaque ouvrier occupé par relais ne soit coupée que par un seul repos.

(¹) J. O. du 15 mai 1929 (*Errata J. O.* du 16 mai et du 14 juin 1929).

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, le lendemain du jour de l'interruption collective, avec maximum de deux heures.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos, notamment de ceux qui sont prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder onze heures et demie. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs visées par les arrêtés prévus au paragraphe 4 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un

registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret.

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Dans les établissements n'occupant qu'un ouvrier travaillant sans l'assistance du patron et faisant normalement quatre fournées au maximum, lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles, il n'aura pas été possible d'achever la dernière fournée dans les limites fixées à l'article 2, la durée du travail de l'ouvrier pourra être prolongée d'une heure au maximum. Une prolongation d'égale durée pourra être autorisée par l'inspecteur du travail, dans les mêmes circonstances, pour les établissements qui seraient reconnus par lui, après consultation des organisations patronales et ouvrières, comme occupant seulement deux hommes, y compris, le cas échéant, le patron, et faisant normalement sept fournées au maximum.

La fournée visée ci-dessus comporte 54 pains de deux kilogrammes ou leur équivalence en pains de fantaisie, soit 80 pains de 700 grammes ou 120 pains de 300 grammes.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Quatre-vingts heures par an, réparties sur quatre-vingts jours au plus et sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour

lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé, du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 5 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 mai 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 12 JUIN 1929

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Sète (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales :

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919 ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants ;

Vu l'accord intervenu le 14 janvier 1929, entre le Syndicat des Patrons pâtisseries de la ville de Sète et le Syndicat des ouvriers pâtisseries de la ville de Sète ;

Vu la demande contenue dans l'accord précité ;

(1) J. O. du 18 juin 1929.

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Sète aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie et les autres jours neuf heures et demie coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les pâtisseries proprement dites, qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre huit heures trois quarts par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures un quart, le personnel ayant, pendant une heure au moins, le droit de quitter l'établissement;

c. Dans les boulangeries-pâtisseries, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication les dimanches et jours de fête où cette organisation serait justifiée.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans un quartier, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans le quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a* : quatre heures et demie le dimanche et onze heures les autres jours ouvrables; pour les établissements de la catégorie *b*, douze heures, et pour les établissements de la catégorie *c*, onze heures et demie. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seraient intervenus les arrêtés visés au paragraphe 3 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail

auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail.)

Cent vingt heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées

comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 juin 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 13 JUIN 1929

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail des villes de Nantes et de Rezé ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et, notamment, les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

Art. 3, § 3. — « Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique » ;

Vu l'accord conclu le 24 décembre 1928 entre le Syndicat des pharmaciens de la Loire-Inférieure et des pharmaciens non syndiqués de Nantes et de Rezé, d'une part; et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de la Loire-Inférieure et des préparateurs non syndiqués de Nantes et de Rezé, d'autre part;

Vu la demande formulée à l'article X de l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des villes de Nantes et de Rezé, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926, est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

1° Du 1^{er} novembre au 31 mars : de 8 heures à 18 heures, avec un repos intercalaire de deux heures consécutives;

2° Du 1^{er} avril au 31 octobre :

Le lundi, de 13 heures à 19 heures;

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 h. 30 à 19 heures, avec un repos intercalaire de deux heures consécutives.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3°, du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder cent vingt-cinq par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreranno en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 juin 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 9 JUILLET 1929

fixant les nouveaux traitements du personnel de l'inspection du travail (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu l'article 185 de la loi du 13 juillet 1925;

Vu le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail, modifié par les décrets des 13 janvier et 17 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926 et 14 avril 1927;

Vu le décret du 7 décembre 1928 portant fixation des traitements et des classes du personnel de l'inspection du Travail,

(¹) *J. O.* du 11 juillet 1929.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les nouveaux traitements que comportent les emplois du service de l'inspection du travail sont fixés ainsi qu'il suit :

Inspecteurs divisionnaires :

Hors classe	48.000 francs.
1 ^{re} classe	44.000 —
2 ^e classe	40.500 —
3 ^e classe	37.000 —

Inspecteurs et inspectrices départementaux :

Hors classe, 2 ^e échelon	32.000 francs.
Hors classe, 1 ^{er} échelon	29.000 —
1 ^{re} classe	26.200 —
2 ^e classe	23.400 —
3 ^e classe	20.600 —
4 ^e classe	17.800 —
5 ^e classe	15.000 —

ART. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit ne peut être attribué aux fonctionnaires de l'inspection du travail que dans les limites et conditions fixées par un décret contresigné par le Ministre des Finances et publié au *Journal officiel*.

ART. 3. — Il n'est apporté aucune modification à la répartition actuelle des agents entre les différentes classes. Les nouveaux traitements seront attribués aux agents suivant leur classe respective.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur nouveau traitement comptera du jour de leur dernière promotion.

Sous réserve des mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7), 17 avril 1924, 31 mars 1924 et 9 décembre 1927, la répartition des agents entre les différentes classes doit être telle que la dépense totale pour l'ensemble du personnel ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application du traitement moyen dans chaque emploi.

Art. 4. — Les améliorations de traitement résultant de l'application du présent décret auront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1929.

Sont abrogées, à compter de la même date, toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Art. 5. — Le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 9 juillet 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,
HENRY CHÉRON.

Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,
LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 16 JUILLET 1929

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de biscottes et produits de régime ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 8 juillet 1928, page 7624, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de biscottes, de pain et autres produits de régime, de pain grillé, de biscuits de soldats, de biscuits de mer;

Vu le décret du 6 août 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des modifications prévues aux articles 2 et 3 du présent décret, les dispositions du décret du 6 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie, sont étendues aux établissements ou parties d'établissement ci-après énumérées :

« Fabriques de biscottes, de pain et autres produits de régime, de pain grillé, de biscuits de soldats, de biscuits de mer. »

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 2 du décret précité du 6 août 1925 est remplacé, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérées à l'article 1^{er} du présent décret, par la disposition suivante :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques. »

ART. 3. — Le paragraphe 3 de l'article 4 du décret précité du 6 août 1925 est remplacé, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par la disposition suivante :

« Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les ouvriers spécialement chargés de la préparation des pâtes, et pour le personnel visé par les arrêtés qui interviendraient en application du paragraphe 2 de l'article 2. »

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

(1) J. O. du 20 juillet 1929. Erratum J. O. 21 juillet 1929.

ART. 5. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 18 JUILLET 1929

portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 17 août 1921, modifié par le décret du 5 mars 1926 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail (*).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 17 août 1921, modifié par le décret du 5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 24 décembre 1927 (p. 12907); 23-24 janvier 1928 (p. 1053), 9 mars 1928 (p. 2661); *Erratum* au *Journal officiel* des 12-13 mars 1928 (p. 2786), relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la révision du décret précité du 17 août 1921, modifié par le décret du 5 mars 1926;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6, 3° du décret du 17 août 1921, modifié par le décret du 5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, est modifié comme suit :

ART. 6. —3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent cinquante heures par an.

Ce chiffre pourra être augmenté de cinquante heures pendant les années 1928 et 1929.

Dans les villes de moins de 5.000 habitants..... (le reste sans changement).

(*) J. O. du 20 juillet 1929.

En outre, lorsqu'un accord sera intervenu entre organisations patronales et ouvrières, dans une localité ou une région, aux termes duquel les officines seront fermées au public certains jours fériés légaux ou jours de fête locale, un service de garde par roulement étant assuré, l'inspecteur départemental pourra autoriser les établissements parties à l'accord qui rempliront leurs obligations contractuelles, à pratiquer une prolongation de la durée du travail, en compensation des heures perdues par suite de chômage collectif des jours autres que les jours de repos hebdomadaire, dans la mesure où ces heures perdues n'auront pas été déjà compensées par une prolongation de la durée du travail dans la semaine même où le chômage collectif s'est produit.

Le nombre d'heures ainsi autorisées ne pourra en aucun cas excéder cinquante par an; il sera réduit à vingt-cinq pour le second semestre de l'année 1929.

ART. 2. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 juillet 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 20 JUILLET 1929

portant règlement d'administration publique étendant les dispositions du décret du 12 août 1925, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la marbrerie et de la sculpture statuaire, à l'industrie du moulage statuaire et à la fabrication de statues et objets divers en plâtre ou autres matières plastiques ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

(*) J. O. du 25 juillet 1929.

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 12 août 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la marbrerie et de la sculpture-statuaire;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 avril 1929 (p. 4226) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'extension des dispositions du décret précité du 12 août 1925 à l'industrie du moulage-statuair et à la fabrication de statues et objets divers en plâtre ou autres matières plastiques;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 12 août 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la marbrerie et de la sculpture-statuair, est complété, après la rubrique : « Sculpture-statuair, sculpture-ornemaniste », par les mots « Moulage-statuair; fabrication et décoration de statues et objets divers en plâtre, en terre, en stuc, ou autres matières plastiques. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 juillet 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 25 JUILLET 1929

*modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps
des inspecteurs du travail* (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu le chapitre II (inspecteurs du travail) du titre III (de l'Inspection du travail) du livre II du Code du travail;

(1) J. O. du 9 août 1929.

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926 et 14 avril 1927;

Vu l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 112 du livre II du Code du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 29 mars 1920 et 14 avril 1927 est complété comme suit :

« Dans la 1^{re} circonscription, l'un des fonctionnaires chargés d'assister l'inspecteur divisionnaire dans son contrôle pourra être une inspectrice choisie parmi les inspectrices départementales inscrites sur un tableau spécialement dressé à cet effet et arrêté par le Ministre du Travail à la fin de chaque année sur la proposition de la Commission de classement prévue par le décret du 3 mai 1907 modifié. Ne pourront figurer à ce tableau que les inspectrices appartenant au moins à la 1^{re} classe. »

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 25 juillet 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre des Finances,

HENRY CHÉRON.

DECRET DU 12 AOUT 1929

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries et confiseries des villes de Rouen, Le Havre et de diverses communes avoisinantes ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement

(*) J. O. du 20 août 1929. Erratum au J. O. du 22 août 1929.

d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter, dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 26 novembre 1926 (p. 12508) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les villes de Rouen et du Havre et dans les communes de Sotteville, Petit et Grand-Quevilly, Canteleu, Deville, Maromme, Darnétal, Mont-Saint-Aignan, Bihorel, Boisguillaume, Saint-Léger-du-Bourg-Denis, Blosseville-Bonsecours, Amfreville-la-Mi-Voie, Sainte-Adresse, Sanvic et Bléville, aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie, de confiserie, et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine, lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi, ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie et les autres jours neuf heures et demie, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les confiseries, dans les pâtisseries proprement dites et dans les boulangeries-pâtisseries qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie

par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à deux heures et demie, le personnel ayant, pendant une heure au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication, les samedis, dimanches et jours de fête où cette organisation serait justifiée.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres) une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a*, quatre heures et demie le dimanche et onze heures les autres jours ouvrables, et pour les établissements de la catégorie *b*, onze heures. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seraient intervenus les arrêtés visés au paragraphe 3 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre constamment tenu à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage;

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef de l'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent cinquante heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 12 août 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 16 AOUT 1929

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime de répartition du travail dans les magasins de nouveautés, confection et mercerie de la ville de Nantes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires dans un certain nombre de villes, et notamment l'article 2, § 3, conçu comme suit :

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe »;

Vu l'accord intervenu le 1^{er} décembre 1928 entre le Syndicat nantais du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent, et le Syndicat des marchands de confections, nouveautés et mercerie de Nantes, d'une part; et l'Union nantaise des syndicats des travailleurs chrétiens et le Syndicat des employés des deux sexes, d'autre part;

(1) J. O. du 22 août 1929.

Vu les demandes formulées par les signataires de l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Nantes, pour tous les établissements ou parties d'établissement où s'exerce le commerce de détail des marchandises ci-après : nouveautés et spécialités qui s'y rattachent, confection et mercerie, est établi le régime uniforme ci-après de répartition du travail :

Le lundi de 13 h. 15 à 18 h. 45;

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 h. 15 à 18 h. 45, avec un repos de deux heures consécutives.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 16 août 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 18 AOUT 1929

portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes ().*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1910 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1910;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920, p. 6503, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures au commerce de détail de denrées autres que les denrées alimentaires dans les villes de plus de 25.000 habitants.

(*) *J. O.* du 22 août 1929.

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 26 novembre 1926 (p. 12508) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;
Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er}, 2^o et 3^o, de l'article 1^{er} du décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes, sera désormais rédigé comme suit :

« 2^o Dans les villes de Beauvais, Bordeaux, Compiègne, Creil, Dunkerque, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Nice, Roubaix, Rouen, Saint-Etienne, Toulon, Toulouse, Tourcoing, Villeurbanne et dans les communes limitrophes desdites villes;

« 3^o Dans les villes d'Aix, Albi, Alès, Amiens, Angers, Angoulême, Argenteuil, Arles, Arras, Avignon, Bastia, Bayonne, Belfort, Besançon, Béziers, Boulogne-sur-Mer, Bourges, Brest, Bruay-les-Mines, Caen, Calais, Cambrai, Cannes, Carcassonne, Castres, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Châteauroux, Chaumont, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Le Creusot, Denain, Dijon, Douai, Epinal, Grenoble, Laval, Lens, Limoges, Lorient, Lunéville, Le Mans, Montauban, Montceau-les-Mines, Montluçon, Montpellier, Narbonne, Nevers, Nîmes, Niort, Orléans, Pau, Périgueux, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes, Roanne, Rochefort, La Rochelle, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, Saint-Quentin, Sète, Tarbes, Tours, Troyes, Valence, Valenciennes, Versailles, Vienne.

ART. 2. — L'article 6, 2^o, du décret précité du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928, sera désormais rédigé comme suit :

2^o Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cent cinquante heures. Ce chiffre pourra être augmenté de cinquante heures pendant l'année 1929, et de vingt-cinq heures pendant les années 1930 et 1931, pour les établissements visés à l'article 1^{er} situés dans les villes ci-après : Aix, Albi, Alès, Angoulême, Argenteuil, Arles, Arras, Avignon, Bastia, Bayonne, Beauvais et les communes limitrophes, Belfort, Bourges, Bruay-les-Mines, Cambrai, Cannes, Castres, Châlons-sur-Marne, Chalon-s.-Saône, Châteauroux, Chaumont, Cherbourg, Compiègne et les communes limitrophes, Creil et les communes limitrophes, Le Creusot, Denain, Douai, Dunkerque et les communes limitrophes, Epinal, Laval, Lens, Lorient, Lunéville, Montauban, Montceau-les-Mines, Montluçon, Nevers, Niort, Pau, Périgueux, Poitiers, Roanne, Rochefort, La Rochelle, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, Saint-Quentin, Sète, Tarbes, Valence, Valenciennes, Vienne.

Pour le personnel affecté spécialement aux services d'expédition et d'emballage, les maxima prévus aux deux alinéas ci-dessus pourront être augmentés de cinquante heures par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 18 août 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 20 SEPTEMBRE 1929

portant modification du décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu le chapitre II (Inspection du travail) du titre III (de l'Inspection du travail) du livre II du Code du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926, 14 avril 1927 et 25 juillet 1929;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 112 du livre II du Code du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 12 juin 1919 et 14 avril 1927 est modifié comme suit :

« Le nombre des inspecteurs du travail est fixé comme suit :

- 12 inspecteurs divisionnaires;
- 126 inspecteurs départementaux;
- 26 inspectrices départementales.

ART. 2. — L'article 3 du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 12 juin 1919, 15 juillet 1922 et 14 avril 1927 est modifié comme suit :

« La délimitation des circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, le lieu de leurs résidences, l'indication des départements

(1) J. O. du 25 septembre 1929.

inspectés par les inspecteurs ou inspectrices départementaux, les lieux de résidence de ces inspecteurs ou inspectrices sont inscrits au tableau suivant :

CIRCON- SCRIPTIONS	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des INSPECTEURS et inspectrices départementaux	RÉSIDENCE des INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.	RÉSIDENT des INSPECTEURS divisionnaires.
1 ^{re} .	Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.	25 inspecteurs. 12 inspectrices.	Paris (24 inspecteurs, 12 inspectrices), Versailles.	Paris.
2 ^e .	Haute-Vienne, Loiret, Loire-Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Indre, Creuse, Allier et Cher.	6 inspecteurs. 1 inspectrice.	Limoges (1 inspecteur, 1 inspectrice), Orléans, Tours, Poitiers, Montluçon, Bourges.	Limoges.
3 ^e .	Yonne, Nièvre, Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Doubs, Jura et Saône-et-Loire.	8 inspecteurs. 1 inspectrice.	Nevers, Troyes, Dijon (2 inspecteurs, 1 inspectrice), Chaumont, Belfort, Besançon, Chalon-sur-Saône.	Dijon.
4 ^e .	Meurthe-et-Moselle, Aisne, Ardennes, Marne, Meuse et Vosges.	9 inspecteurs. 1 inspectrice.	Saint-Quentin, Reims (2 inspecteurs), Charleville, Nancy (4 inspecteurs, 1 inspectrice), Épinal.	Nancy.
5 ^e .	Nord, Pas-de-Calais et Somme.	15 inspecteurs. 2 inspectrices.	Lille (4 inspecteurs, 2 inspectrices), Roubaix, Tourcoing, Douai, Valenciennes, Maubeuge, Cambrai, Dunkerque, Calais, Arras, Amiens (2 inspecteurs).	Lille.
6 ^e .	Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados et Manche.	9 inspecteurs. 1 inspectrice.	Creil, Rouen (2 inspecteurs, 1 inspectrice), Le Havre (1 inspecteur, 1 inspectrice), Elbeuf, Chartres, Alençon, Caen, Cherbourg.	Rouen.
7 ^e .	Sarthe, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres et Maine-et-Loire.	9 inspecteurs. 1 inspectrice.	Le Mans, Nantes (2 inspecteurs, 1 inspectrice), Rennes, Saint-Brieuc, Angers, Brest, Lorient, Laval.	Nantes.
8 ^e .	Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze et Lot.	8 inspecteurs. 1 inspectrice.	Bordeaux (3 inspecteurs, 1 inspectrice), Agen, Pau, Tarbes, La Rochelle, Angoulême.	Bordeaux.
9 ^e .	Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne et Ariège.	6 inspecteurs. 1 inspectrice.	Carrassonne, Montpellier, Rodez, Castres, Toulouse (2 inspecteurs, 1 inspectrice).	Toulouse.
10 ^e .	Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard et Ardèche.	10 inspecteurs. 2 inspectrices.	Marseille (5 inspecteurs, 2 inspectrices), Toulon, Nice, Avignon, Valence, Nîmes.	Marseille.
11 ^e .	Rhône, Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Puy-de-Dôme, Loire et Haute-Loire.	12 inspecteurs. 2 inspectrices.	Lyon (6 inspecteurs, 2 inspectrices), Grenoble, Chambéry, Saint-Etienne (2 inspecteurs), Roanne, Clermont-Ferrand.	Lyon.
12 ^e .	Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin.	9 inspecteurs.	Strasbourg (4), Metz (2), Mulhouse (2), Colmar (1).	Strasbourg.

ART. 3. — L'article 7 du décret du 22 septembre 1913 modifié par les décrets des 29 mars 1920 et 14 avril 1927 est modifié comme suit :

Les inspecteurs et inspectrices départementaux sont répartis en sept classes dénommées comme suit :

5^e classe, 4^e classe, 3^e classe, 2^e classe, 1^{re} classe, hors-classe 1^{er} échelon, hors-classe 2^e échelon.

Le nombre des inspecteurs ou inspectrices répartis dans les différentes classes est limité conformément aux indications ci-après :

Inspecteurs ou inspectrices hors-classe, 2^e et 1^{er} échelons : 41 au maximum, dont 22 au plus au 2^e échelon;

Inspecteurs ou inspectrices départementaux de 1^{re} et 2^e classes : 46 au maximum, dont 23 au plus en 1^{re} classe;

Inspecteurs ou inspectrices de 3^e classe : 24 au maximum.

ART. 4. — L'article 8 du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 29 mars 1920 et 14 avril 1927 est modifié comme suit :

Les inspecteurs divisionnaires sont répartis en quatre classes dénommées comme suit :

3^e classe, 2^e classe, 1^{re} classe, hors-classe.

Les inspecteurs divisionnaires seront répartis conformément aux indications ci-après :

Hors-classe : trois inspecteurs au maximum;

1^{re} classe : trois inspecteurs au maximum;

2^e classe : trois inspecteurs au maximum.

ART. 5. — L'article 12 du décret du 22 septembre 1913 est abrogé.

ART. 6. — Le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 20 septembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre des Finances,

HENRY CHÉRON.

DECRET DU 14 NOVEMBRE 1929

portant règlement d'administration publique pour l'extension aux boulangeries du département de Seine-et-Marne des dispositions du décret du 12 mai 1929 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

(1) *J. O.* du 16 novembre 1929.

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée le 17 avril 1929 au préfet de Seine-et-Marne par l'Union des syndicats patronaux de la boulangerie de Seine-et-Marne, d'accord avec l'organisation ouvrière;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter, dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 26 novembre 1926 (p. 12508), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu le décret du 12 mai 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise;

Vu l'accord intervenu, le 29 avril 1929, entre l'Union des syndicats patronaux de la boulangerie de Seine-et-Marne et le Syndicat des ouvriers boulangers de la Seine, Seine-et-Oise, et départements limitrophes, confirmé par dépêche de l'organisation patronale du 25 juin 1929;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 12 mai 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne où s'exerce la profession ci-après :

Boulangerie.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 26 novembre 1926 visant les pâtisseries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise;

2° Les pâtisseries de Seine-et-Marne, qui seront réglementées par un décret spécial.

ART. 2. — Les dispositions du décret précité du 12 mai 1929 seront applicables aux boulangeries du département de Seine-et-Marne quinze jours après la publication du présent décret au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 novembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 16 NOVEMBRE 1929

abrogeant et remplaçant le décret du 19 février 1927 relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle, par application de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 en vue de l'extension éventuelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail;

Vu la loi de finances du 30 avril 1921;

Vu l'avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles;

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les cas de maladies d'origine professionnelle que les docteurs en médecine ou officiers de santé doivent déclarer aux termes de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919, en vue de l'extension éventuelle de la législation sur les accidents du travail à ces maladies, sont les suivants :

1° Toutes les maladies ayant un caractère professionnel causées :

- a. Par le plomb et ses composés;
- b. Par le mercure et ses composés;
- c. Par les hydrocarbures et leurs dérivés chlorés et nitrés, notamment le benzène, le tétrachloréthane, le tétrachlorure de carbone, l'éthylène perchloré, l'éthylène trichloré, l'éthylène dichloré, le chloroforme, l'éthane pentachloré, les nitro-benzènes;
- d. Par l'aniline et ses dérivés;
- e. Par le sulfure de carbone;
- f. Par les vapeurs nitreuses, le chlore et autres gaz chlorés, le brome, l'acide fluorhydrique, le gaz sulfureux, l'hydrogène sulfuré et le sulfhydrate d'ammoniaque, l'acide cyanhydrique, l'acide picrique, l'oxyde de carbone, l'oxychlorure de carbone (gaz phosgène), les formaldéhydes;
- g. Par le phosphore blanc et l'hydrogène phosphoré;
- h. Par l'hydrogène arsénié et autres composés de l'arsenic;
- i. Par l'action des brais, goudrons, huiles minérales, bitume, ciments, chaux et autres produits caustiques;
- j. Par l'action de l'acide chromique et des chromates alcalins;
- k. Par l'action des rayons X et des substances radioactives.

2° Les cas :

- a. De cancers ayant un caractère professionnel, autres que ceux déclarés du chef d'une des causes susénoncées;
- b. D'ankylostomiase;
- c. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières siliceuses, calcaires ou argileuses;
- d. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières de charbon;

(1) J. O. du 20 novembre 1929.

e. D'affections oculaires causées par les sources industrielles intensives de chaleur ou de lumière.

ART. 2. — Le décret du 19 février 1927 est abrogé.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 novembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 16 NOVEMBRE 1929

étendant à l'industrie de la peinture et du vernissage des voitures les dispositions du décret du 9 août 1920, modifié par les décrets des 9 décembre 1920, 2 avril 1926 et 17 janvier 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 9 août 1920, modifié par les décrets du 8 décembre 1920, du 2 avril 1926 et du 17 janvier 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* des 13-14 mai 1929, p. 5454, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'extension du décret précité du 9 août 1920 modifié aux industries ci-après : peinture et vernissage des voitures;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — A l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 9 août 1920, modifié par les décrets du 8 décembre 1920, du 2 avril 1926 et du 17 janvier 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries

(1) *J. O.* du 21 novembre 1929.

de la métallurgie et du travail des métaux, la rubrique « Charronnage et carrosserie en tous genres » est complétée comme suit :

« Charronnage et carrosserie en tous genres, y compris la peinture et le vernissage des voitures. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 novembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 20 DECEMBRE 1929

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par plusieurs organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6305), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 26 novembre 1926 (p. 12508), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables

⁽¹⁾ J. O. des 26 et 27 décembre 1929. (Errata J. O. 29 décembre 1929.)

dans la ville de Lyon, dans le canton de Villeurbanne et dans les communes d'Oullins, Sainte-Foy-lès-Lyon, la Mulatière, Pierre-Bénite, Saint-Genis-Laval, Brignais, Tassin-la-Demi-Lune, Saint-Rambert-L'Île-Barbe, Caluire-et-Cuire, aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine, lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925, visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 21 mai 1925 visant les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de Lyon et de diverses communes avoisinantes.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente. Dans ce cas, la durée journalière du travail ne pourra excéder neuf heures, sauf deux jours au plus par semaine où elle pourra être portée à dix heures.

Pour le personnel affecté à la vente, en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie, et, les autres jours, neuf heures et demie coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les pâtisseries proprement dites et dans les boulangeries-pâtisseries qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre neuf heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant une heure au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication les samedis, dimanches et jours de fête où cette organisation serait justifiée.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans

la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de compenser les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a* : quatre heures et demie le dimanche et onze heures les autres jours ouvrables, et pour les établissements de la catégorie *b* : douze heures. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seraient intervenus les arrêtés visés au paragraphe 3 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou sous la responsabilité de celui-ci par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées, éventuellement, devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être

prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret.

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent vingt heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être portée au delà de dix heures. Toutefois, cette limite de dix heures pourra être dépassée, sans cependant excéder onze heures, pendant vingt jours par an au maximum.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreranno en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 décembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 27 MAI 1929

*fixant la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi est obligatoire
dans les établissements assujettis à la loi du 26 avril 1924 (1).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre;

Vu notamment les articles 2, 3 et 10 de ladite loi;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1925 prorogé;

Vu l'avis conforme de l'Office national des mutilés;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 16 juillet 1925 (2) fixant uniformément à 10 p. 100 la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi est obligatoire dans les établissements assujettis à la loi du 26 avril 1924 est prorogé jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 2. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté du 16 juillet 1925 sont abrogés.

ART. 3. — Le Conseiller d'Etat, Directeur du travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 27 mai 1929.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

(1) J. O. du 27 mai 1929.

(2) Voir *Bulletin* 1928, p. 84.

ARRETE DU 6 JUIN 1929

fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques ()*.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'article 13 du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques;

Vu l'arrêté du Comité consultatif des Arts et Manufactures,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques, que les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus d'afficher dans un endroit apparent des salles contenant des installations électriques de la deuxième catégorie, reproduira, en caractères facilement lisibles, le texte annexé au présent arrêté.

ART. 2. — L'arrêté du 9 octobre 1913 fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents est abrogé.

Paris, le 6 juin 1929.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ANNEXE

à l'arrêté du 6 juin 1929 fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques.

INSTRUCTIONS

concernant les dangers présentés par les courants électriques.

Tout contact avec des conducteurs électriques en charge est dangereux. Même si la tension de régime entre conducteurs est faible, comme c'est le cas des basses tensions utilisées pour l'éclairage domestique, un contact avec un sol conducteur peut, dans des conditions spéciales, provoquer un accident mortel.

Ces conditions, quoique spéciales, ne sont pas exceptionnelles.

Pour qu'elles se réalisent, il suffit que la résistance normale du corps au passage du courant électrique diminue sensiblement et qu'en même temps se produise, à travers le corps, une dérivation à la terre.

Les mains moites, une forte transpiration, un sol humide, un contact direct avec des outils ou des pièces métalliques reliées à la terre, des robinets, des canalisations d'eau, de gaz, de vapeur, constituent un danger très sérieux à ce double point de vue.

Ne l'oubliez pas, tout particulièrement en maniant des lampes portatives, des outils ou des appareils électriques quelconques mobiles.

Prenez toujours vos précautions en vous isolant convenablement du sol.

Les installations électriques doivent être fréquemment vérifiées : c'est le moyen le plus sûr d'éviter les accidents.

(*) J. O. du 2 octobre 1929. Erratum J. O. du 13 octobre 1929.

SECOURS

à donner aux personnes victimes d'accidents électriques.

SOUSTRAIRE LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE LA VICTIME AUX EFFETS DU COURANT EN SE CONFORMANT RIGOREUSEMENT AUX PRESCRIPTIONS CI-DESSOUS INDIQUÉES POUR NE PAS S'EXPOSER PERSONNELLEMENT AU DANGER.

NOTA. — L'humidité rend le sauvetage particulièrement dangereux.
Dans tous les cas, prévenir un médecin.

I

Tensions au plus égales à :

Courant continu : 600 volts.

Courant alternatif simple : 250 volts.

Courant alternatif triphasé : 250/430 volts.

Écarter immédiatement le conducteur de la victime, en prenant la précaution de ne pas se mettre en contact direct ou par l'intermédiaire d'un objet métallique avec le conducteur sous tension.

II

Tensions supérieures aux précédentes et au plus égales à :

Courant continu : 6.000 volts.

Courant alternatif simple : 6.000 volts.

Courant alternatif triphasé : 3.500/6.000 volts.

Tenter de supprimer le courant, mais, si la victime est suspendue, prévoir auparavant sa chute, en préparant sur le sol : matelas, bottes de paille, etc.

Tant que le courant ne sera pas supprimé, n'entreprendre le sauvetage qu'en suivant les prescriptions suivantes :

Écartements des fils. — Sans toucher la victime, écarter le fil avec les crochets à manches isolants prévus par le dernier paragraphe de l'article 13 du décret du 1^{er} octobre 1913 ⁽¹⁾; ces crochets ne doivent pas être humides.

Lorsque le fil est tombé sur le sol et touche la victime, se placer sur le tabouret de bois verni avec pieds terminés par des pièces de porcelaine ou de verre, tabouret prévu par le dernier paragraphe de l'article 13 du décret du 1^{er} octobre 1913 ⁽²⁾.

Déplacement et dégagement de la victime. — S'il est plus facile de déplacer la victime que d'écarter les fils, le faire en observant exactement les mêmes précautions.

Dans toutes ces opérations, éviter que le fil ne vienne toucher le visage ou d'autres parties nues du corps.

(1) A défaut de ces crochets, se servir de bâtons, de cannes ou d'outils à manches isolants, à l'exclusion d'un parapluie : ces objets ne doivent pas être humides.

(2) A défaut de ce tabouret, se placer sur une chaise en bois sèche ou construire un tabouret isolant de fortune en disposant sur le sol des planches sur lesquelles on place des isolateurs ou, à défaut, des objets solides très isolants (bouteilles vides, bois de faïence, etc.), le tout surmonté par de nouvelles planches aussi sèches que possible.

III

Tensions supérieures à :

Courant continu : 6.000 volts.

Courant alternatif simple : 6.000 volts.

Courant alternatif triphasé : 3.500/6.000 volts.

Supprimer le courant, sinon le sauvetage sera toujours très dangereux. Ne l'entreprendre alors qu'en respectant scrupuleusement les précautions suivantes :

Isoler le sauveteur à la fois du côté du courant et du côté de la terre; employer les crochets à manches isolants prévus par le dernier paragraphe de l'article 13 du décret du 1^{er} octobre 1913 ⁽¹⁾.

Se placer sur le tabouret de bois vernis avec pieds terminés par des pièces de porcelaine ou de verre, tabouret prévu par le dernier paragraphe de l'article 13 du décret du 1^{er} octobre 1913 ⁽²⁾.

Si la victime est suspendue, ne faire supprimer le courant qu'après avoir prévu sa chute.

PREMIERS SOINS A DONNER EN ATTENDANT L'ARRIVÉE DU MÉDECIN.

Donner à la victime, dès qu'elle a été soustraite aux effets du courant, les soins ci-après indiqués, même dans le cas où elle présenterait les apparences de la mort.

Transporter d'abord la victime dans un local aéré, où on ne conservera qu'un petit nombre d'aides, trois ou quatre, les autres personnes étant écartées.

Desserrer les vêtements et s'efforcer, le plus rapidement possible, de rétablir la respiration et la circulation.

Pour rétablir la respiration, on doit avoir recours à la respiration artificielle.

Chercher concurremment à ramener la circulation, en frictionnant la surface du corps, en flagellant le tronc avec les mains ou avec des serviettes mouillées, en jetant de temps en temps de l'eau froide sur la figure, en faisant respirer de l'ammoniaque ou du vinaigre.

Les inhalations d'oxygène, quand on dispose de ce gaz, accélèrent le retour à la vie. Elles doivent être pratiquées par les voies respiratoires, dans les conditions qui auront été prescrites par le médecin présent.

Il est interdit de faire respirer ce gaz sous pression.

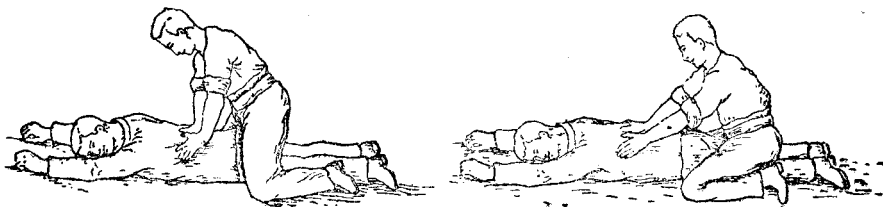
MÉTHODE DE LA RESPIRATION ARTIFICIELLE (SCHAFER).

Coucher la victime sur le ventre, les bras étendus le long de la tête. Le sauveteur se place à genoux, à cheval sur la victime, de manière à pouvoir s'asseoir sur ses mollets; il étend les bras et pose les mains ouvertes sur le dos du sujet, au niveau des dernières côtes, les pouces se

⁽¹⁾ Voir note ⁽²⁾ page précédente.

⁽²⁾ Voir note ⁽²⁾ page précédente.

touchant presque. Il appuie progressivement et de tout son poids sur le thorax, de manière à provoquer l'expiration, puis il cesse de presser, tout en laissant ses mains en place; l'inspiration se produit alors par l'élasticité des côtes et de l'abdomen. Le sauveur recommence les mêmes pressions et continue ainsi à raison d'une quinzaine de pressions par minute, réglées sur sa propre respiration.



Ces mouvements doivent être répétés jusqu'au rétablissement de la respiration naturelle, rétablissement qui peut demander plusieurs heures. N'abandonnez jamais un électrocuté sans avoir des signes certains de sa mort.

ARRETE DU 2 OCTOBRE 1929

*répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées
aux inspecteurs et inspectrices départementaux.*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 21 novembre 1920, 15 juillet 1922, 9 février, 24 et 29 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les sections territoriales d'inspection à attribuer aux inspecteurs et inspectrices départementaux, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 22 septembre 1913, modifié, sont fixées ainsi qu'il suit :

1^{re} CIRCONSCRIPTION (PARIS).

(Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.)

I. — INSPECTEURS.

Section des inspecteurs chargés du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Paris.

8^e arrondissement : Champs-Élysées, Faubourg-du-Roule, Madeleine, Europe.

16^e arrondissement : Auteuil, La Muette, Porte-Dauphine, Chaillot.

17^e arrondissement : Ternes, Plaine-Monceau, Batignolles, Epinettes.

2^e Section. — Résidence à Paris.

9^e arrondissement : Saint-Georges, Chaussée-d'Antin, Faubourg-Montmartre, Rochechouart.

18^e arrondissement : Grandes-Carrières, Clignancourt, Goutte-d'Or, La Chapelle.

3^e Section. — Résidence à Paris.

1^{er} arrondissement : Saint-Germain-l'Auxerrois, Halles, Palais-Royal, place Vendôme.

2^e arrondissement : Gaillon, Vivienne, Mail, Bonne-Nouvelle.

10^e arrondissement : Saint-Vincent-de-Paul, Porte-Saint-Denis.

4^e Section. — Résidence à Paris.

10^e arrondissement : Hôpital Saint-Louis.

19^e arrondissement : La Villette, Amérique, Combat, Pont-de-Flandre.

20^e arrondissement : Belleville.

5^e Section. — Résidence à Paris.

3^e arrondissement : Arts-et-Métiers, Enfants-Rouges, Archives, Saint-Avoye.

4^e arrondissement : Saint-Merri, Saint-Gervais, Arsenal, Notre-Dame.

6^e Section. — Résidence à Paris.

10^e arrondissement : Porte Saint-Martin.

11^e arrondissement : Folie-Méricourt, Saint-Ambroise.

7^e Section. — Résidence à Paris.

11^e arrondissement : Roquette.

20^e arrondissement : Saint-Fargeau, Père-Lachaise.

8^e Section. — Résidence à Paris.

11^e arrondissement : Sainte-Marguerite.

12^e arrondissement : Bel-Air, Picpus, Bercy, Quinze-Vingts.

20^e arrondissement : Charonne.

9^e Section. — Résidence à Paris.

5^e arrondissement : Saint-Victor, Jardin-des-Plantes, Val-de-Grâce, Sorbonne.

13^e arrondissement : Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche, Croulebarbe.

14^e arrondissement : Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge, Plaisance.

10^e Section. — Résidence à Paris.

6^e arrondissement : Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs, Saint-Germain-des-Prés.

7^e arrondissement : Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, Ecole Militaire, Gros-Caillou.

15^e arrondissement : Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel.

11^e Section. — Résidence à Paris.

Canton de Boulogne-sur-Seine.

Commune de Suresnes du canton de Puteaux.

Commune d'Issy-les-Moulineaux du canton de Vanves.

12^e Section. — Résidence à Paris.

Canton de Puteaux moins la commune de Suresnes; cantons de Courbevoie, de Colombes, de Neuilly-sur-Seine.

13^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons de Clichy et de Levallois-Perret, canton d'Asnières moins la commune de Villeneuve-la-Garenne.

14^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons de Saint-Denis et de Saint-Ouen, commune de Villeneuve-la-Garenne du canton d'Asnières.

15^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons d'Aubervilliers et de Noisy-le-Sec.

16^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons de Pantin, de Montreuil-sous-Bois et de Vincennes.

17^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons d'Ivry-sur-Seine, Villejuif et Sceaux.

18^e Section. — Résidence à Paris.

SEINE : Chantiers du Métropolitain.

SEINE-ET-MARNE : Cantons de Brie-Comte-Robert, La Chapelle-la-Reine, Château-Landon, Le Châtelet-en-Brie, Fontainebleau, Lorrez-le-Bocage, Melun-Nord, Melun-Sud, Moret-sur-Loing, Mormant, Nemours, Tournon-en-Brie, de l'arrondissement de Melun; canton de Montereau-Fault-Yonne, de l'arrondissement de Provins.

19^e Section. — Résidence à Paris.

SEINE : Cantons de Nogent-sur-Marne et de Saint-Maur.

SEINE-ET-MARNE : Cantons de Claye-Souilly, Coulommiers, Crécy-en-Brie, Dammartin-en-Goële, la Ferté-sous-Jouarre, Lagny, Lisy-sur-Ourcq, Meaux, Rebaix de l'arrondissement de Meaux.

Canton de Rozoy, de l'arrondissement de Melun.

Cantons de Bray-sur-Seine, Donnemarie-en-Montois, La Ferté-Gaucher, Nangis, Provins, Villiers-Saint-Georges, de l'arrondissement de Provins.

20^e Section. — Résidence à Versailles.

SEINE : Communes de Vanves, de Châtillon-sous-Bagneux, de Malakoff et de Clamart, du canton de Vanves.

SEINE-ET-OISE : Arrondissement de Versailles, moins le canton d'Argenteuil.

Arrondissement de Rambouillet, moins les cantons d'Etampes et de Méréville; canton de Magny-en-Vexin, de l'arrondissement de Pontoise.

21^e Section. — Résidence à Paris.

SEINE : Canton de Charenton.

SEINE-ET-OISE : Arrondissement de Corbeil, canton d'Argenteuil.

Arrondissement de Pontoise, moins le canton de Magny-en-Vexin, cantons d'Etampes et de Méréville, de l'arrondissement de Rambouillet.

II. — INSPECTRICES.

22^e Section. — Résidence à Paris.

1^{er} arrondissement : Saint-Germain-l'Auxerrois, Palais-Royal, place Vendôme.

2^e arrondissement : Gaillon.

Cantons de Puteaux et de Neuilly-sur-Seine.

23^e Section. — Résidence à Paris.

8^e arrondissement : Faubourg-du-Roule, Madeleine, Europe.

17^e arrondissement : Ternes, Plaine-Monceau, Batignolles.

Cantons de Courbevoie et de Colombes.

24^e Section. — Résidence à Paris.

9^e arrondissement : Saint-Georges, Chaussée-d'Antin.

17^e arrondissement : Epinettes.

18^e arrondissement : Grandes-Carrières.

Cantons de Levallois-Perret et d'Asnières.

25^e Section. — Résidence à Paris.

2^e arrondissement : Vivienne.

9^e arrondissement : Faubourg-Montmartre, Rochechouart.

18^e arrondissement : Clignancourt, Goutte-d'Or, La Chapelle.

Cantons de Saint-Denis et de Saint-Ouen.

26^e Section. — Résidence à Paris.

2^e arrondissement : Bonne-Nouvelle.

10^e arrondissement : Saint-Vincent-de-Paul, Porte-Saint-Denis.

19^e arrondissement : La Villette, Pont-de-Flandre.

Cantons de Pantin et d'Aubervilliers.

27° Section. — Résidence à Paris.

3° arrondissement : Arts-et-Métiers, Sainte-Avoye.

10° arrondissement : Porte-Saint-Martin, Hôpital Saint-Louis.

19° arrondissement : Amérique, Combat.

Cantons de Montreuil-sous-Bois et de Noisy-le-Sec.

28° Section. — Résidence à Paris.

3° arrondissement : Enfants-Rouges, Archives.

11° arrondissement : Folie-Méricourt, Saint-Ambroise.

20° arrondissement : Belleville, Saint-Fargeau, Père-Lachaise.

Cantons de Vincennes et de Nogent-sur-Marne.

29° Section. — Résidence à Paris.

1° arrondissement : Les Halles.

2° arrondissement : Mail.

4° arrondissement : Saint-Merri, Saint-Gervais, Arsenal.

11° arrondissement : Roquette.

Cantons de Charenton et de Saint-Maur.

30° Section. — Résidence à Paris.

4° arrondissement : Notre-Dame.

5° arrondissement : Saint-Victor, Jardin-des-Plantes.

11° arrondissement : Sainte-Marguerite.

12° arrondissement : Bel-Air, Picpus, Bercy, Quinze-Vingts.

13° arrondissement : Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche, Croulebarbe.

20° arrondissement : Charonne.

Cantons d'Ivry-sur-Seine et de Clichy.

31° Section. — Résidence à Paris.

5° arrondissement : Val-de-Grâce, Sorbonne.

6° arrondissement : Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs.

14° arrondissement : Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge, Plaisance

Cantons de Sceaux et de Villejuif.

32° Section. — Résidence à Paris.

6° arrondissement : Saint-Germain-des-Prés.

7° arrondissement : Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, Ecole-Militaire, Gros-Caillou.

8° arrondissement : Champs-Élysées.

15° arrondissement : Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel.

16° arrondissement : Auteuil, Muette, Porte-Dauphine, Chaillot.

Cantons de Vanves et de Boulogne.

Inspecteur départemental chargé provisoirement d'enquêtes spéciales.

Résidence à Paris.

Inspectrice départementale chargée de la suppléance des inspectrices de la 1° circonscription et du secrétariat de l'inspecteur divisionnaire.

Résidence à Paris.

Paris.

2° CIRCONSCRIPTION (LIMOGES, provisoirement TOURS).

(Loiret, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Vienne, Haute-Vienne, Allier, Creuse.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Orléans.

LOIRET.

LOIR-ET-CHER : Arrondissement de Blois.

2^e Section. — Résidence à Tours.

INDRE-ET-LOIRE.

LOIR-ET-CHER : Arrondissement de Vendôme.

3^e Section. — Résidence à Poitiers.

VIENNE.

INDRE, moins les cantons de Issoudun-Nord, Issoudun-Sud, Saint-Christophe-en-Bazelle, Vatan, de l'arrondissement de Châteauroux.

4^e Section. — Résidence à Limoges.

HAUTE-VIENNE.

CREUSE : Canton de La Souterraine, de l'arrondissement de Guéret.

5^e Section. — Résidence à Montluçon.

ALLIER.

CREUSE, moins le canton de la Souterraine, de l'arrondissement de Guéret.

6^e Section. — Résidence à Bourges.

CHER.

INDRE : Cantons de Issoudun-Nord, Issoudun-Sud, Saint-Christophe-en-Bazelle, Vatan, de l'arrondissement de Châteauroux.

II. — INSPECTRICES.

7^e Section. — Résidence à Tours.

INDRE-ET-LOIRE : Ville de Tours et banlieue immédiate.

INDRE : Arrondissement de Châteauroux.

CHER : Canton de Vierzon.

LOIR-ET-CHER : Cantons de Romorantin, de Lamotte-Beuvron, de Menetou-sur-Cher, de Neung-sur-Beuvron, de Salbris, de Selles-sur-Cher, de l'arrondissement de Blois.

3^e CIRCONSCRIPTION (DIJON.)

(*Yonne, Nièvre, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône,
Territoire de Belfort, Doubs, Jura, Saône-et-Loire.*)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Nevers.

NIÈVRE.

YONNE : Arrondissements d'Auxerre et de Sens.

2^e Section. — Résidence à Troyes.

AUBE, moins l'arrondissement de Bar-sur-Aube.

3^e Section. — Résidence à Dijon.

CÔTE-D'OR : Cantons de Dijon-Ouest, Dijon-Sud, Auxonne, Genlis, Gevrey-Chambertin et Sombernon de l'arrondissement de Dijon; arrondissement de Beaune; arrondissement de Montbard, moins les cantons d'Aignay-le-Duc, Baigneux-les-Juifs, Châtillon-sur-Seine, Laignes, Montigny-sur-Aube et Recey-sur-Ource.

JURA : Arrondissement de Dôle.

YONNE : Arrondissement d'Avallon.

4^e Section. — Résidence à Dijon.

CÔTE-D'OR : Arrondissement de Dijon moins les cantons de Dijon-Ouest, Dijon-Sud, Auxonne, Genlis, Gevrey-Chambertin et Sombernon; cantons d'Aignay-le-Duc, Baigneux-les-Juifs, Châtillon-sur-Seine, Laignes, Montigny-sur-Aube et Recey-sur-Ource de l'arrondissement de Montbard.

HAUTE-SAÔNE : Arrondissement de Vesoul.

SAÔNE-ET-LOIRE : Arrondissement d'Autun; canton de Montchanin-les-Mines et commune de Saint-Léger-sur-Dheune, de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône.

5^e Section. — Résidence à Chaumont.

HAUTE-MARNE.

AUBE : Arrondissement de Bar-sur-Aube.

6^e Section. — Résidence à Belfort.

TERRITOIRE DE BELFORT.

DOUBS : Arrondissement de Montbéliard, moins les cantons de Clerval et de l'Isle-sur-le-Doubs.

HAUTE-SAÔNE : Arrondissement de Lure.

7^e Section. — Résidence à Besançon.

DOUBS : Arrondissements de Besançon et de Pontarlier; cantons de Clerval et de l'Isle-sur-le-Doubs, de l'arrondissement de Montbéliard.

JURA : moins l'arrondissement de Dôle.

8° Section. — Résidence à Chalon-sur-Saône.

SAÔNE-ET-LOIRE : moins l'arrondissement d'Autun, le canton de Montchanin-les-Mines et la commune de Saint-Léger-sur-Dheune.

II. — INSPECTRICES.

9° Section. — Résidence à Dijon.

CÔTE-D'OR : Ville de Dijon.

AUBE : Ville de Troyes.

SAÔNE-ET-LOIRE : Villes de Mâcon et de Chalon-sur-Saône.

Dans toute l'étendue des trois départements ci-dessus, contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au travail des ouvriers et ouvrières à domicile.

4° CIRCONSCRIPTION (NANCY).

(Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Saint-Quentin.

AISNE : Arrondissements de Laon, Saint-Quentin et Vervins.

2° Section. — Résidence à Reims.

AISNE : Arrondissement de Soissons.

ARDENNES : Arrondissements de Rethel et de Vouziers.

MARNE : 1^{er} et 4^e cantons de la ville de Reims; cantons de Bourgogne, de Châtillon-sur-Marne, de Fismes, de Ville-en-Tardenois, de l'arrondissement de Reims.

3° Section. — Résidence à Reims.

MARNE : Arrondissement d'Épernay, de Châlons-sur-Marne et de Vitry-le-François; 2° et 3° cantons de la ville de Reims.

Cantons d'Ay, de Beine et de Wersy, de l'arrondissement de Reims.

4° Section. — Résidence à Charleville.

ARDENNES : Arrondissement de Mézières.

5° Section. — Résidence à Nancy.

MEUSE.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Cantons de Colombey-les-Belles, Domèvre-en-Haye, Toul-Nord, Toul-Sud.

Nancy-Ville : 5° et 6° sections.

6^e Section. — Résidence à Nancy.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Arrondissement de Briey; cantons Est et Nord de Nancy, moins la commune de Chaligny; de Nomeny, de Pont-à-Mousson de l'arrondissement de Nancy; canton de Thiaucourt.

Nancy-Ville : 7^e et 8^e sections.

7^e Section. — Résidence à Nancy.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Arrondissement de Lunéville; cantons de Nancy-Sud et de Saint-Nicolas, de l'arrondissement de Nancy.

Nancy-Ville : 1^{re} et 2^e sections.

VOSGES : Cantons de Raon-l'Étape et de Senones, de l'arrondissement de Saint-Dié.

8^e Section. — Résidence à Nancy.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Cantons Ouest de Nancy, de Haroué et de Vézelise, de l'arrondissement de Nancy; commune de Chaligny, du canton de Nancy-Nord.

Nancy-Ville : 3^e et 4^e sections.

VOSGES : Arrondissement de Neufchâteau.

Cantons de Charmes, de Darney, de Dompierre, de Mirecourt, de Montheureux-sur-Saône, de Vittel.

Canton de Rambervillers, de l'arrondissement d'Épinal.

9^e Section. — Résidence à Épinal.

VOSGES : Arrondissement d'Épinal, moins le canton de Rambervillers.

Cantons de Plombières-les-Bains, de Remiremont, de Saulxures-sur-Moselotte, du Thillot.

Arrondissement de Saint-Dié, moins les cantons de Raon-l'Étape et de Senones.

II. — INSPECTRICES.

10^e Section. — Résidence à Nancy.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Arrondissements de Nancy et de Lunéville.

5^e CIRCONSCRIPTION (LILLE).

(Nord, Pas-de-Calais, Somme.)

I. — INSPECTEURS.

Section de l'inspecteur chargé du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Lille.

Canton Centre de Lille (partie de ce canton située au nord de la rue Solférino) et centralisation du service pour Lille et banlieue.

2° Section. — Résidence à Lille.

Canton Centre de Lille (partie de ce canton située au sud de la rue Solférino); canton Sud-Ouest de Lille; commune de Lambersart, du canton Ouest de Lille; canton d'Haubourdin, d'Armentières, de Quesnoy-sur-Deûle et de La Bassée, de l'arrondissement de Lille.

3° Section. — Résidence à Lille.

Canton Ouest de Lille, moins la commune de Lambersart; cantons Nord et Nord-Est de Lille; canton de Lannoy, de l'arrondissement de Lille.

4° Section. — Résidence à Lille.

Cantons Sud et Sud-Est et Est de Lille; cantons de Cysoing, de Pont-à-Marcq et de Seclin, de l'arrondissement de Lille.

5° Section. — Résidence à Roubaix.

NORD : Cantons de Roubaix, de l'arrondissement de Lille.

6° Section. — Résidence à Tourcoing.

NORD : Canton de Tourcoing, de l'arrondissement de Lille.

7° Section. — Résidence à Douai.

NORD : Arrondissement de Douai; cantons de Denain et Bouchain, moins la commune d'Haspres, de l'arrondissement de Valenciennes.

PAS-DE-CALAIS : Canton de Carvin, de l'arrondissement de Béthune.

8° Section. — Résidence à Valenciennes.

NORD : Arrondissement de Valenciennes, moins les cantons de Denain et Bouchain; commune d'Haspres, du canton de Bouchain.

9° Section. — Résidence à Maubeuge.

NORD : Arrondissement d'Avesnes, moins les cantons de Quesnoy et de Landrecies.

10° Section. — Résidence à Cambrai.

NORD : Arrondissement de Cambrai; cantons de Quesnoy et de Landrecies, de l'arrondissement d'Avesnes.

11° Section. — Résidence à Dunkerque.

NORD : Arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck.

PAS-DE-CALAIS : Arrondissement de Saint-Omer, cantons de Laventie, de Lillers et de Norrent-Fontes, de l'arrondissement de Béthune.

12° Section. — Résidence à Calais.

PAS-DE-CALAIS : Arrondissement de Boulogne-sur-Mer.

13^e Section. — Résidence à Arras.

PAS-DE-CALAIS : Arrondissements d'Arras et de Montreuil-sur-Mer; arrondissement de Béthune, moins les cantons de Laventie, de Lillers, de Norrent-Fontes et de Carvin.

14^e Section. — Résidence à Amiens.

SOMME : Cantons d'Amiens Nord-Est et Sud-Est, de Boves, Corbie, Villers-Bocage, de l'arrondissement d'Amiens; arrondissement de Montdidier; arrondissement de Péronne.

15^e Section. — Résidence à Amiens.

SOMME : Arrondissement d'Amiens, moins les cantons d'Amiens Nord-Est et Sud-Est, de Boves, Corbie et Villers-Bocage; arrondissement d'Abbeville.

II. — INSPECTRICES.

16^e Section. — Résidence à Lille.

NORD : Cantons de Lille.

17^e Section. — Résidence à Lille.

NORD : Arrondissement de Lille, moins les cantons de Lille.

6^e CIRCONSCRIPTION (ROUEN).

(Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados, Manche.)

I. — INSPECTEURS.

Section de l'inspecteur chargé du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Creil.

OISE.

2^e Section. — Résidence à Rouen.

SEINE-INFÉRIEURE : 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e cantons de Rouen; cantons de Buchy, Clères, Darnétal, Duclair, Maromme et Pavilly, de l'arrondissement de Rouen; arrondissement de Dieppe, moins les cantons d'Argueil, Cany, Fontaine-les-Dun, Gournay et Saint-Valéry-en-Caux.

3^e Section. — Résidence à Rouen.

SEINE-INFÉRIEURE : 6^e canton de Rouen.

4^e Section. — Résidence au Havre.

SEINE-INFÉRIEURE : Arrondissement du Havre; cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville, Yerville et Yvetot, de l'arrondissement de Rouen;

cantons de Cany, Fontaine-le-Dun et Saint-Valéry-en-Caux, de l'arrondissement de Dieppe.

5° Section. — Résidence à Rouen.

SEINE-INFÉRIEURE : Cantons de Boos, Elbeuf, Grand-Couronne et Sotteville, de l'arrondissement de Rouen; cantons d'Argueil et de Gournay, de l'arrondissement de Dieppe.

EURE.

6° Section. — Résidence à Chartres.

EURE-ET-LOIR.

7° Section. — Résidence à Alençon.

ORNE.

8° Section. — Résidence à Caen.

CALVADOS.

9° Section. — Résidence à Cherbourg.

MANCHE.

II. — INSPECTRICES.

10° Section. — Résidence à Rouen.

SEINE-INFÉRIEURE : Arrondissement de Rouen, moins les cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville et Yvetot; arrondissement de Dieppe, moins le canton de Saint-Valéry-en-Caux.

11° Section. — Résidence au Havre.

SEINE-INFÉRIEURE : Arrondissement du Havre; canton de Saint-Valéry-en-Caux, de l'arrondissement de Dieppe; cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville et Yvetot, de l'arrondissement de Rouen.

7° CIRCONSCRIPTION (NANTES).

(Sarthe, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence au Mans.

SARTHE.

2° Section. — Résidence à Laval.

MAYENNE.

ILLE-ET-VILAINE : Cantons de Fougères et de Louvigné-du-Désert, de l'arrondissement de Fougères.

3° Section. — Résidence à Rennes.

ILLE-ET-VILAINE, moins les cantons de Fougères et de Louvigné-du-Désert.

4^e Section. — Résidence à Saint-Brieuc.

CÔTES-DU-NORD.

5^e Section. — Résidence à Brest.

FINISTÈRE.

6^e Section. — Résidence à Lorient.

MORBIHAN.

7^e Section. — Résidence à Nantes.

LOIRE-INFÉRIEURE : 1^{er}, 5^e, 6^e et 7^e cantons de Nantes, canton de La Chapelle-sur-Erdre, de l'arrondissement de Nantes; arrondissement de Châteaubriant; cantons de : le Croisic, Guérande, Herbignac, Pontchâteau, Saint-Etienne-de-Montluc, Saint-Gildas-des-Bois, Saint-Nazaire et Savenay, de l'arrondissement de Saint-Nazaire.

VENDÉE.

8^e Section. — Résidence à Nantes.

LOIRE-INFÉRIEURE : 2^e, 3^e et 4^e cantons de Nantes; cantons d'Aigrefeuille, Bouaye, Carquefou, Clisson, Legé, Ligné, Le Loroux-Bottereau, Machecoul, Riaillé, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Philibert-de-Grandlieu, Vallet, Varades et Vertou, de l'arrondissement de Nantes; cantons de Bourgneuf-en-Retz, Paimbœuf, Le Pellerin, Pornic, Saint-Père-en-Retz, de l'arrondissement de Saint-Nazaire.

DEUX-SÈVRES.

9^e Section. — Résidence à Angers.

MAINE-ET-LOIRE.

II. — INSPECTRICE.

10^e Section. — Résidence à Nantes.

LOIRE-INFÉRIEURE : Ville de Nantes et communes suburbaines de Rezé et Saint-Sébastien, de l'arrondissement de Nantes.

8^e CIRCONSCRIPTION (BORDEAUX).

(Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze, Lot.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Bordeaux.

GIRONDE : 5^e, 6^e et 7^e cantons de la ville de Bordeaux.

LANDES : moins la commune de Tarnos.

2^e Section. — Résidence à Bordeaux.

GIRONDE : moins les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e cantons de la ville de Bordeaux.

3^e Section. — Résidence à Bordeaux.

GIRONDE : 3^e et 4^e cantons de Bordeaux.

CORRÈZE.

LOT.

4^e Section. — Résidence à Agen.

LOT-ET-GARONNE.

DORDOGNE (arrondissements de Bergerac et Sarlat).

5^e Section. — Résidence à Pau.

BASSES-PYRÉNÉES.

LANDES : Commune de Tarnos.

6^e Section. — Résidence à Tarbes.

HAUTES-PYRÉNÉES.

GERS.

7^e Section. — Résidence à La Rochelle.

CHARENTE-INFÉRIEURE.

8^e Section. — Résidence à Angoulême.

CHARENTE.

DORDOGNE (arrondissements de Périgueux et Nontron).

II. — INSPECTRICE,

9^e Section. — Résidence à Bordeaux.

Ville de Bordeaux et communes de Bègles, Talence, Caudéran, Le Bouscat, Floirac, Génon, Lormont.

9^e CIRCONSCRIPTION (TOULOUSE).

(Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Carcassonne.

AUDE.

PYRÉNÉES-ORIENTALES.

2^e Section. — Résidence à Montpellier.

HÉRAULT.

LOZÈRE : Canton de Saint-Germain-de-Calberte et commune de Sainte-Croix-Vallée-Française, de l'arrondissement de Florac.

3^e Section. — Résidence à Rodez.

AVEYRON.

CANTAL.

LOZÈRE, moins le canton de Saint-Germain-de-Calberte et moins la commune de Sainte-Croix-Vallée-Française, de l'arrondissement de Florac.

4^e Section. — Résidence à Castres.

TARN.

5^e Section. — Résidence à Toulouse.

TARN-ET-GARONNE.

HAUTE-GARONNE : Arrondissement de Saint-Gaudens, arrondissement de Toulouse, cantons d'Auterive, Carbonne, Cazères, Cintegabelle, Le Fousseret, Montesquieu-Volvestre, Muret, Rieumes, Rieux, Saint-Lys; canton Ouest de Toulouse (commune de Blagnac), commune de Toulouse : partie du territoire située à l'est d'une ligne formée par la route de Paris, l'avenue des Minimes, le canal du Midi en amont, la rue Matabiau, la place Matabiau, la rue d'Alsace-et-Lorraine, la rue Lafayette, la place du Capitole, la rue Roméguières, la rue Pargaminières, la place Saint-Pierre, la Garonne en amont et son bras occidental.

6^e Section. — Résidence à Toulouse.

ARIÈGE.

HAUTE-GARONNE : Cantons de Cadours, Caraman, Castanet-Tolosan, Fronton, Grenade, Lanta, Lèguevin, Montastruc, Mongiscard, Mailloux, Revel, Verfeil, Villefranche-de-Lauragais, Villemur; cantons Centre, Nord et Sud de Toulouse; partie de la commune de Toulouse située à l'ouest de la ligne ci-dessus indiquée; canton Ouest de Toulouse, moins la commune de Blagnac.

II. — INSPECTRICE.

7^e Section. — Résidence à Toulouse.

Commune de Toulouse et commune de Blagnac, du canton Ouest de Toulouse.

10^e CIRCONSCRIPTION (MARSEILLE).

(Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard, Ardèche.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Marseille.

BOUCHES-DU-RHÔNE : 5^e et 8^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille; cantons d'Aix Nord et Sud, de Lambesc et de Peyroles, de l'arrondissement d'Aix.

2^e Section. — Résidence à Marseille.

BOUCHES-DU-RHÔNE : 2^e et 11^e cantons de Marseille, de l'arrondissement

de Marseille; cantons de Berre, Martigues, Istres, Salon, de l'arrondissement d'Aix; cantons de Châteaurenard, Eyguières, Orgon, de l'arrondissement d'Arles.

3^e Section. — Résidence à Marseille.

BOUCHES-DU-RHÔNE : 6^e, 9^e et 10^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille; cantons d'Aubagne, de La Ciotat, de Roquevaire, de l'arrondissement de Marseillé; cantons de Gardanne et de Tretz, de l'arrondissement d'Aix.

4^e Section. — Résidence à Marseille.

BOUCHES-DU-RHÔNE : 3^e, 7^e et 12^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille; arrondissement d'Arles, moins les cantons de Châteaurenard, d'Eyguières et d'Orgon.

5^e Section. — Résidence à Marseille.

BOUCHES-DU-RHÔNE : 1^{er} et 4^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille.

CORSE.

6^e Section. — Résidence à Toulon.

VAR.

7^e Section. — Résidence à Nice.

ALPES-MARITIMES.

8^e Section. — Résidence à Avignon.

VAUCLUSE.

BASSES-ALPES.

ARDÈCHE : Arrondissement de Privas, moins les cantons de Privas, Saint-Pierre-ville, La Voulte et la commune de Saint-Julien-en-Saint-Alban; cantons de Burzet, Montpezat et Thueyts, de l'arrondissement de Largentière.

9^e Section. — Résidence à Valence.

DRÔME.

HAUTES-ALPES.

ARDÈCHE : Arrondissement du Tournon, cantons de Privas, Saint-Pierre-ville, la Voulte et la commune de Saint-Julien-en-Saint-Alban, de l'arrondissement de Privas.

10^e Section. — Résidence à Nîmes.

GARD.

ARDÈCHE : Arrondissement de Largentière, moins les cantons de Burzet, Montpezat et Thueyts.

II. — INSPECTRICES.

11^e Section. — Résidence à Marseille.

BOUCHES-DU-RHÔNE : Ville de Marseille : partie du territoire située à l'est d'une ligne formée par la route nationale n° 8 de Paris à Toulon,

l'avenue d'Arenc, la rue d'Anthoine, la place d'Anthoine, le boulevard de Paris, la place Marceau, le grand chemin d'Aix, la place d'Aix, le cours Belzunce, la rue Cannebière, la rue Saint-Ferréol, la place de la Préfecture, la rue de Rome, la place Castellane, l'avenue du Prado, le boulevard Michélet et sa prolongation en ligne droite.

12^e Section. — Résidence à Marseille.

BOUCHES-DU-RHÔNE : Ville de Marseille : partie du territoire située à l'ouest de la ligne ci-dessus indiquée.

ALPES-MARITIMES : Villes de Nice, Cannes et Menton.

11^e CIRCONSCRIPTION (LYON).

(Rhône, Isère, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Puy-de-Dôme, Loire, Haute-Loire.)

I. — INSPECTEURS.

*Section de l'inspecteur chargé du contrôle.
(Toute la circonscription.)*

1^{re} Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 1^{er} arrondissement de la ville de Lyon.

2^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : Communes de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne, du canton de Villeurbanne.

AIN : Cantons de Bourg, de Ceyzériat, de Colligny et de Pont-d'Ain, de l'arrondissement de Bourg; arrondissement de Nantua.

3^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 3^e arrondissement de la ville de Lyon : partie comprise au nord d'une ligne formée par le cours Gambetta, l'avenue Félix-Faure et l'avenue Lacassagne; 6^e arrondissement de la ville de Lyon : cantons de l'Arbresle, de Mornant, de Saint-Laurent-de-Chamousset, de Saint-Symphorien-sur-Coïse et de Waugneray, de l'arrondissement de Lyon; cantons de Tarare, d'Amplepuis et de Thizy, de l'arrondissement de Villefranche-sur-Rhône.

4^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 3^e et 7^e arrondissements de la ville de Lyon : partie comprise au sud d'une ligne formée par le cours Gambetta, l'avenue Félix-Faure, l'avenue Lacassagne et au nord d'une ligne formée par l'avenue Berthelot et la route d'Heyrieu, commune de Bron, du canton de Villeurbanne; cantons de Givors et de Saint-Genis-Laval, de l'arrondissement de Lyon.

ISÈRE : Cantons d'Heyrieu, de Meyzieu et de La Verpillière, de l'arrondissement de Vienne; arrondissement de La Tour-du-Pin, moins les cantons de Grand-Lens, de Saint-Geoire et de Virieu.

5^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 7^e arrondissement de la ville de Lyon : partie comprise au sud

d'une ligne formée par l'avenue Berthelot et la route d'Heyrieu; communes de Saint-Fons et de Vénissieux, du canton de Villeurbanne; canton de Condrieu, de l'arrondissement de Lyon.

ISÈRE : Arrondissement de Vienne, moins les cantons de Meyzieu et de La Verpillière.

6° Section. — Résidence à Lyon.

AIN : Arrondissement de Trévoux; cantons de Bagé-le-Châtel, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle et Saint-Trivier-de-Courtes, de l'arrondissement de Bourg.

RHÔNE : 2°, 4° et 5° arrondissements de la ville de Lyon; cantons de Limonest et de Neuville-sur-Saône, de l'arrondissement de Lyon; cantons d'Anse, de Beaujeu, de Belleville-sur-Saône, du Bois-d'Oingt, de Lamure, de Monsols et de Villefranche-sur-Saône, de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône.

7° Section. — Résidence à Grenoble.

ISÈRE : Arrondissement de Grenoble; cantons du Grand-Lenſ, de Saint-Geoire et de Virieu, de l'arrondissement de La Tour-du-Pin.

8° Section. — Résidence à Chambéry.

SAVOIE.

HAUTE-SAVOIE.

9° Section. — Résidence à Saint-Etienne.

LOIRE : Cantons Nord-Est et Nord-Ouest de la ville de Saint-Etienne, de Saint-Chamond, de Rive-de-Gier, de Saint-Héand et de Pélussin, de l'arrondissement de Saint-Etienne.

10° Section. — Résidence à Saint-Etienne.

LOIRE : Cantons Sud-Est et Sud-Ouest de la ville de Saint-Etienne, de Bourg-Argental, de Chambon-Feugerolles, de Firminy et de Saint-Genest-Malifaux, de l'arrondissement de Saint-Etienne.

HAUTE-LOIRE : Arrondissement d'Yssingaux.

11° Section. — Résidence à Roanne.

LOIRE : Arrondissement de Roanne; arrondissement de Montbrison.

12° Section. — Résidence à Clermont-Ferrand.

PUY-DE-DÔME.

HAUTE-LOIRE : Arrondissements du Puy et de Brioude.

II. — INSPECTRICES.

13° Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 2°, 3°, 6° et 7° arrondissements de la ville de Lyon commune de Villeurbanne.

14^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 1^{er}, 4^e et 5^e arrondissements de la ville de Lyon; communes de Caluire et Cuire, de l'arrondissement de Lyon.

12^e CIRCONSCRIPTION (STRASBOURG).

(Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle.)

Section du conseiller médical.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Strasbourg.

Ville de Strasbourg : 8^e arrondissement de police; partie du 1^{er} arrondissement limitée : au nord, par le canal du Faux-Rempart; à l'est, par la rue de la Nuée-Bleue et la rue du Dôme; au sud, par la rue des Hallebardes; à l'ouest, par la Grand'Rue; partie du 6^e arrondissement limitée : au nord, par la commune de Schiltigheim; à l'est, par le canal de la Marne au Rhin et par l'Ill; au sud, par le pont de l'Université, l'Aar, la rue du Maréchal-Foch, la rue du Général-de-Castelnau et le canal du Faux-Rempart; à l'ouest, par le faubourg de Pierres, la rue de Haguenau, la porte de Pierres et la route de Brumath, jusqu'au cimetière Sainte-Hélène.

Arrondissements de Strasbourg-Campagne, Haguenau et Wissembourg.

2^e Section. — Résidence à Strasbourg.

Ville de Strasbourg : 2^e, 5^e et 9^e arrondissements de police; partie du 1^{er} arrondissement limitée : au nord et au nord-est, par le canal du Faux-Rempart; au sud-est et au sud, par l'Ill; à l'ouest, par la rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, la place Gutenberg, la rue des Hallebardes, la rue du Dôme et la rue de la Nuée-Bleue; partie du 6^e arrondissement limitée : au nord-ouest, par la rue du Général-de-Castelnau; au nord, par la rue du Maréchal-Foch; à l'est, par l'Aar, le pont de l'Université et l'Ill; au sud, par le canal du Faux-Rempart.

Arrondissements d'Erstein et de Sélestat.

3^e Section. — Résidence à Strasbourg.

Ville de Strasbourg : 3^e, 4^e et 7^e arrondissements de police.

Arrondissements de Saverne et de Molsheim.

4^e Section. — Résidence à Colmar.

HAUT-RHIN : Arrondissements de Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé.

5^e Section. — Résidence à Mulhouse.

HAUT-RHIN : 3^e, 4^e et 5^e arrondissements de police de Mulhouse; communes de Lutterbach, Pfastatt, Reiningen et Richwiller, de l'arrondissement de Mulhouse; arrondissement de Thann.

6° Section. — Résidence à Mulhouse.

HAUT-RHIN : 1^{er} et 2° arrondissements de police de Mulhouse; arrondissements de Mulhouse, moins les communes de Lutterbach, Pfastatt, Reiningen et Richwiller; arrondissement d'Altkirch.

7° Section. — Résidence à Metz.

MOSELLE : 1^{re}, 2° et 3° sections de Metz-ville; cantons de Corse, de Vigy et de Metz-Campagne, de l'arrondissement de Metz-Campagne, moins les communes d'Augny, Borny et Montigny; arrondissements de Boulay, Thionville-Est et Thionville-Ouest.

8° Section. — Résidence à Metz.

MOSELLE : 4°, 5°, 6° et 7° sections de Metz-ville; cantons de Verny et de Pange, communes d'Augny, Borny et Montigny, de l'arrondissement de Metz-Campagne; arrondissement de Sarreguemines, Forbach, Sarrebourg et Château-Salins.

ART. 2. — L'arrêté du 29 octobre 1919 est abrogé.

Paris, le 2 octobre 1929.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 14 OCTOBRE 1929

*fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs
divisionnaires et départementaux du travail (¹).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail;

Vu l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1920 relatif au relèvement des frais de tournées et de bureau des inspecteurs divisionnaires et des inspecteurs et inspectrices départementaux;

Vu le décret du 8 août 1926, modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales des indemnités pour frais de mission et de tournées;

Vu l'arrêté du 16 mai 1928 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1929 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

(¹) J. O. du 26 octobre 1929.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé à 9.000 francs pour les inspecteurs divisionnaires et à 6.000 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle.

Toutefois le maximum est fixé, en ce qui concerne la 1^{re} circonscription, à 3.500 francs pour l'inspecteur divisionnaire et à 1.600 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle; et en ce qui concerne la 12^e circonscription à 6.000 francs pour l'inspecteur divisionnaire.

ART. 2. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé conformément au tableau ci-après pour les inspecteurs et inspectrices départementaux.

CIRCON- SCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
1 ^{re}	18 ^e	Paris.....	4.500 ^f
	19 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	20 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	21 ^e	Versailles.....	4.500
2 ^e	1 ^{re}	Orléans.....	4.600
	2 ^e	Tours.....	4.900
	3 ^e	Poitiers.....	5.200
	4 ^e	Limoges.....	5.000
	5 ^e	Montluçon.....	5.300
	6 ^e	Bourges.....	5.300
	7 ^e	Tours (inspectrice).....	3.900
3 ^e	1 ^{re}	Nevers.....	5.100
	2 ^e	Troyes.....	5.000
	3 ^e	Dijon.....	5.100
	4 ^e	<i>Idem</i>	5.500
	5 ^e	Chaumont.....	5.100
	6 ^e	Belfort.....	4.500
	7 ^e	Besançon.....	5.100
	8 ^e	Chalon-sur-Saône.....	4.800
	9 ^e	Dijon (inspectrice).....	4.100
4 ^e	1 ^{re}	Laon.....	5.200
	2 ^e	Reims.....	5.000
	3 ^e	<i>Idem</i>	5.000
	4 ^e	Charleville.....	4.800
	5 ^e	Nancy.....	6.000
	6 ^e	<i>Idem</i>	5.700
	7 ^e	<i>Idem</i>	5.200
	8 ^e	<i>Idem</i>	5.200
	9 ^e	Épinal.....	5.400
	10 ^e	Nancy (inspectrice).....	1.000
5 ^e	1 ^{re}	Lille.....	•
	2 ^e	<i>Idem</i>	2.400
	3 ^e	<i>Idem</i>	2.400
	4 ^e	<i>Idem</i>	2.400
	5 ^e	Roubaix.....	1.100
	6 ^e	Tourcoing.....	1.100
	7 ^e	Douai.....	4.300
	8 ^e	Valenciennes.....	4.300
	9 ^e	Maubeuge.....	4.300
	10 ^e	Cambrai.....	4.500

CIRCON- SCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
5°..... (Suite.)	11°.....	Dunkerque.....	4.700
	12°.....	Calais.....	4.300
	13°.....	Arras.....	4.700
	14°.....	Amiens.....	4.500
	15°.....	<i>Idem.</i>	4.500
	16°.....	Lille (inspectrice).....	800
	17°.....	<i>Idem.</i>	2.400
6°.....	1 ^{re}	Creil.....	4.600
	2°.....	Rouen.....	4.000
	3°.....	<i>Idem.</i>	"
	4°.....	Le Havre.....	3.000
	5°.....	Elbeuf.....	4.800
	6°.....	Chartres.....	4.800
	7°.....	Alençon.....	4.800
	8°.....	Caen.....	4.800
	9°.....	Cherbourg.....	4.800
	10°.....	Rouen (inspectrice).....	1.800
	11°.....	Le Havre (inspectrice).....	1.800
7°.....	1 ^{re}	Le Mans.....	4.600
	2°.....	Laval.....	4.800
	3°.....	Rennes.....	4.400
	4°.....	Saint-Brieuc.....	4.600
	5°.....	Brest.....	5.000
	6°.....	Lorient.....	5.000
	7°.....	Nantes.....	4.500
	8°.....	<i>Idem.</i>	4.800
	9°.....	Angers.....	4.500
8°.....	1 ^{re}	Bordeaux.....	3.800
	2°.....	<i>Idem.</i>	3.400
	3°.....	<i>Idem.</i>	4.500
	4°.....	Agen.....	4.800
	5°.....	Tarbes.....	5.000
	6°.....	Pau.....	5.600
	7°.....	La Rochelle.....	4.500
	8°.....	Angoulême.....	5.600
9°.....	1 ^{re}	Carcassonne.....	5.300
	2°.....	Montpellier.....	5.000
	3°.....	Rodez.....	5.500
	4°.....	Castres.....	5.600
	5°.....	Toulouse.....	4.500
	6°.....	<i>Idem.</i>	4.600
10°.....	1 ^{re}	Marseille.....	1.800
	2°.....	<i>Idem.</i>	2.000
	3°.....	<i>Idem.</i>	1.800
	4°.....	<i>Idem.</i>	2.000
	5°.....	<i>Idem.</i>	3.500
	6°.....	Toulon.....	3.500
	7°.....	Nice.....	2.500
	8°.....	Avignon.....	6.000
	9°.....	Valence.....	6.000
	10°.....	Nîmes.....	5.000
	11°.....	Marseille (inspectrice).....	"
	12°.....	<i>Idem.</i>	2.500

CIRCON- SCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
11°.....	1 ^{re}	Lyon.....	1.700 ^f
	2°.....	Idem.....	4.300
	3°.....	Idem.....	3.200
	4°.....	Idem.....	4.700
	5°.....	Idem.....	4.200
	6°.....	Idem.....	2.300
	7°.....	Grenoble.....	5.000
	8°.....	Chambéry.....	5.400
	9°.....	Saint-Étienne.....	3.100
	10°.....	Idem.....	3.900
	11°.....	Roanne.....	4.400
	12°.....	Clermont-Ferrand.....	5.500
	13°.....	Lyon (inspectrice).....	2.400
	14°.....	Idem.....	1.600
12°.....	Conseiller médical.....		4.800
	1 ^{re}	Strasbourg.....	4.000
	2°.....	Idem.....	4.000
	3°.....	Idem.....	4.000
	4°.....	Colmar.....	3.200
	5°.....	Mulhouse.....	3.200
	6°.....	Idem.....	3.200
	7°.....	Metz.....	3.200
	8°.....	Idem.....	5.600

ART. 3. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} octobre 1929.

ART. 4. — L'arrêté du 16 mai 1928, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail, est abrogé.

Fait à Paris, le 14 octobre 1929.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

CIRCULAIRE DU 7 JANVIER 1929 (°).

Mesures à prendre pendant la saison froide.

En raison du froid rigoureux, j'appelle votre attention sur l'intérêt de veiller à ce que les dispositions de l'article 5 du décret du 10 juillet 1913 relatives au chauffage des locaux de travail soient convenablement observées.

D'autre part, vous devrez tenir strictement la main à l'application des divers décrets réglementant l'emploi des travailleurs aux étalages exté-

(°) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

rieurs des boutiques et magasins : décret du 21 juin 1913, décret du 22 septembre 1913, modifié par le décret du 23 décembre 1928 (*J. O.* du 3 janvier 1929) en tant que ces textes visent à protéger les travailleurs contre le froid.

CIRCULAIRE DU 16 JANVIER 1929 (¹).

Étalages extérieurs des magasins et boutiques.

Décret du 23 décembre 1928 modifiant le décret du 22 septembre 1913.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte d'un décret en date du 23 décembre 1928 (²), publié au *Journal officiel* du 3 janvier 1929, qui a complété l'article 1^{er} du décret du 22 septembre 1913, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs), en ce qui concerne les mesures particulières relatives aux étalages extérieurs des magasins et boutiques.

La nécessité de modifier le décret précité du 22 septembre 1913 étant apparue, il a été procédé à une enquête dont les résultats ont été soumis à une commission spécialement constituée à cet effet et où étaient représentées les organisations professionnelles de patrons et d'employés intéressées. C'est en conformité avec les propositions de cette commission que le texte du nouveau décret a été établi.

Aux termes du décret susvisé du 22 septembre 1913, il ne peut être établi d'étalages à l'extérieur des magasins et boutiques que si ces étalages sont munis d'auvents ou autres dispositifs protégeant, contre les intempéries, les employés qui y sont occupés. Ce décret exigeait, simplement, en cas de froid, que des moyens de chauffage suffisants soient aménagés pour les employés, dans l'intérieur de l'établissement.

Le nouveau décret n'a pas modifié ces dispositions, mais il les a complétées en interdisant, lorsque la température est inférieure à 0 degré, d'occuper des employés aux étalages extérieurs des magasins et boutiques.

L'emploi des enfants de moins de 18 ans et des femmes de tout âge aux étalages extérieurs des magasins et boutiques était déjà interdit, d'une façon absolue, lorsque la température est inférieure à 0 degré, par le décret du 21 juin 1913.

Cette interdiction se trouve donc étendue, par le décret du 23 décembre 1928, à tous les travailleurs.

Toutefois, il importe de noter des différences importantes entre l'interdiction formulée par le décret du 21 juin 1913 et celle formulée par le décret du 23 décembre 1928.

Le décret du 21 juin 1913 a, en effet, été pris en application de l'article 72 du livre II du Code du travail; par suite, les infractions à ce décret peuvent être relevées immédiatement par procès-verbal. Au contraire, le décret du 23 décembre 1928 a été pris en application de l'article 67, 2°, du livre II du Code du travail, et les Inspecteurs doivent, en conséquence, avant de dresser procès-verbal, avoir recours à la procédure de la mise en demeure.

D'autre part, le décret du 21 juin 1913 interdit *d'une façon absolue*

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir *Bulletin* 1928, p. 83.

l'emploi des enfants de moins de 18 ans et des femmes de tout âge aux étalages extérieurs des magasins et boutiques lorsque la température est inférieure à 0 degré. Aucune dérogation n'est prévue.

Le décret du 23 décembre 1928 prévoit, au contraire, une exception en ce qui concerne les établissements dans lesquels la rentrée des étalages extérieurs rendrait pratiquement impossible la vente à l'intérieur. Dans ce cas, le décret précise que les employés séjourneront à l'intérieur, mais qu'ils pourront, lorsque les acheteurs se présenteront, effectuer des opérations de vente aux étalages, à condition que ces employés n'y restent que le temps strictement nécessaire auxdites opérations.

*
* *

Le décret du 23 décembre 1928 ayant étendu, dans les conditions ci-avant indiquées, l'interdiction formulée par le décret du 21 juin 1913 dans le cas où la température est inférieure à 0 degré, il y a lieu, pour l'interprétation de ce nouveau décret, de suivre les instructions que contenait dans cet ordre d'idées, la circulaire qu'un de mes prédécesseurs vous a adressée le 24 juillet 1913 au sujet de l'application du décret du 21 juin 1913. Ces instructions étaient ainsi conçues :

« La disposition dont il s'agit ne doit jouer que lorsque la température est nettement inférieure à zéro degré sans contestations possible, lorsqu'il gèle et que la glace ne fond pas. En pratique, il y aura donc lieu de laisser une tolérance suffisante, qui peut aller jusqu'à deux ou trois degrés au maximum, pour tenir compte et des petites variations de température, suivant les lieux où l'on place le thermomètre et des écarts possibles entre les indications des thermomètres usuels. »

Je vous prie de tenir la main à l'application des dispositions du nouveau décret.

Les diverses dispositions du décret du 21 juin 1913 continuent, bien entendu, à s'appliquer dans les mêmes conditions que précédemment.

CIRCULAIRE DU 22 JANVIER 1929 (¹).

Etablissements hospitaliers. — Assujettissement.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, copie d'un arrêt de la Cour de cassation (²) [Chambre criminelle] en date du 26 octobre 1928, concernant le caractère non industriel ou commercial d'un établissement de bienfaisance.

Il ressort de cet arrêt qu'un établissement de bienfaisance « tirant uniquement ses ressources de subventions et de dons, mais non d'un travail ou de la vente d'un produit quelconque », et ne réalisant « aucun bénéfice », n'a pas le caractère industriel ou commercial, et par suite n'est pas assujéti à la loi sur le repos hebdomadaire.

Il va sans dire que les autres lois concernant le travail ne sont pas non plus applicables aux établissements de cette nature.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir *Bulletin* 1928, p. 208.

CIRCULAIRE DU 25 JANVIER 1929 (°).

Loi de huit heures. — Brasseries. — Décret du 23 août 1927.

Par circulaire du 10 juillet 1928, je vous ai posé la question de savoir si des difficultés s'étaient produites dans votre circonscription touchant l'application du décret du 23 août 1927 en ce qui concerne les livreurs des brasseries (art. 5, 7°). L'Union générale des Syndicats de la Brasserie française m'avait en effet signalé qu'il n'est pas toujours possible, pour les livreurs d'une même brasserie, de commencer et de finir le travail aux mêmes heures. Cette organisation exposait notamment que le retour d'un seul livreur à une heure tardive ne saurait obliger un industriel à ne faire sortir tous les charretiers et livreurs que douze heures après le lendemain.

Je vous demandais, au cas où des difficultés se seraient produites, si l'organisation du travail par relais serait justifiée pour les livreurs.

Il ressort des résultats de l'enquête, qu'une telle organisation ne paraît pas à envisager.

La durée prévue par le 7° de l'article 5 est un maximum qui suffit largement aux besoins des brasseries en période normale et qu'il n'est nullement nécessaire d'atteindre. Il va sans dire que dans les limites de ce maximum, la rentrée et la sortie des livreurs peut se faire à des heures différentes.

Ce n'est que pendant les mois d'été, et pour les grandes brasseries seulement, en raison de l'étendue du rayon de leurs livraisons, que le maximum de douze heures peut être dépassé, du moins pour certains livreurs.

Dans ce cas, la solution à envisager consiste dans l'utilisation des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail, les heures ainsi effectuées étant imputables sur le crédit du service de livraisons, considéré comme une partie d'établissement, et la sortie s'effectuant le lendemain matin, pour tout ce service, à l'heure habituelle.

CIRCULAIRE DU 28 FEVRIER 1929 (°).

Salaires des ouvriers à domicile. — Loi du 14 décembre 1928.

La loi du 14 décembre 1928 (°) [J. O. du 15 décembre 1928, p. 3014] est venue apporter aux dispositions du livre I^{er} du Code du travail relatives à la protection du salaire des travailleurs à domicile, un certain nombre de modifications, sur lesquelles je crois devoir appeler votre attention.

I. — HISTORIQUE DE LA LOI.

Je rappellerai brièvement dans quelles conditions est intervenue la loi nouvelle.

La loi du 10 juillet 1915, qui a introduit dans le livre I^{er} du Code du travail la section première (art. 33 à 33 n) du chapitre I^{er} du titre III,

(°) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(°) Adressée aux Préfets, aux Juges de paix, Présidents des Comités de salaires et des Comités professionnels d'expertise, aux Présidents des Conseils de prud'hommes, aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(°) Voir *Bulletin* 1928, p. 19.

sous le titre « Du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement », avait vu son champ d'application étendu à deux reprises par des règlements d'administration publique pris après avis du Conseil supérieur du travail, en exécution de l'article 33 *m*, règlements sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Cependant, des groupements de défense des ouvrières à domicile avaient, à maintes reprises, demandé qu'il fût procédé à une réforme de la loi du 10 juillet 1915. Le Conseil supérieur, saisi de la question au cours de sa 29^e session (novembre 1925), avait, à l'unanimité, émis le vœu suivant :

La loi devra étendre aux hommes travaillant à domicile la protection accordée par la loi du 10 juillet 1915, même lorsqu'il s'agit de professions exclusivement masculines.

Les comités d'expertise pourront comprendre un ouvrier et une ouvrière ou bien encore deux ouvriers selon la nature de l'industrie.

Lorsqu'un comité de salaires ne peut se constituer, le préfet doit pouvoir faire appel à un patron d'un département voisin pour constituer ce comité, ou bien déterminer le salaire minimum dans les conditions prévues par le décret du 10 août 1899.

Il convient de mettre à la charge soit des départements, soit des communes intéressées, l'attribution de jetons de présence aux membres ouvriers des comités de salaires.

L'article 33 doit être modifié par la substitution d'une durée de huit heures à celle de dix heures actuellement prévue.

Les comités de salaires utiliseront pour leurs opérations les renseignements recueillis et les constatations faites par les inspecteurs du travail dans la limite de leurs attributions actuelles.

Les comités de salaires et les comités d'expertise auront le droit de faire appel au concours des inspecteurs du travail qui pourraient être appelés à siéger dans les comités avec voix consultative.

Le délai d'appel de la décision du comité de salaires publiée par le préfet, sera réduit à un mois au lieu de trois mois prévus par l'article 33 *h*.

Les associations autorisées en vertu de l'article 33 *k* auront le droit de recours prévu à l'article 33 *h*.

Une pénalité sera inscrite dans la loi pour réprimer le défaut de paiement du minimum de salaire légalement fixé.

Une pénalité plus forte sera prévue dans le cas de fraude caractérisée en matière de minimum de salaire.

Les inspecteurs du travail auront qualité pour constater dans des procès-verbaux les infractions ci-dessus qui donneront lieu à l'ouverture de poursuites pénales.

Le délai de prescription pour les actions intentées par les travailleurs à domicile au sujet de l'application des tarifs établis par jugement devra être fixé uniformément à un mois, qu'il s'agisse d'un tarif d'espèce ou d'un tarif général.

Un projet de loi déposé par le Ministre du Travail le 12 novembre 1926 (1) fit l'objet d'un rapport de M. le Docteur Chassaing (2) et fut adopté sans débat par la Chambre dans sa séance du 13 mars 1928, Transmis au Sénat, il fut adopté sans modification par la Haute Assemblée, sur un rapport de M. Mario Roustan (3), dans sa séance du 7 décembre 1928.

II. — CHAMP D'APPLICATION.

La section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail, précédemment intitulée « Du salaire des *ouvrières*, etc... » a désormais pour titre « Du salaire des *ouvriers*, etc... ». La loi qui, auparavant,

(1) *Documents parlementaires*, Chambre, 13^e législature, n° 3499.

(2) *Documents parlementaires*, Chambre, 13^e législature, n° 5782.

(3) *Documents parlementaires*, Sénat, 1928, n° 694.

ne s'appliquait aux ouvriers que dans le cas où ceux-ci exerceraient à domicile les mêmes travaux que les ouvrières, s'applique désormais aux ouvriers, même si la profession n'occupe aucune ouvrière à domicile, répondant ainsi au paragraphe 1^{er} du vœu du Conseil supérieur du travail.

Les différents articles de la section où figurait le mot « ouvrières » ont été modifiés en conséquence (art. 33, 33 a, 33 b, 33 c, 33 d, 33 e, 33 f, 33 l, 33 m), ce qui implique que les prescriptions qui concernaient les ouvrières et celles où elles jouaient un rôle, s'appliquent dorénavant aux ouvriers comme aux ouvrières. Sur le registre prévu à l'article 33 a seront indiqués le nom et l'adresse de *chaque ouvrier*, comme de chaque ouvrière; l'affichage des prix de façon pour les articles de série se fera dans les lieux où s'effectuent la remise des matières premières aux ouvrières ou *ouvriers* et la réception des marchandises après exécution, cette prescription ne s'appliquant pas au domicile privé de l'ouvrière ou de l'ouvrier (art. 33 b). Aux ouvriers comme aux ouvrières doivent être remis les bulletins à souche ou carnets prévus à l'article 33 c. La constatation du taux du salaire quotidien habituellement payé dans la région et la profession portera, selon les cas, sur les salaires des *ouvrières ou des ouvriers* de la même profession et d'habileté moyenne travaillant en atelier — ou sur le salaire de la journalière, *ou, s'il y a lieu, du journalier* (art. 33 e). Les articles 33 f et 33 g relatifs à la constitution des comités de salaires et des comités professionnels d'expertise comportent, en outre de l'adjonction éventuelle de travailleurs du sexe masculin à ces derniers comités, des modifications importantes sur lesquelles je reviendrai plus loin.

Bien que le texte de la section vise les ouvriers exécutant à domicile « des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement », le champ d'application a été étendu en vertu de l'article 33 m à des travaux très divers dont certains n'ont aucune affinité avec les industries du vêtement. La loi est aujourd'hui applicable aux ouvriers et ouvrières à domicile des industries ci-après :

1° En vertu de la loi du 10 juillet 1925 :

Travaux de vêtements, chapeaux, chaussures, lingerie en tous genres, broderie, dentelle, plumes, fleurs artificielles, et tous autres travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

2° En vertu du décret du 10 août 1922 (*) :

Travaux accessoires du vêtement, tels que bretelles, jarretelles, cravates, ceintures, etc., ainsi que des travaux de couture, de lingerie, de broderie en tous genres et en toutes matières, dentelles, plumes, fleurs artificielles, que ces travaux soient ou non destinés au vêtement; travaux de tricotage de ou sur tissus à mailles (*), chapelets, sautoirs, croix, médailles et articles de bijouterie, parapluies ou similaires et postiches, confection et réparation de tapisserie à l'aiguille, travaux de perles et de paillettes sur toutes matières (fleurs, feuilles, feuillages, carcasses, colliers, colifichets, sacs, chenillage, franges de foulard, de tapis et d'ameublement, résilles).

3° En vertu du décret du 30 juillet 1926 (*) :

Fabrication de papier à lettres, enveloppes et sacs en papier, tubes en papier,

(*) J. O. du 22 août 1922.

(*) Aux termes du paragraphe final de l'article 1^{er} du décret du 10 août 1922, ne sont pas compris dans les travaux ci-dessus les travaux de ou sur tissus à mailles qui sont exécutés par des ouvrières à domicile employées directement et sans intermédiaire par l'industriel ayant fabriqué les tissus dans son établissement, et qui ont pour objet de mettre le produit qui en dérive en état de vente ».

(*) J. O. du 6 août 1926. Erratum J. O. du 7 août 1926.

confection de papier à cigarettes; gaufrage de papiers; découpage de papiers à l'emporte-pièce; fabrication de boîtes et tubes en carton et cartonnages en tous genres et tous articles en papier et carton pour cotillon; fabrication d'étiquettes, d'abat-jour, d'éventails, de lanternes vénitiennes; travaux de publicité (confectionneurs d'adresses, copistes, plieuses); coloriage et enluminage d'images et de cartes, retouche, repiquage et coloriage de clichés ou épreuves photographiques ou de films; habillage de produits alimentaires et d'articles de confiserie; montage de boîtes en bois mince (notamment boîtes à fromages); vannerie, clissage de bouteilles et de bonbonnes; cannage et empaillage de chaises; gainerie, maroquinerie; travail des soies de porc, broserie (y compris ébarbage et polissage de montures de brosses); balais, fabrication de pinceaux; triage, finition et encartage de boutons; brunissage de métaux fins et de métaux communs argentés et dorés.

Encore que les deux décrets précités, pris antérieurement à l'extension du champ d'application de la loi aux travailleurs à domicile du sexe masculin ne visent que les « ouvrières », il va sans dire que, par l'effet de la nouvelle loi, les *ouvriers* effectuant à domicile les travaux énumérés par les décrets sont dorénavant bénéficiaires de la protection légale au même titre que les ouvrières.

III. — CONTRÔLE DE LA SINCÉRITÉ DES BULLETINS ET CARNETS.

L'article 33 c qui vise la délivrance, à l'ouvrier travaillant à domicile, d'un bulletin à souche ou d'un carnet destiné à permettre la constatation du salaire payé prévoyait bien, par son paragraphe 5, des sanctions pénales en cas de « mentions inexactes portées sur les bulletins, carnets, souches et registres ». Les sanctions, inscrites à l'article 99 a du livre 1^{er}, consistaient en peines de simple police pour la première infraction (amende de 5 à 15 francs applicable autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions dudit article n'auront pas été observées, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 500 francs), de police correctionnelle en cas de récidive. Mais aucune peine ne visait le « cas de fraude caractérisée », visé par le paragraphe 11 du vœu du Conseil supérieur du travail, où le salaire effectivement payé à l'ouvrière à domicile serait inférieur au salaire porté sur le bulletin ou carnet. Un paragraphe 6 nouveau ajouté à l'article 33 c est venu combler cette lacune. Aux termes de ce paragraphe, « en aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets ». Nous examinerons plus loin les pénalités prévues comme sanction en cas d'infraction à cette disposition nouvelle de l'article 33 c.

IV. — DURÉE DU TRAVAIL SERVANT DE BASE A LA DÉTERMINATION DU SALAIRE MINIMUM.

Aux termes de l'article 33 d, ancien, « les prix de façon applicables au travail à domicile doivent être tels qu'ils permettent à une ouvrière d'habileté moyenne de gagner en dix heures un salaire égal à un minimum déterminé par les conseils du travail ou, à leur défaut, par les comités de salaires, etc... ». La durée légale du travail étant, à l'époque, de dix heures, il n'avait pas paru nécessaire au législateur de préciser que ce gain devait être égal à celui que s'assurerait, pour la même durée de travail, l'ouvrière en atelier. On a pu craindre, en conséquence, que la durée du travail en atelier étant réduite par la loi à huit heures, les comités ne fussent amenés, prenant à la lettre le texte de l'article 33 d, à arrêter des prix de façon qui ne permettraient à l'ouvrière en atelier

que de gagner en *dix* heures le salaire journalier que l'ouvrière en atelier s'assure en *huit* heures. Pratiquement, il n'en a jamais été ainsi et c'est le salaire *horaire* qui, dans tous les cas, a été constaté par les comités. Cependant le Conseil supérieur, déférant au désir exprimé par les groupements de défense des ouvrières à domicile, avait pensé qu'il convenait de faire disparaître de la législation sur le travail à domicile une disposition qui, dans sa forme, semblait en contradiction avec la législation sur la durée du travail en atelier. Le mot « huit » a été, en conséquence, substitué au mot « dix ».

V. — COMITÉS DE SALAIRES ET COMITÉS PROFESSIONNELS D'EXPERTISE.

a. *Comités de salaires.* — Sous l'empire de l'ancienne législation, l'application de la loi avait été parfois paralysée faute pour le Préfet de pouvoir constituer le comité départemental de salaires prévu par l'article 33 f. Deux cas peuvent se présenter, soit qu'il n'y ait pas, dans le département, un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, soit — ce qui est plus rare — que les employeurs ou les ouvriers se refusent à participer aux travaux du comité. Deux solutions sont envisagées par les deux alinéas nouveaux de l'article 33 f : « le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron. S'il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail ». A cet égard, le Conseil supérieur suggérerait de « déterminer le salaire minimum dans les conditions prévues par le décret du 10 août 1899 ». Les décrets du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance stipulent, par leur article 3, que l'Administration devra « se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes ».

Le législateur a préféré substituer à la référence au décret une disposition plus explicite qui se suffit à elle-même. Les « groupements et personnalités compétentes », autres que les inspecteurs du travail, pourront être les syndicats professionnels patronaux et ouvriers, les Conseils de prud'hommes. Quant aux inspecteurs du travail, ils pourront utilement, s'ils y sont invités par l'Administration préfectorale, faire, auprès des intéressés patrons et ouvriers, des enquêtes en vue de se renseigner sur les salaires effectivement pratiqués en atelier. Les enquêtes du même ordre auxquelles ils ont maintes fois procédé à l'occasion de la détermination du taux normal et courant des salaires à inscrire sur les bordereaux annexés aux cahiers des charges des marchés administratifs, les qualifient tout particulièrement pour être, dans le domaine du salaire minimum des travailleurs à domicile, les auxiliaires des préfets. Ainsi, il sera désormais possible d'assurer l'application de la loi dans les départements où elle n'a pu être réalisée jusqu'à ce jour, faute d'institution d'un comité de salaires.

b. *Comités professionnels d'expertise.* — La composition des comités professionnels d'expertise aux termes de l'ancien paragraphe 2 de l'article 33 g, était fixée comme suit : « Deux ouvrières et deux patrons (hommes ou femmes), appartenant aux industries du vêtement et exerçant leur profession dans le département ».

Ce texte ne permettrait pas la constitution d'un comité dans une profession exercée exclusivement par des hommes — puisqu'il serait impossible d'y trouver deux ouvrières, — ni dans une des professions étrangères au vêtement, nouvellement appelées à bénéficier de la loi, puisqu'il est exigé que les experts appartiennent aux industries du vêtement.

Répandant au vœu émis à cet égard par le Conseil supérieur du travail, le nouveau paragraphe 2 de l'article 33 *g* appelle à siéger au comité d'expertise « deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière et un ouvrier, selon la nature de l'industrie ». Les quatre membres du comité « doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département ». Ainsi, il appartiendra désormais à la réunion des présidents et vice-présidents de section des conseils de prud'hommes et, à leur défaut, au préfet, de choisir les membres de chacun des comités d'expertise, selon l'industrie exercée, selon la prépondérance de l'élément masculin ou de l'élément féminin, en s'inspirant exclusivement du souci d'assurer le fonctionnement régulier et sûr du comité.

c. Collaboration des inspecteurs du travail. — Il est arrivé que, dans certains départements, les comités de salaires et les comités d'expertise ont cru devoir faire appel aux lumières des inspecteurs du travail, en raison de la compétence que ceux-ci ont acquise par leurs relations avec les employeurs et les salariés des diverses industries exercées dans leur section. Cependant, la loi est muette sur cette collaboration des inspecteurs du travail aux travaux des comités; le Conseil supérieur du travail a estimé qu'il convenait de préciser expressément dans la loi le *droit* pour le comité de salaires et les comités d'expertise d'« appeler, avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités ». Les inspecteurs et inspectrices devront, en conséquence, prêter leur concours aux comités et procéder à telles enquêtes ou vérifications que les comités pourraient leur demander d'effectuer. Ainsi que l'exposait le rapport présenté au Conseil supérieur du travail, au nom de la Commission permanente, par Mlle Beeckmans (*), « les constatations et renseignements que peuvent recueillir les inspecteurs du travail présentent de sérieuses garanties. S'ils ne peuvent consulter, dans tous les cas, les livres de paye, cette communication n'étant pas obligatoire et la commission permanente n'ayant pas jugé opportun de demander qu'elle le soit, du moins l'obtiennent-ils en bien des cas. D'autre part, les informations qu'ils recueillent au cours de leur mission, les renseignements que leur offrent les offices de placement départementaux ou régionaux complètent utilement leur documentation. Dans les travaux des comités d'expertise, la présence des inspecteurs du travail mettrait de l'unité dans les méthodes de travail, de la précision dans les définitions ».

d. Indemnisation des membres ouvriers des comités. — La présence des délégués ouvriers aux séances des comités de salariés ou des comités professionnels d'expertise risque d'entraîner pour eux des pertes de salaires. Il a paru légitime de leur assurer des jetons de présence. A cet effet, la loi prévoit que les dépenses résultant de l'attribution de ces jetons de présence sont portées au budget départemental comme dépenses obligatoires. La charge n'en sera pas considérable pour les finances départ-

(*) Conseil supérieur du Travail, 29 session, novembre 1925, p. 15 à 25.

tements, puisque les constatations du comité départemental de salaires ne sont obligatoirement soumises à revision que tous les trois ans (art. 33 e) et que les comités d'expertise n'ont à dresser le tableau des temps nécessaires à l'exécution des divers articles que pour les travaux « en série », lesquels ne se renouvellent pas avec une grande rapidité. Sans doute, dans la période de début de l'application de la loi aux hommes et aux catégories nouvelles de travaux, il y a lieu d'envisager la convocation de ces comités dans un assez grand nombre de départements, sans cependant qu'il y ait à prévoir de très nombreuses séances.

VI. — RECOURS A LA COMMISSION CENTRALE.

a. *Délai de recours.* — L'article 33 h prévoyait que le minimum de salaire fixé par les comités de salaires ou les tarifs établis par les comités d'expertise pouvaient, dans un délai de trois mois à dater de leur publication au *Recueil des actes administratifs des préfectures*, faire l'objet d'une protestation, sur laquelle la *Commission centrale des salaires à domicile* statue en dernier ressort.

En cas de protestation, les anciens salaires ou tarifs demeurent applicables jusqu'à la décision de la Commission centrale. Comme, par ailleurs, la publication au *Recueil des actes administratifs*, point de départ du délai de trois mois, peut ne pas suivre immédiatement la décision du comité, il peut arriver qu'un temps assez long s'écoule entre le moment où les comités avaient fait leurs constatations et celui où les salaires ou tarifs constatés, s'ils sont confirmés par la Commission, peuvent entrer en application. La Commission permanente du travail avait été saisie par un groupement de défense des ouvrières à domicile d'une requête tendant à fixer les délais maxima pour l'examen des salaires et tarifs par les comités (un mois), pour la transmission des décisions du comité au Préfet (quinze jours), pour la publication de ces décisions par le Préfet (deux mois) et pour l'insertion au *Recueil* (dans le plus prochain fascicule). La Commission permanente a écarté ces propositions parce qu'il lui a paru vain de prévoir des obligations qui ne sauraient comporter de sanction efficace : si le Comité n'a pas statué dans le délai d'un mois, si la décision n'a pas été communiquée au Préfet dans le délai de quinze jours, les travaux du comité seraient-ils frappés de caducité ? Ce ne serait évidemment pas au profit des travailleurs à domicile qui attendent impatiemment la solution de ces travaux. D'autre part, il est toujours à craindre que des délais fixés comme maxima ne viennent à être considérés comme des délais *normaux*. Or, il est désirable que toute cette procédure soit aussi rapide que possible : que le Comité consacre moins d'un mois à son étude, si les circonstances le permettent, qu'il transmette sa décision au Préfet à l'issue de sa dernière séance, et que le Préfet effectue la publication avec toute la diligence possible.

Cependant, il a paru légitime d'abréger le délai de recours à la Commission centrale. Désormais, ce délai est réduit à un mois. Il a paru que ce délai était suffisant pour permettre aux intéressés, patrons et ouvriers, d'étudier les termes des décisions publiées et de les accepter ou de les attaquer.

Le recours à la Commission centrale peut être formé aux termes de l'article 33 h, § 2, « soit par le Gouvernement, soit par toute association professionnelle ou toute personne intéressée dans la profession ». Les associations qui sont visées à l'article 33 k comme pouvant, à la condition d'être « autorisées à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, exercer une action civile basée sur l'inobservation de la présente loi » n'étaient pas habilitées

à former le recours à la Commission centrale prévu par ledit article *h*. Un paragraphe (§ 3) ajouté à l'article 33 *k* leur confère désormais capacité pour exercer ce droit de recours.

VII. — RÉCLAMATIONS DES OUVRIERS TOUCHANT LES TARIFS APPLIQUÉS PAR LES EMPLOYEURS.

L'article 33 *j* stipulait : « Les réclamations des ouvrières touchant le tarif appliqué au travail par elles exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard quinze jours après le paiement de leurs salaires. Le délai ainsi fixé ne s'applique pas à l'action intentée par l'ouvrière pour obtenir à son profit l'application d'un tarif d'espèce établi par un précédent jugement et publié comme il est dit à l'article 33 *l*. »

Le court délai de prescription prévu au premier alinéa de cet article 33 *j* se justifiait par la raison suivante (rapport de M. le conseiller Feuilloley, présenté à la Cour de cassation le 22 mai 1917) :

Le législateur ne pouvait pas, sans s'exposer à léser les intérêts légitimes du patronat, laisser les employeurs sous le coup d'actions multiples qui auraient pu leur être intentées pendant un temps indéterminé, ou même pendant le délai de six mois qui est celui, selon le droit commun (art. 2271 du Code civil) de la prescription de l'action des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires.

Mais les comptes en redressement de salaires, lorsqu'il s'agit pour l'ouvrier d'obtenir l'application, à son profit, d'un « tarif d'espèce » établi par un précédent jugement, échappaient à cette prescription par quinze jours.

La jurisprudence établie par l'arrêt de la Cour de cassation du 22 mai 1917 a prononcé que ne constituent des tarifs d'espèce que « ceux qui, ayant pour objet des travaux particuliers et non prévus par les tarifs généraux, ont été établis par des jugements rendus publics par affichage à la porte du prétoire ».

Ainsi « tarif d'espèce » aurait le sens étroit de tarif établi pour des travaux particuliers, qui ne sont pas effectués de façon courante, en série.

La prescription, dans le cas de tarif fixé par jugement, jouait alors de la façon suivante :

a. S'il s'agissait d'un tarif d'espèce établi pour un travail particulier et résultant d'un jugement affiché à la porte du prétoire : six mois;

b. S'il s'agissait d'un tarif général, établi pour un travail en série par des décisions de comités de salaires et d'expertise et appliqué par un jugement : quinze jours.

Une telle distinction n'était pas, semble-t-il, dans la pensée du législateur de 1915. Rien, du moins, dans les travaux préparatoires ou les débats parlementaires ne permet de l'inférer. La raison qui justifiait la fixation du délai de quinze jours était que, dans les cas où ce délai s'appliquerait, l'ouvrière aurait pu avoir une suffisante connaissance des tarifs, en raison de la publicité reçue par eux, pour que rien ne justifiait le retard qu'elle apporterait à l'introduction de son action.

Mais, dans le cas d'un tarif fixé par jugement, dont la publicité est restreinte, le délai de quinze jours avait paru trop court et la prescription de six mois jouait. Or, il n'est pas douteux que le tarif fixé par jugement, qu'il porte sur une « espèce » (au sens de travaux particuliers ne s'effectuant pas en série) ou qu'il porte sur des travaux courants, effectués en série, reçoit dans l'un et l'autre cas la même publicité restreinte et que, dans l'un et l'autre cas, le délai de quinze jours était insuffisant. Le texte nouveau de l'article 33 *j* porte ce délai à *un mois*.

VIII. — SANCTIONS EN CAS D'INAPPLICATION DU MINIMUM DE SALAIRE.

Le défaut d'application du minimum de salaire ne comportait, d'après la loi du 10 juillet 1915, que des sanctions civiles — action de l'ouvrière en redressement de son compte de salaires, par devant le Conseil de prud'hommes.

Mais, dans le plus grand nombre de cas, l'ouvrière hésitait à entamer une telle action, redoutant de se voir, par la suite, refuser tout travail par l'employeur.

Deux vœux avaient été émis par les organisations de défense des ouvrières à domicile, le premier, tendant à constituer en délit ou contravention le défaut de paiement du salaire minimum, le second tendant à conférer aux syndicats professionnels le pouvoir d'introduire des actions devant le conseil de prud'hommes, aux lieu et place des ouvrières lésées sans avoir à justifier d'un mandat.

En ce qui concerne le premier point, le Conseil supérieur du travail a ratifié le vœu et la loi comporte une disposition conférant le caractère d'ordre public à l'obligation de payer le salaire minimum. C'est l'objet de l'article 33 *n* nouveau, aux termes duquel : « il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés, de payer aux ouvriers occupés par eux à domicile des prix des façon inférieurs aux prix de façon déterminés dans les conditions prévues aux articles 33 *g* et 33 *l* ». Cette disposition ne s'applique, ainsi qu'il ressort de sa teneur et notamment de la référence aux articles 33 *g* et 33 *l*, qu'au paiement de prix inférieurs soit au prix des articles en série déterminés par un comité professionnel d'expertise, dans les conditions fixées par l'article 33 *g*, soit aux prix résultant d'une décision du conseil de prud'hommes ou du juge de paix, publiée par affichage dans les formes prévues par l'article 33 *l*. Aucune sanction ne peut entrer en jeu dans le cas d'articles non compris dans une série ou non encore visés par une décision de justice, réserve faite du cas, tout différent, prévu au paragraphe final de l'article 33 *c*, où les salaires payés seraient « inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets ».

Quant au second point, le vœu était motivé par un arrêt rendu, le 28 juillet 1919, par la Cour de cassation (Chambre civile). Le Conseil de prud'hommes de la Seine, par jugement du 23 novembre 1917, avait admis une telle intervention des syndicats ou associations autorisées. Sur appel, ce jugement avait été réformé par le tribunal civil de la Seine le 19 avril 1918 et la Cour de cassation avait confirmé le jugement du tribunal civil pour ce motif « que l'action civile des associations autorisées et des syndicats professionnels qui tend à la protection des intérêts qui leur sont confiés, est essentiellement distincte de celle qui, aux termes de l'article 33 *l* du Code du travail, appartient à l'ouvrière insuffisamment rétribuée, pour obtenir le paiement de la différence constatée en moins entre le salaire versé et celui qui aurait dû l'être, et que seule, elle a le droit d'exercer ».

Le rapport présenté au nom de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail expose comme suit les raisons pour lesquelles la commission n'avait pas cru devoir retenir la demande tendant à donner capacité aux syndicats pour se substituer aux ouvriers défaillants :

La Commission a cru devoir rejeter la proposition suivante .. savoir : « Que les syndicats professionnels soient autorisés à saisir les conseils de prud'hommes de toutes les infractions à la loi, et notamment de la plus grave, celle qui consiste à ne pas payer le salaire minimum, et cela, *sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé*, pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer; que, également, les associations autorisées par décret puissent exercer la même action en faveur des ouvriers non syndiqués. »

Cette proposition paraît s'écarter du droit public actuel sans pouvoir atteindre son but, le nom du mandant devant toujours figurer dans les actes de procédure à côté du nom du mandataire sous peine de nullité de cet acte.

La Commission fait remarquer, toutefois, « que les termes très larges de l'article 33 k de la loi permettant aux syndicats et associations autorisées d'engager de leur propre initiative et sans aucun mandat toutes actions basées sur l'*inobservation des prescriptions légales*..., il semble que les termes (de la loi) permettent aux syndicats ou associations autorisées, au cas où ils constateraient que les prix de façon affichés par l'employeur n'ont pas été calculés correctement... d'obtenir les redressement des prix affichés. Ils pourraient ainsi, sans avoir à mettre en cause les ouvrières, leur garantir pour l'avenir les salaires minima garantis par la loi ».

Il est à peine besoin de rappeler qu'en vertu de l'article 33 k, les syndicats et les associations autorisées sont fondés à se porter partie civile dans les poursuites qui seraient engagées par l'action publique contre des fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés pour infraction aux dispositions des articles 33 a, 33 b, 33 c et 33 n.

IX. — PÉNALITÉS.

Les articles 99 a, § 1^{er} à 3 et 107, § 2, du livre 1^{er} du Code du travail (titre V), ont subi les modifications rendues nécessaires par l'introduction de sanctions pénales visant l'inapplication du minimum de salaire (art. 33 n) et le frauduleux paiement de salaires inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets (art. 33 c, § 6).

L'infraction visée à l'article 33 n est passible des peines de simple police qui étaient déjà prévues par la loi du 10 juillet 1915 pour les infractions aux dispositions des articles 33 a, 33 b, 33 c (amende de 5 à 15 francs); mais ces pénalités ne s'appliquent désormais, en ce qui concerne l'article 33 c, qu'aux cinq premiers paragraphes dudit article. Aux termes du paragraphe 2 nouveau de l'article 99 a, l'infraction aux prescriptions du paragraphe 6 de l'article 33 c est punie de peines correctionnelles (amende de 16 à 100 francs).

Le Conseil supérieur du travail avait, comme il a été rappelé plus haut, réclamé des peines plus sévères pour ce cas de « fraude caractérisée ».

Le paragraphe 3 de l'article 99 a, qui est substitué à l'ancien paragraphe 2, prévoit que « dans le cas de contravention aux articles 33 c et 33 n, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées ». Le texte auquel cette nouvelle rédaction est substituée comportait cette addition « sans toutefois que le maximum puisse dépasser cinq cents francs ». Cette disposition ne figurant pas dans le paragraphe 3 nouveau, il n'y a plus désormais de limitation du montant global des amendes dans les cas prévus par ce texte.

La modification apportée à l'article 107, § 2, consiste simplement dans une référence à l'article 33 n, au nombre des articles dont les inspecteurs sont chargés d'assurer l'application.

*
* *

Telles sont les caractéristiques essentielles des modifications apportées à la loi du 10 juillet 1915 par la loi du 14 décembre 1928.

L'importance de ces modifications ne saurait vous échapper. En même temps qu'elles simplifient sur certains points, notamment en ce qui concerne la détermination du minimum de salaire, les formalités prévues à l'origine et fait disparaître certaines difficultés — pour ne pas dire impossibilités — d'application, elle renforce, par l'intervention de l'action

publique, ce que l'action civile exercée par les intéressés eux-mêmes pouvait avoir d'insuffisamment efficace.

Il importe que, sans tarder, toutes mesures soient prises en vue de mettre à profit les facilités nouvelles que la loi confère aux Préfets. En particulier, il y a lieu de mettre en mouvement, partout où les circonstances locales le justifient, la procédure de fixation du salaire minimum pour les professions *masculines* exercées à domicile.

Je sais que je ne fais pas vainement appel ici au zèle, à l'esprit de solidarité sociale de tous ceux, Préfets, Présidents et membres des Comités de salaires ou d'expertise, Inspecteurs du travail, de la collaboration desquels dépend l'amélioration des conditions d'existence d'une catégorie nombreuse de travailleurs, trop longtemps victimes des abus du « sweating system ».

Vous trouverez en annexe à la présente circulaire — dont vous voudrez bien m'accuser réception — non pas le texte de la loi du 14 décembre 1928, lequel n'est pratiquement utilisable que s'il est rapproché du texte qu'il modifie, mais le texte intégral des articles 33 à 33 *n* du livre I^{er} du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par la loi précitée.

ANNEXE.

LIVRE I^{er} DU CODE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

TITRE III. — Du salaire.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA DÉTERMINATION DU SALAIRE.

Section 1^{re}. — Du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

ART. 33. — Les dispositions de la présente section sont applicables aux *ouvriers et ouvrières* exécutant à domicile des travaux de vêtements, chapeaux, chaussures, lingerie en tous genres, broderie, dentelles, plumes, fleurs artificielles, et tous autres travaux rentrant dans l'industrie du vêtement ⁽²⁾.

ART. 33 *a*. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, faisant exécuter à domicile les travaux ci-dessus visés, doit en informer l'inspecteur du travail et tenir un registre indiquant le nom et l'adresse de chaque ouvrière ou ouvrier ainsi occupés.

(¹) Les modifications apportées par la loi du 14 décembre 1928 ont été imprimées en italique.

(²) Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 10 août 1922, pris en application de l'article 33*m* les dispositions des articles 33 *a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l*, de la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail sont applicables à toutes les ouvrières exécutant à domicile des travaux accessoires de l'industrie du vêtement, tels que bretelles, jarretelles, cravates, ceintures, etc., ainsi que des travaux de couture, de lingerie, de broderie en tous genres et en toutes matières, dentelles, plumes, fleurs artificielles, que ces travaux soient ou non destinés au vêtement.

Les dispositions précitées sont, dans les mêmes conditions, également appli-

ART. 33 b. — Les prix de façon fixés, pour les articles faits en série, par tout entrepreneur de travaux à domicile, sont affichés en permanence dans les locaux d'attente ainsi que dans ceux où s'effectuent la remise des matières premières aux ouvrières ou ouvriers et la réception des marchandises après exécution.

Cette disposition ne s'applique pas au domicile privé des ouvrières ou ouvriers, lorsque la remise de ces matières et la réception des marchandises y sont directement effectuées par les soins des fabricants, des commissionnaires ou des intermédiaires.

ART. 33 c. — Au moment où une ouvrière ou un ouvrier reçoit du travail à exécuter à domicile, il lui est remis un bulletin à souche ou un carnet indiquant la nature, la quantité du travail, la date à laquelle il est donné, les prix de façon applicables à ce travail ainsi que la nature et la valeur des fournitures imposés à l'ouvrière ou à l'ouvrier. Les prix nets de façon ne peuvent être inférieurs, pour les mêmes articles, aux prix affichés en vertu de l'article précédent.

Lors de la remise du travail achevé, une mention est portée au bulletin ou carnet indiquant la date de la livraison, le montant de la rémunération acquise par l'ouvrière ou l'ouvrier et des divers frais accessoires laissés à sa charge par le fabricant commissionnaire ou intermédiaire dans les limites prévues par l'article 50 du présent livre, ainsi que la somme nette payée ou à payer à l'ouvrière ou à l'ouvrier après déduction de ces frais.

Les mentions portées au bulletin ou carnet doivent être exactement reportées sur la souche du bulletin ou sur un registre d'ordre.

Les souches et registres visés à l'alinéa précédent doivent être conservés pendant un an au moins par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire et tenus par lui constamment à la disposition de l'inspecteur.

cables à toutes les ouvrières exécutant à domicile des travaux de tricotage de ou sur tissus à mailles, chapelets, sautoirs, croix, médailles et articles de bijouterie, parapluies ou similaires et postiches, confection et réparation de tapisserie à l'aiguille, travaux de perles et de paillettes sur toutes matières (fleurs, feuilles, feuillages, carcasses, colliers, colifichets, sacs, chenillage, franges de foulard, de tapis et d'ameublement, résilles).

Ne sont pas compris dans les travaux ci-dessus les travaux de ou sur tissus à mailles qui sont exécutés par des ouvrières à domicile employées directement et sans intermédiaire par l'industriel ayant fabriqué les tissus dans son établissement, et qui ont pour objet de mettre le produit qui en dérive en état de vente.

Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 30 juillet 1926 pris en application de l'article 33 m les dispositions des articles 33 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, de la section I du chapitre 1^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail sont applicables à toutes les ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans les catégories d'industries ci-après :

Fabrication de papier à lettres, enveloppes et sacs en papier, tubes en papier, confection de papier à cigarettes; gaufrage de papiers; découpage de papiers à l'emporte-pièce; fabrication de boîtes et tubes en carton et cartonnages en tous genres et tous articles en papier et carton pour cotillon; fabrication d'étiquettes, d'abat-jour, d'éventails, de lanternes vénitiennes, travaux de publicité (confectionneuses d'adresse, copistes, plieuses); coloriage et enluminage d'images et de cartes, retouche, repiquage et coloriage de clichés ou épreuves photographiques et de films;

Habillage de produits alimentaires et d'articles de confiserie;

Montage de boîtes en bois mince (notamment boîtes à fromage);

Vannerie, clissage de bouteilles et de bonbonnes; cannage et empaillage de chaises;

Gainerie, maroquinerie;

Travail des soies de porc, broserie (y compris ébarbage et polissage de montures de broseries), balais, fabrication de pinceaux;

Triage, finition et encartage de boutons;

Brunissage de métaux fins et de métaux communs argentés et dorés.

Toutes mentions inexactes portées sur les bulletins, carnets, souches et registres visés au présent article sont passibles de peines prévues à l'article 99 a.

En aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets.

ART. 33 d. — Les prix de façon applicables au travail à domicile doivent être tels qu'ils permettent à une ouvrière ou à un ouvrier d'habileté moyenne de gagner en huit heures un salaire égal à un minimum déterminé par les conseils du travail, ou, à leur défaut, par les comités de salaires, pour la profession ou pour la région, dans les conditions indiquées aux articles 33 e, 33 f et 33 g ci-après.

ART. 33 e. — Les conseils du travail constatent le taux du salaire quotidien habituellement payé dans la région aux ouvrières ou ouvriers de même profession et d'habileté moyenne travaillant en atelier, à l'heure ou à la journée, et exécutant les divers travaux courants de la profession. Ils déterminent, d'après le chiffre ainsi établi, le minimum prévu à l'article 33 d.

Dans les régions où, par la profession visée, le travail à domicile existe seul, les conseils du travail fixent le minimum d'après le salaire moyen des ouvrières ou ouvriers en atelier exécutant des travaux analogues dans la région ou dans d'autres régions similaires, ou d'après le salaire habituellement payé à la journalière ou, s'il y a lieu, au journalier dans la région.

Le minimum ainsi fixé sert de base aux jugements des conseils de prud'hommes ou à ceux des juges de paix dans les différends qui peuvent leur être soumis au sujet de la présente section.

Les conseils du travail procèdent tous les trois ans au moins à la revision de ce minimum.

ART. 33 f. — S'il n'existe pas de Conseil de travail dans la profession et dans la région, il est institué, au chef-lieu du département, un Comité de salaires des ouvrières ou ouvriers à domicile auquel sont dévolues les attributions données au Conseil du travail par l'article précédent.

Ce Comité est composé du juge de paix ou du plus ancien des juges de paix en fonctions au chef-lieu du département, président de droit, de deux à quatre ouvriers ou ouvrières et d'un nombre égal de patrons appartenant aux industries visées par la présente loi.

Les membres du comité sont choisis par les présidents et vice-présidents de section des conseils de prud'hommes existant dans le département.

A défaut de conseils de prud'hommes ayant compétence dans le département, ou si les présidents et vice-présidents de section n'ont pu réaliser un accord sur ce choix, les membres du comité sont désignés par le président du tribunal civil.

Lorsque, par suite de l'absence dans le département d'un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, le comité ne peut se constituer, le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron.

S'il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail.

ART. 33 g. — Il est, en outre, institué, à défaut de conseil du travail, un ou plusieurs comités professionnels d'expertise.

Chacun de ces comités comprend deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière ou un ouvrier, selon la nature de l'industrie. Ces quatre membres doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département.

Le comité est présidé par le juge de paix du canton où siège le comité.

Les membres des comités sont choisis par la réunion des présidents et des vice-présidents de section des conseils de prud'hommes fonctionnant dans le département. S'il n'existe pas de conseils de prud'hommes, ils sont désignés par le préfet.

Les conseils du travail, ou, à leur défaut, les comités professionnels d'expertise peuvent dresser d'office ou dressent sur la demande du Gouvernement, des conseils de prud'hommes ou des unions professionnelles intéressées, avec toute la précision possible, le tableau du temps nécessaire à l'exécution des travaux en série pour les divers articles et les diverses catégories d'ouvrières ou d'ouvriers dans les professions et les régions où s'étendent leurs attributions.

Le minimum de salaire applicable aux articles fabriqués en série résulte du prix minimum du salaire à l'heure fixé par les comités de salaires multiplié par le nombre d'heures nécessaires à l'exécution du travail afférent à ces articles.

Les juridictions compétentes ont la faculté de consulter les comités professionnels d'expertise pour l'évaluation du temps nécessaire à l'exécution des travaux à la pièce non compris dans les tableaux des travaux en série.

Les indications fournies dans ces conditions servent de base aux jugements des conseils de prud'hommes ou des juges de paix dans les différends soulevés devant eux à l'occasion du travail relatif aux articles exécutés à la pièce.

Les comités de salaires et les comités d'expertise peuvent appeler, avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités.

Des jetons de présence sont alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertise. Les dépenses en résultant sont portées au budget départemental comme dépenses obligatoires.

ART. 33 h. — Les chiffres des salaires minima et de tous salaires constatés ou établis par les conseils du travail et par les comités spéciaux en vertu des articles 33 e, 33 f et 33 g, sont publiés par les soins du préfet et sont insérés notamment au *Recueil des Actes administratifs* du département.

Si, dans un délai d'un mois à partir de la publication d'un minimum de salaire arrêté par le conseil du travail ou par un comité de salaires, ou d'un tarif établi par le conseil du travail ou par un comité professionnel d'expertise, une protestation est élevée contre leur décision, soit par le Gouvernement, soit par toute association professionnelle ou toute personne intéressée dans la profession, il est statué, en dernier ressort, par une commission centrale siégeant au Ministère du Travail et composée ainsi qu'il suit :

Deux membres (un patron et un ouvrier) du conseil du travail ou du comité départemental qui a déterminé le salaire minimum;

Les deux représentants (un patron et un ouvrier) de la profession au Conseil supérieur du travail;

Deux prud'hommes (un patron et un ouvrier) élus pour trois ans par l'ensemble des conseils de prud'hommes;

Un enquêteur permanent de l'Office du travail désigné par le Ministre

du Travail et de la Prévoyance sociale et qui remplira les fonctions de secrétaire de la commission avec voix délibérative;

Un membre de la Cour de cassation désigné par celle-ci pour trois ans, qui sera de droit président de la commission centrale et dont la voix sera prépondérante en cas de partage égal des votes.

Après l'expiration du délai *d'un mois* ou après la décision de la commission centrale, le minimum devient obligatoire dans le ressort du conseil du travail ou du comité départemental qui l'a établi.

Dans le cas où un conseil du travail ou un comité départemental modifierait sa décision relative au chiffre d'un minimum de salaire, le chiffre antérieurement fixé demeure obligatoire jusqu'à l'expiration du délai *d'un mois*, ou, en cas de protestation, jusqu'à la décision de la commission centrale.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de publicité prévues ci-dessus, le fonctionnement de la commission centrale et l'emploi des crédits nécessaires à ce fonctionnement.

ART. 33 i. — Les conseils de prud'hommes, dans l'étendue de leur juridiction, et, à leur défaut, les juges de paix, sont compétents pour juger toutes les contestations qui naîtront de l'application de la présente section, et notamment pour redresser tous comptes de salaires inférieurs au minimum défini aux articles précédents.

La différence constatée en moins entre le salaire payé et celui qui aurait dû l'être doit être versée à l'ouvrière ou à l'ouvrier insuffisamment rétribué, sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'employeur pourra être condamné au bénéfice de celle-ci ou de celui-ci.

Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire est civilement responsable lorsque c'est de son fait que le salaire minimum n'a pu être payé.

ART. 33 j. — Les réclamations des ouvrières ou ouvriers touchant le tarif appliqué au travail par eux exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard *un mois* après le paiement de leurs salaires.

Le délai ainsi fixé ne s'applique pas à l'action intentée par l'ouvrier pour obtenir à son profit l'application d'un tarif d'espèce établi par un précédent jugement et publié comme il est dit à l'article 33 l.

ART. 33 k. — Les associations autorisées à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et les syndicats professionnels existant dans la région pour les industries visées à l'article 33, même s'ils sont composés en totalité ou en partie d'ouvriers travaillant en atelier, peuvent exercer une action civile basée sur l'inobservation de la présente loi, sans avoir à justifier d'un préjudice, à charge, si le défendeur le requiert, de donner caution pour le paiement des frais et dommages auxquels ils pourraient être condamnés, à moins qu'ils ne possèdent, en France, des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement.

La disposition qui précède ne porte point atteinte aux droits reconnus par les lois antérieures aux syndicats professionnels.

Les mêmes associations autorisées peuvent également exercer le droit de recours prévu à l'article 33 h.

ART. 33 l. — Le conseil de prud'hommes, ou le juge de paix, à l'occasion de tout différend portant sur la rémunération d'une ouvrière ou d'un ouvrier effectuant à domicile quelques-uns des travaux visés à l'article 33, rend publics, par affichage à la porte du prétoire, le chiffre du minimum de salaire qui a servi de base à sa décision et le tarif d'espèce résultant du jugement.

Tout intéressé et tout groupement visé à l'article 33 k, sont autorisés à prendre copie sans frais, au secrétariat du conseil de prud'hommes, ou au greffe de la justice de paix, des chiffres de ces salaires et à les publier.

ART. 33 m. — Les dispositions des articles 33 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, pourront, après avis du Conseil supérieur du travail, et en vertu d'un règlement d'administration publique, être rendues applicables à des ouvrières ou ouvriers à domicile appartenant à d'autres industries non visées à l'article 33.

ART. 33 n. — *Il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés, de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon inférieurs aux prix de façon déterminés dans les conditions prévues aux articles 33 g et 33 l.*

TITRE V. — Des pénalités.

ART. 99 a. — Les fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions des articles 33 a, 33 b, 33 c, § 1^{er} à 5 inclus, et 33 n du présent livre seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs.

En cas d'infraction aux prescriptions de l'article 33 c, § 6, le contrevenant sera puni d'une amende de 16 francs à 100 francs.

Dans le cas de contravention aux articles 33 c et 33 n, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées.

(Le reste de l'article sans changement.)

ART. 107. — Les inspecteurs sont chargés, etc.

Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 a, 32 d, 33 a, 33 b, 33 c, et 33 n, dans les conditions prévues auxdits articles.

CIRCULAIRE DU 27 MARS 1929 (*).

Frais de tournées des inspecteurs du travail. — Dispense de timbre.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, à toutes fins utiles, le texte d'une lettre que vient de m'adresser M. le Ministre des Finances en réponse à une réclamation de ma part concernant le paiement d'un timbre de quittance qui aurait été exigé de certains inspecteurs à l'occasion du remboursement des frais de tournées sur état.

Paris, le 1^{er} mars 1929.

LE MINISTRE DES FINANCES,

A MONSIEUR LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

(Direction du Travail, 3^e bureau.)

Par lettre du 19 février dernier, vous m'avez signalé que les trésoriers payeurs généraux d... et d... invoquant des instructions nouvelles, exigent

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

des inspecteurs du travail le paiement d'un timbre de quittance à l'occasion du remboursement sur états justificatifs, des frais engagés par ces fonctionnaires pour leurs tournées de service.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'a rien été changé au régime particulier dont bénéficient ces fonctionnaires et qui a été porté à la connaissance des comptables par circulaire de la Direction de la Comptabilité publique des 13 mars 1919, § 4, et 30 septembre 1923, § 6. Par lettre de ce jour, je rappelle ces instructions aux comptables en cause.

J'ajoute que des instructions seront adressées à bref délai à tous les comptables pour leur préciser les dispositions dont il s'agit.

CIRCULAIRE DU 3 AVRIL 1929 ⁽¹⁾.

Hygiène des travailleurs. — Émaux sans plomb. — Fabrication d'émaux pour cadrans de montres.

Par circulaire du 12 septembre dernier ⁽²⁾, je vous ai informé que la Commission d'hygiène industrielle avait émis un vœu favorable à la mise à l'étude d'un projet de loi tendant à interdire l'emploi des émaux à base de sels de plomb dans l'industrie de l'émaillage sur métaux, et je vous ai demandé de me fournir un rapport sur l'état de la question en ce qui concerne votre circonscription. Je vous demandais, en particulier, d'énumérer, d'une part, les produits pour lesquels la substitution des émaux sans plomb aux émaux plombés est d'ores et déjà réalisée et, d'autre part, les produits, pour la fabrication desquels, au contraire, l'emploi des émaux plombés est encore pratiqué.

Comme suite à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il m'a été signalé que, dans la fabrication des émaux blancs ou de couleur pour cadrans de montres, il est fait couramment usage de sels de plomb; aucun procédé permettant d'employer pour les cadrans de montres des émaux non plombés n'aurait jusqu'ici été découvert.

Je vous serais obligé de me fournir, en vue de compléter les renseignements que vous m'avez déjà communiqués, un rapport sur la question de la fabrication des émaux pour cadrans de montres, en ce qui concerne votre circonscription.

CIRCULAIRE DU 5 AVRIL 1929 ⁽³⁾.

Limitation de l'emploi de la procédure de mise en demeure.

Le Conseil supérieur du travail a, au cours de sa dernière session qui a eu lieu au mois de novembre, adopté le vœu suivant relatif à la limitation de la procédure de mise en demeure pour les infractions en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs :

1° Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que l'obligation de la mise en demeure préalable pour l'application des prescriptions réglementaires, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs soit, en certains cas, supprimée;

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* 1927, p. 174.

2° Les règlements d'administration publique détermineront, pour chacune de leurs prescriptions, s'il y a lieu ou non d'appliquer la procédure de mise en demeure. Dans l'affirmative, ils fixeront le délai minimum à prévoir;

3° Ces dispositions seront prises sur l'avis de commissions mixtes comprenant les représentants des employeurs et des employés de l'industrie envisagée;

4° Le Conseil supérieur estime que la mise en demeure ne se justifie pas chaque fois qu'il s'agit des prescriptions dont l'inobservation entraîne des dangers directs et immédiats pour la sécurité des travailleurs;

5° Hormis les cas où ces dangers directs et immédiats existent, la mise en demeure devra être maintenue lorsqu'il s'agit :

a. De prescriptions dont l'observation nécessite dans une entreprise des modifications importantes portant notamment sur le gros œuvre de l'établissement;

b. De prescriptions pouvant donner lieu à des divergences d'interprétation.

« En vue de faciliter l'adaptation aux prescriptions nouvelles, il pourra être inséré dans les règlements récents ou futurs une disposition en vertu de laquelle la mise en demeure préalable sera appliquée, pendant un certain délai, pour les infractions aux prescriptions desdits règlements. »

Pour donner satisfaction au vœu ainsi émis par le Conseil supérieur du travail, j'ai l'intention de déposer un projet de loi qui serait ainsi conçu :

L'article 68 du livre II du Code du travail est modifié comme suit :

« Art. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique visés à l'article précédent, les inspecteurs, pour celles des prescriptions de ces règlements pour lesquelles cette procédure aura été prévue, doivent mettre les chefs d'établissement en demeure de se conformer auxdites prescriptions avant de dresser procès-verbal. »

Il resterait, pour chacun des règlements généraux et particuliers actuellement en vigueur, à faire la discrimination de celles de leurs prescriptions pour lesquelles la procédure de la mise en demeure serait supprimée. Je vous serais très obligé de me faire connaître vos propositions à ce sujet.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu, pour aucun de ces règlements, de prévoir l'insertion d'une disposition aux termes de laquelle la procédure de la mise en demeure préalable serait maintenue, d'une manière générale, pendant un certain délai. Une telle disposition ne semble avoir sa place que dans les règlements futurs. Si, toutefois il vous apparaissait qu'elle doive être insérée dans certains règlements récents, je vous serais obligé de le signaler.

Vous voudrez bien me faire connaître votre réponse séparément pour chacun des règlements. Afin de faciliter le dépouillement, je vous prie d'examiner les règlements dans l'ordre dans lequel ils sont insérés dans la brochure rose.

CIRCULAIRE DU 10 AVRIL 1929 (¹).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Bâtiment et travaux publics. — Décret du 11 février 1924.*

Mon attention a été appelée sur le nombre élevé des heures de travail qui ont été perdues, dans les industries du bâtiment et des travaux publics de certaines régions, par suite des gelées fortes et prolongées du récent hiver. J'ai été saisi notamment de plusieurs demandes tendant à ce que, cette année, les industries du bâtiment bénéficient de crédits exceptionnels d'heures de prolongation de la durée du travail, permettant de dépasser le chiffre de 250 heures fixé par le décret du 11 février 1924.

Comme vous le savez, ce chiffre de 250 heures est un maximum qui comprend les heures de dérogation pour surcroît extraordinaire de travail (art. 6, 3°), et les heures de récupération des intempéries (art. 3, § 3), le mot « intempéries » pris ici au sens le plus large, désignant toutes les causes naturelles qui arrêtent ou entravent les travaux du bâtiment : la pluie, la neige, le gel, les courtes journées solaires d'hiver, etc.

C'est ce qui ressort du rapprochement des deux phrases contenues à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 du décret précité, ainsi rédigé :

« Les établissements bénéficiant d'une autorisation de l'Inspecteur du travail, en vertu du paragraphe 3 de l'article 3, ne pourront bénéficier des heures supplémentaires prévues sous le n° 3° du paragraphe premier du présent article si le total des heures de prolongation ainsi autorisées dépasse 250 par an. Si le total est inférieur à 250 heures par an, les établissements bénéficieront, en vertu de la disposition prévue sous le 3° précité, du nombre d'heures nécessaires pour parfaire ce chiffre. Ce nombre d'heures de dérogation sera déterminé par l'inspecteur dans l'autorisation délivrée en vertu du paragraphe 3 de l'article 3. »

La circulaire ministérielle du 26 février 1924 a précisé qu'il s'agit bien d'un maximum : « si l'entreprise est autorisée par l'inspecteur du travail à prolonger la journée de travail à titre de récupération, le total des heures de prolongation, soit à titre de récupération, soit à titre de dérogation, est limité à 250 par an ».

Cette limitation s'explique par le caractère *forfaitaire* du crédit d'heures de récupération prévu à l'article 3 du décret. La fixation de ce crédit étant, comme l'expose la circulaire précitée du 26 février 1924 « faite à l'avance, ne peut être naturellement qu'une évaluation forfaitaire basée sur les interruptions collectives de travail qui se produisent normalement chaque année dans la profession et la région, pour les diverses causes énumérées au décret ».

Sans doute, il peut se produire des interruptions d'un caractère anormal, comme des gelées fortes et prolongées. Mais il serait tout au moins prématuré d'en conclure que le nombre total d'heures perdues cette année-là, par suite des intempéries, sera plus élevé que celui d'une autre année, qui comptera peut-être moins de jours de gel mais des jours de pluie plus nombreux.

Par ailleurs, le crédit forfaitaire a justement pour objet d'établir une moyenne et, après cinq années d'application du décret aux industries du bâtiment, il semble que cette moyenne réponde à la réalité des faits.

Toutefois, on ne saurait méconnaître que les industries du bâtiment ont été, cet hiver, particulièrement atteintes, en raison du nombre élevé des heures perdues. Il convient donc de leur accorder toutes les facilités compatibles avec les dispositions légales et réglementaires.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Dans les régions où le nombre forfaitaire d'heures de récupération fixé par le Service n'atteint pas le maximum de 250 heures, la solution suivante pourra être envisagée : s'il apparaît que le nombre d'heures perdues par suite des intempéries atteint au moins le chiffre de 250, le Service pourra porter à ce chiffre le crédit d'heures de récupération. Ainsi, toutes les heures de prolongation auront le caractère d'heures de récupération et non celui d'heures supplémentaires. Il va sans dire que, dans ce cas, les entrepreneurs ne pourront bénéficier d'aucune heure supplémentaire pour surcroît extraordinaire de travail.

Il y aura lieu d'examiner dans cet esprit les demandes de dérogation exceptionnelles qui pourront vous être présentées.

Je vous serai obligé de porter à ma connaissance les autorisations de récupération de 250 heures qui seraient accordées dans votre circonscription.

CIRCULAIRE DU 19 AVRIL 1929 (1).

Utilisation de la viscose.

Mon attention a été, à nouveau, appelée sur les dangers auxquels seraient exposés, tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité, les ouvriers et les ouvrières occupés dans les fabriques de soie artificielle utilisant la viscose. Ces travailleurs auraient notamment à souffrir des émanations de gaz sulfurés.

En vue de compléter les renseignements que vous m'aviez fournis, en réponse à une circulaire, en date du 18 avril 1923, je vous serais obligé de faire procéder à une enquête sur les conditions d'hygiène du travail dans les fabriques de soie artificielle utilisant la viscose dans votre circonscription.

Il y aura lieu, à cet effet, de fournir, notamment, les renseignements suivants :

- 1° Désignation des établissements;
- 2° Importance de ces établissements : nombre d'ouvriers, nombre d'ouvrières;
- 3° Exposé sommaire de la technique des opérations effectuées. — Procédés employés. — Produits fabriqués;
- 4° Indications spéciales sur les opérations qui seraient plus particulièrement dangereuses et, notamment, sur les opérations provoquant des émanations de gaz sulfurés; causes de nocivité;
- 5° Renseignements que le service aura pu recueillir sur l'état sanitaire des ouvriers et des ouvrières dans chaque établissement;
- 6° Mesures de protection propres à éviter et à diminuer les dangers, notamment ceux résultant des émanations de gaz sulfurés;
- 7° Dans quelles conditions ces mesures sont-elles prises actuellement par chacun de ces établissements;
- 8° Dans quelles conditions les prescriptions d'hygiène ou de sécurité actuellement prévues par les règlements sont-elles observées dans chacun des établissements;

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

9° Quelles dispositions réglementaires vous paraîtraient devoir être édictées pour renforcer éventuellement la protection des ouvriers et ouvrières dont il s'agit.

Vous voudrez bien me faire parvenir votre rapport avant le 1^{er} juin 1929.

CIRCULAIRE DU 27 AVRIL 1929 (°).

Salaires des ouvriers à domicile. — Commission centrale. — Réforme du décret du 24 septembre 1915 modifié par le décret du 24 septembre 1919.

Par ma circulaire du 28 février écoulé (°), j'ai appelé votre attention sur les modifications que la loi du 14 décembre 1928 a apportées aux dispositions du livre I^{er} du Code du travail relatives au salaire des ouvriers à domicile. Certaines de ces modifications ont appelé une refonte partielle du décret du 24 septembre 1915, modifié une première fois par le décret du 24 septembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 33 *h* dudit livre, relatif au fonctionnement de la Commission centrale instituée auprès du Ministre du Travail.

Le décret du 10 avril 1929 (*J. O.* du 16 avril 1929, p. 4450) répond à cet objet.

Voici sur quels points ont porté les remaniements :

1° La loi du 14 décembre 1928 ayant étendu le bénéfice du minimum de salaire aux ouvriers du sexe masculin, le mot « ouvrier » a dû être substitué au mot « ouvrière » là où il se rencontrait (art. 1^{er} B, 4°, du décret);

2° L'article 33 *d* du livre I^{er} ayant été modifié en vue de prévoir que la durée du travail en atelier, qui doit servir de base au calcul du minimum de salaire, est de huit heures et non plus de dix heures, une modification correspondante a été apportée à l'article 1^{er}, § 4, du décret;

3° L'article 33 *f* ayant prévu qu'en cas d'impossibilité de constituer le comité départemental de salaires, il appartiendra au préfet de déterminer le minimum de salaire, les dispositions visant la publicité des décisions des comités de salaires et les protestations contre ces décisions, ont été complétées par l'indication de la procédure applicable dans les cas où le préfet joue le rôle de comité de salaires (art. 1^{er} A, 1°; art. 2. §§ 1 et 3; art. 8, § 1; art. 14, § 2, 2°);

4° Enfin, l'article 33 *h* ayant réduit de trois mois à un mois le délai d'appel à la Commission centrale, il a été, à l'article 8, § 2, du décret, substitué aux mots « dans le délai de trois mois » les mots « dans le délai d'un mois ».

*
* *

A la faveur de cette révision du décret de 1915-1919, il a paru nécessaire de rajeunir les dispositions de l'article 17 du décret qui déterminent les conditions d'indemnisation des délégués professionnels à la

(°) Adressée aux Préfets.

(°) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 80.

Commission centrale. Ces conditions, fixées pour la dernière fois par le décret du 24 septembre 1919, étaient loin de répondre tant au montant des salaires perdus qu'aux prix actuels des transports par voie ferrée et aux frais de séjour à Paris. Il était prévu, en effet, pour les délégués des conseils du travail, des comités départementaux de salaires, du Conseil supérieur du travail, des Conseils de prud'hommes, quinze francs par journée de séance pour ceux qui résident dans le département de la Seine, et, pour ceux qui résident en dehors de ce département, vingt francs par jour et vingt-quatre centimes par kilomètre de la distance par voie ferrée entre Paris et la gare la plus voisine de leur résidence.

Le nouveau décret fixe, pour les délégués à la Commission centrale, des indemnités égales à celles qui ont été prévues par le décret du 4 mai 1927 pour les membres ouvriers du Conseil supérieur du travail, savoir : trente-cinq francs (35 fr.) par jour pour les délégués résidant dans le département de la Seine et, pour ceux qui résident en dehors de ce département, cinquante francs (50 fr.) par jour et le remboursement des frais réellement exposés par eux pour le transport en deuxième classe de la gare la plus voisine de leur résidence à Paris et *vice versa*.

Vous trouverez ci-joint un exemplaire du décret du 10 avril 1929 (°).

CIRCULAIRE DU 2 MAI 1929 (°).

Décret du 10 juillet 1913 (art. 10, § 2).

Largeur des passages entre les métiers à tisser. — Enquête.

La Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile m'a adressé le texte d'une résolution sur l'espace libre entre les métiers et machines qui a été adoptée au cours de son dernier congrès national.

Le texte de cette résolution est ainsi conçu :

Le Congrès dénonce une fois de plus la négligence des pouvoirs publics dans la prise des mesures qui s'imposent en faveur de la sécurité et de la santé des travailleurs, regrette, en outre, qu'en dépit des requêtes faites pour l'application et le respect de diverses dispositions légales, pouvant éviter un certain nombre d'accidents, n'aient pas eu de suite, et, à ce sujet, tient à rappeler une résolution du Congrès fédéral de 1912 qui a trait à l'espace libre entre les métiers en la signalant à nouveau à l'attention du Ministère du Travail et laquelle déclarait :

« Que le manque d'espace entre les métiers à tisser et autres machines employées dans l'industrie textile, mues par des moteurs, constitue des causes d'insécurité pour les ouvriers dans l'exécution de leur travail » ;

Estime qu'il est nécessaire :

1° Que les allées dans les tissages aient une largeur minimum de 0 m. 80, tel que l'exige l'article 10 du décret du 29 novembre 1904 ;

2° Que les espaces situés derrière les métiers et dans lesquels sont maintenus les rouleaux de fil de chaîne soient assimilés aux passages prévus par l'article 10 et qu'en tous cas ces espaces soient d'une largeur telle que les rouleaux puissent y être amenés sur chariot au pied du métier, afin que les ouvriers ne soient pas obligés de porter à bras ces fardeaux de 130 à 250 kilogrammes dans des conditions particulièrement dangereuses, comme cela a lieu ordinairement ;

Que le diamètre des ensouples étant de 0 m. 50 et quelquefois de 0 m. 65, la largeur de 0 m. 80 paraît au minimum indispensable ;

(°) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 17.

(°) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

3° Que les espaces où se tiennent les ouvriers devant leurs métiers soient également d'une largeur suffisante, c'est-à-dire de 0 m. 60 si seul un ouvrier y travaille, ou de 0 m. 80 au moins, si deux ouvriers travaillent dos à dos;

DÉCIDE :

Qu'il y a lieu pour tous les syndicats fédérés de surveiller la stricte application de l'article 10 du décret du 29 novembre 1904 et d'exercer une action sur les pouvoirs publics compétents afin qu'ils prennent les mesures qui conviennent pour assurer la sécurité des travailleurs dans l'industrie textile.

La résolution ainsi votée pose la question de savoir à quels « passages » s'applique la disposition de l'article 10, § 2, du décret du 29 novembre 1904, devenu l'article 10, § 2, du décret du 10 juillet 1913 et qui exige que les « passages » entre les machines, mécanismes, outils mus par des moteurs aient une largeur d'au moins 80 centimètres.

En vue de compléter les renseignements que vous avez déjà fournis sur cette question, en réponse à une circulaire du 23 janvier 1912, je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître quelle est, dans un certain nombre de tissages de votre circonscription, à titre d'exemples, parmi les plus anciens et parmi les plus récents :

1° La largeur des intervalles entre métiers :

- a. Où se tiennent habituellement les ouvriers;
- b. Où circulent habituellement les ouvriers pour se rendre à leurs postes;

2° L'importance des espaces situés derrière les métiers.

Il y aura lieu d'indiquer, pour les intervalles où travaillent les ouvriers, s'il n'y a qu'une rangée d'ouvriers ou s'il y a deux rangées d'ouvriers travaillant dos à dos.

Vous voudrez bien, en outre, me fournir sur ces passages tous autres renseignements qui vous paraîtraient intéressants, notamment en ce qui concerne les accidents dont la cause pourrait être attribuée à l'insuffisance de la largeur de ces passages.

Enfin, vous voudrez bien me faire connaître si vous estimez qu'il conviendrait de modifier l'article 10, § 2 susvisé du décret du 10 juillet 1913, dans le sens suggéré par le Congrès de la Fédération ouvrière de l'industrie textile, en particulier, en vue d'assimiler les espaces situés derrière les métiers aux passages visés audit paragraphe 2.

CIRCULAIRE DU 6 MAI 1929 (1).

Maladies professionnelles.

Courants électriques. — Travail devant les appareils à haute tension.

Par ma circulaire en date du 17 septembre 1928 (2), je vous ai prié de rechercher si, dans les établissements soumis à votre surveillance, il a été constaté chez les ouvriers employés dans ces établissements des troubles causés par l'électricité de la nature de ceux qui sont mentionnés dans un article paru dans la publication *Hygiène du Travail* émanant du Bureau international du Travail.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1928, p. 174.

Parmi les troubles visés, ceux qui affecteraient les électriciens appelés à travailler auprès des appareils à haute tension ont particulièrement retenu l'attention. Toutefois, cette première enquête n'a donné sur ce point que peu d'indications utiles — ce qui pourrait suffire à expliquer, observent plusieurs rapports, le fait que l'éveil n'avait pas encore été donné sur cet ordre de dangers.

Il est apparu que la question méritait néanmoins d'être retenue, pour une étude spéciale, basée sur des observations méthodiques et aussi nombreuses que possible.

J'ai, à cet effet, appelé l'attention des organisations patronales électrotechniques sur ce problème d'hygiène professionnelle, par une lettre dont vous trouverez ci-joint une copie, à titre d'information.

J'ai également saisi de la question les organisations ouvrières intéressées, en leur demandant de me signaler tous les cas de l'espèce qui viendraient à leur connaissance.

Je vous prie, de votre côté, de ne pas perdre de vue cette question; toutes les constatations intéressantes qui seraient faites dans cet ordre d'idées devront être notées, pour être spécialement mentionnées dans le rapport de fin d'année.

CIRCULAIRE DU 6 MAI 1929 ⁽¹⁾.

Congé annuel des inspecteurs du travail.

La circulaire du 20 mars 1911 ⁽²⁾ a porté à quinze jours par an la durée des permissions d'absence qui peuvent être accordées par les inspecteurs divisionnaires du travail aux inspecteurs et inspectrices placés sous leurs ordres; elle a, de plus, précisé les conditions d'utilisation de ces quinze jours; ils peuvent être pris en une seule fois ou fractionnés, être ajoutés au congé annuel ou pris à d'autres époques de l'année et, enfin, ils peuvent, jusqu'à concurrence de cinq jours, faire l'objet d'un report d'une année sur l'autre.

Par contre, les inspecteurs, étant chargés de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au repos du dimanche et des jours fériés sont fréquemment appelés à exercer leur surveillance ces jours-là. Au surplus, les mêmes jours, ils ne peuvent quitter leur résidence sans avoir, au préalable, sollicité une permission d'absence qui leur est décomptée sur les quinze jours qui peuvent leur être accordés par leur inspecteur divisionnaire.

En raison de cette situation, j'ai consulté M. le Ministre des Finances sur le point de savoir dans quelles conditions des compensations pourraient être accordées aux inspecteurs.

En réponse, M. le Ministre des Finances m'a fait connaître qu'il ne saurait être question d'augmenter la durée du congé annuel des inspecteurs; mais il a bien voulu reconnaître que « lorsque des *circonstances exceptionnelles* auraient pour effet de priver, *sans aucune compensation*, certains agents de la libre disposition de dimanches ou de jours fériés, il pourrait être équitable de leur accorder, sous forme d'autorisations d'absence supplémentaires, un repos compensateur à prendre au moment le plus opportun du point de vue des intérêts du service ».

Vous aurez, en conséquence, dorénavant, la faculté d'accorder jusqu'à

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* 1911, p. 46.

concurrence de cinq jours par an en sus de la permission d'absence de quinze jours, un repos compensateur aux inspecteurs et inspectrices du travail qui, par suite de l'exercice de leurs fonctions, auraient été privés de la libre disposition de dimanches ou de jours fériés, sans aucune compensation.

Toutefois, ces cinq jours de repos compensateur, à prendre en une ou plusieurs fois, ne pourront pas être groupés avec le congé annuel de quinze jours augmenté de quinze jours de permission d'absence.

Il reste entendu que, comme précédemment, en dehors de ces congés et permissions d'absence, l'inspecteur ne peut quitter sa résidence que pour les besoins du service dans les conditions déterminées par les règlements et instructions.

CIRCULAIRE DU 10 MAI 1929 (¹).

Travaux industriels exposant au saturnisme. — Extension de la liste annexée à la loi du 25 octobre 1919. — Revision du décret du 1^{er} octobre 1913. — Enquêtes.

Ainsi que vous le savez, la liste des travaux industriels assujettis au décret du 1^{er} octobre 1913 édictant les mesures particulières d'hygiène applicables dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine, diffère notablement de la liste correspondante annexée à la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.

Cette dernière est plus étendue dans l'ensemble et cependant ne recouvre pas entièrement la première.

En raison de la connexité existant entre la législation des maladies professionnelles et la réglementation préventive, on est naturellement conduit à examiner dans quelle mesure ces deux listes pourraient être mises en concordance.

C'est dans cette vue qu'un projet de loi tendant à reviser et à étendre les tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919, déposé à la Chambre des députés le 24 février 1927, incorpore dans la liste des travaux exposant à l'intoxication saturnine, ceux qui, assujettis au décret du 1^{er} octobre 1913, étaient restés en dehors de ladite liste (²).

Mais, d'autre part, celle-ci serait encore étendue à diverses autres catégories de travaux dont le caractère dangereux est attesté par les cas de saturnisme déclarés en exécution du décret du 19 février 1927 ainsi qu'aux deux rubriques suivantes, empruntées au projet de convention internationale sur la réparation des maladies professionnelles, adopté par la Conférence internationale du travail (session tenue à Genève en 1925) :

Traitement des minerais contenant du plomb, y compris les cendres plumbeuses d'usines à zinc;

Polissage au moyen de limaille de plomb ou de potée plombifère (rubrique substituée à « Polissage des glaces à l'aide de potée d'étain »).

La nouvelle liste, ainsi amendée, s'établirait en définitive comme suit :

Métallurgie et raffinage du plomb.

Fonte, laminage du plomb et de ses alliages.

Fonte de zinc plombifère.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Exception faite pour la chromolithographie céramique, lacune qu'il est envisagé de combler.

Traitement des minerais contenant du plomb, y compris les cendres plumbeuses d'usines à zinc;

Trempe et revenu au plomb.

Fonte de caractères d'imprimerie en alliage de plomb.

Fabrication et polissage de poteries dites d'étain en alliage de plomb.

Soudure à l'aide d'alliage de plomb.

Travaux de soudure de pièces métalliques en plomb ou plombifères.

Conduite de machines à composer utilisant un alliage de plomb.

Etamage à l'aide d'un alliage contenant du plomb.

Fabrication de jouets en alliage de plomb.

Fabrication de capsules et couvercles métalliques renfermant du plomb.

Dessoudure des vieilles boîtes de conserve et autres objets soudés à l'aide d'alliage de plomb.

Manipulation des caractères d'imprimerie en alliage de plomb.

Manipulation ou emploi des encres d'imprimerie plombifères.

Fabrication des composés du plomb.

Cristalleries (préparation et manutention de composés plombifères dans les).

Fabrication et broyage des couleurs à base de plomb.

Travaux de peinture de toute nature comportant l'emploi de substances plombifères ou s'appliquant à des substances plombifères.

Travail au chalumeau de matières recouvertes de peintures plombifères.

Fabrication et réparation des accumulateurs au plomb.

Fabrication d'huiles siccatives et vernis plombifères.

Fabrication des émaux plumbeux et leur application.

Fabrication de la poterie ou de la faïence avec émaux plombifères.

Décoration de la porcelaine à l'aide d'émaux plombifères.

Émailage des métaux à l'aide d'émaux plombifères.

Vernissage et laquage à l'aide de produits plombifères.

Emploi de couleurs ou de substances plombifères en teinture.

Fabrication de fleurs artificielles aux couleurs de plomb.

Polissage au moyen de limaille de plomb ou de potée plombifère.

C'est donc cette nouvelle liste qu'il convient dès maintenant de prendre pour base d'examen de l'extension à apporter au champ d'application du décret du 1^{er} octobre 1913.

En même temps se pose la question d'une revision éventuelle des prescriptions d'hygiène contenues dans ce décret.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien me faire connaître votre avis sur les points suivants :

1° Quels sont les travaux industriels qui vous paraissent devoir être ajoutés aux catégories de travaux énumérés à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1913, eu égard aux dangers qu'ils présentent et à la possibilité de les soumettre à des mesures préventives efficaces, dans le cadre de ce décret ?

2° Quelles sont les mesures particulières d'hygiène qu'il pourrait être nécessaire de prévoir à leur sujet ?

3° Quelles sont les modifications, suggérées par l'expérience, que vous estimeriez éventuellement devoir être apportées, à cette occasion, aux prescriptions préventives actuelles ?

CIRCULAIRE DU 15 MAI 1929 (1).

*Article 79 du livre II du Code du travail. — Peinture en bâtiment.
Emploi de siccatifs plombifères.*

Il m'a été signalé que certaines entreprises de travaux de peinture en

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

bâtiments feraient usage de siccatis plombifères, dont l'emploi ne serait pas interdit par l'article 79 du livre II du Code du travail.

Cet article, ainsi que vous le savez, est ainsi conçu :

L'emploi de la céruse, du sulfate de plomb, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse ou du sulfate de plomb est interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

Il résulte de cette rédaction que ne sont pas visés par l'interdiction les siccatis qui contiennent du plomb sous une forme autre que la céruse ou le sulfate de plomb, et sont à base d'une huile autre que l'huile de lin.

Je vous serais obligé de me faire connaître :

1° Quels sont les siccatis de cette nature qui, à votre connaissance, seraient employés dans votre circonscription;

2° Si vous estimez utile d'envisager une modification de l'article 79 susvisé du livre II du Code du travail, en vue de remplacer dans le texte de cet article les mots « huile de lin plombifère » par ceux de « siccatis plombifères » ou l'extension à ces produits du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture.

CIRCULAIRE DU 15 MAI 1929⁽¹⁾.

Sécurité. — Peintures lumineuses.

J'ai été saisi par la Société « Peinture et Lumière », de la lettre dont vous trouverez ci-dessous le texte :

Monsieur le Ministre,

Nous croyons intéressant et nous avons l'honneur de vous signaler l'emploi qui pourrait être fait de l'une de nos peintures lumineuses pour prémunir le personnel contre les accidents dans les stations centrales ou sous-stations de force, de transformation ou de distribution d'électricité et dans les usines et ateliers où il est fait usage de hauts voltages, en cas de panne subite d'électricité. Cette mesure préventive permettrait d'éviter que dans l'obscurité résultant de l'extinction des lampes un accident ne se produise par un contact avec des pièces où circule un courant à haute tension.

Il suffit en vue de cet emploi que les locaux en question soient suffisamment éclairés ou par la lumière du jour ou par l'électricité pour permettre à nos peintures, appliquées soit sur les manettes, soit sur des encadrements ou de petits panneaux de fond près des pièces dangereuses, d'accumuler automatiquement la lumière et de la rendre spontanément dans l'obscurité.

Nos peintures s'appliquent facilement, mais elles doivent être appliquées soigneusement.

Celles d'entre elles qui pour cet usage semblent le plus recommandable, sont nos peintures à longue persistance de luminosité : bleue et violette et notre peinture verte, dont la luminosité a beaucoup moins de durée mais une plus grande vivacité.

Je vous prie de me faire connaître votre avis sur l'emploi de ces peintures lumineuses au point de vue de la prévention des accidents du travail. Vous voudrez bien en outre m'indiquer, si, à votre connaissance, ces peintures ont été employées dans votre circonscription, et, dans l'affirmative, quels ont été les résultats obtenus au point de vue de la sécurité des travailleurs. J'attacherais du prix à recevoir votre réponse avant le 20 juin prochain.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

CIRCULAIRE DU 27 MAI 1929 (²).

*Déclaration des établissements. — Code du travail (livre II, art. 1 a).
Memento à l'usage des chefs d'établissements.*

Par circulaire en date du 6 août dernier (³), je vous ai adressé des instructions au sujet de l'application de la loi du 30 juin 1928 qui a modifié un certain nombre d'articles du livre II du Code du travail, et a notamment imposé à toute personne se proposant d'occuper du personnel dans un établissement industriel ou commercial, l'obligation d'en faire la déclaration avant d'occuper ce personnel.

Ainsi que je vous l'ai indiqué dans la circulaire précitée, il a été entendu, lors de la discussion, au Conseil supérieur du travail, des vœux relatifs à la déclaration des établissements, que l'inspecteur du travail ferait connaître à l'employeur quelles obligations s'imposent à ce dernier dans le domaine de la protection ouvrière.

En vue de permettre aux inspecteurs du travail de répondre aux employeurs déclarants par l'envoi de la documentation nécessaire à l'édification de ceux-ci, mon Administration a élaboré avec votre concours un memento énumérant les obligations auxquelles sont soumis les chefs des établissements industriels et commerciaux.

Ainsi que vous le savez, dans la rédaction de ce memento, on s'est préoccupé de réduire au minimum le travail d'écriture des inspecteurs et inspectrices qui l'enverront aux intéressés. Il leur suffira de mettre leurs noms et adresse à l'endroit réservé à cet effet à la fin de la page 3. Pour attirer l'attention des intéressés sur les prescriptions dont l'application s'impose spécialement dans leur établissement, il suffira aux inspecteurs de souligner ou de cocher lesdites prescriptions.

Je vous adresse, par paquet séparé, un certain nombre d'exemplaires de ce memento. Je vous serais obligé de les répartir entre les inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres, en leur signalant que cet imprimé doit être largement distribué, de façon que les employeurs soient bien informés des obligations qui leur incombent. En conséquence, les inspecteurs et inspectrices auront à me faire connaître, par votre intermédiaire, le nombre d'exemplaires dudit memento nécessaire à leurs besoins.

MEMENTO

A L'USAGE DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX.

En matière de réglementation du travail, les employeurs sont soumis aux prescriptions des livres I et II du Code du travail, des règlements pris pour l'application de ce Code, ainsi qu'aux articles 11 (déclaration) et 31 (affichage), de la loi du 9 avril 1898 concernant les accidents du travail.

*
* *

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX DIVERSES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS.

Parmi les dispositions qui s'appliquent à la généralité du personnel, sans considération d'âge ni de sexe, l'attention des employeurs est particulièrement appelée sur les suivantes :

Durée du travail (livre II du Code du travail, articles 6, 7 et 8 relatifs à la journée de huit heures, et règlement d'administration publique déterminant les

(²) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(³) Voir *Bulletin* 1928, p. 167.

conditions d'application à la journée de huit heures dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle en cause).

Repos hebdomadaire (livre II, art. 30 à 50).

Emploi des étrangers (livre II, art. 64 à 64 c).

Emploi obligatoire des mutilés et réformés de guerre (loi du 26 avril 1924, arrêté ministériel du 9 mars 1928; décret du 9 juin 1928).

Hygiène et sécurité (livre II, articles 65 à 66 b; articles 78 et 79; article 90 a; décret du 10 juillet 1913 concernant les mesures générales d'hygiène et de sécurité; décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel).

Aux mesures d'ordre général d'hygiène et de sécurité susvisées prévues par les articles 65 à 66 b, 78 et 79 du livre II du Code du travail et par le décret du 10 juillet 1913, s'ajoutent les mesures prescrites par des décrets spéciaux pour les catégories d'établissements ou pour les genres de travaux ci-après :

Industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine (1^{er} octobre 1913);

Emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture autres que les travaux de peinture en bâtiment (1^{er} octobre 1913);

Pompage dans l'industrie de la poterie d'étain (1^{er} octobre 1913);

Industrie de la couperie de poils (1^{er} octobre 1913 et arrêté du 9 octobre 1913);

Fabriques d'acéto-arsenic de cuivre (1^{er} octobre 1913);

Etablissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse (1^{er} octobre 1913 et arrêté du 9 octobre 1913);

Manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage (1^{er} octobre 1913);

Emploi, dans les établissements de l'industrie textile de cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements (1^{er} octobre 1913);

Soufflage à la bouche dans les verreries (1^{er} octobre 1913);

Emploi du ciment à prise rapide (1^{er} octobre 1913; arrêté du 9 octobre 1913);

Etablissements mettant en œuvre des courants électriques (1^{er} octobre 1913; arrêté du 9 octobre 1913);

Chantiers de travaux dans l'air comprimé (1^{er} octobre 1913; arrêté du 9 octobre 1913);

Étalages extérieurs (22 septembre 1913, complété par le décret du 23 décembre 1928);

Sécurité sur les voies ferrées des établissements (4 décembre 1915);

Chantiers du bâtiment et des travaux publics (9 août 1925).

Accidents du travail (loi du 9 avril 1898) et *maladies professionnelles* (loi du 25 octobre 1919).

Garantie des cautionnements (livre I^{er}, art. 32 a à 32 f).

Interdiction du marchandage (livre I^{er}, art. 30 b et 103).

Payement des salaires (livre I^{er}, art. 43 à 45).

Interdiction des économats (livre I^{er}, art. 75 à 77).

Moyens de contrôle : registre des mises en demeure (livre II, article 90 a); liste des chantiers temporaires (article 90 b).

II. — DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT L'EMPLOI DES ENFANTS.

AGÉS DE MOINS DE 18 ANS ET DES FEMMES.

Les employeurs qui, parmi leur personnel, ont des enfants, sont tenus d'observer, outre les dispositions mentionnées sous les n^{os} I et III, des prescriptions spéciales, notamment celles concernant :

L'apprentissage (livre I, art. 1 à 18);

L'âge d'admission au travail (livre II, art. 2 à 5, 86 et 87);

Les livrets (livre II, art. 88);

Le registre d'inscription des enfants (livre II, art. 90);

L'emploi des enfants dans les théâtres et professions ambulantes (art. 58 à 62).

Ceux qui, parmi leur personnel, ont des enfants ou des femmes, doivent se conformer à des prescriptions spéciales, notamment :

A l'interdiction du travail de nuit dans les établissements industriels (livre II, art. 21 à 29 et décret du 5 mai 1928);

Au repos des jours fériés reconnus par la loi dans les établissements industriels (livre II, art. 52 à 54);

Aux règles spéciales d'hygiène, de sécurité et de moralité (livre II, art. 71 à 76; décret du 21 mars 1914 sur les travaux dangereux pour les enfants et les femmes; décret du 28 décembre 1909 sur la limite des charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes; décret du 21 juin 1913 réglementant l'emploi des enfants et des femmes aux étalages des boutiques et magasins; livre II, articles 54 et suivants, et décret du 11 mars 1926 concernant le repos des femmes en couches et des femmes allaitant leurs enfants);

A l'obligation de l'affichage de certains textes ou renseignements (livre II, art. 83, 84, 85, 91).

III. — DISPOSITIONS SPÉCIALES VISANT CERTAINS GENRES D'INDUSTRIE.

Enfin, des dispositions particulières visent certaines catégories déterminées d'industrie, savoir :

Salaires minimum des ouvriers occupés à domicile dans les industries du vêtement et certaines industries assimilées (livre I^{er}, art. 33 à 33 n et 99 a; décrets des 10 août 1922 et 31 juillet 1926).

Constatation des salaires dans le tissage et le bobinage, dans la coupe de velours de coton, la teinture, le blanchiment et l'apprêt des étoffes (livre I^{er}, art. 34 à 42, 100 et 101).

Travail de nuit dans la boulangerie (livre II, art. 20).

NOTE IMPORTANTE.

Le chef d'établissement doit, dès qu'il occupe du personnel, établir un horaire en se conformant au décret réglementant la journée de huit heures dans sa profession et en envoyer un duplicata

à M.

Inspecteur départemental du travail

Il doit également ouvrir un registre destiné à recevoir les indications relatives à l'emploi des enfants (art. 88, 89 et 90 du livre II du Code du travail) et, le cas échéant, les mises en demeure du service de l'Inspection du Travail, (art. 68, 69 et 90 a).

LETTRE MINISTERIELLE DU 27 MAI 1929 (*).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Boulangeries de Seine et Seine-et-Oise. — Décret du 12 mai 1929.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 12 mai 1929 (*) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

Ce décret a été publié au *Journal officiel* du 15 mai 1929, p. 5485 (*erratum J. O.* du 16 mai 1929, p. 5538).

J'appelle plus particulièrement votre attention sur les points suivants :

Art. 1^{er}. — *Champ d'application.* — Aux termes de l'article 1^{er}, la réglementation est applicable dans les établissements ou parties d'établissement des départements de la Seine et de Seine-et-Oise où s'exerce la profession ci-après : boulangerie.

(*) Adressée à l'Inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription, à Paris.

(*) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 20.

Les fabriques de biscottes, de pain de régime, de pain grillé, de biscuits de soldats, de biscuits de mer, de biscuits pour chiens, ne sont pas visées par le terme « boulangerie ». Mais il va sans dire que, ainsi qu'il a été précisé en Commission mixte, lorsqu'une boulangerie fabrique accessoirement des biscottes, pains de régime ou produits analogues, ces fabrications sont assujetties au décret réglementant la boulangerie par application du principe que l'accessoire suit le sort du principal.

Art. 2. — Relais. — La disposition prévoyant l'intervention d'arrêtés ministériels autorisant l'organisation du travail par relais, pour les travaux ou les opérations où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques, subordonne cette autorisation à la condition suivante : « Sous réserve que la journée de travail de chaque ouvrier occupé par relais ne soit coupée que par un seul repos ».

Il s'agit là, ainsi qu'il a été expliqué en Commission mixte, d'éviter qu'un même ouvrier, qui a déjà travaillé à la fournée du matin et à celle de l'après-midi, ne revienne une troisième fois au fournil, dans la soirée, pour préparer la pâte nécessaire au travail du lendemain. L'ouvrier qui a travaillé le matin ne pourra donc être occupé à nouveau qu'une fois dans la journée : soit pour les fournées de l'après-midi, soit pour la préparation des pâtes le soir.

Art. 5. — Dérogation des petites boulangeries. — La dérogation de l'avant-dernier paragraphe de l'article 5 vise : d'une part, les boulangeries n'occupant qu'un ouvrier travaillant sans l'assistance du patron et faisant normalement quatre fournées au maximum; d'autre part, les boulangeries occupant seulement deux hommes, y compris, le cas échéant, le patron, et faisant normalement sept fournées au maximum.

Mais tandis que la dérogation est de droit pour la première catégorie d'établissements, pour la seconde elle est subordonnée à l'autorisation de l'inspecteur du travail qui, avant de se prononcer, devra consulter les organisations patronales et ouvrières intéressées sur le point de savoir si les établissements qui sollicitent la dérogation remplissent effectivement les conditions édictées pour l'obtenir.

En ce qui concerne le nombre de fournées, il a été précisé en Commission mixte, qu'il s'agit de la production *normale* des boulangeries, et qu'il ne doit pas être tenu compte des variations en plus ou en moins qui peuvent survenir à certaines périodes de l'année, par suite de l'afflux de population ou des départs en vacances.

Le décret précise ce qu'il faut entendre par « fournée » dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise : 54 pains de deux kilogrammes, ou leur équivalence en pains de fantaisie, soit 80 pains de 700 grammes ou 120 pains de 300 grammes.

Je vous ai communiqué, le 15 avril dernier, les listes, établies par les organisations patronales, des boulangeries faisant normalement sept fournées au maximum.

J'avais communiqué en même temps ces listes, conformément à la procédure indiquée en Commission mixte, aux organisations ouvrières intéressées, en les invitant à me faire connaître, le cas échéant, les boulangeries pour lesquelles elles contesteraient le bien-fondé de la demande de dérogation, afin que vous puissiez procéder à une enquête sur les cas litigieux.

L'une des organisations intéressées, le Syndicat confédéré des ouvriers boulangers de la région parisienne (211, rue Lafayette, à Paris), m'a répondu qu'il ne pouvait *a priori* faire d'objections car il ne lui était « pas possible de contrôler, dans un laps de temps déterminé, l'exactitude des déclarations patronales » mais qu'il se réservait le droit de demander par la suite le retrait de l'autorisation de la dérogation aux établissements qui seraient reconnus comme ne remplissant pas les conditions requises.

Il semblerait donc préférable que les autorisations fussent données à titre provisoire.

Vous voudrez bien porter à ma connaissance les décisions que prendra le Service en ce qui concerne les autorisations accordées, ainsi que les refus ou retraits d'autorisation.

Art. 9. — Entrée en vigueur. — Le règlement devant, aux termes de l'article 9, entrer en vigueur trois mois après sa publication au *Journal officiel*, deviendra applicable le 16 août prochain.

LETTRE MINISTERIELLE DU 28 MAI 1929 (*).

Etablissements classés. — Expert.

Par lettre du 9 mai courant, vous m'avez fait connaître que la Société anonyme de , dont le siège est à P. . . . , vous avait informé que M. le préfet de lui ayant refusé l'autorisation de construire à Y. . . . , un dépôt d'hydrocarbure de 1^{re} classe, elle avait déféré l'arrêté préfectoral de refus au Conseil interdépartemental de préfecture de C. Ce conseil ayant ordonné une expertise, la société susvisée vous a demandé s'il vous serait possible d'être désigné par elle comme expert, et vous m'avez demandé, en application de la circulaire ministérielle du 9 novembre 1896, l'autorisation d'accepter cette mission.

J'ai l'honneur de vous faire observer qu'en l'espèce, étant donné que vous représenteriez l'établissement industriel, il est possible que vous vous trouviez amené à prendre position contre l'Administration. Cette situation serait d'autant plus fâcheuse que l'inspecteur des établissements classés dans le département de est précisément un inspecteur du travail.

Dans ces conditions, il ne me paraît pas possible de vous autoriser à accepter d'être choisi comme expert par la Société en cause, dans l'affaire dont il s'agit.

CIRCULAIRE DU 20 JUIN 1929 (*).

*Délégués mineurs. — Loi du 25 mars 1928.
Extension des pouvoirs des délégués mineurs.*

La loi du 25 mars 1928 (*), étendant le pouvoir des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, publiée au *Journal officiel* des 26 et 27 mars 1928 et dont vous trouverez ci-joint le texte, a modifié les dispositions du chapitre IV du titre III du livre II du Code du travail (délégués-mineurs) sur les divers points suivants :

1° Attribution des délégués mineurs en matière d'*hygiène et de sécurité* dans les mines (adjonction des articles 127 *bis* et 127 *ter* et modification de l'article 128);

2° Motifs pouvant entraîner la *suspension* des délégués mineurs (art. 153, § 1^{er});

3° Consultation de certaines personnes en vue : *a.* de la fixation du *nombre maximum de journées* que le délégué doit employer à ses *visites*, du *prix* de cette journée et de l'indemnité mensuelle prévue pour les circonscriptions occupant au plus 250 ouvriers (art. 155, § 1^{er}); *b.* de la fixation du *nombre et des limites des circonscriptions* (art. 121 et 123); *c.* de la dispense de délégués dans certaines concessions (art. 125); *d.* de l'assimilation des exploitations à ciel ouvert à des exploitations souterraines (art. 157).

(*) Adressée à un Inspecteur divisionnaire du travail.

(*) Adressée à MM. les Préfets.

(*) Voir *Bulletin* 1928, p. 9.

Les différentes questions soulevées par l'application des dispositions nouvelles sont successivement examinées ci-après :

1° Attribution des délégués mineurs en matière d'hygiène et de sécurité dans les mines.

L'article 127 *bis* a ajouté aux pouvoirs que possédaient déjà les délégués à la sécurité des mineurs celui de s'adresser directement à l'exploitant, dans le cas où il aurait constaté dans un chantier ou dans un quartier qu'il venait de visiter, un danger certain au point de vue de la sécurité ou de l'hygiène.

Le délégué doit le faire immédiatement et par écrit. Il peut écrire soit à l'exploitant, soit à son représentant. Par cette dernière expression, il faut entendre un représentant que l'exploitant aurait lui-même désigné d'avance, ou, à défaut de pareille désignation, la personne chargée de diriger les travaux.

En tout état de cause, l'exploitant ou son représentant devra faire contrôler en présence du délégué-mineur l'état de choses signalé par ce dernier.

L'article 127 *ter* prescrit au délégué-mineur d'établir annuellement un rapport qu'il adresse à l'Ingénieur des mines et dans lequel il fait connaître son opinion sur les mesures à prendre en ce qui concerne la sécurité des ouvriers mineurs.

Toute liberté est laissée au délégué pour la présentation de ce rapport, dans lequel il lui est loisible de traiter à la fois les questions de sécurité et celles d'hygiène; il serait bon qu'il fût établi dans le courant du mois de janvier.

Le délégué y fera également figurer ses suggestions tendant à favoriser le développement de la production : il a ainsi un rôle économique qui dépasse le cadre de ses anciennes attributions qui ne visaient que la sécurité et l'hygiène, toutefois le législateur a précisé que « ses suggestions ne pouvaient être que d'ordre strictement professionnel ».

L'Ingénieur des mines doit communiquer ce rapport à l'exploitant qui fera connaître dans un délai d'un mois la suite qu'il compte donner aux observations du délégué. Il paraît désirable que l'exploitant dont les travaux sont divisés en plusieurs circonscriptions de délégués-mineurs établisse une réponse séparée pour chaque délégué : ce n'est que dans le rapport annuel que les Ingénieurs des Mines auront à grouper et résumer suggestions des délégués, réponses des exploitants et suites données.

2° Motifs pouvant entraîner la suspension des délégués-mineurs.

Le paragraphe 1^{er} de l'ancien article 153 du livre II du Code du travail était ainsi conçu : « Tout délégué ou délégué suppléant peut, pour négligence grave ou abus dans l'exercice de ses fonctions, ou à la suite de condamnations prononcées en vertu des articles 414 et 415 du Code pénal, être suspendu pendant trois mois au plus par arrêté du Préfet, pris après enquête, sur avis motivé de l'Ingénieur des mines, le délégué entendu ».

Dans l'article 153 nouveau, les termes « condamnation en vertu des articles 414 et 415 du Code pénal » ont été remplacés par les termes « condamnation qui le rendrait inéligible ».

L'article 136 qui fixe les conditions d'éligibilité est ainsi rédigé : « Sont éligibles dans une circonscription, à la condition de savoir lire et écrire et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions soit du présent chapitre (le chapitre IV du titre III du livre II du Code du travail), soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal... »

Il résulte, par suite de la rédaction nouvelle de l'article 153 du livre II du Code du travail, que, outre les condamnés pour infraction aux articles 414 et 415 du Code pénal, visés par l'ancien article 153, peuvent être suspendus de leurs fonctions de délégués mineurs, ceux qui ont été condamnés pour infraction, soit aux dispositions du chapitre IV du titre III du livre II du Code du travail relatif aux délégués mineurs, soit aux dispositions de la loi du 21 avril 1810, et du décret du 3 janvier 1813.

L'extension des causes de suspension ainsi réalisée par la loi nouvelle est en corrélation avec les termes de l'article 151, qui dispose qu'il doit être « pourvu dans le mois qui suit la vacance, au remplacement du délégué ou délégué suppléant décédé ou démissionnaire, ou révoqué, ou *déchu des qualités requises pour l'éligibilité*.

3° Consultations en vue : a. *De la fixation du nombre et du prix des journées de visites* (art. 155); b. *de la fixation du nombre et des limites des circonscriptions* (art. 121 et 123); c. *de la dispense de délégués dans certaines circonscriptions* (art. 125); d. *de l'assimilation des exploitations à ciel ouvert à des exploitations souterraines* (art. 157).

Les autres dispositions de la loi du 25 mars 1928 qui modifient les articles du Code du travail relatifs aux journées de visites et aux circonscriptions imposent la consultation soit de l'exploitant et du délégué (art. 155 nouveau), soit de l'exploitant et du représentant des ouvriers (art. 157), soit du représentant des ouvriers (art. 121, 123 et 125).

La consultation de « l'exploitant et du délégué » (art. 155) ou « de l'exploitant » (art. 157) ne soulève pratiquement aucune difficulté.

Il n'en est pas de même de la consultation d'un *représentant des ouvriers* prévus par les articles 121, 123, 125 et 157 nouveaux.

La question se pose en effet de savoir dans quelles conditions ce représentant doit être désigné, la loi n'ayant rien précisé à ce sujet.

Le représentant des ouvriers doit être, en principe, désigné par ceux-ci. S'ils n'ont pas fait choix à l'avance d'un représentant permanent, il conviendra, chaque fois que sera envisagée l'une des mesures prévues aux articles 121, 123, 125 et 157 (§ 1^{er}) de faire apposer par les soins de l'exploitant des affiches et les invitant à désigner leur représentant; ces mêmes affiches indiqueront le délai dans lequel le représentant devra se mettre à la disposition de l'Ingénieur des mines pour être entendu.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

CIRCULAIRE DU 24 JUIN 1929 (°).

Arrêté du 6 juin 1929.

Soins à donner aux victimes d'accidents électriques.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après le texte de l'arrêté du 6 juin 1929 (°), qui remplace l'arrêté du 9 octobre 1913 et fixe les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques que, dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants, doivent afficher, en application de l'article 13 du décret du 1^{er} octobre 1913, dans

(°) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail et aux Ingénieurs en chef des mines.

(°) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 51.

un endroit apparent des salles contenant des installations de la deuxième catégorie.

Ainsi que vous le savez, le texte de l'instruction fixé par l'arrêté susvisé du 9 octobre 1913, s'inspirait des termes de l'affiche n° 1 qui était annexée à la circulaire du 24 mai 1911 du Ministère des Travaux publics concernant les distributions d'énergie électrique.

Les instructions du 24 mai 1911 et du 9 octobre 1913 susvisées répondaient, à l'époque de leur rédaction, aux données de la science médicale. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui : au cours de ces dernières années, une nouvelle méthode de respiration artificielle, dite de Schäfer, a été utilement mise en œuvre, au lieu des méthodes de Laborde (tractions rythmées de la langue) et de Sylvester (respiration artificielle par mouvements des bras) que préconisaient les instructions de 1911 et de 1913 ci-dessus rappelées. La méthode de Schäfer a d'ailleurs fait l'objet, le 23 avril 1923, d'un avis favorable du Conseil supérieur d'hygiène.

En conséquence, M. le Ministre des Travaux publics a fait mettre à l'étude la question de la revision, en ce qui concerne les distributions d'énergie électrique, des instructions de son département du 24 mai 1911.

Les travaux de cette Commission ont abouti à de nouvelles instructions contenues notamment dans l'affiche n° 1 annexée au décret du 23 janvier 1927 relatif aux distributions d'énergie électrique.

Afin de remplacer parallèlement, en ce qui concerne les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, l'arrêté susvisé du 9 octobre 1913 sur les soins à donner aux victimes des accidents électriques, a été préparé l'arrêté ci-joint, qui a été adopté par le Comité consultatif des Arts et Manufactures.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire pour distribution aux Inspecteurs du travail de votre circonscription.

CIRCULAIRE DU 3 JUILLET 1929 (*).

Hygiène des travailleurs. — Enquête sur les cancers professionnels.

Dans la lutte générale contre le cancer, qui se systématise et s'intensifie chaque jour davantage, comme vous le savez, une place à part est faite aujourd'hui aux cancers d'origine professionnelle.

Il résulte en effet de nombreuses observations effectuées surtout en Angleterre, en Amérique et en Allemagne, que certaines professions sont particulièrement exposées à l'action d'agents cancérogènes.

Les produits ou phénomènes considérés généralement à l'heure actuelle, comme tels sont essentiellement les suivants : la suie, les brais, goudrons, huiles minérales, bitume; l'aniline et ses dérivés; les rayons X et les substances radio-actives.

Vous constaterez qu'à l'exception de la suie, ils sont tous inscrits au décret du 19 février 1927 relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle.

La déclaration des cas de cancers relevant d'une de ces causes est donc de ce fait obligatoire.

Il est, en effet, de la plus haute importance, tant au point de vue de l'étude des mesures prophylactiques que comporte cette terrible maladie

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail et aux Ingénieurs en chef des Mines.

que de sa réparation éventuelle, qu'une documentation aussi complète que possible puisse être réunie.

L'intérêt que présente cette question des cancers professionnels est souligné par le fait qu'elle est actuellement l'objet d'une enquête dans différents pays de la part du Comité d'hygiène de la Société des Nations, qui a créé à cet effet une sous-commission spéciale.

Le membre français de cette sous-commission, M. le Professeur Roussy, directeur de l'Institut du cancer de la Faculté de médecine de Paris, a précisément reçu mission d'étudier l'état actuel de la question en France.

Pour orienter les enquêtes sur place auxquelles il se propose de procéder, il importe qu'il soit documenté sur les industries et établissements où des cas de cancers auraient été observés.

Le Service voudra bien, en conséquence, s'informer auprès des hôpitaux, des médecins d'établissements ou autres médecins dans les centres où sont traitées des matières susceptibles d'engendrer le cancer, des cas qui seraient venus à leur connaissance, avec toutes circonstances de fait qui pourraient être recueillies, et vous aurez à me communiquer les renseignements ainsi réunis.

Je vous envoie, ci-joint, à titre documentaire, des exemplaires d'une étude de MM. G. Roussy et A. Héraux sur les cancers professionnels⁽¹⁾, qui guidera utilement l'enquête des inspecteurs.

Voici, d'autre part, l'indication complémentaire de diverses professions, autres que celles mentionnées dans cette étude, relevées dans les statistiques du cancer publiées à l'étranger :

Série de la suie. — Outre les ramoneurs, les empaqueteurs de suie, les nettoyeurs de chaudières.

Série du goudron. — Distillateurs de goudron, goudronneurs de boullons, de traverses, de poteries; ouvriers des papiers goudronnés, du noir de fumée, asphaltiers, ouvriers de l'anhracite, ouvriers des fabriques d'agglomérés (brai), ouvriers de certaines professions de la mécanique (huiles minérales de graissage).

Distillation du pétrole. — Outre les paraffineurs, les nettoyeurs d'appareils de distillation.

J'ajoute que parmi les professions les plus atteintes, d'après les données statistiques, on peut citer : les ramoneurs, les fileurs de coton travaillant au métier renvideur dit « mule-jenny », les ouvriers des fabriques d'agglomérés du charbon, des distilleries de goudron, de la paraffine.

En ce qui concerne spécialement le cancer des fileurs au « mule-jenny », qui siège d'ordinaire au scrotum, on incrimine, ainsi que l'indique l'étude communiquée, l'huile minérale de graissage (l'huile en excès, projetée en fines gouttelettes par la rapide rotation des broches, souille les vêtements de l'ouvrier) et les conditions particulières du travail.

Bien que le cancer des fileurs n'ait pour ainsi dire été signalé jusqu'à présent qu'en Angleterre, où il atteint une particulière fréquence (782 cas ont été recensés jusqu'en 1927) il convient de rechercher quelle est, à l'égard de cette maladie, la situation des centres de notre industrie cotonnière.

On remarquera enfin — ce qui n'est pas sans ajouter aux difficultés de l'enquête — que le cancer n'apparaît en général qu'après un exercice

(1) Voir *Bulletin* 1928, p. 334.

très prolongé de la profession. La cessation de la profession nocive ne met d'ailleurs pas à l'abri du cancer. C'est ainsi que sur les 782 cas susvisés, 644 intéressaient des fileurs exerçant encore leur profession au moment où le cancer a été reconnu et les 138 autres d'anciens ouvriers fileurs ayant quitté leur profession depuis une durée variant de quelques mois à 30 ans. Il se peut toutefois, en ce qui concerne ces derniers, que dans quelques cas l'apparition de la maladie soit imputable à la nouvelle occupation.

Les inspecteurs du travail auront soin, à l'occasion de leurs investigations, de rappeler aux médecins l'intérêt qui s'attache à ce que les cancers d'origine professionnelle soient régulièrement déclarés.

J'attacherai du prix à recevoir votre réponse pour le 31 août prochain au plus tard.

CIRCULAIRE DU 10 JUILLET 1929 (°).

Loi sur les maladies professionnelles. — Application en 1928.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une notice relative à l'application de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles pendant l'année 1928 (°).

Je ne verrais que des avantages à ce que cette notice fût, comme l'ont été les notices précédentes, concernant les années 1921 à 1927, communiquées, par les soins du service, aux personnes appelées à aider à la diffusion des principes de la législation sur les maladies professionnelles : médecins, hygiénistes, publicistes, personnalités diverses s'intéressant d'une manière particulière à l'hygiène industrielle et à la garantie contre le risque professionnel. Vous voudrez bien me faire connaître le nombre des notices qui, à cet effet, vous seront nécessaires.

CIRCULAIRE DU 25 JUILLET 1929 (°).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Biscottes, produits de régime. — Décret du 16 juillet 1929.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le *Journal officiel* du 20 juillet 1929, p. 8177 (erratum au *Journal officiel* du 21 juillet 1929, p. 8203), a publié le texte du décret du 16 juillet 1929 (°) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de biscottes, de pain et autres produits de régime, de pain grillé, de biscuits de soldats, de biscuits de mer.

Ce décret étend aux établissements précités les dispositions du décret du 6 août 1925 appliquant la loi de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie, sous réserve des modifications suivantes :

a. Addition, pour les seules industries en cause, de la disposition, qui se trouve déjà dans un certain nombre de règlements d'administration

(°) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(°) Voir ci-après, p. 196.

(°) (Voir dans le présent *Bulletin*, p. 30.

publique, prévoyant l'autorisation du travail par relais, par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques;

b. Modification correspondante des dispositions relatives à l'horaire, afin de permettre des heures différentes de travail et de repos pour le personnel visé par les arrêtés à intervenir.

J'appelle particulièrement votre attention sur le fait que *seules* les fabriques de biscottes, de pain et autres produits de régime, etc., pourront être autorisées à organiser des relais, aucune modification n'étant apportée à la réglementation des industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie elles-mêmes.

C'est ce qui ressort, sans contestation possible, du texte de l'article 2 du décret du 16 juillet 1929, aux termes duquel « le paragraphe 2 de l'article 2 du décret précité du 6 août 1925 est remplacé, *en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissements énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par la disposition suivante...* ».

Il ne semble pas que l'application de la réglementation aux fabriques de biscottes, pain et autres produits de régime, pain grillé, biscuits de soldats, biscuits de mer, soulève de difficultés. Au cours de l'enquête à laquelle il a été procédé lors de l'élaboration du décret, la question a été posée de savoir si l'expression « pain et autres produits de régime » visait les produits en poudre, tels que les farines de régime, et non exclusivement les produits solides.

Il va sans dire que les mots « et autres produits de régime » peuvent s'appliquer indistinctement à des produits solides ou à des produits en poudre.

On peut se demander toutefois si, dans certains cas, les produits de régime en poudre ne seraient pas plutôt assujettis au décret du 5 mars 1927 visant les fabriques de conserves de légumes et de fruits, sous la rubrique « Dessiccation, décortication, épluchage, cassage et autres traitements de légumes, fruits et tous produits alimentaires végétaux ». La solution sera variable suivant les espèces : il y aura lieu d'appliquer ici le principe que l'accessoire suit le sort du principal.

J'ajoute que le décret entre en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 5 août 1929.

CIRCULAIRE DU 23 AOÛT 1929 (1).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Pharmacies vendant au détail. — Décret du 18 juillet 1929.*

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le *Journal officiel* du 20 juillet 1929, page 8177 a publié le texte du décret du 18 juillet 1929 (2), modifiant le décret du 17 août 1921, modifié par le décret du 5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail.

Ce décret introduit à l'article 6, 3°, du décret précité des 17 août 1921-5 mars 1926, une disposition prévoyant la possibilité de compenser les

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 31.

heures perdues par suite de chômage des jours fériés légaux ou des jours de fête locale.

J'appelle particulièrement votre attention sur les conditions dans lesquelles cette compensation pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail.

Tout d'abord, un accord devra intervenir entre organisations patronales et ouvrières intéressées de la localité ou de la région, décidant que les officines seront fermées au public, certains jours fériés légaux ou jours de fête locale. Cet accord devra prévoir expressément l'organisation d'un service de garde par roulement.

Aux termes du décret, l'autorisation de l'Inspecteur départemental du travail ne devra tenir compte que des heures chômées qui n'auront pas déjà été compensées dans la semaine même du jour de fête au moyen d'un simple décalage de l'horaire. Ainsi au cas où, en portant la durée du travail à neuf heures chacun des cinq autres jours, cinq heures auraient pu être compensées dans la semaine, le jour de fête ne pourra donner lieu qu'à trois heures de compensation, en vertu de la nouvelle disposition de l'article 6, 3°.

Il y aurait donc le plus grand intérêt à ce que les accords qui interviendront précisent dans quelles conditions la compensation est envisagée, et notamment si elle sera partiellement assurée par un décalage de l'horaire dans la semaine où tombe le jour de fête chômé.

Il va sans dire que l'inspecteur devra, comme le décret le lui prescrit, s'assurer que les pharmaciens parties à l'accord remplissent leurs obligations contractuelles, à savoir, que le jour de fête est effectivement chômé, que la compensation par décalage de l'horaire dans la semaine ne fait pas double emploi avec la compensation accordée par l'autorisation, enfin, *et surtout*, que le service de garde par roulement est correctement assuré. Cette dernière condition est particulièrement importante en raison de l'intérêt du public.

Le décret stipule que le nombre total d'heures qui pourront ainsi être autorisées ne devra en aucun cas dépasser 50 heures par an. Pour la présente année, le décret entrant en vigueur alors que le second semestre est déjà entamé, ce nombre a été réduit à 25.

J'ajoute que la nouvelle disposition étant insérée à l'article 6, 3°, du décret des 17 août 1921 et 5 mars 1926, les heures de compensation auront le caractère d'heures supplémentaires et tomberont sous l'application des articles 7 et 8 du décret relatifs à l'utilisation et à la rémunération des heures supplémentaires.

Le décret du 18 juillet 1929 est entré en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 5 août 1929.

Il serait désirable que les inspecteurs s'efforcent de provoquer la conclusion d'accords entre les organisations patronales et ouvrières intéressées dans les centres les plus importants.

CIRCULAIRE DU 19 SEPTEMBRE 1929⁽¹⁾.

Fiches d'établissements.

Il a été constaté que certains inspecteurs n'avaient pu fournir récemment les renseignements qui leur avaient été demandés par l'Administration, sur des établissements de leur section, alors qu'ils auraient pu donner aisément ces renseignements si leurs fiches avaient été tenues à jour.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Je vous rappelle, en conséquence, que j'attache le plus grand prix à ce que lesdites fiches soient correctement tenues et je vous prie de vous assurer, au cours de vos visites, s'il en est bien ainsi dans les différentes sections de votre circonscription.

Je vous informe, dès maintenant que, lors de l'établissement des feuilles signalétiques de fin d'année, il sera demandé aux inspecteurs divisionnaires d'indiquer :

1° A quelle date ils ont, pour la dernière fois, procédé à une vérification des fiches d'établissement des inspecteurs de leur circonscription;

2° S'ils ont pu s'assurer, en procédant à des vérifications par épreuves, que les constatations faites par les inspecteurs dans chaque visite, étaient reportées sur les fiches dans leur partie essentielle, et à leur date;

3° S'ils ont constaté, en ce qui concerne les horaires et les avis de dérogation, ou bien que les indications en sont reportées sur les fiches, ou bien que les documents eux-mêmes sont classées de façon que l'inspecteur puisse s'y reporter instantanément en cas de besoin;

4° S'ils ont constaté que les déclarations d'accident du travail sont classées au fur et à mesure de leur réception et si les accidents graves ou ayant donné lieu à enquête sont mentionnés sur les fiches.

Je vous serais, en conséquence, obligé de prendre dès maintenant toutes mesures utiles en vue de pouvoir fournir les renseignements dont il s'agit fin novembre prochain, lors de l'établissement des feuilles signalétiques pour l'année 1930.

LETTRE MINISTERIELLE DU 28 OCTOBRE 1929 (¹).

*Délégués-mineurs. — Condamnations rendant inéligibles.
Application des articles 151 et 153 du livre II du Code du travail.*

M. R..., délégué-mineur, ayant été condamné par la Cour d'appel de D... le 20 septembre 1929 à trois mois de prison et 50 francs d'amende pour coups et rébellion envers un agent dépositaire de la force publique dans l'exercice de ses fonctions, vous m'avez informé que vous vous proposiez de convoquer les électeurs de la circonscription de M. R... en vue d'élire un nouveau délégué mineur. Toutefois, étant donné les termes des articles 151 et 153 du livre II du Code du travail, vous m'avez consulté sur le point de savoir si, comme vous l'estimez, il convient bien de procéder au remplacement du délégué mineur.

Tout d'abord il y a lieu d'observer qu'à la suite de la condamnation précitée, dont le caractère définitif m'a été confirmé par M. le Procureur général de D..., M. R... ne remplit plus les conditions d'éligibilité exigées par l'article 136 du livre II du Code du travail. Le fait que la Cour d'appel n'a pas retenu le délit d'entraves à la liberté du travail ne saurait être pris en considération. Sans doute l'article 136, qui fixe les conditions d'éligibilité des délégués mineurs, mentionne celle de n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions des articles 414 et 415 du Code pénal qui visent le délit d'entraves à la liberté du travail. Mais cette condition n'est pas la seule : il faut encore, pour être éligible jouir de ses droits politiques (art. 135 et 136).

Or ainsi que me l'a confirmé le 25 octobre 1929 M. le Ministre de l'Intérieur les dispositions de l'article 16 du décret organique du 2 février 1852 visant l'incapacité électorale des individus condamnés à plus d'un

(¹) Adressée à un Préfet.

mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, demeurent intégralement en vigueur. En conséquence les électeurs frappés d'une condamnation à ce titre, ne peuvent, pendant cinq ans, à dater de l'expiration de leur peine, figurer sur les listes électorales.

M. R... est donc pour cinq ans, déchu des qualités requises pour l'éligibilité.

Sur la question de savoir s'il y a lieu d'appliquer en l'espèce l'article 151 ou l'article 153 du livre II du Code du travail j'ai consulté le Conseil général des mines.

Celui-ci, dans sa séance du 25 octobre 1929, a estimé qu'il y avait lieu de mettre en œuvre à la fois l'un et l'autre article, qui, à son avis, ne sont pas contradictoires, ni ne font double emploi.

L'article 151 oblige à pourvoir, dans le mois qui suit la vacance, au remplacement du délégué déchu des qualités requises pour l'éligibilité, sans qu'il soit nécessaire d'attendre sa suspension ou sa révocation.

Toutefois, comme aux termes de l'article 150 les délégués doivent continuer leurs fonctions tant qu'ils n'ont pas été remplacés, un délégué déchu des qualités requises pour l'éligibilité, peut et même doit exercer ses fonctions jusqu'à l'élection de son remplaçant.

Il peut se faire que le motif pour lequel le délégué a perdu les qualités requises pour l'éligibilité soit tel qu'il n'y ait pas d'inconvénient à ce qu'il continue ses fonctions pendant le court délai qui s'écoule jusqu'à l'élection de son successeur. Il en serait ainsi par exemple, si étant ancien ouvrier, il cessait d'être domicilié dans les communes sur le territoire desquelles s'étend l'ensemble des circonscriptions comprises, avec sa circonscription, dans le même arrêté de délimitation.

Si, au contraire, c'est à la suite de condamnations comme c'est le cas en l'espèce, que le délégué a été rendu inéligible, la question se pose s'il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 153 : ce dernier prévoit en effet expressément que la suspension peut intervenir à la suite de condamnations qui rendraient inéligible le délégué.

Le Conseil général des Mines a estimé en conséquence qu'il y avait lieu d'appliquer, en même temps que l'article 151, l'article 153 en vue d'éviter qu'à l'expiration de sa peine M. R... ne puisse exercer ses fonctions de délégué mineur dans l'intervalle qui s'écoulera jusqu'à l'élection de son remplaçant.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis.

CIRCULAIRE DU 8 NOVEMBRE 1929 (¹).

Travaux industriels exposant au saturnisme.

Revision du décret du 1^{er} octobre 1913. — Enquête complémentaire.

Par circulaire, en date du 10 mai dernier (²), une enquête avait été prescrite au Service, en vue notamment d'une extension de la liste des industries assujetties au décret du 1^{er} octobre 1913 édictant les mesures de protection contre l'intoxication saturnine, en corrélation avec la liste correspondante insérée au projet de loi déposé le 24 février 1927, tendant à réviser et à étendre les tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir ci-dessus, p. 104.

Je rappelle que la question qui se posait à ce sujet était formulée comme suit par la circulaire :

Quels sont les travaux industriels qui vous paraissent devoir ainsi être ajoutés aux catégories de travaux énumérés à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1913, eu égard aux dangers qu'ils présentent et à la possibilité de les soumettre à des mesures préventives efficaces, dans le cadre de ce décret?

C'était donc indiquer par là que cette question ne devait pas être envisagée *a priori* sous l'angle d'une totale assimilation des deux listes de travaux dont il s'agit. Malgré leur connexité étroite, ces deux listes sont en effet d'inspiration différente. S'il importe, d'une part, que la nomenclature des travaux tombant sous l'application du risque professionnel soit suffisamment complète pour ne laisser, en principe, aucun cas de saturnisme avéré en dehors du droit à réparation, on ne peut, par contre, soumettre aux mesures particulières édictées par le décret du 1^{er} octobre 1913 que les seuls travaux ou industries qui, par leur nature et l'importance du danger qu'ils font courir, justifient leur assujettissement à cette réglementation.

Or, il ne semble pas, d'après les propositions faites, qu'on se soit toujours suffisamment préoccupé de cet aspect de la question. En certains cas, outre qu'on a posé en principe l'incorporation pure et simple de la liste reproduite par la circulaire, on paraît s'être attaché surtout à la recherche de tous autres travaux exposant à l'intoxication saturnine.

Les renseignements ainsi réunis fournissent d'ailleurs une très intéressante documentation, mais devaient faire l'objet des discriminations que comportait l'enquête.

Dans ces conditions, il m'est apparu comme nécessaire de soumettre, pour autant qu'il y a lieu, la question posée à un nouvel examen du service dans le sens sus-indiqué, examen qui devra faire l'objet de votre part d'un rapport motivé.

Vous voudrez bien ne pas manquer à cette occasion de spécifier, pour bien éclairer les propositions faites, les prescriptions du décret qui seraient applicables à chacun des travaux qu'en définitive vous retiendrez, qu'ils figurent ou non au tableau annexé au projet de loi et, le cas échéant, les modalités particulières d'application ou prescriptions additives qu'il vous paraîtrait opportun de prévoir à leur sujet.

CIRCULAIRE DU 12 NOVEMBRE 1929 (*).

Loi de huit heures. — Pharmacies.

Décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929.

J'ai été saisi d'un certain nombre de plaintes touchant l'application du décret du 17 août 1921, modifié par les décrets des 5 mars 1926 et 18 juillet 1929, appliquant la loi de huit heures dans les pharmacies vendant au détail. Toutes ces plaintes signalent que les pharmacies continuent à pratiquer la journée de neuf heures, bien qu'elles aient épuisé le crédit de dérogations prévu à l'article 6, 3^e, du décret précité.

Comme vous le savez, le chiffre de 150 heures prévu par ledit article, ne pourra plus être augmenté, à partir du 1^{er} janvier 1930, sauf pour les villes de moins de 5.000 habitants, où il pourra être augmenté

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

de cent heures jusqu'au 31 décembre 1931, et de cinquante heures en 1932 et 1933.

Pour l'année 1930, le nombre des heures supplémentaires qui pourront être utilisées ressortit donc :

A 250 heures, dans les villes de moins de 5.000 habitants;

Et à 150 heures, dans toutes les autres villes.

En outre, un crédit de 50 heures au maximum pourra être accordé, en compensation du chômage des jours fériés légaux ou jours de fêtes locales, dans les conditions prévues par le décret du 18 juillet 1929, et exposées dans la circulaire ministérielle du 23 août 1929.

Il va sans dire que ces chiffres ne sauraient permettre aux pharmaciens de pratiquer toute l'année des journées de travail dépassant huit heures.

Par ailleurs, il peut sembler utile de maintenir toute l'année l'amplitude de onze heures, dont les employeurs affirment la nécessité pour donner satisfaction à la clientèle.

Parmi les systèmes qui ont été envisagés pour permettre le maintien de cette amplitude, tout en restant dans la limite des heures supplémentaires prévues par le règlement, il en est un qui consiste à pratiquer la répartition inégale des heures de travail, sur les six jours ouvrables, avec repos d'une demi-journée par semaine, pendant une partie de l'année, l'été par exemple, dans les grands centres urbains.

Pendant les mois où ce système est pratiqué, l'amplitude de onze heures est maintenue sans utilisation d'heures supplémentaires, celles-ci pouvant être réparties sur les autres mois de l'année.

Il est bien entendu que le mode de répartition inégale des heures de travail dans la semaine comportant, par exemple, le repos du lundi matin, il serait possible de prolonger la fermeture du dimanche jusqu'au lundi après-midi, les mêmes pharmaciens, qui auraient assuré le service de garde le dimanche, continuant à l'assurer le lundi matin.

Il y aurait intérêt à favoriser l'établissement de ce système dans le plus grand nombre possible de villes, et à provoquer, dans ce but, des ententes entre les organisations d'employeurs et d'employés intéressés.

En tout état de cause, il conviendra de tenir la main à la correcte application des dispositions légales et réglementaires concernant la durée du travail.

CIRCULAIRE DU 15 NOVEMBRE 1929 (*).

Logement ouvrier.

La question du logement et en particulier du logement ouvrier est à l'ordre du jour. La loi du 13 juillet 1928 a établi un vaste programme de constructions d'habitations à bon marché ou à loyers moyens et pour l'exécution de ce programme plus de 5 milliards de crédits ont été prévus, à titre d'avances ou de subventions dont 1 milliard 500 millions environ ont été déjà répartis.

Cet effort considérable des pouvoirs publics ne saurait dispenser de coopérer à la solution du problème du logement ouvrier ceux qui y sont intéressés au premier chef, c'est-à-dire les employeurs. Une entreprise qui se crée dans une localité ou qui y prend un développement tel qu'elle y détermine un afflux de main-d'œuvre ne saurait se désintéresser des conditions dans lesquelles cette main-d'œuvre dont elle provoque l'afflux sera logée. C'est son devoir et c'est aussi son intérêt bien compris; en

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

mettant à la disposition de ses ouvriers des logements hygiéniques et agréables, elle améliore leur santé, leur moralité et leur stabilité.

Les précédentes enquêtes sur le logement ouvrier depuis la guerre, dont il a été rendu compte dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (année 1921, p. 293 et 381; année 1922, p. 182; année 1923, p. 169; année 1924, p. 31, 155 et 240; année 1925, p. 26) ont permis de constater qu'un certain nombre de grandes entreprises l'avaient compris et avaient fait des efforts très intéressants pour assurer le logement de leur personnel dans les meilleures conditions possibles.

Ulérieurement, à propos des introductions de contingents importants de travailleurs étrangers qui ne sont autorisées que si des garanties sont données au point de vue de leur logement, l'administration a pu se rendre compte que de nouveaux progrès ont encore été réalisés à ce point de vue. Ces enquêtes ont fait apparaître, par contre, l'impossibilité dans laquelle se trouvaient certaines entreprises d'augmenter leur personnel et par suite leur production, faute de logements.

Ces constatations n'ont qu'un caractère fragmentaire. Elles ne permettent pas de savoir dans quelle mesure l'ensemble des industriels apporte sa contribution au problème du logement ouvrier. Seule une enquête générale renseignerait à ce sujet. C'est à cette enquête que je charge les Inspecteurs du travail de procéder. Elle ne s'adressera évidemment pas à l'ensemble des employeurs. Le problème ne se pose avec acuité que pour les entreprises occupant un nombreux personnel. Pour commencer et pour permettre d'avoir le plus tôt possible une vue d'ensemble, l'enquête sera limitée aux établissements qui emploient au moins 500 personnes; elle pourra être étendue ultérieurement aux entreprises d'une moindre importance.

L'intervention des employeurs pour faciliter le logement de leur personnel se manifeste sous des modes très divers.

Le mode le plus simple est celui qui consiste à mettre des logements à la disposition des travailleurs dans des bâtiments construits à cet effet par les employeurs ou bien achetés ou loués par ceux-ci. Ces bâtiments peuvent être des maisons individuelles ou des maisons collectives. Par maisons individuelles, on entend toutes maisons, qu'elles soient isolées, jumelées ou groupées par trois, quatre, etc., qui, entre sol et toiture, ne comportent que le logement d'une seule famille. Toutes les autres sont considérées comme maisons collectives; on distinguera toutefois, parmi ces dernières, celles qui comportent des logements pour ménages et les dortoirs affectés au couchage en commun de travailleurs isolés.

Un autre mode d'intervention consiste, pour les employeurs à apporter une aide financière soit aux organismes d'habitations à bon marché fonctionnant dans les termes de la législation du 5 décembre 1922 (sociétés d'habitations à bon marché, offices publics d'habitations à bon marché, sociétés de crédit immobilier, fondations, etc.) soit à des sociétés poursuivant le même but mais fonctionnant en dehors de la législation précitée. Cette aide financière peut être donnée sous la forme de souscription d'actions, d'apports de terrains, de cession de terrains à prix réduit, de souscription d'obligations, d'avances, etc.

Un troisième mode, enfin, consiste à aider directement les travailleurs intéressés, sans mettre à leur disposition de logements, mais en contribuant au paiement de leur loyer, ou en leur facilitant l'accèsion à la petite propriété par des cessions de terrains, par des avances pour l'acquisition de terrains, l'acquisition ou la construction de maisons, par une participation au paiement des annuités de remboursement des emprunts contractés par eux, etc.

Il importera, dans l'enquête, de distinguer nettement ces divers modes d'intervention des employeurs dans le logement de leurs salariés.

A cet effet, les Inspecteurs du travail devront remplir le questionnaire dont le modèle est annexé à la présente circulaire. Il vous en sera adressé sur votre demande un nombre d'exemplaires suffisant pour que toutes les entreprises de votre circonscription occupant 500 personnes fassent l'objet d'un questionnaire qu'elles soient ou non intervenues sous une forme quelconque pour aider leur personnel à se loger. Dans ce dernier cas, l'enquêteur se bornera à indiquer l'effectif de l'entreprise et l'absence de toute participation.

Vous ne devez pas attendre que toutes les entreprises aient été touchées pour m'adresser les questionnaires. Ceux-ci devront me parvenir, au fur et à mesure qu'ils seront remplis.

La date à laquelle il conviendra de se placer pour les chiffres à inscrire dans le questionnaire est celle à laquelle l'enquête sera faite dans l'établissement. Exceptionnellement pour les industries saisonnières qui seraient en morte-saison on se reportera à la pleine saison.

La Commission permanente du Conseil supérieur du travail devant s'occuper de la question dès la reprise de ses travaux, j'attacherais du prix à recevoir le plus grand nombre de questionnaires avant le 1^{er} janvier 1930.

CIRCULAIRE DU 1^{er} DECEMBRE 1929 (1).

Inspection du travail. — Rapports et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport sur l'application, en 1929, des lois réglementant le travail, ainsi que le cadre de ce rapport.

Comme les années précédentes, les états n^{os} 1, 2, 5, 10, 11, 12, ne vous sont pas demandés.

Je vous rappelle à nouveau qu'en vue de rendre plus facilement comparables avec ceux de vos collègues vos renseignements sur chaque point particulier, il est indispensable que votre rapport soit établi rigoureusement suivant le plan qui vous est tracé, en distinguant exactement les divers paragraphes qui composent chacun des chapitres.

Vous ne manquerez pas de signaler les faits ou les incidents qui se seraient produits au cours de l'année et qui mériteraient de fixer l'attention d'une façon particulière. Vous ne devez pas oublier, lorsque vous signalez des irrégularités, de mentionner en même temps les mesures qui ont pu être prises pour y remédier.

J'appelle votre attention, comme les années précédentes, sur l'inutilité que présente l'insertion, dans le rapport même, de tableaux statistiques reproduisant les renseignements contenus dans les états joints audit rapport et réunis dans la statistique générale : afin d'éviter à cet égard tout double emploi, on a pris le soin d'éliminer du cadre du rapport annuel tous les renseignements statistiques qui peuvent être extraits des états. Par contre, lorsque les questions posées exigent des réponses numériques, vous devez y répondre par des chiffres aussi exacts que possible.

Il y aurait intérêt à ce que ces chiffres soient présentés sous forme de tableaux, établis en se conformant aux cadres adoptés dans les tableaux d'ensemble incorporés dans le rapport de la Commission supérieure du travail ainsi que dans le Rapport général à M. le Président de la République, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Vous remarquerez d'ailleurs qu'aucun des chiffres qui sont demandés dans le cadre du rapport n'exige d'enquête spéciale. Ces chiffres s'appliquent exclusivement aux établissements connus du service et sur lesquels il possède actuellement des indications précises touchant les conditions du travail. Le calcul de ces chiffres par les inspecteurs départementaux et leur vérification, le cas échéant, par les inspecteurs divisionnaires, n'exigent donc que la consultation des documents (fiches, horaires, avis, etc.) dont la conservation est prescrite par les instructions.

En ce qui concerne les tableaux statistiques, je vous rappelle que les circulaires antérieures ont défini comme un seul établissement « tout ensemble de locaux de travail, bâtiments et cours, ateliers et chantiers communiquant entre eux à l'intérieur d'une même enceinte et dans lesquels, sous une même direction, une ou plusieurs personnes sont occupées d'une façon habituelle, soit à des travaux relevant d'un même groupe professionnel, soit à des travaux industriels ou commerciaux accessoires ».

Dès lors, un établissement industriel auquel serait annexé un magasin de vente au détail ne devra être porté qu'à la catégorie professionnelle de l'établissement industriel principal. A l'inverse, un grand magasin de vente qui posséderait un atelier de réparation sera porté seulement à la catégorie professionnelle de l'établissement principal (commerce, banque).

Cette manière de procéder vous permettra, tout en maintenant dans la statistique le caractère d'unité de ces établissements, de répartir exactement leurs diverses catégories de personnel sous l'indication des lois qui les protègent.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux. Si, dans les comparaisons rétrospectives, vous étiez amenés à modifier les chiffres donnés dans les rapports antérieurs, vous ne manquerez pas d'en exposer les raisons.

Vous devrez, selon l'usage, me faire parvenir les états statistiques dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Quand au rapport, il devra me parvenir, *écrit sur le recto des feuilles seulement*, et, autant que possible, *en deux exemplaires, le 1^{er} mars au plus tard*.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire que j'adresse, d'autre part directement, avec les états statistiques nécessaires, à chacun des inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL.

INSPECTION DU TRAVAIL 1929.

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

§ 1^{er}. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.* — Nombre de déclarations reçues en vertu des articles 1^{er}, 1^{er} a, 1^{er} b, du livre II du Code du travail (loi du 30 juin 1928). — Observations auxquelles a donné lieu l'application de ces articles.

§ 2. — Ateliers de famille soumis ou non soumis aux lois sur le travail. Le nombre de ces ateliers paraît-il en augmentation ou en diminution ? — Faits nouveaux constatés dans ces ateliers.

§ 3. — Quelles sont les catégories nouvelles d'établissements ou de travailleurs pour lesquelles des contestations ont été élevées sur le point de savoir si elles sont ou non visées, d'une manière générale, par les lois sur le travail ?

CHAPITRE II. — AGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — *Enfants de 12 à 13 ans.* — Mesures nouvelles prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour ces enfants.

§ 2. — *Livrets.* — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets. — Mesures prises par le service pour mettre fin à ces irrégularités.

§ 3. — *Enfants étrangers.* — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements industriels de la région. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912. — Mesures prises pour assurer la protection des enfants étrangers occupés sans leurs parents.

§ 4. — Mesures nouvelles prises par les industriels pour restreindre l'emploi des enfants dans les industries où la main-d'œuvre enfantine fait défaut, notamment dans les verreries, la grosse métallurgie et la papeterie (transformation de l'outillage, modification de l'organisation du travail, remplacement des enfants par des hommes adultes, etc.).

§ 5. — *Enfants de 13 à 16 ans.* — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du livre II du Code du travail ? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

§ 6. — Extension des dispositions qui précèdent aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Indiquer les mesures prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et les résultats obtenus.

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

A. — *Application des règlements d'administration publique pris en*

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles d'ordre général rencontrées (assujettissement de certaines professions non désignées nommément dans les règlements d'administration publique; assujettissement de parties d'établissement où s'exercent des professions visées par des règlements d'admini-

nistration publique, encore que l'établissement principal appartienne à une profession pour laquelle il n'a pas été pris de règlement, etc.).

§ 2. — Régime le plus généralement adopté dans le cas où le règlement laisse le choix entre plusieurs régimes (répartition égale des 48 heures sur les six jours ouvrables; répartition inégale des 48 heures avec liberté de l'après-midi ou de la journée entière du samedi (ou d'un autre jour); répartition sur des périodes autres que la semaine (96 heures en deux semaines, 144 heures en trois semaines).

§ 3. — Récupération des heures perdues. — La récupération sous la forme forfaitaire tend-elle à se répandre ? — Ententes nouvelles entre organisations patronales et ouvrières pour l'utilisation des récupérations.

§ 4. — Dérogations permanentes.

§ 5. — Dérogations temporaires. — Dans quelle mesure et de quelle façon a été utilisé le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ? — Des difficultés se sont-elles rencontrées pour la subdivision de l'établissement en parties d'établissement en vue de l'utilisation du crédit annuel d'heures de dérogation ?

§ 6. — Contrôle. — Horaires, registres, tableaux récapitulatifs, avis et demandes de récupérations et de dérogations.

B. — *Application de la législation antérieure dans les établissements non visés par des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.*

Durées normales pratiquées en fait dans ces établissements, en distinguant les diverses catégories professionnelles.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

§ 1^{er}. — *Travail de nuit.* — Indiquer, sous forme de tableau, le nombre et la nature des établissements industriels⁽¹⁾ dans lesquels le travail de nuit des hommes adultes a été pratiqué d'une façon habituelle à la connaissance du service, en dehors des « usines à feu continu » visées par l'article 3 du décret du 30 juin 1913. — Personnel occupé de nuit et personnel total de ces établissements.

§ 2. — *Repos de nuit de onze heures consécutives.* — Nombre de cas où, par suite, soit de dérogations régulières, soit de contraventions, le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie aurait été inférieur à ce minimum.

§ 3. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient encore été employées la nuit au brochage des imprimés et au pliage des journaux dans les locaux industriels des imprimeries ? L'emploi de femmes la nuit au travail commercial de mise sous bandes tend-il à diminuer ?

(1) Par établissements industriels, il faut entendre exclusivement les usines, manufactures, ateliers et chantiers, tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 21 du livre II du Code du travail.

§ 4. — *Travail de nuit temporaire* (art. 2 du décret du 30 juin 1913). — Nombre d'avis reçus par le service. — Application de l'article 1^{er} du décret du 5 mai 1928.

§ 5. — *Usines à feu continu*. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient été encore employées la nuit dans des usines à feu continu, y compris les fabriques de sucre brut ? — A-t-il constaté que des enfants de moins de 14 ans y aient été employés la nuit ? — Dans chacune des catégories d'usines à feu continu visées à l'article 2 du décret du 5 mai 1928, rappeler le nombre d'établissements occupant encore des enfants la nuit en indiquant spécialement le nombre des enfants âgés de 14 à 15 ans, de 15 à 16 ans occupés la nuit au 31 décembre 1929.

§ 6. — *Boulangeries*. — Quelles mesures nouvelles ont été prises pour parer aux difficultés rencontrées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 sur l'interdiction de l'emploi d'ouvriers la nuit dans les boulangeries ? — Ententes locales entre patrons boulangers pour la suppression du travail de nuit des patrons travaillant seuls.

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

Pour quels motifs (incendies, inondations, etc.), l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes a-t-elle été levée au cours de l'année (livre II, art. 25). — Nombre de cas où l'interdiction a été levée par simple préavis; par autorisation de l'inspecteur.

CHAPITRE VI. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

§ 1^{er}. — *Registres d'inscription et d'usine*. — Application de l'article 90 a du livre II. — Extension des dispositions concernant le registre d'inscription aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Mesures prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et résultats obtenus.

§ 2. — *Affichage des lois, des règlements d'administration publique*.

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET JOURS FÉRIÉS.

Champ d'application de l'article 30 du livre II. — Pour quelles professions l'application des prescriptions légales a-t-elle été contestée pour la première fois ? — Pour quels motifs ? — Solution intervenue. — Litiges nouveaux concernant l'application de la loi à certaines catégories d'employés (associés, directeurs, ingénieurs, gérants de succursales, membres de la famille, etc.).

Modes de repos hebdomadaire. — Répartition, sous forme de tableau, des établissements dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service (¹), d'après ce régime; nombre des établissements pratiquant : le repos collectif du dimanche; — le repos collectif un autre

(¹) Les établissements du département du Rhône, dont le contrôle a été confié spécialement aux officiers de police judiciaire, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, doivent être laissés en dehors.

jour; — le repos du dimanche midi au lundi midi; — le repos collectif de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; — le repos par roulement; — les repos spéciaux du décret du 31 août 1910. — Distinguer dans chaque catégorie les établissements industriels et les établissements commerciaux.

Circonstances dans lesquelles des autorisations, accordées précédemment par les préfets, ont été retirées ou modifiées.

ART. 38. — Des difficultés nouvelles se sont-elles présentées pour l'interprétation des différentes rubriques du paragraphe 1^{er} ?

ART. 39. — Tableau indiquant le nombre des adultes appartenant à chacune des 18 catégories visées par le décret du 31 août 1910 auxquelles ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

Tableau donnant le nombre total des usines à feu continu et la répartition de celles de ces usines, énumérées ou non par les décrets du 30 juin 1913 et du 13 août 1910, qui s'arrêtent chaque semaine, d'après la nature de ces usines et la durée de l'arrêt hebdomadaire.

ART. 40 et 41. — L'interprétation de ces articles a-t-elle donné lieu à des contestations nouvelles ?

ART. 43 a. — Localités (ou régions), et professions pour lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés préfectoraux sont intervenus dans l'année pour prescrire la fermeture au public des établissements le jour du repos hebdomadaire collectif ou pour modifier ou rapporter des arrêtés antérieurs. — Quelles difficultés a soulevées dans l'année l'application de ces arrêtés ?

ART. 44. — Localités dans lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés municipaux ont été pris en vertu de cette disposition et répartition de ces localités d'après le nombre de repos du dimanche suspendus dans l'année.

ART. 45 à 48. — Quelles difficultés a soulevées la distinction entre industries et commerces ? — Les déclarations sont-elles faites régulièrement ? — (Ces renseignements seront donnés en distinguant les dérogations prévues par chacun de ces articles.) — Application du repos hebdomadaire dans les hôtels des stations balnéaires et climatiques.

Contrôle. — Difficultés rencontrées à l'occasion de l'application du repos par roulement au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations.

ART. 52. — *Repos des jours de fêtes reconnus par la loi.*

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 a, 54 b et 54 c du livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement. — Fournir la liste des chambres d'allaitement connues du service, fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 54 d du livre II du Code du travail et par le décret du 11 mars 1926.

CHAPITRE IX. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Indiquer, à propos de l'article 66 a du livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les améliorations obtenues et les installations nouvelles qui peuvent être données en exemple. — Indiquer les catégories d'établissements sur lesquels a porté plus particulièrement l'effort du service pendant l'année et faire ressortir, autant que possible par des chiffres, les résultats obtenus.

On indiquera notamment, dans un tableau⁽¹⁾, pour l'évacuation des poussières dans les fabriques de chaux et de ciments, pour l'évacuation des vapeurs de benzine dans les ateliers travaillant le caoutchouc, pour l'évacuation des poussières des cardes, pour l'évacuation des buées dans les teintureries et les filatures de soie, pour l'évacuation des poussières du bois dans les scieries et autres ateliers de l'industrie du bois employant des machines-outils mues mécaniquement, pour l'élimination des poussières dans les ateliers de polissage :

1° Le nombre des établissements connus du service dans lesquels ces mesures sont applicables;

2° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures sont actuellement appliquées à la connaissance du service, soit à la suite de mises en demeure, soit spontanément, soit à la suite d'ententes amiables avec les industriels;

3° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures ont fait l'objet de mises en demeure non encore exécutées.

En ce qui concerne les prescriptions de l'alinéa 3 de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913, les inspecteurs feront connaître si l'application de la circulaire du 25 juin 1912 (analyse des eaux de boisson) a donné lieu à des difficultés. Ils indiqueront le nombre des analyses provoquées par eux dans l'année.

D'autre part, les inspecteurs mentionneront les nouvelles remarques auxquelles aurait pu les conduire l'examen des conditions d'éclairage des locaux de travail.

§ 2. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel. — Mesures prises par les employeurs pour assurer ou faciliter le logement de leurs ouvriers, célibataires ou mariés.

§ 3. — Industries et commerces particulièrement dangereux de la circonscription au point de vue de l'hygiène, d'après les maladies professionnelles dont ils sont la cause⁽²⁾. — Mesures nouvelles prises, pendant l'année, pour remédier à ces dangers. — Y a-t-il lieu de produire, pour ces industries, des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du livre II ?

§ 4. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris en vertu de l'article 67, 2°, spécialement en ce qui concerne les décrets relatifs à l'air comprimé, à l'intoxication saturnine, à l'infection charbonneuse, aux couperies de poils, ou soufflage à la bouche dans les

(1) La première colonne de ce tableau doit reproduire la première colonne du tableau récapitulatif relatif au même objet, figurant dans le rapport adressé par le Ministre au Président de la République sur l'application de la loi du 12 juin 1893 pendant l'année 1912.

(2) Ces industries pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies ou de notes spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour atténuer l'insalubrité de ces industries.

verreries. Indiquer, dans un tableau, le nombre des établissements connus du service auxquels s'applique chacun de ces décrets, et le nombre de ceux : 1° où le médecin prévu par lesdits décrets a été désigné; 2° où le registre sanitaire est ouvert; 3° où ce registre est tenu à jour.

§ 5. — *Céruse*. — *a*. Application du chapitre IV du titre II du livre II du Code du travail. — Exposer l'action du service pendant l'année écoulée. — Nombre de visites faites dans les chantiers de peinture en bâtiment en vue de l'application des dispositions interdisant l'emploi de la céruse. — Nombre de cas où il a été reconnu sur place que la céruse n'était pas employée. — Nombre de cas où l'emploi de la céruse a été constaté sur place. — Nombre de cas où des échantillons ont été prélevés pour analyse. — Résultats de ces analyses. — Nombre des procès-verbaux dressés. — Suites données à ces procès-verbaux. — Appréciation d'ensemble sur l'état de la question dans la circonscription.

b. Application du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'emploi de la céruse dans les industries autres que la peinture en bâtiments.

§ 6. — *Chantiers*. — Résultats des constatations concernant l'application de l'article 90 *b* du livre II du Code du travail. — Nombre de cas où la liste des chantiers prévue par le premier alinéa a été trouvée tenue à jour. — Nombre de cas où cette liste n'a pas été trouvée tenue à jour. — Nombre de procès-verbaux dressés. — Nombre des avis prévus par le deuxième alinéa reçus pour l'ouverture de chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine. — Nombre de cas dans lesquels il a été constaté que cet avis n'avait pas été envoyé. — Nombre de procès-verbaux dressés.

§ 7. — *Sécurité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics*. — Conditions dans lesquelles il a été fait usage, par les ouvriers, de la faculté de consigner leurs observations sur le registre prévu par l'article 2, § 2, du décret.

§ 8. — Prescriptions spéciales aux enfants, aux filles mineures et aux femmes (décret du 21 mars 1914). — En particulier, application de l'article 7 concernant le travail des enfants dans les verreries.

§ 9. — *Surcharges*. — Application du décret du 23 décembre 1909.

§ 10. — Application de l'article 76 du livre II (sièges pour les femmes employées dans les magasins).

§ 11. — *Etablissements publics*. — Constatations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs consignées sur le registre prévu par le décret du 2 mars 1905. — Suite donnée à ces constatations.

CHAPITRE X. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents de plus de quatre jours non déclarés dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Appareils, machines et procédés de travail qui se sont révélés comme particulièrement dangereux, d'après le nombre et la gravité des accidents qu'ils provoquent⁽¹⁾. — Envisager spécialement, à cet égard,

(1) Ces appareils, machines ou procédés de travail pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour prévenir les accidents.

la situation des industries du bâtiment. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Institution de comités de sécurité; leur composition; leurs attributions; leurs résultats. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913, ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2° du livre II.

§ 3. — Fournir en particulier des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire :

a. Par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau;

b. Par l'explosion de récipients contenant du chlore;

Par manipulation de récipients contenant des liquides particulièrement inflammables;

c. Par l'usage des ponts roulants;

d. Par la circulation sur les passerelles et les ponts volants;

e. Par l'action des courants électriques à basse tension;

f. Par l'éroulement de bâtiments en cours de construction.

CHAPITRE XI. — MALADIES PROFESSIONNELLES.

§ 1^{er}. — Nombre de déclarations d'emploi de procédés de travail visés par la loi du 25 octobre 1919 (art. 2 du décret du 31 décembre 1920). — Répartir ce nombre suivant les rubriques des tableaux annexés à la loi. — Nombre des ouvriers occupés dans chacune des catégories de travaux ainsi visés. — Mentionner à part les déclarations se rapportant, pour un même établissement, à plusieurs rubriques.

§ 2. — Nombre de déclarations de cessation d'assujettissement (art. 1^{er} du décret du 31 décembre 1920). — Répartition comme ci-dessus. — Nombre d'ouvriers intéressés.

§ 3. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service par les maires (art. 5 de la loi du 25 octobre 1919).

§ 4. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles adressées au service par les médecins (art. 12 de la loi du 25 octobre 1919. — Décret du 19 février 1927).

§ 5. — Observations sur les conditions dans lesquelles la législation sur les maladies professionnelles est appliquée. — Maladies professionnelles nouvelles à inscrire sur la liste de celles dont la déclaration par les médecins serait obligatoire, en vertu de l'article 12 de la loi.

CHAPITRE XII. — ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES.

Application de l'article 11 de la loi du 19 décembre 1917. — Nombre d'examens de demandes d'autorisation auxquelles il a été procédé par le service en vertu des dispositions de l'alinéa 5 dudit article.

CHAPITRE XIII. — CAUTIONNEMENTS.

Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application des articles 32 a et 32 d du livre I^{er} du Code du travail. — Registres. — Certificats de dépôt.

CHAPITRE XIV. — SALAIRES DES OUVRIERS A DOMICILE.

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles rencontrées à l'occasion de l'application des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* du livre 1^{er} du Code du travail, modifiés par la loi du 14 décembre 1928, ou des décrets des 10 août 1922 et 30 juillet 1926. — Travaux dont l'assujettissement à la loi aurait été contesté.

§ 2. — Le contrôle a-t-il donné l'occasion au service de constater des salaires inférieurs aux minima établis ? — Des sanctions sont-elles intervenues en vertu de l'article 33 *n*, modifié par la loi du 14 décembre 1928 ?

§ 3. — Collaboration des inspecteurs aux travaux des comités de salaires ou des comités professionnels d'expertises.

§ 4. — Concurrence des ouvriers, ateliers de charité ou de bienfaisance. — Résultats des interventions du service (circulaire du 9 juillet 1917).

§ 5. — Décisions de jurisprudence particulièrement intéressantes et qui n'auraient pas été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection* ou dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (circulaire du 19 février 1918).

§ 6. — Propositions éventuelles d'extension du bénéfice de la loi à d'autres catégories de travaux exécutés à domicile.

CHAPITRE XV. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Paiement des salaires.* — L'interprétation des articles 34 à 45 du livre 1^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés nouvelles, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;

La définition du travail aux pièces (art. 44, ; 2);

Le paiement des primes;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du livre 1^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Economats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du livre 1^{er} du Code du travail (pression exercée par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux).

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XVI. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

§ 1^{er}. — Enfants au-dessous de 13 ans occupés à un travail manuel dans les établissements de bienfaisance visités pendant l'année. — Ce travail avait-il exclusivement le caractère d'enseignement professionnel ? — La durée en dépassait-elle trois heures ? — L'instruction primaire était-elle donnée aux enfants ? (Circ. du 11 juillet 1900.)

§ 2. — Comment s'exerce votre contrôle dans ces établissements ? — Difficultés que vous avez rencontrées. — Établissements donc l'accès vous aurait été refusé. — Dans quelles circonstances ?

CHAPITRE XVII. — THÉÂTRES ET CAFÉS-CONCERTS SÉDENTAIRES. PROFESSIONS AMBULANTES.

§ 1^{er}. — Application des articles 58 et 59 du livre II sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Quelle application ont reçue dans votre circonscription la circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts du 10 mars 1913 portée à votre connaissance par ma circulaire du 22 avril 1913 et la lettre-circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 26 juin 1924 ? — Les abus signalés au sujet de l'octroi des autorisations, de l'âge des enfants et du répertoire ont-ils cessé ?

§ 2. — Professions ambulantes (art. 60 et suivants du livre II). — Décret du 21 mars 1914, tableau C (ménageries).

CHAPITRE XVIII. — TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

Remarques auxquelles a donné lieu l'application de la loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national.

CHAPITRE XIX. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. COMITÉS DE PATRONAGE.

Les commissions départementales et les comités de patronage existant dans votre circonscription se sont-ils réunis ? ⁽¹⁾ — Participation des inspecteurs à leurs travaux.

CHAPITRE XX. — INSPECTION.

§ 1^{er} — Sur quelles catégories d'établissements a porté l'effort principal du service pendant l'année ? — Les projets d'itinéraires ont-ils été régulièrement envoyés et ont-ils été suivis par les inspecteurs départementaux ?

§ 2. — Relations avec les organisations patronales et ouvrières. — Concours apporté par ces organisations à l'application des dispositions

(1) Les procès-verbaux des réunions des Commissions et les vœux émis par celles-ci devant être communiqués par les préfets, il est inutile de reproduire ces textes dans les rapports annuels.

légales et réglementaires. — Ententes intervenues à ce sujet entre ces organisations, d'une part, et entre ces organisations et le service, d'autre part. — Nombre et objet des conférences faites sur la demande de ces organisations. — Interventions du service pour le règlement des différends collectifs.

§ 3. — Citer les départements ou les arrondissements où les rapports de l'inspection avec l'autorité préfectorale, avec l'autorité judiciaire, avec les employeurs et les ouvriers ou employés, ont donné lieu à des remarques.

§ 4. — Nombre de cas d'obstacle apporté à l'accomplissement de devoirs de l'inspecteur, par les employeurs; — par les ouvriers et employés; — par d'autres personnes (indiquer lesquelles).

§ 5. — Concours des officiers de police judiciaire.

CHAPITRE XXI. — PÉNALITÉS.

§ 1^{er}. — *Pénalités.* — Taux des pénalités. — Application des circonstances atténuantes, de la loi de sursis, etc.

§ 2. — Récidives; nombre de cas. — Nombre d'affaires portées en appel ou en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence et qui n'auraient pas été citées au cours du rapport ou publiées dans les bulletins. — Indication des décisions illégales.

§ 3. — Interventions de syndicats patronaux ou ouvriers et des associations autorisées (art. 33 k du livre I^{er} du Code du travail) comme partie civile dans les poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail.

CHAPITRE XXII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents.

CIRCULAIRE DU 1^{er} DECEMBRE 1929 ⁽¹⁾.

Rapports et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport annuel que vous avez à m'adresser sur l'application en 1929, dans les exploitations soumises à votre contrôle du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et des dispositions du livre I^{er} du Code du travail, relatives aux cautionnements, au payement des salaires et aux économats.

Au nombre de ces états ne figure plus l'état E (suspension du repos hebdomadaire) qui, cette année encore, ne vous est pas demandé.

Quant au rapport lui-même, il devra être établi suivant le cadre qui est également ci-joint.

⁽¹⁾ Adressée aux Ingénieurs en chef des mines.

J'insiste à nouveau d'une façon toute particulière pour qu'il soit répondu de la façon la plus précise et la plus complète aux diverses questions contenues dans le cadre du rapport, notamment en ce qui concerne la durée du travail.

Les états statistiques que vous aurez à m'adresser devront s'appliquer à l'ensemble de votre arrondissement minéralogique. Vous devrez me les faire parvenir dès qu'ils seront établis, sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, et, en tous cas, *avant le 1^{er} mars*. Ce mode de procéder permettra d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport de la Commission supérieure du travail.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, écrit sur le recto des feuilles seulement, en double exemplaire si possible, *le 15 avril au plus tard*.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et des états qui l'accompagnent, dont vous voudrez bien répartir les exemplaires entre les ingénieurs placés sous vos ordres.

APPLICATION

DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL

DANS

LES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (1929).

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Nombre et nature des exploitations existantes. — Distinguer, parmi les mines : les mines de combustibles, les mines de fer, les mines métalliques autres que les mines de fer et les mines d'autres substances; parmi les carrières, distinguer les carrières d'ardoises.

Nombre et nature des exploitations qui n'ont jamais été visitées (les tourbières non comprises).

Signaler spécialement les visites faites à des dépendances qui ne rentrent pas dans la police des mines.

Constatations auxquelles a pu donner lieu l'assujettissement de certains établissements aux différentes lois réglementant le travail et conflits d'attributions qui ont pu se produire avec le Service de l'Inspection du travail.

CHAPITRE II. — AGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — Conditions habituelles de l'admission des enfants au fond et au jour.

Nombre d'enfants au-dessous de 13 ans, rencontrés employés contrairement à l'article 2 du livre II du Code du travail. — Mesures spéciales pour remédier aux abus constatés à cet égard.

Mesures prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour les enfants de 12 à 13 ans.

Livrets. — Nombre d'enfants rencontrés sans livrets. — Les livrets sont-ils tenus constamment à la disposition du Service par les chefs d'industrie ? — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets.

Enfants étrangers. — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements soumis au contrôle du service des mines. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Contraventions relevées. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912. — Mesures prises pour assurer la protection des enfants occupés sans leurs parents.

§ 2. — Enfants de 13 à 16 ans. — Proportion pour laquelle ils entrent dans le personnel. — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du livre II du Code du travail ? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

I. — *Durée du travail du personnel protégé par la loi du 24 juin 1919.*

II. — *Durée du travail des employés du fond et des ouvriers et employés du jour occupés dans les mines et leurs dépendances légales.*

III. — *Durée du travail du personnel des établissements annexes.*

§ 1^{er}. — Infractions constatées à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (dans les établissements annexes assujettis à la loi en vertu d'un règlement d'administration publique).

§ 2. — Infractions constatées à l'article 14 du livre II du Code du travail (dans les établissements industriels annexes occupant des enfants ou des femmes et non visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919).

§ 3. — Durée du travail normale ⁽¹⁾ dans les établissements annexes qui ne sont ni visés par un règlement d'administration publique pris en vertu

(1) La durée du travail normale est la durée s'appliquant, dans une exploitation, à la majorité des ouvriers de la catégorie considérée, abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires.

de la loi du 23 avril 1919, ni assujettis à l'article 14 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

Travail de nuit. — Nombre et nature des exploitations et établissements dans lesquels le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente, périodique ou accidentelle. — Indiquer pour chaque catégorie d'exploitations ou d'établissements le nombre des personnes occupées exclusivement de jour et le nombre des personnes occupées de jour et de nuit en distinguant les enfants de moins de 18 ans, les femmes et les hommes adultes.

Pour quels motifs (incendies, inondations, avaries de machines, etc.) l'interdiction du travail de nuit a-t-elle été levée temporairement pour cause de chômage en vertu de l'article 25 du livre II du Code du travail ? — Comment dans ce cas le travail a-t-il été organisé ?

CHAPITRE V. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Registre d'inscription. — Nombre d'exploitations occupant des enfants de moins de 18 ans rencontrées sans registre ou dont le registre n'était pas à jour. — Le registre est-il tenu constamment à la disposition du service des mines ?

Registre d'usine. — Application de l'article 90 a du livre II du Code du travail dans les établissements annexes.

CHAPITRE VI. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Nombre et répartition, *par grandes catégories professionnelles* ⁽¹⁾, des établissements annexes des exploitations minérales, qui ne sont pas soumis aux lois et règlements sur la police des mines et où le service des mines doit assurer l'application du titre II du livre II du Code du travail. — Enfants, femmes et hommes adultes occupés dans les établissements de chacune des catégories professionnelles. — Indiquer, à propos de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les exemples les plus saillants d'améliorations obtenues et les installations nouvelles. — Renseignements qui auraient pu parvenir à la connaissance du service concernant les diverses affections dont pourraient être atteints les ouvriers travaillant le brai et les goudrons. — Accidents dus aux courants électriques à basse tension.

§ 2. — Application de l'article 2 du décret du 2 mai 1893 qui définit la nature des travaux interdits aux enfants employés au fond. Le service des mines a-t-il eu notamment l'occasion de faire application du paragraphe 1^{er} de cet article en cas de surcharges ?

(1) Pour les grandes catégories professionnelles, s'en référer au tableau A de l'état n° 19 (Statistique des accidents du travail).

§ 3. — Application du décret du 21 mars 1914. (Travaux dangereux pour les enfants et les femmes.)

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET DES JOURS FÉRIÉS.

§ 1^{er}. — Application des prescriptions légales relatives au repos hebdomadaire. — Difficultés d'ordre général ou spéciales à certains établissements, travaux ou catégories de personnel (notamment des machinistes et chauffeurs).

§ 2. — Répartition des mines, carrières souterraines continues et temporaires, carrières à ciel ouvert continues et temporaires, établissements annexes des mines et carrières, dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service, d'après ce régime; nombre de ces exploitations pratiquant : le repos collectif du dimanche; le repos collectif un autre jour; le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; le repos par roulement; les repos spéciaux du décret du 31 août 1910.

§ 3. — *Dérogation de l'article 40.* — L'interprétation de cet article a-t-elle donné lieu à des contestations ?

§ 4. — *Dérogation de l'article 41.* — Difficultés d'interprétation.

§ 5. — *Décret du 14 août 1907, article 2.* — Quels établissements ont fait usage du régime prévu par cet article ? Pour quels travaux ? Le service a-t-il été saisi de réclamations du personnel ?

§ 6. — *Décret du 31 août 1910.* — Nombre d'adultes appartenant à chacune des catégories visées par ce décret, auxquels ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

§ 7. — *Repos des jours fériés reconnus par la loi.* — Infractions aux articles 52 et 53 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 a, 54 b et 54 c du livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement. — Fournir la listes des chambres d'allaitement connues du service, fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 54 d du livre II du Code du travail et par le décret du 11 mars 1926.

CHAPITRE IX. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Accidents résultant de contraventions au livre II du Code du travail ou aux décrets qui le complètent et ayant pu donner lieu à enquête. — Mesures prises par le service dans ce cas.

§ 3. — Appareils, machines et procédés de travail qui se sont révélés comme particulièrement dangereux, d'après le nombre et la gravité des accidents qu'ils provoquent. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 21 mars 1914 ou au décret du 10 juillet 1913 ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67 du livre II du Code du travail.

§ 4. — Fournir, en particulier, des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : *a.* par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau; *b.* par l'explosion de récipients contenant du chlore; par manipulation de récipients contenant des liquides particulièrement inflammables; *c.* par l'usage des ponts roulants; *d.* par la circulation sur les passerelles et ponts volants; *e.* par l'action des courants électriques à basse tension; *f.* par l'écroulement des bâtiments en cours de construction.

CHAPITRE X. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Paiement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières, notamment en ce qui concerne :

- La distinction des ouvriers et des employés;
- La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;
- La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);
- Le paiement des primes;
- Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

Nombre des réclamations dont le service a été saisi sur chacun de ces points.

A l'occasion de l'application des articles 34 et 45 du livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Economats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du livre I^{er} du Code du travail (pression exercée par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans les magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XI. — TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

Remarques auxquelles a donné lieu l'application de la loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national.

CHAPITRE XII. — DÉLÉGUÉS MINEURS ⁽¹⁾.

§ 1^{er}. — Nombre des exploitations ayant des délégués.

Nombre des sièges d'extraction.

Nombre des circonscriptions de délégués.

§ 2. — Nombre des délégués titulaires

{	travaillant au fond dans leur circonscription;
	travaillant au fond en dehors de leur circonscription;
	ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

§ 3. — Nombre des délégués suppléants

{	travaillant au fond dans leur circonscription;
	travaillant au fond en dehors de leur circonscription;
	ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

§ 4. — Prix moyen de la journée du délégué rapprochée de la journée de l'ouvrier adulte employé au fond.

§ 5. — Nombre des interventions spéciales du Service des Mines (visites, rapports ou lettres) motivées par les observations des délégués.

§ 6. — Application du paragraphe 2 de l'article 137. (Délégués débi-tants.)

§ 7. — Application de l'article 120, § 2, du livre II du Code du travail.
— Nombre de cas dans lesquels des délégués ont signalé des contraventions aux prescriptions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire. — Suite donnée à ces indications des délégués.

§ 8. — Application de la loi du 13 décembre 1912 sur les accidents du travail survenus aux délégués mineurs.

CHAPITRE XIII. — CONTRÔLE DE L'ÉTAT.

Intervention respective de l'ingénieur en chef, des ingénieurs ordinaires, des contrôleurs, pour l'application des lois sur le travail; nombre des tournées au fond et au jour consacrées en totalité ou en partie par chacun d'eux à l'application des livres I et II du Code du travail et des règlements pris pour leur exécution.

Indications sur les procès-verbaux dressés et la suite qui y a été donnée. — Détail des contraventions par industrie. — Affaires jugées par le

(¹) Sous chacun des numéros, présenter les observations que comporte la matière, les réclamations qui se sont produites, création ou modification de circonscription, renvoi de délégués par les exploitants, réclamations relatives aux visites, prix de la journée, mesures disciplinaires, etc.

tribunal de simple police et affaires jugées par le tribunal correctionnel. — Récidives. — Affaires portées en appel et en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence.

CHAPITRE XIV.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents. — Vœux divers.

CIRCULAIRE DU 27 DECEMBRE 1929 ⁽¹⁾.

*Maladies professionnelles. — Déclaration par les médecins.
Décret du 20 novembre 1929.*

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte d'un décret, en date du 16 novembre 1929 ⁽²⁾, qui abroge et remplace le décret du 19 février 1927 relatif à la déclaration obligatoire pour les médecins de diverses maladies ayant un caractère professionnel.

Aux maladies dont la déclaration était déjà obligatoire pour les médecins en vertu du décret du 19 février 1927, s'ajouteront désormais, en vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la loi du 25 octobre 1919, les cas :

a. De cancers ayant un caractère professionnel, autres que ceux déclarés du chef d'une des causes déjà mentionnées dans le décret du 19 février 1927;

b. D'ankylostomiase;

c. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières siliceuses, calcaires ou argileuses;

d. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières de charbon;

e. D'affections oculaires causées par les sources industrielles intensives de chaleur ou de lumière.

Comme précédemment, les Inspecteurs du travail placés sous vos ordres devront, du 1^{er} au 5 de chaque mois, vous transmettre les cartes-lettres qui leur auront été adressées par les médecins au cours du mois précédent, en vertu des nouvelles dispositions. Vous voudrez bien me transmettre ensuite ces déclarations par bordereau sous le timbre de la Direction du Travail, 3^e bureau.

CIRCULAIRE DU 30 DECEMBRE 1929 ⁽¹⁾.

Hygiène. — Laboratoires mis à la disposition de l'Inspection du travail.

L'article 8 du décret du 10 juillet 1913 concernant les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis prévoit, dans son paragraphe 3, que les chefs d'établissement doivent

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir le texte de ce décret dans le présent *Bulletin*, p. 45.

mettre à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité pour la boisson.

Par circulaire du 25 juin 1912 (*Bulletin de l'Inspection du Travail*, année 1912, p. 152) un de mes prédécesseurs vous a fait connaître d'une part que M. le Ministre de l'Agriculture avait bien voulu autoriser les laboratoires régionaux agréés par lui à prêter leur concours au Service de l'Inspection du travail et d'autre part, que, d'accord avec M. le Ministre de l'Intérieur, il avait été convenu que les analyses bactériologiques d'eaux nécessaires au service de l'Inspection du travail pourraient être exécutées par le laboratoire du Conseil supérieur d'hygiène publique de France (organisme dépendant aujourd'hui de la Direction de l'assistance et de l'hygiène publiques au Ministère du Travail).

Je vous serais obligé de me faire connaître si, dans votre circonscription, l'application des prescriptions susvisées de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913 a donné lieu à des difficultés et si le Service a été amené à faire procéder à des analyses dans les conditions prévues par la circulaire précitée. Dans l'affirmative, vous voudrez bien m'indiquer pour chacune des cinq dernières années le nombre d'analyses effectuées en distinguant :

a. Les analyses chimiques;

b. Les analyses bactériologiques,

et en indiquant le nom des laboratoires auxquels ces analyses ont été confiées.

CIRCULAIRE DU 31 DECEMBRE 1929 ⁽¹⁾.

Prévention des accidents. — Affiches.

Dans un récent article paru dans la *Chronique de la Sécurité industrielle* (juillet-août 1929), M. le Dr. Kurt Seesemann expose comment les affiches destinées à prévenir les accidents du travail seraient susceptibles de provoquer les accidents mêmes qu'elles ont pour but d'empêcher. L'auteur cite notamment à l'appui de sa thèse les faits suivants :

Une affiche représentant le commencement d'un accident, un homme qui se penche hors d'une cage de mine et qui, un instant après, doit être écrasé, et portant l'avis : « avant de pénétrer dans la cage, donner toujours le signal d'arrêt » n'avait été placardée que depuis peu de jours dans trois mines d'une société minière lorsqu'il se produisit coup sur coup, en une même semaine, trois accidents mortels de ce genre dans les trois mines en question. La Direction supposant qu'il y avait un rapport de cause à effet entre l'affiche et l'accident, fit enlever les affiches, et, alors, il ne survint plus d'accidents semblables.

Dans deux mines on enregistre peu de temps après exposition d'une affiche portant l'inscription « Ne sautez pas des machines en mouvement pour faire vous-même l'aiguillage » et représentant un homme qui avait voulu manœuvrer l'aiguille écrasé par une locomotive de mine, un accident du genre de celui qui représentait l'affiche.

Après placardage d'une affiche représentant un pousseur de berline, qui, pour son travail, met les mains aux angles du chariot et se fait ainsi écraser les doigts contre un étau en saillie du boisage, on enregistre quatre accidents.

Le caractère commun de toutes ces affiches étant de représenter le commencement d'un accident, l'auteur estime que ces affiches provoquent une espèce de suggestion sur les victimes.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Je vous prie de me faire connaître si vous avez eu connaissance dans votre circonscription de faits de la nature de ceux relatés par le Dr. See-semann. Vous voudrez bien me fournir un rapport sur cette question pour le 30 janvier en me donnant votre avis motivé :

1° Sur les dangers que provoqueraient les affiches reproduisant les circonstances dans lesquelles se produisent les accidents que l'on veut prévenir;

2° Sur l'intérêt qu'il y aurait à reproduire exclusivement sur les affiches les procédés et les attitudes correctes.

CIRCULAIRE DU 31 DECEMBRE 1929 ⁽¹⁾.

Loi de huit heures. — Pâtisseries de Lyon. — Décret du 20 décembre 1929.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, à titre d'information, le texte du décret du 20 décembre 1929 ⁽²⁾ portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes.

Ce décret porte à 10 le nombre des règlements intervenus pour les pâtisseries, et qui peuvent servir de base à l'élaboration de règlements concernant les pâtisseries de votre circonscription (décret du 26 novembre 1926, départements de Seine et Seine-et-Oise; décret du 24 janvier 1926, Bordeaux et diverses communes avoisinantes; décret du 10 mars 1928, département de l'Aube; décret du 11 mai 1928, pâtisseries de la ville de Montpellier et pâtisseries et confiseries des villes d'Alès et de Nîmes; décret du 23 juin 1928, département de Meurthe-et-Moselle; décret du 29 mars 1929, Toulouse; décret du 12 juin 1929, Sète; décret du 12 août 1929, Rouen, Le Havre et communes avoisinantes, que je vous ai transmis en leur temps.

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir dans le présent Bulletin, p. 47.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ÉTAT.

Décision du 29 juin 1927.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.
— ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT LA FERMETURE AU PUBLIC DES ÉTABLISSEMENTS ET PARTIES D'ÉTABLISSEMENT VENDANT DES ARTICLES DE BOUCHERIE ET CHARCUTERIE. — DÉFAUT DE CONSULTATION DES COMMERÇANTS VENDANT CES ARTICLES A TITRE ACCESSOIRE. — ANNULATION.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (Section du contentieux, 1^{re} sous-section),

Sur le rapport du 3^e comité d'instruction de la Section du contentieux;

Vu les requêtes sommaires et les mémoires ampliatifs pour : 1^o le Syndicat des commerçants en œufs, lapins, volailles et gibier, dont le siège est à Marseille, rue des Dominicaines, n^o 50, représenté par le sieur Goyet, son président en exercice; 2^o le Syndicat des crémiers de Marseille, dont le siège est à Marseille, rue des Dominicaines, n^o 50, représenté par le sieur Elléon, son président en exercice; 3^o le Syndicat de l'épicerie en détail de Marseille et banlieue, dont le siège est à Marseille, rue des Dominicaines, n^o 50, représenté par le sieur Cas, son président en exercice; 4^o le Syndicat des magasiniers en beurre, fromage, conserves, dont le siège est à Marseille, rue des Dominicaines, n^o 50, représenté par le sieur Renard, son président en exercice; 5^o le Syndicat de l'alimentation marseillaise, dont le siège est à Marseille, rue des Dominicaines, n^o 50, représenté par le sieur Kœnic, son président en exercice; lesdites requêtes et lesdits mémoires enregistrés au Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le 4 juillet 1925 et le 14 avril 1926, sous les n^{os} 89218, 89219, 89220, 89221 et 89222, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir un arrêté, en date du 29 mai 1925, par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a ordonné la fermeture pendant toute la journée du jeudi, dans la commune de Marseille, de tous les établissements ou parties d'établissements mettant en vente de la viande de boucherie, fraîche, frigorifiée ou congelée ou des articles de charcuterie salés ou de fabrication;

Ce faire, attendu que l'accord à la suite duquel a été pris l'arrêté attaqué n'est intervenu qu'entre les groupements patronaux ou ouvriers représentant les professions de boucher et de charcutier; que les syndicats requérants n'y ont pas participé; qu'ils ont, dès le 9 mars 1925, fait connaître leur désapprobation; qu'en raison de la généralité de l'interdiction qu'il prononce, l'arrêté s'applique cependant aux membres des syndicats requérants; que le préfet des Bouches-du-Rhône a excédé ses pouvoirs et violé les articles 36 et 43 du livre II du Code du travail en étendant l'obligation de la fermeture à des établissements qui vendent accessoirement des viandes de boucherie et de charcuterie et dont les tenanciers

exercent une profession différente de celle de boucher ou de charcutier; qu'aux termes de la jurisprudence du Conseil d'Etat « le législateur a voulu qu'un arrêté préfectoral sanctionnant un accord unique ne pût englober plus d'une profession déterminée » que si l'on admet que les professions exercées par les mêmes syndicats requérants peuvent être assimilées à celle de boucher ou de charcutier, l'on doit conclure que l'accord n'a pas été réalisé entre la majorité des commerçants intéressés et qu'il ne peut, dès lors, même dans cette hypothèse, servir de base à l'arrêté attaqué;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 19 octobre 1926 et tendant au rejet des requêtes susvisées par le motif qu'en la forme, le Syndicat de l'alimentation marseillaise groupant des commerçants qui exercent des professions différentes, n'est pas légalement constitué; qu'il ne saurait, dès lors, ester en justice; qu'au fond, les dispositions de l'article 43 du Code du travail concernant une profession déterminée s'appliquent non seulement aux établissements, mais aussi aux parties ou fractions d'établissements où s'exerce cette profession; que cependant l'accord préalable à l'arrêté préfectoral de fermeture n'est exigé, par ledit article, qu'entre les syndicats de patrons et d'ouvriers exerçant à titre principal la profession à laquelle l'arrêté s'applique; que dès lors, si les syndicats requérants n'ont pas participé à l'accord du 23 décembre 1924, cette circonstance ne saurait entraîner l'annulation de l'arrêté attaqué, lequel n'a été pris, d'ailleurs, qu'après qu'ils aient été appelés à faire connaître leur avis; qu'en admettant même que les commerçants exerçant accessoirement la profession de boucher ou de charcutier aient dû intervenir à l'accord, leur nombre n'a pas été suffisant, en ce qui concerne les boucheries pour changer la majorité qui s'est prononcée en faveur de la fermeture; que la légalité de l'arrêté attaqué a été reconnue par un arrêt de la Cour de cassation en date du 31 mars 1926;

Vu le mémoire en réplique présenté par les syndicats requérants, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 9 mars 1927 et tendant aux mêmes fins que la requête susvisée par le motif que l'accord intersyndical servant de base à l'arrêté préfectoral doit, pour être valable, représenter la volonté du plus grand nombre des commerçants intéressés, que ceux-ci exercent la profession visée à titre principal ou accessoire; que, d'autre part, si le préfet a, au mois de mars 1925, demandé l'avis des syndicats requérants, cette consultation ne peut être considérée comme un accord; qu'elle provoque des réponses défavorables à l'arrêté de fermeture; que les adhérents à l'accord du 23 décembre 1924 sont beaucoup moins nombreux que les protestataires;

Vu, enregistrées comme ci-dessus le 11 mai 1927, les nouvelles observations présentées pour les syndicats requérants et tendant aux mêmes fins que la requête, par les moyens précédemment exposés;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920;

Vu le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 a dudit Code;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Oùï M. Tetreau, Auditeur, en son rapport;

Oùï M^e Bosviel, Avocat du Syndicat des commerçants en œufs, lapins, volailles et gibier et divers autres syndicats, en ses observations;

Oùï M. Darras, Auditeur, Commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les requêtes susvisées sont dirigées contre le même arrêté et fondées sur les mêmes moyens; qu'il y a lieu, dès lors, de les joindre, pour y être statué par une seule décision.

Sur la recevabilité du Syndicat de l'alimentation marseillaise :

Considérant qu'il résulte de ses statuts que le Syndicat de l'alimentation marseillaise est ouvert à « tous les négociants, commerçants, représentants, fondés de pouvoir et industriels, s'occupant de la fabrication, de la vente, du dépôt, de l'emballage ou du camionnage des articles d'alimentation établis à Marseille... »; qu'ainsi il doit être regardé comme fondé entre personnes qui exercent des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés; qu'il est, par suite, au nombre des syndicats auxquels la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920, reconnaît le droit d'introduire une action en justice pour la défense d'intérêts professionnels collectifs; que, dès lors, il est recevable à déférer au Conseil d'Etat l'arrêté par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a prescrit la fermeture, un jour par semaine, des établissements ou parties d'établissements vendant de la viande de boucherie ou des articles de charcuterie dans la ville de Marseille;

Sur la légalité de l'arrêté attaqué :

Considérant que si le préfet peut ordonner la fermeture au public des établissements d'une profession et d'une région déterminée, par application de la loi du 29 décembre 1923, et interdire d'une façon générale, afin d'éviter toute concurrence, la vente, le jour de cette fermeture, des articles faisant l'objet de la profession dont s'agit, l'accord intersyndical servant de base à l'arrêté préfectoral doit, pour être valable, représenter la volonté du plus grand nombre des intéressés; que ceux-ci exercent la profession visée à titre principal ou accessoire;

Considérant que le préfet des Bouches-du-Rhône, par l'arrêté en date du 29 mai 1925, a prescrit, dans la ville de Marseille, la fermeture au public, pendant la journée du jeudi, des « établissements ou parties d'établissements mettant de la viande fraîche, frigorifiée ou congelée de bœuf, veau, mouton, chèvre, agneau, porc, et tous articles de charcuterie salés ou de fabrication »; qu'il résulte de l'instruction que les commerçants qui vendent accessoirement de la charcuterie et des viandes de boucherie n'ont pas été consultés; qu'à raison de leur nombre, leur opinion était susceptible de modifier la décision adoptée par les syndicats des bouchers et des charcutiers; que, par suite, l'arrêté susvisé ayant été pris sans que la volonté de la majorité des commerçants exerçant les professions visées ait pu être dégagée, manque de base légale et doit être annulé;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 29 mai 1925, est annulé.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Décision du 28 décembre 1928.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — ALLOCATIONS FAMILIALES. — VALIDITÉ DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX QUI FONT ÉTAT DES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LA FIXATION DES INDEMNITÉS DES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS LORSQUE LES OUVRIERS MINEURS DE LA CIRCONSCRIPTION DU DÉLÉGUÉ MINEUR BÉNÉFICIENT DE TELLES ALLOCATIONS.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (Section spéciale du contentieux, 2^e sous-section),

Vu le recours présenté par le Ministre du Travail et le Ministre des Finances, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler deux arrêtés, en date des 26 février et 21 avril 1926, par lesquels le Conseil de préfecture de Meurthe-et-Moselle a accordé à la Société Schneider et Cie réduction de la redevance pour rétribution des délégués mineurs à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1923 sur le rôle de la commune de Sarny, à la Société de Châtillon-Commentry, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1922, sur le rôle de la commune de Chaligny, à la Société des Fonderies de Pont-à-Mousson, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour les années 1923 et 1924 sur les rôles de la commune d'Auboué et de Custines et pour l'année 1924 sur le rôle de la commune de Marbach, à la Société des Mines de Giraumont, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1923 sur le rôle de la commune de Girautmont, à la Société des Mines de Droitaumont, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1924 sur le rôle de la commune de Sarny;

Ce faisant, attendu que c'est à tort que le Conseil de préfecture a considéré que les allocations familiales ne constituaient pas un élément de salaire des ouvriers mineurs et que par suite il ne pouvait en être fait état dans le calcul de la redevance pour rétribution des délégués mineurs;

Rétablir les sociétés en cause aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu les articles 154, 155 et 156 du Code du travail;

Vu le recours présenté par le Ministre du Travail et le Ministre des Finances, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil réformer un arrêté du 14 janvier 1927, par lequel le Conseil de préfecture interdépartemental, siégeant à Nancy, a accordé à la Société des Mines de Joudreville et à la Société de Saint-Pierre-Mont réduction des redevances pour rétribution de délégués mineurs auxquelles ces sociétés ont été respectivement assujetties pour l'année 1925 sur les rôles de la commune de Joudreville et pour les années 1924 et 1925 sur les rôles de la commune de Man-cieulles;

Ce faisant, attendu que c'est à tort que le Conseil de préfecture a considéré que les allocations familiales ne constituaient pas un élément de salaire et que, par suite, il ne pouvait pas en être fait état dans le calcul de la redevance pour la rétribution des délégués mineurs;

Rétablir les sociétés en cause au droit auquel elles avaient été primitivement imposées;

Ordonner la restitution des frais de timbres dont le Conseil de préfecture a ordonné le remboursement;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les cinq recours présentés par le Ministre des Finances et par le Ministre du Travail, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler cinq arrêtés en date du 18 novembre 1927, par lesquels le Conseil de préfecture interdépartemental, siégeant à Nancy, a accordé à la Société des Mines de Godbrange réduction de la redevance pour rétribution des délégués mineurs à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1926 sur le rôle de la commune d'Hussigny, à la Société des Mines de Giraumont, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1926 sur le rôle de la commune de Giraumont, à la Société de Châtillon-Commentry, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1926 sur le rôle de la commune de Neuves-Maisons, à la Société de Wendel et Cie, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1926, sur le rôle de la commune de Briey et à la Société des Aciéries de Micheville, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour les années 1923, 1924 et 1925 sur les rôles des communes de Villerupt et Landres;

Ce faisant, attendu que c'est à tort que le Conseil de préfecture a considéré que les allocations familiales ne constituaient pas un élément du salaire des ouvriers mineurs et que, par suite, il ne pouvait en être fait état dans le calcul de la redevance pour rétribution des délégués mineurs;

Rétablir les sociétés en cause aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu le mémoire en défense présenté par la Société des Mines de Godbrange, le 10 août 1928, et tendant au rejet du recours susvisé par les motifs que les allocations versées aux familles des ouvriers n'ont pas le caractère d'un supplément de salaire puisqu'elles leur sont attribuées même quand l'ouvrier chôme par suite d'accident de travail ou de maladie et qu'elles ne sont passibles d'aucune retenue légale, ni d'aucun impôt; que, par ailleurs, elles sont en principe payées à la femme et non à l'ouvrier; qu'enfin, si l'on adoptait la thèse du recours, le délégué recevrait, pour chacune des visites réglementaires qu'il effectue mensuellement, plus de deux allocations pour chaque journée de travail effective;

Vu le mémoire en défense présenté par la Société des Mines de Giraumont le 10 août 1928, et tendant aux mêmes fins que le mémoire susvisé de la Société des Mines de Godbrange et par les mêmes moyens;

Vu la lettre du préfet de la Moselle, en date du 7 août 1928, de laquelle il résulte que le pourvoi susvisé a été communiqué à la Société de Wendel et Cie, à la Société Châtillon-Commentry et à la Société des Aciéries de Micheville qui n'ont pas présenté d'observations en défense;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les articles 154, 155 et 156 du Code du travail;

N^{os} 4.293 à 4.296.

Vu les quatre recours présentés par le Ministre des Finances et par le Ministre du Travail, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler quatre arrêtés en date du 10 février 1928, par lesquels le Conseil de préfecture interdépartemental, siégeant à Nancy, a accordé à la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est réduction de la redevance pour rétribution des délégués mineurs à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1925, sur les rôles des communes de Joudreville, et de Ludres, à la Société des Mines de Saint-Pierre-Mont, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1926 sur le rôle de la commune de Mancieulles, à la Société des Mines de Joudreville, réduction de ladite redevance à laquelle elle a été assujettie pour l'année 1926 sur le rôle de la commune de Joudreville;

Ce faisant, attendu que c'est à tort que le Conseil de préfecture a

considéré que les allocations familiales ne constituaient pas un élément du salaire des ouvriers mineurs et que, par suite, il ne pouvait en être fait état dans le calcul de la redevance pour rétribution des délégués mineurs;

Rétablir les sociétés en cause aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu les réclamations présentées devant le Conseil de préfecture;

Vu les avis des agents des contributions directes et des mines;

Vu les mémoires en défense présentés par la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, le 10 août 1928, tendant au rejet du recours susvisé par les motifs que la base légale de la rémunération des délégués mineurs est le prix de la journée de travail; que l'allocation pour charges de famille ne saurait être considérée comme un élément du prix de la journée de travail et ne saurait par suite entrer en compte dans le calcul de la redevance pour rétribution des délégués mineurs;

Vu le mémoire présenté par la Société des Mines de Pierre-Mont le 10 août 1928 et tendant aux mêmes fins que le mémoire susvisé de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est et par les mêmes moyens;

Vu la lettre du préfet de la Moselle en date du 7 août 1928, de laquelle il résulte que le pourvoi susvisé a été communiqué à la Société des Mines de Joudreville qui n'a pas présenté d'observations en défense;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les articles 154, 155 et 156 du Code du travail;

Où M. Moreau-Néret, Auditeur, en son rapport;

Où M. Reinach, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les recours susvisés du Ministre des Finances et du Ministre du Travail présent à juger la même question et qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que les arrêtés pris par le préfet de Meurthe-et-Moselle en exécution de l'article 156 du livre II du Code du travail prévoyaient pour les circonscriptions en cause, l'allocation d'indemnités familiales aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs;

Considérant que l'indemnité pour charges de famille concourt avec le salaire proprement dit à assurer la rémunération du travail des ouvriers; qu'il suit de là que le préfet était fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués mineurs lorsque et dans la mesure où ces ouvriers de la circonscription du délégué bénéficiaient de telles indemnités et qu'en ce cas ces délégués mineurs ont droit à cette allocation pour toutes les journées de travail qui leur sont payées conformément à la loi;

Considérant qu'il n'est pas contesté que les ouvriers mineurs des sociétés susvisées bénéficiaient dans les circonscriptions en cause, au 1^{er} janvier des années précitées, d'indemnités familiales; que le Ministre des Finances et le Ministre du Travail sont, par suite, fondés à demander que lesdites sociétés soient rétablies aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés susvisés du Conseil de préfecture de Meurthe-et-Moselle en date des 26 février et 21 avril 1926 et les arrêtés susvisés du Conseil de préfecture interdépartemental siégeant à Nancy

en date des 16 janvier 1927, 18 novembre 1927 et 10 février 1928, sont annulés.

ART. 2. — Seront rétablies aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées...

Décision du 1^{er} février 1929.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — ALLOCATIONS FAMILIALES. — VALIDITÉ DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX QUI FONT ÉTAT DES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LA FIXATION DES INDEMNITÉS DES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS, LORSQUE LES OUVRIERS MINEURS DE LA CIRCONSCRIPTION DU DÉLÉGUÉ BÉNÉFICIENT DE TELLES ALLOCATIONS.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section spéciale du contentieux, 2^e sous-section), siégeant en séance publique;

Vu le recours présenté par le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, ledit recours enregistré au secrétariat de la Section spéciale du contentieux du Conseil d'Etat, le 27 septembre 1927, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler quatre arrêtés en date des 25 mars et 27 mai 1927, par lesquels le Conseil de préfecture interdépartemental siégeant à Nancy a accordé à la Société des Mines de Jarny réduction de la redevance à laquelle elle a été assujettie pour rétribution des délégués mineurs sur le rôle de la commune de Jarny, pour l'année 1922 et aux Sociétés des Mines de Godbrange, des Mines de Marville et des Mines de Moutiers, réduction de la redevance pour rétribution des délégués mineurs à laquelle elles ont été respectivement assujetties pour l'année 1925 sur les rôles des communes de Hussigny, Bonvillers et Moutiers;

Ce faisant, attendu que les allocations familiales doivent être considérées comme un complément de salaire et qu'elles doivent par suite entrer en compte dans la détermination du montant des allocations familiales dues aux délégués mineurs;

Rétablir aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées les Sociétés des Mines de Godbrange, de Murville et de Moutiers;

Rétablir la Société des Mines de Jarny à la redevance pour rétribution des délégués mineurs sur le rôle de la commune de Jarny pour l'année 1922, à raison d'une somme de 1.577 fr. 96 pour allocations familiales;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu les réclamations présentées devant le Conseil de préfecture;

Vu les avis des agents des Contributions directes et des Mines;

Vu les observations présentées par la Société des Mines de Jarny, la Société des Mines de Murville et celle des Mines de Godbrange; en réponse à la communication qui leur a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, les 28 décembre 1927 et 20 juillet 1928, et tendant au rejet du recours des Ministres pour les motifs que les allocations familiales ne peuvent être considérées comme un supplément de salaire; qu'au surplus le recours des Ministres n'est recevable qu'en ce qui concerne la première des Sociétés dénommée dans leur recours;

Vu la lettre du Préfet de Meurthe-et-Moselle, en date du 23 décembre 1927, de laquelle il résulte que le recours visé a été communiqué à la Société des Mines de Moutiers qui n'a pas présenté d'observations en défense;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;
Vu la loi du 22 juillet 1889;
Les articles 154 et suivants du livre II du Code du travail;
Où M. Moreau-Néret, Auditeur, en son rapport;
Où M^e Hannotin, Avocat de la Société des Mines de Godbrange, en ses observations;

Où M. Sauval, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les quatre arrêtés susvisés ont été notifiés par une même lettre au Ministre du Travail ainsi qu'au Ministre des Finances, que ceux-ci sont par suite recevables à déférer par un même recours ces quatre arrêtés au Conseil d'Etat;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que les arrêtés pris par le Préfet de Meurthe-et-Moselle en exécution de l'article 156 du livre II du Code du travail pour les circonscriptions en cause prévoyaient l'allocation d'indemnités familiales aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs;

Considérant que l'indemnité pour charges de famille concourt avec le salaire proprement dit à assurer la rémunération du travail des ouvriers; qu'il suit de là que le Préfet était fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués mineurs lorsque et dans la mesure où les ouvriers de la circonscription du délégué bénéficiaient de telles indemnités, et que les délégués mineurs ont droit à cette allocation pour toutes les journées de travail qui leur sont payées conformément à la loi;

Considérant qu'il n'est pas contesté que les ouvriers mineurs des Sociétés susvisées bénéficiaient, dans les circonscriptions en cause au 1^{er} janvier des années précitées, d'indemnités familiales; que le Ministre des Finances et le Ministre du Travail sont, par suite, fondés à demander que lesdites Sociétés soient rétablies aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées;

Mais considérant qu'il résulte de l'instruction et qu'il est reconnu par le Ministre des Finances que c'est par suite d'une erreur matérielle que la cotisation de la Société des Mines de Jarny avait été fixée pour l'année 1922 à 1.643 francs au lieu de 1.577 fr. 96;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés susvisés du Conseil de préfecture de Meurthe-et-Moselle en date des 25 mars et 27 mai 1925 sont annulés.

ART. 2. — La Société des Mines de Godbrange, la Société des Mines de Murville, la Société des Mines de Moutiers seront rétablies aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées pour l'année 1925 sur les rôles des communes de Hussigny, Bonvillers et Moutiers;

La Société des Mines de Jarny sera imposée à la redevance pour rétribution des délégués mineurs sur le rôle de la commune de Jarny pour l'année 1922 à raison d'une somme de 1.577 fr. 96 pour allocations familiales.

ART. 3. — Les frais de timbre exposés par les Sociétés des Mines de Godbrange, Murville et Moutiers, dont le Conseil de préfecture a ordonné le remboursement, sont remis à la charge desdites Sociétés;

Les frais de timbre exposés par la Société des Mines de Jarny et s'élevant à la somme de 3 fr. 60 lui seront remboursés.

ART. 4. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Finances et au Ministre du Travail.

Décision du 13 février 1929.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 a DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT LA FERMETURE AU PUBLIC DE TOUS LES ÉTABLISSEMENTS VENDANT DE LA CHARCUTERIE. — DÉFAUT DE CONSULTATION DES MAISONS DE COMMERCE VENDANT DE LA CHARCUTERIE A TITRE ACCESSOIRE. — ANNULATION.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section du contentieux, 2^e sous-section);

Sur le rapport du 3^e comité d'Instruction de la Section du contentieux;

Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés par le sieur Alloncle, épicier, demeurant à Melun, 17, rue Saint-Aspais, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat les 10 et 23 mai 1927 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 20 avril 1927, par lequel le Préfet de Seine-et-Marne a prescrit la fermeture au public, pendant la journée du jeudi, des charcuteries de la ville de Melun et a interdit les ventes de charcuterie le même jour dans toutes les maisons de commerce autres que les charcuteries;

Ce faire, attendu que l'arrêté attaqué n'a été pris que sur l'avis de la majorité des charcutiers; que les épiciers vendant de la charcuterie, qui représentent la grande majorité des intéressés, n'ont pas été consultés, que le Préfet a ainsi outrepassé les pouvoirs qu'il tient de la loi du 29 décembre 1923;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 14 décembre 1927 et tendant au rejet de la requête, par les motifs qu'ont été consultés, avant que fut pris l'arrêté attaqué, non seulement les huit charcutiers de la ville de Melun, mais aussi un boucher vendant de la viande de porc, et trois grandes épiceries possédant un rayon de charcuterie susceptible de concurrencer les charcutiers; que, sur les douze commerçants ainsi consultés, huit ont émis un avis favorable à la fermeture; que, d'autre part, les autres épiciers de Melun n'offrent à leur clientèle qu'un peu de charcuterie sèche et n'ont en magasin, pour la plupart, que quelques saucissons et morceaux de lard; que leur chiffre d'affaires sur ce point est insignifiant; que le Préfet a pu, dès lors, statuer à bon droit sans prendre leur avis et que son arrêté pris sur l'avis de la majorité des commerçants réellement intéressés, est légal;

Vu le mémoire en réplique présenté par le sieur Alloncle, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 25 mai 1928 et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens et en outre par les motifs que, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, tous les intéressés doivent être consultés, sans qu'il y ait lieu de faire état de l'importance relative de leur commerce; que 44 épiciers à Melun vendent de la charcuterie en quantité suffisante pour être « intéressés » à la fermeture; que l'arrêté attaqué crée, au profit du groupe d'achat en commun fonctionnant à

la préfecture et qui vend, même le jeudi, des produits de charcuterie, un privilège inadmissible; que les charcutiers vendent le dimanche, jour de fermeture des épiceries, des produits d'épicerie, sans que les épiciers aient jamais protesté contre cette pratique;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 *a* dudit Code;

Vu les lois des 16-24 août 1790, 2-17 mars 1791, 22 décembre 1789 et 28 pluviôse an VIII;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Oùï M. Lagrange, Auditeur, en son rapport;

Oùï M^e Gosset, Avocat du sieur Alloncle, en ses observations;

Oùï M. Ettori, Auditeur, Commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que si le Préfet peut ordonner la fermeture au public des établissements d'une profession et d'une région déterminée, par application de la loi du 29 décembre 1923, et interdire d'une façon générale, afin d'éviter toute concurrence, la vente, le jour de cette fermeture, des articles faisant l'objet de la profession dont il s'agit; l'accord intersyndical servant de base à l'arrêté préfectoral doit, pour être valable, représenter la volonté du plus grand nombre des commerçants intéressés, que ceux-ci exercent la profession visée à titre principal ou accessoire;

Considérant que le Préfet de Seine-et-Marne, par l'arrêté du 20 avril 1927, a prescrit la fermeture au public, pendant la journée du jeudi, des charcuteries de la ville de Melun, et interdit la vente, le même jour, de la charcuterie dans toutes les maisons de commerce autres que celles de la profession visée; qu'il résulte de l'instruction que la plupart des épiciers de Melun vendant de la charcuterie n'ont pas été consultés; qu'à raison de leur nombre, leur opinion était susceptible de modifier le résultat de la consultation des intéressés; que, par suite, l'arrêté susvisé, ayant été pris sans que la majorité des commerçants exerçant la profession visée ait pu être dégagée, manque de base légale et doit être annulé;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du Préfet de Seine-et-Marne, en date du 20 avril 1927, est annulé.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 10 mai 1929.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — DOUBLE DÉCIME. — LA RÉTRIBUTION DES DÉLÉGUÉS MINEURS EST COMPRISE AU NOMBRE DES DROITS ET TAXES SOUMIS A L'APPLICATION DU DOUBLE DÉCIME.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (Section spéciale du contentieux, 2^e sous-section);

Vu les requêtes présentées par la Société Lorraine des Aciéries de Rombas, société anonyme, dont le siège social est à Paris, 25, rue d'Aumale, représentée par son directeur en exercice, lesdites requêtes enregistrées au secrétariat de la Section spéciale du contentieux du Conseil

d'Etat, le 27 juin 1927, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler quatre arrêtés, en date du 27 octobre 1926, par lesquels le Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine a rejeté ses demandes en réduction de la redevance pour la rétribution des délégués mineurs à laquelle elle a été assujettie, du 1^{er} avril au 31 décembre 1925, sur les rôles des communes de Montois-la-Montagne et de Sainte-Marie-aux-Chênes;

Ce faisant, attendu que la redevance pour la rétribution des délégués mineurs ne constituant pas un impôt perçu au profit de l'Etat, mais la rémunération par les entreprises minières du travail accompli dans leurs propres exploitations par les délégués mineurs, ne saurait être majorée du double décime institué par l'article 3 de la loi du 22 mars 1924;

Lui accorder la réduction demandée;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu les réclamations présentées devant le Tribunal administratif de Strasbourg;

Vu les avis des services des mines et des contributions directes;

Vu la lettre, en date du 25 juin 1927, par laquelle le Préfet du département de la Moselle transmet les présents pourvois, ensemble les rapports du Directeur des Contributions directes;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 21 décembre 1927;

Vu les observations présentées par le Ministre des Finances, en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 1^{er} mai 1928 et tendant au rejet des requêtes;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 8 juillet 1890;

Vu la loi du 22 mars 1924 et l'état y annexé;

Où M. Lagrange, Auditeur, Commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les quatre requêtes susvisées sont présentées par la même Société pour la même année d'imposition et offrent à juger la même question; qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision;

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 3 et 4 de la loi du 22 mars 1924 et de l'état annexé à ladite loi, que la redevance pour la rétribution des délégués mineurs est comprise au nombre des droits et taxes soumis par l'article 3 précité, à l'application du double décime; que, dès lors, les requêtes de la Société Lorraine des Aciéries doivent être rejetées;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les quatre requêtes susvisées de la Société Lorraine des Aciéries de Rombas sont rejetées.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Finances et au Ministre du Travail.

Décision du 4 juillet 1929.

LES ÉTABLISSEMENTS OU PARTIES D'ÉTABLISSEMENTS OU S'EXERCE LE COMMERCE DE LA VIANDE DE BOUCHERIE. — DÉFAUT DE CONSULTATION DES BOUCHERS HIPPOPHAGIQUES. — ILLÉGALITÉ DE L'ARRÊTÉ.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section du contentieux, 1^{re} sous-section);

Sur le rapport du 1^{er} Comité d'Instruction de la Section du contentieux;

Vu, enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat les 2 juin et 24 octobre 1928, les requêtes et le mémoire ampliatifs présentés pour le sieur Husson (Albert), boucher hippophagique à Caen, 17, rue Froide, la dame Brejon (Marie-Charlotte), bouchère à Caen, 15, rue de Geola, le sieur Brault (Paulin), boucher à Caen, 19, rue d'Auge, le sieur Saulnier (René), boucher à Caen, 50, rue d'Auge, la dame veuve Garaudet née Brejon (Madeleine), bouchère à Caen, boulevard Bertrand, le sieur Jeanne (Louis), boucher à Caen, 6, rue Mesnil-Thouret, le sieur Morin (Auguste), boucher à Caen, 92, rue Caponière, la dame Bouvier née Papillon (Marie), bouchère à Caen, 5, rue Montoir-Poissonnerie, le sieur Manger (Gratien), boucher à Caen, 8, rue Neuve-Saint-Jean et le sieur Cuvier (Marcellin), boucher à Caen, 30, cité Gardin, tendant à ce qu'il plaise au Conseil, sur renvoi du Tribunal de simple police des cantons de Caen, statuer sur la légalité d'un arrêté, en date du 29 juillet 1926, par lequel le Préfet du Calvados a fixé les jours de fermeture des boucheries de la ville de Caen;

Ce faisant, attendu que l'arrêté du 29 juillet 1926 a été pris sans que le groupement des bouchers hippophagiques ait été consulté sur l'opportunité et les modalités de la réglementation concernant le repos hebdomadaire dans les boucheries caennaises; qu'ainsi a été violé l'article 43 a du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociales (article unique de la loi du 29 décembre 1923); que la jurisprudence du Conseil d'Etat exige que toutes les catégories de commerçants intéressés soient consultées et que l'accord intervenu représente l'opinion de la majorité de ces intéressés; qu'en l'espèce le Syndicat des bouchers hippophagiques n'a même pas été consulté préalablement à la signature de l'arrêté attaqué, alors cependant que la profession de boucher hippophagique constitue une profession distincte de celle de boucher bovin, ayant des intérêts distincts, une clientèle propre et des modalités de repos hebdomadaire qui peuvent ne pas concorder avec celles des bouchers bovins; que la viande de cheval est particulièrement destinée aux débilites, aux malades et doit être vendue dans état de parfaite conservation et fraîcheur; que l'arrêté, prescrivant la fermeture de toutes les boucheries du dimanche midi au lundi midi a l'inconvénient de faire chevaucher le repos hebdomadaire sur deux jours et de reporter au lundi après midi la vente des morceaux non écoulés le dimanche matin; que, d'autre part, les bouchers hippophagiques ont une clientèle proprement populaire laquelle consomme le dimanche matin et soir une plus grande quantité de viande que les autres jours; que, d'ailleurs, le Préfet du Calvados a reconnu dans un arrêté du 9 juillet 1927, accordant du 9 juillet au 30 septembre 1927 une dérogation aux dispositions de l'arrêté du 29 juillet 1926, que le syndicat de la Boucherie chevaline n'avait pas été consulté et que les bouchers hippophagiques avaient des intérêts distincts de ceux des autres bouchers; que le syndicat des bouchers hippophagiques de la ville de Caen (section du Syndicat de la boucherie chevaline de France) existait antérieurement à l'arrêté du 29 juillet 1926 et qu'il a délibéré le 19 février 1926 sur la question du repos hebdomadaire en décidant de ne pas adhérer à l'accord intervenu entre les bouchers bovins et ovins et le syndicat ouvrier; qu'enfin et en tous les cas, la majorité des bouchers n'a pu se dégager,

du fait de la non-consultation des bouchers hippophagiques, lesquels représentent plus du tiers des bouchers caennais; qu'ainsi l'arrêté du 29 juillet 1926 manque de base légale;

Dire que l'arrêté du 29 juillet 1926 est entaché d'illégalité;

Vu les jugements du tribunal de simple police des cantons de Caen, du 16 mars 1928;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1926;

Vu, enregistrées comme ci-dessus le 6 novembre 1928, les observations présentées par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, et tendant à leur rejet par les motifs que les requêtes ont été présentées plus de 2 mois après la publication de l'arrêté préfectoral dont la légalité est contestée et qu'elles ne sont dès lors pas recevables; qu'il appartenait au tribunal de simple police de se prononcer, le cas échéant, sur la légalité de cet arrêté;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 9 novembre 1928, le mémoire en réplique présenté pour les sieurs Husson et autres, tendant aux mêmes fins que les requêtes par les mêmes moyens, et en outre par les motifs que les requérants ne demandent pas l'annulation de l'arrêté du 29 juillet 1926 et se bornent sur le renvoi de l'autorité judiciaire à présenter des conclusions aux fins de faire déclarer l'illégalité de cet arrêté; qu'ainsi conformément à la jurisprudence constante du Conseil d'Etat les requêtes sont recevables nonobstant l'expiration du délai imparti pour demander l'annulation des actes administratifs;

Vu, enregistrées comme ci-dessus le 5 février 1929, les observations présentées par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, en réponse à une nouvelle communication qui lui a été donnée des pourvois, et tendant au rejet des requêtes par les motifs : que le tribunal de simple police s'étant borné à donner acte aux intéressés de leur intention de se pourvoir devant le Conseil d'Etat, le délai de recours contentieux était applicable aux requêtes des bouchers hippophagiques et que ce délai n'a pas été observé; qu'au fond il n'est pas établi que l'arrêté attaqué cause une gêne en ce qui concerne l'approvisionnement du public et entraîne un préjudice pour les bouchers; que la dérogation provisoire consentie par le Préfet le 9 juillet 1927 n'a constitué qu'une faveur au maintien de laquelle les intéressés n'avaient aucun droit; que tous les patrons bouchers ont été convoqués à une réunion tenue le 17 février 1926 et qu'aucune protestation n'a été formulée contre l'accord tendant à la fermeture du dimanche midi au lundi midi; que la délibération de la Section de Caen du Syndicat général de l'industrie chevaline, laquelle prouve d'ailleurs que les intéressés ont été avisés de la mesure projetée, n'a pas été communiquée au Préfet; que ce n'est qu'un an après la publication de l'arrêté de 1926 que les intéressés ont songé à demander une dérogation à ses prescriptions; que la loi n'exige la consultation que des syndicats locaux ou régionaux et non celle des syndicats nationaux; que la section de Caen du Syndicat de la boucherie chevaline n'a par elle-même aucune existence juridique, les formalités de constitution et publicité prévues par la loi du 21 mars 1889 n'ayant pas été observées; que dans ces conditions le Préfet ignorait ladite section ainsi que l'adhésion de certains bouchers à un syndicat national, que d'autre part, les bouchers hippophagiques n'ont pas de personnel et qu'enfin ils ne représentent que le septième du nombre des patrons bouchers de Caen, lesquels ont adhéré par 39 voix sur 56 présents à la réunion du 17 février 1926 à l'accord proposé;

Vu, enregistrées comme ci-dessus le 15 mai 1929, les observations présentées pour les sieurs Husson et autres, tendant aux mêmes fins que les requêtes par les mêmes moyens et en outre par les motifs; que la recevabilité des pourvois ne peut manifestement être discutée; que la règle-

mentation en vigueur cause le plus grand trouble à l'exercice de la profession de boucher hippophagique et le Préfet en a convenu dans les attendus de son arrêté du 9 juillet 1927; qu'il est constant qu'au 29 juillet 1926 et même antérieurement, les bouchers hippophagiques de Caen étaient groupés en une section du Syndicat général de l'Industrie chevaline de France et qu'aucune disposition de loi n'imposait une déclaration spéciale à la préfecture de Caen; que le Préfet connaissait l'existence de cette section, laquelle avait été plusieurs fois en rapport avec l'administration préfectorale; que les bouchers bovins ont convoqué les bouchers hippophagiques à la réunion du 17 février 1926, mais que ceux-ci n'avaient pas à déférer à cette invitation; que la circonstance que les bouchers hippophagiques n'ont aucun personnel ne pouvait dispenser le Préfet de consulter l'organisme représentant leur profession, quel que soit d'ailleurs le nombre des intéressés et des adhérents au syndicat; que le Préfet n'a pas convoqué les bouchers hippophagiques individuellement ni leur syndicat local; qu'enfin la loi n'a nullement exclu les syndicats nationaux de la consultation obligatoire qu'elle a prescrite;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 29 décembre 1923;

Vu la loi du 24 mai 1872;

Vu la loi du 13 avril 1900;

Où M. Cuvelier, Auditeur, en son rapport;

Où M^e de Lavergne, Avocat des sieurs Husson et autres, en ses observations;

Où M. Rivet, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les dix requêtes susvisées présentent à juger la même question et sont fondées sur les mêmes moyens, qu'il y a lieu de les joindre et d'y statuer par une seule décision;

Sur la fin de non-recevoir opposée par le Ministre du Travail :

Considérant que par jugement du 16 mars 1928 le tribunal de simple police des cantons de Caen, saisi de procès-verbaux de contravention dressés contre les sieurs Husson et autres pour avoir contrevenu à un arrêté préfectoral du 29 juillet 1926 ordonnant la fermeture, du dimanche midi au lundi midi, des établissements ou parties d'établissements où s'exerce le commerce de la viande de boucherie (bovine, ovine ou chevaline) sur le territoire de la ville de Caen, a sursis à statuer sur lesdits procès-verbaux pour permettre aux prévenus de faire apprécier par le Conseil d'Etat la légalité de l'arrêté précité; que, dans ces conditions, les requêtes des sieurs Husson et autres, lesquelles tendent non à faire prononcer l'annulation de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1926, mais, sur renvoi de l'autorité judiciaire, à faire déclarer l'illégalité de cet arrêté, sont recevables nonobstant l'expiration du délai imparti par l'article 24 de la loi du 13 avril 1900;

Sur la légalité de l'arrêté du 29 juillet 1926 :

Considérant que si le préfet peut ordonner la fermeture au public des établissements d'une profession et d'une région déterminée par application de la loi du 29 décembre 1923, et « interdire d'une façon générale, afin d'éviter toute concurrence, la vente, le jour de la fermeture, des articles faisant l'objet de la profession dont s'agit, l'accord intersyndical servant de base à l'arrêté préfectoral, doit, pour être valable, représenter la volonté du plus grand nombre des commerçants intéressés qu'au cas où l'accord intervenu n'indique pas d'une façon certaine l'opinion de la majorité des membres de la profession la consultation des intéressés, syndiqués ou non devient obligatoire pour dégager cette opinion;

Considérant que par son arrêté du 29 juillet 1926 le préfet du Calvados a prescrit la fermeture du dimanche midi au lundi midi de tous les établissements ou parties d'établissements où s'exerce dans la ville de Caen le commerce de la viande de boucherie (bovine, ovine, ou hippophagique); qu'il résulte de l'instruction que le Préfet n'a procédé, avant de prendre cet arrêté, à aucune consultation des bouchers hippophagiques de la ville de Caen; que ledit arrêté, ayant été pris dès lors, sans que l'opinion de la grande majorité des membres de la profession ait pu être dégagée, manque de base légale;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est déclaré que l'arrêté du préfet du Calvados du 29 juillet 1926 fixant les jours de fermeture des boucheries de la ville de Caen est entaché d'illégalité.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 5 juillet 1929.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — NOMBRE DE JOURNÉES CONSACRÉES AU CONTRÔLE DE LA DURÉE DU TRAVAIL. — DIMINUTION DE LA REDEVANCE RÉCLAMÉE A L'EXPLOITANT.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux,

Sur le rapport du 1^{er} Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu le recours présenté par le Ministre du Travail et par le Ministre des Finances, ledit recours enregistré au Secrétariat de la Section spéciale du contentieux du Conseil d'Etat, le 4 janvier 1926, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler dans l'intérêt de la loi un arrêté, en date du 23 avril 1925, par lequel le Conseil de préfecture du Calvados a accordé à la Société des mines de fer de Saint-Rémy-sur-Orne un dégrèvement correspondant au montant de seize journées de travail sur la redevance payée par elle pour la rétribution du délégué mineur pendant le mois d'août 1924;

• Ce faire, attendu que les délégués mineurs sont chargés d'effectuer, en dehors des visites réglementaires de sécurité, différentes visites supplémentaires dont les unes ont pour but de contrôler l'application des dispositions légales sur la durée du travail; que le nombre des visites de cette dernière catégorie n'est pas limité par la loi; que l'indemnité payée par la société au délégué mineur pour les visites de contrôle de la durée du travail représentait le prix de dix-huit journées de travail; que le conseil de préfecture a cependant estimé que deux journées par mois étaient suffisantes pour assurer ce contrôle; qu'il a ainsi limité le temps que le délégué peut consacrer à ces visites, alors que la loi du 24 juin 1919 a entendu empêcher pareille limitation, ainsi que le montrent nettement les travaux préparatoires; que d'après les instructions ministérielles, les visites de contrôle de la durée du travail sont réglées sur la base d'une journée de travail, si la visite a porté sur la descente et la remonte d'un même poste ou sur deux opérations de descente et de remonte séparées par la durée d'un poste; que l'arrêté attaqué porte atteinte aux intérêts

du Trésor et qu'il y aurait de graves inconvénients, en raison de la portée qu'il peut avoir, à le laisser subsister;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu la réclamation présentée devant le Conseil de préfecture;

Vu les avis des ingénieurs des mines et des agents des contributions directes;

Vu, enregistrées comme ci-dessus le 28 janvier 1927, les observations présentées pour la société des mines de fer de Saint-Rémy-sur-Orne, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations tendant au rejet du pourvoi par les motifs que si la loi du 24 juin 1919 ne limite pas le nombre de journées que le délégué mineur peut consacrer chaque mois au contrôle de la durée du travail, il n'en faut pas conclure que toute visite constitue pour le délégué une « journée de travail »; que la loi du 5 juillet 1890 à laquelle en 1919 le législateur a entendu se référer pour la définition de la journée de travail a voulu rémunérer un travail effectif d'une durée égale à celle de la journée d'un ouvrier du fond; qu'en l'espèce, les rapports des ingénieurs reconnaissent que le délégué n'a consacré chaque jour que quelques minutes à un contrôle effectif; que sans doute le délégué indique dans son rapport détaillé un nombre d'heures qui lui permettraient, par application de la circulaire ministérielle du 6 mars 1920, de compter chaque jour une « journée de travail »; mais qu'il résulte de l'instruction qu'il ne s'agit pas d'heures de travail effectif; que le délégué a, dans un intérêt purement personnel, abusé du silence de la loi de 1919 et des dispositions trop favorables de la circulaire précitée dont la légalité, en présence des intentions nettement manifestées du législateur, est d'ailleurs douteuse; que, d'autre part, donner satisfaction au délégué serait aller contre un des buts poursuivis par la loi de 1890 qui a voulu que le délégué ne devint pas un fonctionnaire, mais restât un ouvrier du fond; qu'enfin, le délégué dont s'agit à lui-même reconnu que ses visites n'étaient nullement justifiées par le contrôle à exercer; qu'en résumé, la décision du Conseil de préfecture fait une exacte interprétation des lois des 9 juillet 1890 et 24 juin 1919 et doit être maintenue;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu l'extrait du procès-verbal de la séance du 8 juillet 1927 de la 1^{re} sous-section de la Section spéciale du contentieux, duquel il résulte que cette sous-section a ordonné le renvoi de l'affaire à l'Assemblée publique du Conseil d'Etat statuant au contentieux;

Vu les lois des 9 juillet 1890 et 24 juin 1919, codifiées sous les articles 120 à 157 du livre II du Code du travail;

Vu la loi du 8 avril 1910 et l'article 19 du décret du 4 août 1923;

Oùï M. Parodi, Auditeur, en son rapport;

Oùï M^e Labbé, Avocat de la société des Mines de fer de Saint-Rémy-sur-Orne, en ses observations;

Oùï M. Latournerie, Maître des requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que d'après l'article 154 du livre II du Code du travail les visites effectuées par les délégués mineurs « sont payées par le Trésor au délégué comme journées de travail » et qu'aux termes de l'article 156 « le délégué dresse mensuellement un état des journées employées aux visites. Cet état est vérifié par les ingénieurs des mines et arrêté par le préfet. Les frais avancés par le Trésor sont recouverts sur les exploitants comme en matière de contributions directes »;

Considérant que si l'article 155, modifié par la loi du 24 juin 1919, n'a pas limité le nombre des visites que les délégués mineurs peuvent consacrer au contrôle de la durée du travail, il résulte des dispositions précitées des articles 154 et 156 qu'il appartient aux ingénieurs des mines, au préfet et, en cas de réclamation formulée par l'exploitant, au Con-

seil de préfecture, juge des contributions directes, d'empêcher que les sommes réclamées ne présentent un caractère abusif et de procéder à cet égard, à toutes vérifications utiles quant aux visites qui servent de base à la rémunération des délégués mineurs; que, par suite, en procédant à une vérification de cet ordre qui l'a conduit en fait à réduire le montant de la redevance mise à la charge de la société des mines de fer de Saint-Rémy-sur-Orne, le Conseil de préfecture du Calvados, loin de méconnaître, comme le soutiennent les Ministres du Travail et des Finances, les dispositions précitées du livre II du Code du travail, en a fait au contraire en droit une exacte interprétation;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le recours susvisé du Ministre du Travail et du Ministre des Finances est rejeté.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail et au Ministre des Finances.

Décision du 4 novembre 1929.

JOURNÉE DE HUIT HEURES. — COMMERCE DE DÉTAIL DE MARCHANDISES AUTRES QUE LES DENRÉES ALIMENTAIRES. — DÉCRET FIXANT UN RÉGIME UNIFORME DE RÉPARTITION DU TRAVAIL ET RÉDUISANT LE NOMBRE ANNUEL DES HEURES DE DÉROGATION POUR SURCROIT EXTRAORDINAIRE DE TRAVAIL, EN CONFORMITÉ AVEC L'ACCORD CONCLU ENTRE ORGANISATIONS PATRONALES ET OUVRIÈRES ET APRÈS AVIS FAVORABLE DU PLUS GRAND NOMBRE DES INTÉRESSÉS. — VALIDITÉ.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux;

Sur le rapport du 3^e Comité d'instruction de la Section du contentieux;

Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés pour les Syndicats stéphanois des commerçants-détaillants de l'habillement, de la chaussure, de la chapellerie et des horlogers-bijoutiers, le Syndicat patronal des maîtres-tailleurs, l'Association du petit et du moyen commerce de Saint-Etienne, les sieurs Courvoisier et Schnerb, négociants à Saint-Etienne, ladite requête et ledit mémoire, enregistrés au Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, les 5 mai et 11 juin 1926, tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un décret, en date du 8 mars 1926, portant répartition du travail dans les établissements de la ville de Saint-Etienne où s'exerce le commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires;

Ce faire, attendu que ledit décret n'a pas observé les conditions exigées par les articles 2, alinéas 3 et 7 du décret des 15 août 1923-3 avril 1925, modifié par le décret du 18 mai 1926, pour l'unification du régime de répartition des heures de travail dans les établissements ci-dessus mentionnés; attendu, en effet, que la réglementation nouvelle a été établie sur la base d'un accord intervenu le 17 octobre 1920 entre différentes organisations d'employeurs et d'employés de Saint-Etienne; que cet accord, antérieur au régime institué par le décret du 15 août 1923, n'avait recueilli l'adhésion que d'un très petit nombre d'organisations; qu'il ne pouvait être retenu comme représentant l'opinion de la majorité des

patrons et des employés au point de vue de la répartition du travail; attendu que, contrairement à l'article 2, alinéa 3, du décret du 15 août 1923, toutes les organisations intéressées à l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail n'ont pas été consultées au cours de l'enquête qui a précédé la promulgation du décret attaqué; que le nombre maximum d'heures supplémentaires de travail prévu par les articles 5 et 6 du décret du 15 août 1923 a été réduit sans que soit intervenu l'accord préalable prévu par l'article 7 du même décret entre les organisations patronales et ouvrières intéressées; que si un accord a été passé sur ce point, le 10 novembre 1925, il n'a groupé qu'une très faible partie des intéressés; que le décret attaqué a fixé uniformément les heures d'interruption pour les repas; que le décret du 15 août 1923 n'autorise pas l'établissement d'une réglementation sur ce point; que, d'ailleurs le travail par équipes, prévu par l'article 4 du décret de 1923, est incompatible avec l'uniformité d'interruption pour les repas;

Vu le décret attaqué;

Vu les observations produites par le Ministre du Travail, en réponse à la communication du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 14 août 1926 tendant au rejet dudit pourvoi par le motif qu'au moment de l'établissement de la réglementation nouvelle la grande majorité des commerçants de Saint-Etienne se conformait à l'accord de 1920, dont elle a demandé l'homologation par décret; qu'il résulte du rapport de l'Inspecteur divisionnaire du travail que toutes les organisations intéressées ont été consultées sur le projet de réglementation à intervenir; que l'accord du 27 octobre 1920 déterminait le total des heures supplémentaires de travail qu'il estimait nécessaire dans le commerce de détail de Saint-Etienne; que, par une déclaration, en date du 29 janvier 1926, les organisations syndicales de patrons et d'employés ont accepté le nombre d'heures supplémentaires fixé par le décret attaqué; qu'en présence de ces accords, l'article 7 du décret du 15 août 1923 permettait de fixer par règlement d'administration publique un régime de répartition des heures de travail « différent » de celui qui était prévu par les articles 5 et 6 du même décret et, par suite, de déterminer les jours d'emploi des heures supplémentaires; enfin qu'un régime uniforme de répartition des heures de travail implique nécessairement la répartition des périodes de travail et que rien n'interdit de fixer les heures de commencement et de fin de ces périodes, ménageant ainsi une interruption pour les repas;

Vu les pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 23 avril 1919 et le règlement d'administration publique du 15 août 1923, modifié par celui du 3 avril 1925;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Où M. Bousquet, Maître des Requêtes, en son rapport;

Où M^e Bicaud-Sée, Avocat des Syndicats stéphanois des commerçants détaillants de l'habillement, de la chaussure, de la chapellerie, des horlogers-bijoutiers et autres, en ses observations;

Où M. Latournerie, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que le décret attaqué du 8 mars 1926 a été pris en exécution du décret du 15 août 1923, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires; que le règlement d'administration publique du 15 août 1923, après avoir défini les diverses modalités qui peuvent être adoptées pour assurer au personnel le repos prescrit par la loi, dispose, dans le dernier alinéa de son article 2; que si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements

de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe; que le même règlement du 15 août 1923, après avoir fixé le maximum annuel des heures supplémentaires pendant lesquelles la durée de la présence journalière des employes peut être prolongée pour surcroît extraordinaire de travail, dispose, dans son article 7 que, lorsque dans une profession et dans une localité déterminées il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées..... que les travaux urgents auxquels les établissements de la localité et de la profession ont à faire face ne nécessitent qu'un nombre d'heures supplémentaires inférieur au nombre fixé à l'article 6, § 2, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être établi..... par voie de règlement d'administration publique;

En ce qui concerne la fixation d'un régime uniforme de répartition du travail dans tous les établissements de la localité :

Considérant qu'il résulte de l'instruction, notamment du rapport de l'inspecteur divisionnaire du Travail, que le décret attaqué, pris sur la demande de syndicats patronaux et ouvriers de Saint-Etienne, a été précédé d'une consultation de toutes les organisations intéressées portant sur la réglementation projetée, qui comprenait la fixation uniforme, pour chaque jour de la semaine, des heures du commencement et de la fin de la période de travail de la matinée et de celle de l'après-midi; qu'il résulte des termes précités du décret du 15 août 1923 que le décret attaqué a pu légalement se référer, pour établir cette réglementation, à un accord intervenu entre divers syndicats le 27 octobre 1920, alors même que ledit accord n'aurait groupé qu'un nombre restreint d'organisations; qu'en fait, d'ailleurs, la consultation ci-dessus rappelée, qui a eu lieu sur les bases mêmes de l'accord de 1920, a fait apparaître l'avis favorable du plus grand nombre des intéressés; que, dès lors, les requérants ne sont pas fondés à contester la régularité des dispositions du décret du 8 mars 1926 qui fixent un régime uniforme de répartition des quarante-huit heures de travail de la semaine comportant la détermination des heures du commencement et de la fin du travail du matin et de celui de l'après-midi;

En ce qui concerne la limitation du nombre des heures supplémentaires :

Considérant qu'il résulte de l'instruction que par un accord, en date du 29 janvier 1926 divers syndicats de Saint-Etienne ont adopté la réduction à 22 du nombre maximum annuel des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail, ainsi que la désignation des jours où ces heures pourraient être utilisées; qu'il résulte de l'instruction que, contrairement à ce que soutiennent les requérants, cet accord exprimait la volonté de la majorité des intéressés; que, dès lors, les dispositions du décret attaqué, prises en tenant compte dudit accord, sont régulières,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 13 décembre 1929.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX PRESCRIVANT LA FERMETURE DES BOUCHERIES AU PUBLIC LE DIMANCHE OU LE LUNDI, SUIVANT RÉPARTITION EN DEUX SECTEURS. — DÉLIMITATION ARBITRAIRE DES SECTEURS. — INÉGALITÉS DE TRAITEMENT ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS L'UN OU L'AUTRE DES SECTEURS. — ANNULATION.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section du contentieux),

Sur le rapport du 4^e Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu les requêtes sommaires et les mémoires ampliatifs présentés pour la Société F. Potin, ayant son siège social à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 103, et pour la Société Luce et Cie, ayant son siège social à Lyon, rue de Pétrograd, n° 45, ayant comme mandataire le Syndicat de l'épicerie française et de l'alimentation générale, ayant son siège à Paris, rue du Renard, n° 12, agissant aux poursuites et diligences de son président et de son secrétaire en exercice, lesdites requêtes et lesdits mémoires enregistrés au Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat les 10 avril et 6 juillet 1926, 29 juin et 26 octobre 1927, tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'annuler deux arrêtés, en date des 22 mars 1926 et 29 avril 1927, par lesquels le Préfet de police a prescrit la fermeture hebdomadaire obligatoire des établissements ou parties d'établissements dans lesquels est vendue au détail la viande de boucherie;

Ce faire, attendu que les maisons d'alimentation générale constituent une profession distincte de celle des bouchers détaillants, que les mêmes règles pour l'application du repos hebdomadaire ne sauraient leur être imposées, que les accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la boucherie ne permettaient pas de considérer que les conditions exigées par l'article 43 *a* du livre II du Code du travail se trouvaient remplies en ce qui concerne les sociétés requérantes, que le fait qu'il a été procédé à la consultation du Syndicat de l'épicerie française et de l'alimentation générale, lequel, d'ailleurs, a émis un avis défavorable, ne saurait être regardé comme ayant régularisé la procédure; que le Préfet de police a méconnu les dispositions de l'article 43 *a* du Code du travail en partageant arbitrairement la région parisienne en deux zones, le repos hebdomadaire devant être donné le dimanche dans la première, le lundi dans la seconde et en accordant aux bouchers qui sont fournisseurs d'établissements publics l'autorisation d'effectuer à certaines heures le jour de fermeture de leur maison les livraisons destinées à ces établissements; que seule l'interdiction de toute tractation commerciale, le même jour et pendant toute la durée du repos, respecte les droits des commerçants d'une même profession;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu la requête en intervention présentée pour le Syndicat de l'épicerie française et de l'alimentation générale enregistrée comme ci-dessus le 30 juillet 1926 tendant aux mêmes fins que les requêtes 94659 et 94660 par les mêmes motifs;

Vu les observations présentées par le Ministre du travail, enregistrées comme ci-dessus les 22 mars 1927 et 21 février 1928, tendant au rejet des requêtes par les motifs que les arrêtés de fermeture visant la profession de boucher sont nécessairement applicables aux rayons de boucherie des magasins d'épicerie et d'alimentation générale, que la procédure suivie a été régulière, que les maisons d'alimentation ayant des

rayons de boucherie s'élèvent à 130, que sur 3.000 bouchers 2.500 ont adhéré à l'accord consacré par les arrêtés attaqués; que les arrêtés attaqués n'ont pas méconnu les dispositions de l'article 43 a du Code du travail en décidant que le repos hebdomadaire sera donné le dimanche dans une partie du centre de Paris et le lundi dans les autres quartiers, que la dérogation accordée aux fournisseurs des établissements publics a été motivée par l'intérêt de la santé publique;

Vu les nouvelles observations présentées par les sociétés requérantes enregistrées comme ci-dessus les 26 octobre 1927 et 9 juillet 1928 tendant aux mêmes fins que les requêtes par les mêmes motifs;

Vu les observations présentées par le Syndicat de la boucherie de Paris et du département de la Seine, enregistrées comme ci-dessus le 14 décembre 1927, tendant au rejet de requêtes par les motifs que la procédure suivie a été régulière, que les arrêtés attaqués ne méconnaissent aucune des prescriptions de l'article 43 a du Code du travail;

Vu la dépêche du préfet de la Seine, en date du 13 décembre 1927, enregistrée comme ci-dessus le 14 décembre 1927 de laquelle il résulte que les pourvois ont été communiqués à la Chambre syndicale ouvrière de la boucherie de Paris et du département de la Seine qui n'a pas présenté d'observations;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du travail, la loi du 29 décembre 1923 codifiée sous l'article 43 a dudit code;

Oùï M. Séligman, Maître des Requêtes, en son rapport;

Oùï M^{es} Tétreau et Boivin-Champeaux, Avocats de la Société F. Potin et de la Société Luce et Cie, en leurs observations;

Oùï M. Josse, Auditeur, Commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les requêtes susvisées sont dirigées contre deux arrêtés successifs par lesquels le Préfet de police a prescrit la fermeture hebdomadaire des établissements ou parties d'établissements dans lesquels est vendue au détail la viande de boucherie; qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision;

Sur l'intervention du Syndicat de l'épicerie française et de l'alimentation générale :

Considérant que ce syndicat a intérêt à l'annulation des arrêtés attaqués, que, par suite, son intervention est recevable;

Sur les moyens tirés de ce que le règlement relatif au repos hebdomadaire des boucheries ne pouvait être appliqué aux maisons d'alimentation générale possédant des rayons de viande de boucherie et des conditions dans lesquelles sont intervenus les accords intersyndicaux;

Considérant, d'autre part, que le Préfet pouvant en vertu de l'article 43 a du livre II du Code du travail, ordonner la fermeture au public des établissements d'une profession et d'une région déterminée et interdire d'une façon générale, afin d'éviter toute concurrence, la vente le jour de cette fermeture, des articles faisant l'objet de la profession dont s'agit, cette réglementation s'applique nécessairement à ceux qui exercent la profession visée à titre accessoire comme à titre principal;

Considérant, d'autre part, qu'en raison du petit nombre des maisons d'alimentation générale ayant des rayons de boucherie, le fait que le Syndicat de l'épicerie française et de l'alimentation générale, qui a d'ailleurs été consulté, a refusé d'adhérer aux accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la boucherie, ne faisant pas obstacle

à ce que le Préfet considérât, en l'espèce, lesdits accords comme représentant la volonté du plus grand nombre des commerçants de la profession;

Sur le moyen tiré de la division de Paris en deux sections comportant chacune un jour de fermeture différent et de la dérogation prévue le lundi en faveur des bouchers fournisseurs d'administrations ou d'établissements de l'Etat, du département ou de la ville, tels que hôpitaux, maisons de santé, écoles, prisons;

Considérant que, par les arrêtés attaqués des 22 mars 1926 et 29 avril 1927 relatifs à l'application du repos hebdomadaire dans les établissements vendant au détail de la viande de boucherie, le Préfet de police a divisé la ville de Paris en deux secteurs dans lesquels le repos hebdomadaire doit être donné respectivement le dimanche et le lundi;

Considérant que s'il appartient au Préfet dans l'intérêt public et dans les limites de l'accord intervenu, de ne pas imposer dans la même ville l'obligation de la fermeture, le jour du repos hebdomadaire à tous les établissements d'une profession déterminée, il ne doit autoriser aucune clause créant une inégalité entre les divers intéressés;

Considérant que les limites des secteurs entre lesquels a été divisée la ville de Paris sont absolument arbitraires, que les établissements autorisés à rester ouverts le dimanche peuvent faire concurrence à ceux situés à proximité dans l'autre secteur auxquels est imposé ce jour là l'obligation de la fermeture; que l'équilibre ne peut être regardé comme rétabli par ce fait que la situation se trouve retournée le lendemain les ventes du dimanche et du lundi n'étant pas équivalentes; qu'en outre la dérogation accordée aux établissements appartenant au secteur où la vente est interdite le lundi et à ceux-là seulement de procéder ce jour-là entre 6 heures et demie et 8 heures du matin à la livraison de la viande destinée aux établissements de l'Etat, du département et de la ville, tels que hôpitaux, maisons de santé, écoles, prisons, accentue l'inégalité de traitement entre les établissements de chacun des secteurs;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la Société F. Potin et la Société Luce et Cie sont fondées à soutenir que le Préfet de police a, par les arrêtés attaqués, violé la loi du 29 décembre 1923 et porté atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'intervention du Syndicat de l'épicerie française et de l'alimentation générale est admise.

ART. 2. — Les arrêtés du Préfet de police du 22 mars 1926 et du 29 avril 1927 sont annulés.

ART. 3. — Les frais de timbre exposés par les Société F. Potin et Luce et Cie et par le Syndicat de l'épicerie française et de l'alimentation générale sont mis à la charge du Syndicat de la boucherie et de la Chambre syndicale ouvrière de la boucherie.

ART. 4. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du travail.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE CRIMINELLE.

Arrêt du 24 novembre 1928.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.
— ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT LA FERMETURE DES BOUCHERIES AU PUBLIC LE LUNDI, CONFORMÉMENT A L'ACCORD CONCLU PAR LA TOTALITÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES DES BOUCHERIES DU DÉPARTEMENT. — ASSUJETISSEMENT DES BOUCHERIES CHEVALINES, QUI NE SE DIFFÉRENCIENT PAS DES AUTRES BOUCHERIES AU POINT DE VUE DE L'EXÉCUTION DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1923.

La Cour,

Oùï M. le conseiller Le Marc'Hadour, en son rapport, et M. l'Avocat général Mancel, en ses conclusions;

Vu le mémoire produit par l'officier du ministère public près le Tribunal de simple police de Versailles à l'appui de son pourvoi;

Sur le moyen pris de la violation de l'arrêté du Préfet de Seine-et-Oise du 31 janvier 1927, des articles 43 *a* du Code du travail, 471, 15°, du Code pénal, 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs, en ce que pour déclarer illégal l'arrêté préfectoral susvisé, le jugement attaqué s'est fondé sur le fait que l'accord préalable entre les syndicats patronaux et ouvriers de la même profession et de la même région n'aurait pas compris une Chambre syndicale de la boucherie chevaline dont seraient membres certains bouchers du département;

Vu lesdits articles :

Attendu que l'article 43 *a* du livre II du Code confère aux Préfets la faculté d'ordonner, sur la demande des syndicats intéressés, la fermeture au public des établissements d'une profession et d'une région déterminée pendant toute la durée du repos hebdomadaire.

Attendu que Sertelange a été déféré au Tribunal de simple police pour avoir, à Versailles, le lundi 30 janvier 1928, vendu de la viande de cheval et contrevenu ainsi à l'arrêté du Préfet de Seine-et-Oise du 31 janvier 1927.

Attendu que ledit arrêté, ordonnant la fermeture, le lundi de chaque semaine, des établissements dans lesquels est vendue, au détail, de la viande de boucherie, « c'est-à-dire de bœuf, veau, mouton, cheval, etc. », déclare qu'il a été pris à la suite d'un accord conclu par la totalité des organisations syndicales, patronales et ouvrières, des boucheries du département.

Attendu que, sans même alléguer que les syndicats entre lesquels l'accord a été réalisé ne représenteraient pas la majorité des intéressés, le jugé de police a déclaré l'arrêté préfectoral illégal par le motif qu'il existerait dans le département de Seine-et-Oise des organes syndicaux de la boucherie chevaline qui n'auraient pas été consultés et n'auraient pas participé à l'accord;

Qu'en statuant ainsi, et alors que les boucheries chevalines, spécialement visées par l'arrêté préfectoral, ne se différencient pas des autres

boucheries au point de vue de l'exécution des dispositions de la loi du 29 décembre 1923, le jugement attaqué a violé les textes visés au moyen;

Par ces motifs;

Casse et annule le jugement du Tribunal de simple police de Versailles du 11 juillet 1928 et, pour être statué à nouveau, renvoie devant le Tribunal de simple police de Saint-Germain, à ce désigné par délibération spéciale en la Chambre du Conseil.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE.

Audience du 16 avril 1929.

MALADIES PROFESSIONNELLES. — INTOXICATIONS PAR VAPEURS DE BENZOL. — MALADIE NON PRÉVUE PAR LA LOI. — ACTION DE DROIT COMMUN. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

D'un jugement rendu en l'audience publique de la 14^e chambre du Tribunal civil de première instance du département de la Seine, séant au Palais de justice à Paris, le 16 avril 1929,

Entre la dame Saleine, demeurant à Paris, rue des Entrepreneurs, n° 62, ayant M. Michel Dansac pour avoué;

Et Buscaylet et Bohin, rue Clerc, n° 15, à Paris, ayant M^e Couraz pour avoué;

Il a été extrait ce qui suit :

Le Tribunal jugeant en premier ressort attendu que suivant jugement contradictoirement rendu par cette chambre le 8 novembre 1927 la veuve Saleine a été autorisée à rapporter par voie d'enquête la preuve des faits par elle articulés à l'appui de la demande en 20.000 francs de dommages-intérêts contre Buscaylet et Bohin à la suite du décès de son mari; attendu qu'il résulte des témoignages recueillis à la requête de la veuve Saleine que les vapeurs de benzol se répandaient dans les ateliers dont les fenêtres étaient fermées en hiver pour y maintenir la température de 30 à 35 degrés nécessaire à la bonne exécution des travaux de peinture; qu'il n'existait aucun système de ventilation, les bâtiments n'ayant point été construits pour ce genre de travail; que les vapeurs de benzol étaient surtout gênantes pour les ouvriers obligés de travailler près du sol; que ceux-ci devaient sortir souvent pour aller prendre l'air; attendu que le deuxième témoin avait retiré quelques briques en bas des cloisons pour que les gaz puissent s'évacuer plus facilement; attendu que les défendeurs ont fait entendre deux témoins; que le premier témoin le sieur Georges Edmond réceptionnaire a déclaré qu'il n'avait jamais rien remarqué d'anormal dans l'installation des Etablissements Buscaylet, qu'il n'avait jamais eu connaissance que des ouvriers aient été malades, qu'il n'y avait pas d'appareil d'aération mais que le cube paraissait

largement suffisant; attendu que le second témoin agent technique de l'Aéronautique a déposé qu'il était chargé de la surveillance des Etablissements Buscaylet; que les ouvriers procédaient à l'émaillage des ailes d'aéroplanes à l'aide de l'acétone de cellulose; que ce produit dégage des gaz lourds dont l'emploi est dangereux quand les locaux ne sont pas suffisamment aérés qu'il n'y avait pas d'aspirateur pour les gaz lourds qui se trouvaient à une soixantaine de centimètres dans l'atelier alors que cela existe dans tous les ateliers bien organisés pour provoquer l'évacuation de ces gaz; que lui-même ne s'est jamais trouvé incommodé mais qu'il ne restait que pendant une heure pour la surveillance; attendu qu'il résulte des témoignages recueillis que les locaux où travaillaient les ouvriers n'étaient point aménagés pour les travaux qu'on y exécutait; qu'aucune précaution n'avait été prise pour l'évacuation des gaz; attendu d'autre part que le docteur Balthazard chargé d'examiner Saleine a déclaré que ce dernier avait succombé à une maladie professionnelle causée par l'inhalation répétée des vapeurs de benzol au cours de son travail; attendu que si l'intoxication benzolique n'est pas visée par la loi sur les accidents du travail il n'en est pas moins vrai que la demanderesse est parfaitement fondée à réclamer des dommages-intérêts à Buscaylet et Bohin en vertu de l'article 1382 du Code civil; attendu que Saleine était âgé de 54 ans quand il est décédé, qu'il gagnait un salaire annuel de 7.700 fr.; qu'on peut évaluer raisonnablement les dommages-intérêts auxquels la dame Saleine a droit à 20.000 francs;

Par ces motifs,

Condamne les sieurs Buscaylet et Bohin à payer à la dame veuve Saleine la somme de 20.000 francs à titre de dommages-intérêts, les condamne en outre en tous les dépens dont le recouvrement sera poursuivi par les soins de l'enregistrement, conformément à la loi sur l'Assistance judiciaire.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS (1).

Audience du 3 mai 1929.

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — PROTECTION DES MEULES TOURNANT A GRANDE VITESSE. — CONDAMNATION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS ACCORDÉS AU SYNDICAT QUI S'ÉTAIT CONSTITUÉ PARTIE CIVILE.

Le tribunal de simple police de la ville de Paris, séant au palais de justice, cour du Mai,

A rendu le jugement dont la teneur suit :

Audience publique du 3 mai 1929;

Pour : M. le Commissaire de police de la ville de Paris, délégué par M. le Procureur général près la Cour d'appel de Paris, pour remplir les fonctions du Ministère public près le tribunal de simple police de ladite ville;

(1) Ce jugement est devenu définitif.

Poursuivant demandeur d'une part;

Contre : M. Vrigny (Georges), 46 ans, né le 27 juin 1882 à Paris (Seine), serrurier, demeurant à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 15;

Prévenu défaillant, d'autre part;

Le tribunal,

Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 150 du Code d'instruction criminelle;

Après avoir donné défaut contre le prévenu non comparant ni personne pour lui quoique régulièrement cité et entendu le Ministère public en ses réquisitions;

Attendu qu'à l'appel de la cause s'est présenté M^e Jean Mas, Avocat à la Cour d'appel de Paris, qui déclare se porter partie civile au nom de la Chambre syndicale ouvrière de la serrurerie, ferronnerie d'art et de construction métallique de la Région parisienne, dont le siège est à Paris, afin d'obtenir réparation du préjudice matériel et moral causé à la collectivité qu'il représente par les agissements du prévenu susnommé;

Oui ledit M^e Jean Mas, Avocat de la partie civile, en ses conclusions;

Attendu que le prévenu ci-dessus a été régulièrement cité devant le tribunal de simple police de Paris par acte de M^e Lucien Lisle, huissier à Paris, en date du 4 avril 1929, enregistré, pour avoir contrevenu à l'article 12, § 4, du décret du 10 juillet 1913, contravention prévue et punie par les articles 173 et 174 du Code du travail, livre II, en faisant travailler sur une meule à émeri tournant à grande vitesse et placée au milieu de l'atelier, meule sur laquelle travaillent indistinctement tous les ouvriers, n'était ni montée ni enveloppée de telle façon qu'en cas de rupture ses fragments soient retenus, soit par les organes de montage, soit par l'enveloppe, conformément à une mise en demeure l'invitant à la faire disparaître sur toutes les meules dans le délai d'un mois (notification du 13 avril 1927 conformément aux articles 68 et 69 du livre II du Code du travail, soit une infraction, procès-verbal du 25 février 1929);

Attendu que les faits reprochés ne sont pas contestés et sont suffisamment établis;

Attendu que la Chambre syndicale ouvrière de la serrurerie, ferronnerie d'art et de construction métallique de la Région parisienne, dont le siège est à Paris, agissant aux poursuites et diligences de son secrétaire, demeurant audit siège, a déclaré se porter partie civile, requérant la condamnation de Vrigny à 25 francs de dommages-intérêts;

Attendu que la recevabilité de cette intervention n'est pas contestée;

Attendu que la demande est bien fondée et que l'infraction reprochée au susnommé cause bien un préjudice direct à l'intérêt collectif de la profession réglementée;

Qu'il y a préjudice et que le tribunal possède les éléments de juste et équitable appréciation;

Par ces motifs,

Jugeant publiquement en premier ressort et par défaut;

Faisant application de l'article 173 du livre II du titre IV du chapitre II du Code du travail, dont lecture a été donnée à l'audience et ainsi conçu :

Les chefs d'établissement, directeurs gérants ou préposés qui ont contrevenu aux dispositions des chapitres I et IV du titre II du présent livre et des règlements d'administration publique relatifs à leur exécution sont poursuivis devant le Tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder 200 francs.

Statuant d'abord sur l'action pénale :

Condamne Vrigny à dix francs d'amende et ordonne l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés;

Donne acte à la Chambre syndicale ouvrière de la serrurerie, ferronnerie d'art et de construction métallique de la Région parisienne de sa constitution de partie civile;

La reçoit partie civile et la déclare bien fondée;

Condamne Vrigny à 25 francs de dommages et intérêts envers la Chambre syndicale ouvrière de la serrurerie, ferronnerie d'art et de construction de la Région parisienne;

Le condamne en outre aux dépens à la requête du ministère public par application des articles 1382 et suivants du Code civil, liquidés à 42 fr. 65;

Non compris dans ladite liquidation le coût du timbre de la minute, de l'enregistrement de l'extrait, de l'expédition de la signification s'il y a lieu du présent jugement;

Fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps s'il y a lieu de l'exercer pour le recouvrement de l'amende et pour le paiement des frais et des dommages et intérêts;

Ordonne que si dans les dix jours de la signification du présent jugement il n'a point été satisfait aux mesures d'exécution ordonnées, il y sera pourvu d'office à la diligence et par les soins du ministère public aux frais du condamné.

Audience du 3 mai 1929 (').

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — ARBRE DE TRANSMISSION NON MUNI D'UN DISPOSITIF PROTECTEUR. — CISAILLE MÉCANIQUE DONT LA LAME N'EST PAS MUNIE D'UN DISPOSITIF PROTECTEUR. — CONDAMNATION.

Le tribunal de simple police de la ville de Paris, séant au palais de justice, cour du Mai;

A rendu le jugement dont la teneur suit :

Audience publique du 3 mai 1929;

Pour : M. le Commissaire de police de la ville de Paris, délégué par M. le Procureur général près la Cour d'appel de Paris, pour remplir les fonctions du Ministère public près le tribunal de simple police de ladite ville;

Poursuivant demandeur, d'une part;

Contre : M. Chevrier (Maxime), né le 29 mai 1885 à Leville-au-Bois (Loiret), demeurant à Paris, 30, rue Rébeval;

Prévenu défaillant, d'autre part;

Le tribunal,

Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle;

Après avoir donné défaut contre le prévenu non comparant ni personne pour lui, quoique régulièrement cité et entendu le Ministère public, en ses réquisitions;

(') Ce jugement est devenu définitif.

Attendu qu'il est suffisamment établi que Chevrier, le 2 mars 1929, n'avait pas satisfait à une mise en demeure lui enjoignant de faire disparaître une cisaille mécanique dont la lame n'était pas munie d'un dispositif protecteur tel que l'ouvrier ne puisse de son poste de travail toucher involontairement cet instrument tranchant et ce dans l'atelier de mécanique de M. Chevrier, 30, rue Rébeval, à Paris;

Contravention à l'article 12, § 1 et 2, du décret du 10 juillet 1913, article 67, § 1^{er}, du livre II du Code du travail;

Qu'en outre le 2 mars 1929, au cours d'une visite faite par les inspecteurs du travail, il a été constaté qu'un arbre de transmission portant des poulies sur lesquelles fonctionnent de fortes courroies à moins de deux mètres du sol, n'était ni séparé des ouvrières, ni muni d'un dispositif protecteur (atelier 30, rue Rébeval, à Paris);

Contravention à l'article 66 a du livre II du Code du travail prévue et punie par les articles 173 et 174 du livre II du Code du travail;

Par ces motifs,

Statuant publiquement par défaut et en premier ressort;

Faisant application au prévenu des dispositions des articles 173 et 174 du livre II du titre IV du chapitre II du Code du travail dont il a été donné lecture à l'audience et ainsi conçus :

1° Article 173 :

« Les chefs d'établissements, directeurs, gérants ou préposés qui ont contrevenu aux dispositions des chapitres I et IV du titre II du présent livre et des règlements d'administration publique relatifs à leur exécution sont poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de cinq à quinze francs. L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder deux cents francs. »

2° Article 174 :

« En cas de contravention aux dispositions du chapitre 1^{er} du titre II du présent livre et des règlements d'administration publique prévus pour leur exécution, le jugement fixe en outre le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par lesdites dispositions. »

Condamne Chevrier à l'amende de dix francs par chacune des deux contraventions;

Ordonne l'exécution des travaux ci-dessus désignés;

Condamne Chevrier en tous les dépens;

Lesquels sont liquidés à la somme de 42 fr. 65;

Non compris dans ladite liquidation le coût de l'enregistrement et des droits de poste du présent jugement, de l'extrait, de la signification s'il y a lieu et généralement tous autres frais subséquents;

Fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende et des frais s'il y a lieu de l'exercer à cet effet;

Ordonne que si dans les dix jours de la signification du présent jugement il n'a point été satisfait aux mesures d'exécution ordonnées, il sera pris contre le prévenu telles mesures qu'il appartiendra ou qu'il y sera pourvu d'office à la diligence et par les soins du ministère public.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Arrêté du 29 mai 1929
relatif à l'emploi d'appareils respiratoires dans les mines ⁽¹⁾.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu la loi sur les mines du 21 avril 1810, modifiée par celle du 27 juillet 1880;

Vu l'arrêté en date du 15 avril 1907;

Vu l'avis du conseil général des mines du 15 mars 1929;

Sur la proposition du Directeur des mines,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les sièges d'extraction des mines de toute nature qui occupent simultanément, au poste le plus chargé, plus de cent ouvriers au fond, doivent être pourvus, conformément aux dispositions ci-après, d'appareils respiratoires portatifs, prêts à être immédiatement utilisés et permettant de séjourner une heure au moins dans une atmosphère irrespirable.

Ceux qui occupent simultanément au fond cent ouvriers au plus, au poste le plus chargé, sont dispensés de l'application du présent arrêté, sauf circonstances particulières à raison desquelles ils peuvent être astreints aux conditions spéciales que fixera le Ministre.

ART. 2. — Dans les mines de combustibles, le nombre des appareils est fixé comme suit :

Si, dans les conditions prévues à l'article 5, la mine possède un poste central de secours ou est affiliée à un poste central commun à plusieurs mines, le nombre des appareils peut être réduit à quatre par siège d'extraction.

Dans le cas contraire, ce nombre ne peut être inférieur, pour chaque siège, à quatre appareils pour les six cents premiers ouvriers du fond du poste le plus chargé, plus un appareil pour deux cents ouvriers en sus, sans toutefois qu'aucun siège soit tenu de posséder plus de six appareils.

En outre, chaque siège doit être muni de moyens de reconnaître la présence d'oxyde de carbone dans l'atmosphère de la mine, ces moyens consistant soit dans l'entretien de souris blanches, petits oiseaux, etc., soit, mieux, dans celui d'appareils détecteurs d'oxyde de carbone décelant une proportion d'un demi-millième de ce gaz.

ART. 3. — Dans les mines autres que celles de combustibles, le nombre des appareils peut être réduit à quatre par siège d'extraction.

(1) *Journal officiel* du 9 juin 1929.

ART. 4. — Le Ministre des Travaux publics peut décider que plusieurs sièges d'extraction voisins seront considérés pour l'application des articles 2 et 3 comme n'en constituant qu'un seul.

ART. 5. — Le fonctionnement et la circonscription des postes centraux prévus à l'article 2 doivent être approuvés par le Ministre des Travaux publics.

Chacun de ces postes doit être pourvu d'un nombre d'appareils au moins égal à celui qui correspondrait, d'après l'article 2, troisième alinéa, au siège d'extraction le plus important de la circonscription, sans que ce nombre puisse descendre au-dessous de un pour mille du total des ouvriers occupés souterrainement dans les mines affiliées. Toutefois, aucun poste central n'est tenu de posséder plus de vingt appareils.

ART. 6. — Tout poste central de secours est placé sous la direction immédiate d'un ingénieur ou inspecteur familiarisé avec l'emploi des appareils. Il doit pouvoir disposer au moins de dix sauveteurs dûment exercés ou, si le nombre des appareils prévu à l'article 5 dépasse dix, d'un nombre de sauveteurs lui permettant d'envoyer aux sièges affiliés, dans les délais qu'indique le règlement approuvé par le Ministre, le nombre de sauveteurs et d'appareils qui sera reconnu nécessaire.

Les sauveteurs du poste central doivent être familiarisés avec l'emploi de tous les appareils respiratoires de sauvetage en usage dans les mines affiliées.

ART. 7. — Tout poste central de secours, après avoir demandé et obtenu l'approbation prévue à l'article 5, est tenu de déférer aux mises en demeure qui peuvent lui être adressées par le Ministre des Travaux publics en vue de faire disparaître les déficiences reconnues dans son fonctionnement; s'il ne se conforme pas à ces mises en demeure dans le délai imparti, l'approbation peut lui être retirée; avis de la décision est donné aux mines affiliées pour qu'elles aient à se conformer individuellement aux prescriptions de l'article 2, troisième alinéa.

ART. 8. — Tout dépôt d'appareils de sauvetage doit être muni d'une ligne téléphonique portative d'au moins 1.000 mètres de longueur et de deux appareils téléphoniques au moins.

Dans le cas où le poste est appelé à desservir des quartiers grisouteux, la ligne doit présenter les qualités convenables de résistance mécanique et d'isolement et les appareils téléphoniques doivent être de types agréés pour l'emploi en atmosphère grisouteuse.

ART. 9. — Les appareils approvisionnés sur chaque siège d'extraction doivent être conservés dans un dépôt, superficiel ou souterrain, disposé de manière à ce que les appareils puissent être amenés rapidement sur le lieu d'un sinistre. Ils sont confiés à la garde d'un employé spécial.

Les conditions d'installation et de fonctionnement du dépôt sont déterminées par une consigne communiquée aux ingénieurs des mines.

ART. 10. — Le maniement et l'emploi des appareils de chacun des dépôts visés à l'article précédent sont confiés à des ouvriers ou employés de choix, spécialement désignés, ayant une connaissance complète de la mine, capables d'y circuler sans guide, et familiarisés, par des exercices méthodiques renouvelés, avec l'emploi des appareils.

Le nombre de ces ouvriers ou employés doit être au moins double de celui des appareils. Ils sont répartis autant que possible en nombre égal entre les divers postes de l'exploitation. Ils doivent habiter le plus près

possible des travaux, leurs noms et adresses sont portés sur un registre spécial.

Le quart au moins de tous les employés attachés directement aux travaux souterrains du siège d'extraction doit être capable de concourir aux travaux de sauvetage en utilisant les appareils respiratoires.

La consigne prévue à l'article 8 fixe les conditions de conservation, d'essai et d'emploi des appareils ainsi que celles des exercices auxquels sont assujettis les ouvriers et employés appelés à en faire éventuellement usage.

ART. 11. — Parmi les ouvriers ou employés désignés pour l'emploi des appareils du siège ou du poste central de secours, trois au moins, ayant rang de chef d'équipe, doivent être au courant des premiers soins à donner aux victimes d'accident; ils doivent être instruits des propriétés et des manifestations des gaz nocifs ou inflammables et des mesures à prendre pour le sauvetage du personnel et pour le rétablissement des ouvrages.

ART. 12. — Les ingénieurs et contrôleurs des mines surveillent, dans leurs tournées, l'application des dispositions du présent arrêté; ils provoquent toutes les dispositions complémentaires qui peuvent être jugées opportunes, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des articles 93 et suivants de la loi du 21 avril 1810.

ART. 13. — Le présent arrêté devra être intégralement appliqué dans le délai d'un an à partir de sa publication au *Journal officiel*, à moins de dérogations autorisées par le Ministre des Travaux publics à quelque une des dispositions qu'il prévoit.

A la même date, sera abrogé l'arrêté précité du 15 avril 1907.

Circulaire du Sous-Secrétaire d'État de l'Enseignement technique et des Beaux Arts⁽¹⁾, en date du 1^{er} mars 1929. — Contrat d'apprentissage.

La loi du 20 mars 1928, modifiant les dispositions du Code du travail, livre I^{er}, titres I^{er} et V, qui ont trait au contrat d'apprentissage, a donné de nouvelles et importantes attributions au Comité départemental de l'Enseignement technique.

Il convient que vous appeliez cette assemblée à délibérer sur le rôle que lui assigne le législateur. J'ai tenu auparavant à vous faire connaître les vues de mon Département sur cette importante question.

Un premier point doit être mis en évidence. La loi du 20 mars 1928 ne renferme aucune prescription incompatible avec les dispositions de la loi du 25 juillet 1919, sur l'Enseignement technique, industriel et commercial, et celles de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 instituant la taxe d'apprentissage. Le législateur a voulu, au contraire, qu'elle complétât ces lois antérieures, de façon à former avec elles un ensemble cohérent.

La dernière loi, prenant à la fois les intérêts de l'apprenti et du maître, s'efforce d'assurer le respect intégral des engagements consignés dans le contrat d'apprentissage, qui prend rang désormais dans la catégorie des conventions intéressant l'ordre public. Les dispositions nouvelles augmentent les précautions pour que les clauses de l'acte d'apprentissage soient scrupuleusement observées de part et d'autre, et règlent la formation de la main-d'œuvre d'après les conditions actuelles de la production.

(1) Adressée aux Préfets.

Les méthodes de plus en plus scientifiques de l'industrie et du commerce exigent, en effet, de la part de l'ouvrier, de l'employé, des connaissances qui ne peuvent s'acquérir que si l'enseignement du cours professionnel s'ajoute à la pratique méthodique du métier.

Le lien entre la formation de l'apprenti par l'atelier ou le comptoir d'une part, et par le cours professionnel d'autre part, est ainsi établi par la loi du 20 mars 1928.

Le législateur ne pouvait donc se dispenser d'intéresser le Comité départemental de l'Enseignement technique, assemblée déjà prépondérante dans toutes les questions d'enseignement technique (loi du 25 juillet 1919) et de pédagogie de l'apprentissage (taxe d'apprentissage) à l'exécution du contrat d'apprentissage. Aussi a-t-il réservé une part importante aux Comités départementaux ainsi qu'aux Commissions locales professionnelles, dans l'application de la loi nouvelle, rendant ainsi un hommage mérité à l'activité, fertile en résultats, et à l'expérience de ces assemblées. C'est de ce rôle dont il va être parlé ci-après, qu'il faut que vous entreteniez le Comité départemental de votre département.

*
* *

En reprenant l'ordre dans lequel les dispositions de la loi du 20 mars 1928 ont été votées, on est amené à noter que le Comité intervient dans les cas suivants :

1° « L'acte d'apprentissage, dit la loi, est établi en tenant compte des usages et des coutumes de la profession, notamment des règles établies par les Chambres de commerce, les Chambres de métiers, les Comités départementaux de l'Enseignement technique et les Commissions locales professionnelles, et sous le contrôle et la garantie des Associations professionnelles en vue de l'apprentissage, partout où elles resteront régulièrement constituées. »

Le Comité départemental, conjointement avec les Chambres de commerce, les Chambres de métiers et les Commissions locales, se trouve chargé de dégager les règles qui seront recommandées aux parties qui interviennent dans le contrat d'apprentissage.

Si l'on observe que le Comité est en mesure, par les pouvoirs qu'il tient de la législation relative à la taxe d'apprentissage, d'assurer directement et sans aucun intermédiaire le respect des règles ainsi établies, on voit que son autorité en la matière sera, de ce fait, considérable.

Mais comment devra procéder le Comité ?

Le Comité s'adressera à toutes les associations, à tous les syndicats ou fédérations et unions des syndicats, pour obtenir communication des contrats faits à l'usage de leurs adhérents par ces groupements. Il fera ensuite sur ces contrats, toutes observations utiles, et s'efforcera, le cas échéant, d'accord avec les groupements intéressés, d'y introduire les dispositions les plus propres à assurer un apprentissage rationnel.

Si, pour certaine corporations, il n'existait pas de contrat, le Comité pourrait inviter les groupements dont il s'agit à en établir un et à le lui communiquer. Bien entendu, dans les métiers où l'apprentissage n'est pas possible, il ne saurait être question de contrat d'apprentissage.

D'un autre côté, il est souhaitable que le Comité entre en rapport avec les assemblées chargées, concurremment avec lui, de dresser des règles en matière d'apprentissage. Aussi, ne saurais-je trop l'engager à saisir les Chambres de commerce, les Chambres de métiers pour les industries de l'artisanat, des contrats d'apprentissage qu'il aurait reçus, en demandant à ces Compagnies de les accepter ou, s'il y avait lieu, de lui faire connaître leurs objections. Aucun effort divergent ne se produirait ainsi.

La méthode que je préconise est, au surplus, conforme au principe de collaboration qui règle toutes les initiatives de l'Enseignement technique, et qui a donné les meilleurs résultats.

Dans le cas où les assemblées dont il s'agit ne pourraient tomber d'accord, soit dans la désignation des professions où l'apprentissage est possible, soit dans l'établissement des règles d'apprentissage, vous me rendriez compte des difficultés rencontrées, et je les soumettrais aux sections d'instruction de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'Enseignement technique.

Je vous signale que des professions ont annexé au contrat d'apprentissage un règlement qui contient la description de l'apprentissage. Cette pratique est à encourager. Ce qu'il convient en effet de définir clairement pour la rendre facile à appliquer, c'est l'obligation pour le maître d'enseigner « progressivement et complètement l'art, le métier, la profession spéciale qui fait l'objet du contrat ». Il s'agit de traduire cette obligation en donnant à l'intéressé une méthode rationnelle pour former l'apprenti. Une description de l'apprentissage s'impose donc. Le but est de définir toutes les phases de la formation professionnelle, en partant des exercices simples pour arriver aux plus complexes; d'énumérer les outils et machines dont il est nécessaire de montrer l'emploi et le mécanisme aux apprentis; d'indiquer de quelle manière ceux-ci doivent aider le maître, les travaux qui ne sauraient leur incomber comme incompatibles avec l'apprentissage proprement dit; d'énumérer les cours professionnels que suivra l'apprenti, le nombre d'heures qu'il y consacrerait chaque semaine, de prévoir enfin les examens auxquels il sera présenté, etc.

Ce sont toutes ces indications que le Comité devra s'efforcer d'obtenir des groupements professionnels en même temps que l'acte d'apprentissage.

La question de la fréquentation des cours professionnels exige une explication. Lorsque des cours existent dans la localité où doit s'exécuter le contrat d'apprentissage ou dans une localité voisine, il est nécessaire qu'il en soit fait mention dans la convention, conformément à la loi, et qu'il soit dit que le maître s'engage à y inscrire l'apprenti et à veiller sur son assiduité. Mais dans le cas où il n'y aurait pas de cours professionnels, l'employeur cesse d'être astreint à cette obligation (par impossibilité matérielle). J'ajoute qu'à l'appui de cette thèse, on peut citer les déclarations faites au moment de la discussion de la loi devant le Sénat.

Il ne faudrait pas cependant inférer de cette exception que l'employeur est fondé à demander l'exonération totale de la taxe d'apprentissage pour un apprentissage organisé seulement à l'atelier. Dans l'attribution des exonérations, il s'agit d'apprécier les dépenses effectuées par l'assujetti, qui peuvent venir en déduction d'une somme d'argent due à l'Etat à titre d'impôt. Si aucune dépense n'a été faite pour les cours professionnels, il n'y a pas lieu d'en tenir compte: c'est l'évidence même. Seule, en ce cas, une exonération partielle, pour apprentissage méthodique à l'atelier peut être accordée. Le complément d'enseignement théorique fait défaut, le maître n'a pas pu le donner; nous le constatons sans lui en tenir rigueur, mais il est impossible de l'exonérer pour les dépenses qu'il n'a pas assumées. Ce serait lui faire une faveur que la loi ne nous autorise pas à accorder. Ce serait, au surplus, une erreur profonde de penser que par le fait seul qu'un apprentissage est méthodique et complet, l'assujetti puisse être dégrévé. Il doit nécessairement, en outre, justifier qu'il a fait des dépenses sans compensation, pour organiser cet apprentissage, et que ces dépenses entrent dans un des cas prévus par la loi. Il est impossible, je le répète, de tenir compte à l'assujetti d'un effort financier qu'il n'a pas fait. La taxe d'apprentissage ne constitue pas une sanction, mais une compensation entre l'impôt dû au Trésor et les sommes déboursées par les

assujettis qui s'intéressent activement à l'Enseignement technique et à l'apprentissage.

2° Lorsque l'instruction professionnelle donnée par un chef d'établissement à ses apprentis sera manifestement insuffisante, comme au cas d'abus graves dont l'apprenti serait victime, le juge de paix, peut, à la requête du Comité départemental de l'Enseignement technique, limiter le nombre des apprentis dans l'établissement ou même suspendre, pour un temps, le droit pour le chef de cet établissement de former des apprentis (art. 7a).

Le Comité pourra être amené à se rendre compte de l'insuffisance de l'apprentissage en examinant les demandes d'exonération de la taxe, car il est obligé d'apprécier les dispositions prises par l'assujetti pour organiser l'apprentissage. S'il est patent que l'apprenti ne peut apprendre son métier, ou si cet apprenti est victime d'abus graves, ce que constateront les Inspecteurs du travail, le Comité pourra, subsidiairement, après avoir refusé l'exonération à l'assujetti, saisir du cas l'autorité judiciaire compétente aux fins d'obtenir l'application des sanctions prévues à l'article 7 a.

3° L'apprenti dont le temps d'apprentissage est terminé, passe un examen devant une Commission désignée par la Commission locale professionnelle ou, à défaut, par le Comité départemental de l'Enseignement technique. En cas de succès, un diplôme lui est délivré (art. 11 a).

Le législateur augmente ainsi le champ d'action de la Commission locale professionnelle qui ne s'étendait qu'au territoire de la commune où elle était constituée.

Quelle sera la circonscription de la Commission locale ? A mon sens, elle ne peut dépasser l'arrondissement. S'il y avait plusieurs Commissions, l'arrondissement serait divisé entre elles. La Commission investie du droit d'instituer un examen devra bien entendu commencer par fixer le programme et le règlement de cet examen pour les professions qu'elle indiquera. Lorsque ces textes seront établis, il vous appartiendra de leur donner force exécutoire par acte administratif. Mais avant d'entériner ainsi les décisions des Commissions, vous consulterez le Comité départemental de l'Enseignement technique ou la Section permanente de cet organisme ou ses sections spéciales, dans le cas où elles existaient, sur les documents qui vous seront adressés. *En règle générale, il conviendra simplement d'étendre à toute la circonscription de la Commission, les programmes du Certificat d'aptitude professionnelle institués au siège de la Commission, en supprimant les épreuves d'enseignement professionnel théorique.* Je tiendrai cependant à ce qu'une épreuve d'enseignement général figure au programme d'examen, de manière qu'il soit possible de se rendre compte que le maître a respecté les dispositions de l'article 9 (Code du travail, livre I, chapitre II) dans ce qu'elles ont de commun avec les préoccupations de mon Département, à savoir, la divulgation de l'enseignement primaire, condition de l'enseignement professionnel dans toute la masse du peuple.

L'examen aurait lieu annuellement dans chaque chef-lieu de canton; les épreuves seraient subies devant un jury désigné par la Commission locale; la liste des membres devrait être arrêtée par vous et dans la forme administrative.

Voici les dispositions que je préconiserais pour l'organisation de l'examen dont il s'agit :

1° Le jury comprendra :

a. L'Inspecteur de l'Enseignement technique, ou, à son défaut, un délégué du préfet;

b. En nombre égal, des membres patrons, ouvriers et employés désignés par les Commissions locales, ou à défaut, par le Comité départemental de l'Enseignement technique;

c. Des professeurs des écoles publiques d'enseignement technique pourraient être appelés à participer aux opérations du jury en raison de leur compétence;

d. L'Inspecteur primaire ou son délégué;

e. L'Inspecteur du travail, ou l'Inspectrice du travail.

Le président du jury est choisi de préférence parmi les Inspecteurs de l'Enseignement technique.

2° Pourront se présenter à l'examen de fin d'apprentissage :

a. Les jeunes gens et jeunes filles employés dans une industrie ou dans un commerce ayant son siège dans la circonscription du centre d'examen et munis d'un contrat d'apprentissage écrit;

b. Les jeunes gens et jeunes filles qui ont terminé leurs études dans une école publique ou privée d'enseignement technique;

c. Dans les conditions qui sont déterminées par le présent paragraphe :

Les jeunes gens et jeunes filles non munis d'un contrat d'apprentissage écrit, employés dans un des commerces ou industries compris sur le texte des professions dans lesquelles l'apprentissage peut être organisé, lorsqu'il sera démontré que la convention d'apprentissage n'a pu être établie par suite du refus de leurs représentants légaux de s'engager par écrit.

3° L'examen aurait lieu au chef-lieu de canton ou au lieu de résidence de la Commission locale professionnelle; la date des épreuves sera fixée chaque année par le Préfet. Il ne sera perçu aucun droit d'inscription ou d'examen.

4° Un certificat de fin d'apprentissage sera délivré, sans frais, aux candidats ayant subi avec succès les épreuves de l'examen. Il sera signé par le président du jury et par le Préfet.

Pour les arrondissements où il n'y aurait pas de Commission locale, le Comité départemental de l'Enseignement technique interviendrait à défaut de cette Commission, et dans les mêmes conditions.

Je n'ai pas besoin de vous signaler l'intérêt de l'examen dont il s'agit et notamment, au point de vue de l'attribution d'exonérations de la taxe d'apprentissage. Il n'est pas douteux que les chefs d'établissements, dont les apprentis obtiendraient des succès à cet examen, seraient fondés à demander l'exonération, d'autant plus qu'ils justifieraient de dépenses faites dans les cas prévus par le décret du 9 janvier 1926.

La présente circulaire a été acceptée par le Conseil supérieur de l'Enseignement technique; elle est revêtue de la signature de M. le Ministre du Travail, en même temps que de la sienne, c'est dire tout l'intérêt qui s'attache à ce que les instructions et les conseils qu'elle contient, fixent d'une manière toute particulière votre attention.

Il n'est pas douteux, et je l'ai constaté avec un grand plaisir, que l'organisation de l'Enseignement technique et de l'apprentissage fait de sensibles progrès dans notre pays. Je ne méconnais pas la part qui vous revient dans ce mouvement, mais j'attends de vous un nouvel effort. La loi du 20 mars 1928 permet d'accentuer l'action en faveur du développement rationnel de l'apprentissage; il faut que le Comité départemental, les Commissions locales aidées par l'Administration, se servent de cette

loi, l'appliquent comme c'est leur droit et leur devoir. Mais une très grande prudence s'impose : les lois sociales sont d'un maniement difficile, ce n'est que progressivement qu'elles s'implantent dans les mœurs et se substituent aux usages. Il ne saurait s'agir de rompre brusquement avec l'état de choses actuel, et avant de s'engager dans une nouvelle entreprise, même prévue par la loi, les intéressés, ou du moins les groupements qui les représentent, doivent être consultés, appelés à collaborer. Dans la mise en vigueur de la loi, il faut, dans tous les cas, s'inspirer de son esprit qui est avant tout d'accentuer, et non de contrarier, le mouvement en faveur de l'apprentissage.

PROCÉDÉS PRATIQUES D'ÉPURATION DES EAUX D'ALIMENTATION DES OUVRIERS DES USINES ET ATELIERS,

PAR M. LÉON GIZOLME,

INGÉNIEUR CHIMISTE DE LA VILLE DE PARIS, EXPERT PRÈS LES TRIBUNAUX DE LA SEINE.

Importance de la question. — L'importance de l'épuration des eaux d'alimentation pour la santé générale n'a plus besoin d'être soulignée. L'eau est, on le sait, le véhicule de germes pathogènes extrêmement dangereux : *Bacilles typhiques, paratyphiques, dysentériques, perfringens, etc., Vibron cholérique, Enterocoque, amibes, etc.*, dont il est indispensable de la débarrasser avant de l'utiliser dans l'alimentation pour éviter la propagation d'affections et d'épidémies graves.

La récente épidémie de fièvre typhoïde qui a atteint de nombreuses personnes dans la banlieue de Lyon a attiré à nouveau l'attention des hygiénistes et des municipalités sur les mesures de précaution qui s'imposent dans l'épuration et la distribution des eaux dans les villes et les agglomérations industrielles. Depuis vingt ans, Paris et beaucoup de grandes villes ne se contentent plus de soumettre l'eau des sources et des stations filtrantes à des analyses périodiques. Elles ont institué des services réguliers et permanents de stérilisation des eaux d'alimentation suspects, grâce auxquels les cas de typhoïde et autres affections d'origine hydrique ont été considérablement réduits.

Eaux suspectes. — C'est qu'en effet, à part quelques rares sources situées dans des régions peu peuplées, qui donnent une eau d'une pureté constamment irréprochable, la plupart des eaux potables utilisées pour l'alimentation : rivières et sources importantes, sont polluées ou tout au moins susceptibles de se contaminer soit par communication avec des fosses d'aisances, des tas de fumier ou par infiltration, à la suite des pluies, d'eaux de ruissellement souillées.

Quand l'analyse bactériologique révélera la présence dans ces eaux — coïncidant généralement avec une quantité relativement élevée de matières organiques en solution, de chlorures et des traces d'ammoniaque ou de nitrites — du *Bact-coli* et de l'*Entérocoque* qu'on décèle facilement et rapidement, ces eaux contenant ces bactéries d'origine intestinale devront être considérées comme suspectes. Il faut les écarter de l'alimentation ou, si on ne peut y suppléer, les épurer avant de les utiliser en les soumettant à un traitement approprié.

Obligations des chefs d'établissement. — L'article 8 du décret du 10 juillet 1913 impose d'ailleurs aux chefs d'établissement l'obligation de fournir à leur personnel une eau de boisson de bonne qualité. Pour les usines ou ateliers situés dans les villes où un service municipal d'eau scientifiquement contrôlé fonctionne convenablement, la question ne se posera que pour éviter les contaminations dans la distribution à l'intérieur de l'établissement. Celles-ci peuvent provenir de communications avec des eaux résiduaires ou des eaux brutes destinées aux usages industriels. J'ai eu fréquemment occasion de constater, même dans des usines importantes, des communications entre les canalisations d'eau potable et les canalisations d'eaux brutes⁽¹⁾, provoquant des cas de typhoïde ou de dysenterie. Dans certaines usines on utilise quelquefois des eaux brutes grossièrement épurées par décantation à des opérations de lavage d'appareils ou d'ustensiles devant contenir des matières alimentaires. C'est là un procédé dangereux à proscrire.

Mais c'est surtout dans les usines isolées en campagne, les chantiers, que la responsabilité du chef d'établissement est engagée. L'obligation qui s'impose à eux de fournir à leurs ouvriers une eau potable exempte de bactéries pathogènes les préoccupe à juste titre. Le but de cette étude est de leur donner, ainsi qu'aux Inspecteurs du travail chargés du contrôle des usines et souvent consultés par les industriels, quelques indications précises sur les procédés pratiques d'épuration qu'ils peuvent utiliser.

L'eau potable doit être limpide, inodore et de saveur agréable. Elle ne doit pas contenir un excès de sels terreux ou de matières organiques en solution et être exempte de germes pathogènes.

Adoucissement des eaux « dures ». — Les eaux dont le degré hydrotimétrique est supérieur à 30 sont « dures », lourdes à l'estomac. Il faut autant que possible les éliminer. Dans certaines régions, il est difficile d'en trouver d'autres et elles sont couramment utilisées dans l'alimentation sans grands inconvénients pour la population habituée à les consommer. Mais si le degré hydrotimétrique dépasse sensiblement 40, il est nécessaire de les adoucir par un traitement chimique par filtration sur certaines substances comme la permutite, ou plus simplement par l'ébullition qui permet d'éliminer une grande partie (carbonates alcalins) des sels calcaires. Ces traitements, souvent pratiqués pour les eaux destinées aux usages industriels, sont rarement utilisés pour les eaux d'alimentation. Il est presque toujours possible de se procurer pour la petite quantité d'eau de boisson dont on a besoin une eau dont le degré hydrotimétrique soit inférieur à 30 ou tout au moins à 40. A défaut d'eau de source, on utilisera de l'eau de puits, de rivière, de lacs naturels ou artificiels potable quant à la minéralisation, dont on assurera, s'il est besoin, la clarification et l'épuration biologique.

⁽¹⁾ On révélera facilement les communications en colorant l'eau brute avec de faibles quantités de fluoresceïne ammoniacale dont on peut facilement déceler des traces de l'ordre du millionième.

Clarification. — La clarification par filtration des eaux troubles ou seulement louches est une nécessité absolue. Non seulement il est difficile de faire accepter pour l'alimentation une eau dont la limpidité laisse à désirer, mais la stérilisation d'une telle eau risque — quel que soit le procédé utilisé — d'être insuffisante.

C'est à l'utilisation d'eaux louches ou susceptibles de se troubler à la suite des pluies que sont dus beaucoup d'échecs ou d'insuffisances de la stérilisation. J'ai bien des fois constaté que, bien qu'on augmente considérablement les doses d'ozone ou de chlore, la stérilisation des eaux louches ou fortement teintées en jaune laisse à désirer. Et cela s'explique aisément : les agglutinations bactériennes, accolées à des supports argileux ou organiques qui les isolent, risquent d'échapper à l'action des antiseptiques utilisés. Pratiquement, les eaux limpides seules peuvent être toujours convenablement stérilisées.

Je ne peux pas traiter ici en détail la question des filtres et me bornerai à quelques indications essentielles. Deux catégories de filtres sont utilisées pour la clarification de volumes importants d'eaux d'alimentation : les filtres lents et les filtres rapides.

Filtres lents. — Les filtres lents les plus simples et les moins coûteux sont les filtres à sable. Ils sont formés par une couche de sable lavé et criblé au tamis de 4 millimètres, de 0 m. 80 à 1 mètre d'épaisseur reposant sur des dalles filtrantes. Ces dernières — qui remplacent aujourd'hui partout des drains compliqués utilisés autrefois — sont constituées par du gravier bien lavé aggloméré avec du ciment sans sable. Une armature de barres de fer donne à ces dalles de 8 à 10 centimètres d'épaisseur une résistance considérable. Tout en retenant très bien le sable, elles sont extrêmement perméables à l'eau.

Lorsque l'eau est peu chargée de matières en suspension, on peut l'envoyer directement sur les filtres. Mais si elle est trouble, comme celle des rivières en crue, il est nécessaire de la clarifier grossièrement d'abord par filtration à vitesse relativement élevée, sur des préfiltres — constitués par une couche de 40 à 50 centimètres de sable reposant sur des dalles filtrantes — avant de la déverser sur les filtres lents proprement dits. On peut augmenter considérablement le pouvoir clarifiant des préfiltres en déversant dans l'eau brute une petite quantité d'une solution concentrée de permanganate de potasse : 1 à 3 grammes par mètre cube d'eau qui facilite et accélère la coagulation de l'argile. Les filtres fins alimentés ainsi avec de l'eau clarifiée fonctionnent mieux et beaucoup plus longtemps.

Le nettoyage des préfiltres ou filtres encrassés s'effectue en prélevant à la pelle quelques centimètres de sable qu'on lavera dans des appareils spéciaux ou plus rapidement, si l'aménagement le permet, en lavant le sable sur place par un courant d'eau émulsionné d'air de bas en haut ou par des lances alimentées avec de l'eau sous pression qu'on enfonce dans la couche de sable. L'argile, les matières organiques en suspension sont évacuées par des goulottes spécialement aménagées à cet effet.

On peut faire fonctionner les filtres lents de deux manières : en recouvrant le sable d'une couche d'eau de 0 m. 50 à 1 mètre : ce sont les filtres dits « submergés », ou en distribuant l'eau de manière que le sable soit toujours exposé à l'air : filtres « non submergés » soigneusement étudiés par MM. Miquel et Mouchet. Alimentés en eau dégrossie, ils s'encrassent moins vite par suite d'une minéralisation continue de la matière organique sous l'influence de l'oxygène de l'air qui pénètre dans la couche de sable. Mais l'alimentation est plus délicate, surtout dans les grandes installations où on se heurte à des difficultés de réalisation qui empêchent d'adopter ce système. Si le volume d'eau potable nécessaire est faible,

ce procédé peut être avantageusement utilisé. On emploie du sable criblé au tamis de 1 millimètre.

On peut obtenir avec les filtres lents bien conduits une eau convenablement épurée et exempte de bactéries pathogènes et suspectes. Mais cela exige une surveillance attentive et de nombreuses analyses bactériologiques. Après une période de maturation plus ou moins longue suivant la saison ⁽¹⁾, au cours de laquelle l'eau filtrée — insuffisamment épurée — ne peut être utilisée, le débit des filtres doit être réglé avec soin en évitant les variations brusques. Le pouvoir épurateur des filtres lents submergés, fonction du développement et de la vitalité des diatomées et des algues de la membrane naturelle qui se développe à la surface du sable, peut être mesuré par la réduction de l'alcalinité de l'eau. Il est d'autant plus élevé que les filtres sont mieux éclairés ⁽²⁾. L'été ils donnent d'assez bons résultats; mais l'hiver — malgré toutes les précautions prises — ils ont des faiblesses graves. Il est plus prudent et, comme nous le verrons, plus pratique de parfaire cette épuration en soumettant l'eau filtrée à un traitement approprié.

Le débit des filtres lents varie de 0 m. 10 à 0 m. 50 à l'heure par mètre carré superficiel. Pratiquement on ne peut guère dépasser 0 m. 35 et ce débit doit être considérablement abaissé lorsque les eaux à traiter sont troubles.

Filtres rapides. — Dans le cas où on ne dispose pas d'une surface suffisante pour installer des filtres lents, on a fréquemment recours aux filtres rapides dont le débit peut s'élever à 2,5 ou même, dans certains cas, à 10 mètres cubes à l'heure par mètre carré de surface filtrante.

Ces filtres rapides sont très fréquemment utilisés à l'étranger en Amérique, en Angleterre, dans l'Extrême-Orient, etc. Il en existe de nombreux types dont les plus répandus sont les filtres Jewel, Paterson, Bell, Brothers, Desrumeaux, Buron, Kary, etc. Je ne peux les étudier en détail ici et me bornerai à en indiquer le principe.

Tous ces filtres constitués par du sable fin ou mieux du silex finement concassé et criblé, fonctionnent à une pression plus ou moins élevée avec l'aide d'un coagulant qui est en général du sulfate d'alumine. Le plus souvent l'addition du sulfate d'alumine à l'eau se fait dans un bac spécial de décantation où s'opère la floculation et le dépôt de l'alumine, déplacée par la chaux de l'eau. On emploie de 5 à 30 grammes de sulfate d'alumine par mètre cube d'eau. Un séjour de deux heures de l'eau dans le bac de décantation est nécessaire pour permettre le dépôt de l'alumine qui entraîne la majeure partie des particules solides en suspension dans l'eau. Celle-ci, soumise à une sorte de collage, subit une première clarification qu'on achève par la filtration sur sable ou silex dans de grands cylindres en tôle ou en ciment armé. Au fur et à mesure que le filtre s'encrasse la perte de charge augmente et on doit élever la pression d'eau pour la vaincre.

Ces filtres à grand débit se colmatent naturellement très vite et nécessitent de fréquents nettoyages : tous les jours et même dans certains cas plusieurs fois par jour. Ces nettoyages s'effectuent en renversant le courant d'eau. Dans beaucoup de ces appareils on emploie l'air soufflé qu'on injecte, au moyen d'un compresseur, dans l'eau de lavage.

⁽¹⁾ J'ai pu réduire cette période de maturation, qui dure normalement plusieurs jours, à quelques heures en déversant, pendant deux heures, en solution concentrée, 30 grammes de sulfate d'alumine par mètre cube d'eau filtrée dans l'eau préfiltrée d'alimentation des filtres nettoyés.

⁽²⁾ L. GIZOLME, C. R. *Académie des sciences*, t. 161, p. 313; F. DIENERT et L. GIZOLME, C. R., t. 163, p. 127.

Après le nettoyage l'eau filtrée est moins limpide et plus chargée en germes. On doit faire marcher le filtre un certain temps 5 à 30 minutes avant de pouvoir utiliser l'eau filtrée.

Comme on le voit ces filtres rapides nécessitent une installation mécanique et une dépense d'énergie assez élevée.

Appareils domestiques. — Dans les cas où on dispose d'une eau claire et où le volume d'eau potable nécessaire est faible on peut recourir à la filtration sur porcelaine dégourdie (bougie Chamberland) ou à la stérilisation par la chaleur sous pression au moyen de certains appareils spéciaux : Lepage, Cartault, etc.

Mais les bougies, dont le débit est faible, doivent être fréquemment nettoyées et même stérilisées; elles risquent de se fissurer et de laisser passer certains germes dangereux. Les appareils de stérilisation par la chaleur doivent être l'objet d'une surveillance attentive et altèrent quelquefois la saveur de l'eau. Ces procédés qui peuvent, dans certaines situations, rendre des services sont des procédés ménagers plutôt qu'industriels.

Nécessité et avantages d'une stérilisation complémentaire de l'eau filtrée. — Les filtres rapides bien établis et convenablement surveillés donnent une eau limpide. Mais — moins encore que les filtres lents — ils n'assurent une épuration bactériologique parfaite. Le Bact-coli et les espèces du groupe typhique, l'Entérocoque, etc., sont fréquemment décelés et quelquefois en grand nombre dans les eaux filtrées. Dans la plupart des cas on devra parfaire l'épuration de ces eaux par une stérilisation complémentaire qui, seule, donnera une eau constamment exempte de bactéries pathogènes ou suspectes et présentant toutes garanties au point de vue de l'hygiène.

Cette stérilisation complémentaire pourra être pratiquée à peu de frais comme nous le verrons. Et comme elle permettra d'élever le débit des filtres et d'utiliser la presque totalité des eaux filtrées sans être obligée de rejeter les eaux issues des filtres en maturation, non seulement elle ne constituera pas une dépense supplémentaire mais au contraire elle permettra de réduire, sensiblement dans certains cas, la dépense totale de l'épuration.

Choix du procédé de stérilisation. — Le procédé de stérilisation à choisir pour l'alimentation d'une agglomération ouvrière doit satisfaire à quelques conditions essentielles. Il doit, tout d'abord, être d'une efficacité certaine, simple de manière à être facilement installé et conduit, souple pour s'adapter rapidement, sans manœuvres compliquées, à des débits d'eau variables et enfin économique.

Le plus récent et peut-être le plus élégant des procédés expérimentés consiste à utiliser les propriétés bactéricides des rayons ultra-violet. Cette méthode n'a malheureusement pas résisté à l'épreuve de la pratique industrielle. On peut bien stériliser en l'exposant aux radiations ultra-violettes une petite quantité d'eau parfaitement limpide, mais appliquées à des volumes un peu élevés et à de l'eau très légèrement teintée en jaune par de petites quantités de matières organiques en solution, elles se sont révélées insuffisamment efficaces.

L'ozone employé en quantité suffisante donne de bons résultats⁽¹⁾. Mais outre que son utilisation exige des appareils délicats nécessitant une surveillance attentive, ce procédé est beaucoup plus coûteux que ceux qui utilisent le chlore.

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du Travail* 1910, n^{os} 5 et 6.

En pratique c'est le chlore qui constitue l'antiseptique le plus efficace, le plus facile à manier et de beaucoup le plus économique. Aussi son emploi sous la forme de chlore liquide (chloration) ou (chlorination) ou d'hypochlorites (javellisation) s'est généralisé dans le monde entier.

Action bactéricide du chlore. — Le chlore agit sur les matières organiques de l'eau à la fois comme oxydant et comme chlorurant⁽¹⁾. Ses propriétés bactéricides sont des plus remarquables. A des doses infinitésimales, il tue les microbes pathogènes les plus répandus dans l'eau et les plus dangereux. Les Bacilles d'Eberth, paratyphiques, le Bact-coli, l'Entérocoque, etc., sont éliminés d'une eau limpide par des quantités de chlore ne dépassant guère 0 mg. 2 ou 0 mg. 3 par litre. Les eaux plus chargées en matières organiques en solution et légèrement teintées en jaune sont elles-mêmes convenablement stérilisées avec 0 mg 4 ou 0 mg 5. L'action bactéricide du chlore est presque instantanée. Quelques minutes suffisent pour éliminer radicalement de l'eau toutes les espèces pathogènes ou suspectes, à condition bien entendu que le mélange du chlore dans l'eau soit parfait. Si l'agitation de l'eau après addition de chlore n'augmente pas, à proprement parler, le pouvoir bactéricide du chlore, comme certains auteurs l'ont indiqué, elle aide néanmoins beaucoup à la stérilisation en facilitant la diffusion du chlore dans l'eau et en dispersant les microbes agglutinés de manière à exposer tous les microbes à subir son action. Il faudra donc réaliser par cascades, circulation entre cloisons en chicane, etc., un brassage de l'eau additionnée de chlore assurant une diffusion parfaite de cet antiseptique dans la masse d'eau.

Quantité de chlore nécessaire à la stérilisation. — Cette condition réalisée, quelle quantité de chlore faut-il déverser pour assurer une stérilisation convenable sans nuire à la saveur de l'eau? C'est la question la plus délicate et la plus controversée. D'après certains auteurs, de très faibles quantités 1/10^e ou 0 mg. 1 par litre suffisent. D'autres affirment qu'elles doivent être beaucoup plus élevées : 0 mg. 5, 1 milligramme par litre ou même davantage. En fait c'est une question d'espèce. La quantité de chlore nécessaire dépend de la nature, de la composition, de la température de l'eau à traiter. Mais il est possible de la déterminer rapidement par une opération simple.

Une expérience poursuivie pendant près de quinze années dans les stations filtrantes d'Ivry et de Saint-Maur a montré qu'on élimine radicalement les espèces pathogènes ou suspectes du groupe typhique contenues dans les eaux de rivière filtrées en déversant une quantité de chlore égale au poids de chlore absorbé par l'eau en trois heures (test de chlore).

L'absorption du chlore par l'eau, rapide au début, va en diminuant progressivement suivant une courbe parabolique. Après trois heures, l'eau a absorbé les 4/5^{es} du chlore qu'elle est susceptible d'absorber et on peut pratiquement limiter à trois heures ou même à deux la détermination du test de chlore.

Détermination du test de chlore. — On y procède de deux manières :

1° En effectuant le test gramme : introduire dans une série de flacons d'un litre bouchés émeri des quantités progressivement croissantes de chlore : 0 mg. 05, 0,10, 0,15, 0,20, 0,25, etc.⁽²⁾. Ces flacons, fortement agités,

(1) Voir DIÉNERT, *Annales d'Hygiène publique et sociale* (décembre 1927).

(2) Utiliser pour cela des solutions titrées d'hyperchlorate de soude diluées (avec eau des fontaines et non eau distillée) dont 1 centimètre cube = 1 milligramme de chlore (1 goutte = 0 mgr. 05) qu'on conserve dans des flacons soigneusement entourés de papier noir pour éviter la rétrogradation du chlore.

seront placés à l'obscurité à une température voisine de celle de l'eau à stériliser. Pour cela il suffit de les immerger dans l'eau constamment renouvelée contenue dans une cuve couverte. Après trois heures, ajouter dans chaque flacon huit à dix gouttes d'une solution d'iodure de potassium à 10 p. 100, 10 centimètres cubes d'empois d'amidon de préparation récente et agiter. On constatera par exemple que les trois premiers flacons restent incolores, tandis que le quatrième qui contenait 0 mg. 20 de chlore se teinte légèrement en bleu par suite de la formation, avec l'iode libéré par le chlore restant, d'iodure d'amidon bleu. Les flacons suivants sont de plus en plus foncés. Cela indique évidemment que le chlore contenu dans les trois premiers flacons a été totalement absorbé, alors qu'il en subsistait des traces dans le quatrième et les suivants. Le poids de chlore absorbé par litre d'eau est compris entre 0 mg. 15 et 0 mg. 20, soit 0 mg. 175.

2° Si on connaît approximativement le test ou tout au moins son maximum, on peut procéder plus rapidement de la manière suivante : le test d'une eau de source ou de rivière filtrée est en général inférieur à 0 mg. 5. Pour le déterminer avec précision il suffit d'introduire 0 mg. 5 de chlore dans un litre d'eau qu'on immergera dans l'eau courante pendant trois heures. On ajoutera ensuite l'iodure de potassium et l'amidon et on titrera l'iode libéré par le chlore restant avec une solution d'arsenite de potassium dont 1 cc = 1 mg. de chlore. Il faut éviter d'introduire un trop grand excès de chlore car le poids de chlore absorbé par l'eau augmente avec le poids de chlore introduit. Une eau de rivière filtrée dont le test gramme est de 0 mg. 20 donnera, en y ajoutant 0 mg. 50 de chlore, une absorption de 0 mg. 25 avec 4 milligrammes, cette absorption s'élèverait à 0 mg. 50 environ. On serait ainsi amené à déverser dans l'eau une trop grande quantité de chlore.

Le chlore absorbé par l'eau est fonction de la matière organique en solution et de la température. Une eau de rivière filtrée absorbe à 20 degrés un poids de chlore sensiblement double de celui qu'elle absorbe à 5°. C'est pour cela qu'il importe d'opérer à la température de l'eau à stériliser et d'éviter l'échauffement au laboratoire des eaux froides sur lesquelles on effectue le test.

Supposons que nous soyons en présence d'une eau dont le test trois heures est de 0 mg. 20. En déversant cette quantité de chlore nous éliminerons le bacille typhique et les espèces du même groupe. Il est cependant prudent, pour se mettre à l'abri des variations de composition ou de débit d'eau et éliminer aussi les espèces un peu plus résistantes comme l'Entérocoque, d'élever légèrement le poids de chlore déversé. J'obtiens d'excellents résultats en déversant dans les eaux de rivière filtrée une quantité de chlore égale au test 3 heures plus 0 mg. 05 ou, si la limpidité de l'eau laisse un peu à désirer, 0 mg. 10, soit au total 0 mg. 25 ou 0 mg. 30 par litre. Pour les eaux louches ou teintées en jaune, il sera prudent de déverser un excès de chlore de 0 mg. 15 ou même, pour les eaux très chargées, 0 mg. 20.

On arrive ainsi à traiter les eaux de source limpides par 0 mg. 10 à 0 mg. 30 de chlore par litre, les eaux de rivière filtrées par 0 mg. 2 à 0 mg. 4 ou exceptionnellement 0 mg. 5.

Ces faibles quantités n'altèrent pas la saveur de l'eau. Si celle-ci séjourne un certain temps dans les réservoirs ou les conduites, elles sont presque totalement absorbées. En pratique, l'eau brassée par les pompes et circulant dans des conduites sous pression absorbe des quantités de chlore légèrement supérieures au test effectué en flacons. Il ne subsistera guère que des traces inférieures à 0 mg. 1, imperceptibles au goût et absolument inoffensives.

Neutralisation de l'excès de chlore. — Mais si l'on est obligé, pour stériliser des eaux chargées de quantités élevées et variables de matières organiques en solution, de les traiter avec un excès de chlore, au-dessus du test, supérieur à 0 mg. 2 par litre, il sera nécessaire — surtout si ces eaux sont consommées peu après le traitement — de neutraliser le chlore subsistant dans l'eau, qui deviendrait perceptible au goût, en y déversant des quantités de solution de sulfite ou d'hyposulfite de soude correspondantes à l'excès de chlore indiqué par l'analyse de l'eau^(*). C'est là évidemment une complication qu'il est, autant que possible, préférable d'éviter. Et cela non seulement pour ne pas compliquer le traitement, mais aussi pour éviter la production — dans certains cas — de corps ayant des goûts désagréables.

Moyen d'éviter la production de mauvais goûts. — Le traitement par de faibles doses de chlore, inférieur à 0 mg. 4 par litre, n'altère pas la saveur de l'eau. Mais si on dépasse sensiblement cette quantité on risque — dans certains cas — de produire de mauvais goûts. Les plus à craindre sont ceux qui se dégagent lorsque l'eau chlorée circule dans des conduites fraîchement goudronnées ou quand l'eau traitée, polluée par des résidus industriels, contient des traces de produits phénoliques. Il se produit alors des chlorophénols dont l'odeur rappelle celle de l'iodoforme et d'une saveur très désagréable qui s'accroît quand la température de l'eau s'élève. Ces produits subsistent après la disparition ou la neutralisation des traces de chlore par addition de sulfite ou d'hyposulfite et l'eau garde son mauvais goût.

On peut prévenir la formation de ces chlorophénols en déversant dans l'eau, avant chloration, du permanganate de potasse : 2 à 5 grammes par mètre cube ou en la traitant par des quantités massives de chlore : 2 à 3 grammes par mètre cube, de manière à oxyder, à désorganiser les composés phénoliques. Mais, évidemment, dans ce dernier cas (procédé Adler), il est indispensable de neutraliser, par le charbon, l'excès de chlore, ce qui complique beaucoup l'opération.

Cette production de mauvais goûts, qui peut s'effectuer dans des eaux ne contenant que des traces infimes de l'ordre du milliardième, de phénol traitées par des quantités de chlore supérieures à 0 mg. 4 par litre, ne se constate presque jamais aux doses de chlore inférieures. C'est pour cela qu'il est préférable de ne traiter que des eaux bien clarifiées par filtration qui peuvent être stérilisées par de faibles doses de chlore en général inférieures à 0 mg. 4.

Cette altération de la saveur de certaines eaux par la chloration est le gros inconvénient du procédé; mais il ne faut pas l'exagérer. En fait ce danger n'existe guère que pour les eaux de rivière qui traversent des régions industrielles très peuplées et reçoivent d'importantes quantités de résidus dangereux. Encore peut-on les éviter en réduisant la vitesse de filtration et les doses de chlore. C'est ainsi qu'aux stations filtrantes de Saint-Maur et d'Ivry, qui fournissent à Paris des quantités importantes d'eau de rivière filtrée, stérilisée par le chlore depuis quinze ans, ces goûts désagréables n'ont été constatés qu'une ou deux fois.

En somme je conseille de traiter, par des doses de chlore faibles inférieures à 0 mg. 4 ou 0 mg. 5 par litre, qui ne laissent pas d'excès sensible et n'altèrent pas la saveur, des eaux soigneusement filtrées. On peut utiliser à cet effet les filtres lents ou les filtres rapides. Ces derniers devront être étroitement contrôlés. Les filtres lents demandent moins de soins

(*) Un poids de chlore donné est neutralisé par un poids double d'hyposulfite cristallisé.

mais exigent une surface relativement élevée. Il faudra cependant surveiller l'eau des filtres lents après nettoyage à la lance, qui est beaucoup plus chargée et dont la limpidité peut laisser à désirer. Il est prudent de les faire marcher un ou deux jours en décharge ou de les traiter comme je l'ai indiqué pour obtenir une maturation artificielle rapide.

Chlorination. — Je ne dirai que quelques mots de la chloration ou chlorination qui nécessite l'emploi d'appareils assez coûteux. Les plus connus, le « chlorator » du docteur Ornstein, le « chloronome » de la « Chlorinator » dont les deux premiers sont utilisés pour la stérilisation des eaux de rivière filtrée destinées à l'alimentation de la Ville de Paris. Voici brièvement le principe du « chloronome », un des plus simples et des plus pratiques de ces appareils qui présentent d'ailleurs beaucoup d'analogie. Le chlore gazeux provenant du chlore liquide, emmagasiné dans des bouteilles d'acier à une pression de 4 à 5 kilogrammes passe dans un détendeur qui donne une pression réduite et constante voisine de 1 kilogramme. Le débit de chlore est réglé par un robinet spécial d'après les indications d'une échelle graduée. Le gaz est ensuite dissous dans un petit volume d'eau courante qu'on déverse dans l'eau à stériliser en prenant toutes les dispositions utiles pour favoriser le mélange.

Le poids de chlore déversé peut être, avec ces appareils, réglé à 10 ou 20 grammes-heure. Bien établis et entretenus ils marchent avec une erreur de chlore et en observant la perte de poids des bouteilles placées sur une bascule de précision.

Cependant certaines bouteilles de chlore contiennent des gaz étrangers, air, gaz carbonique, etc., qui se dégagent dans les premières heures du fonctionnement, et j'ai souvent constaté, à la mise en service des nouvelles bouteilles, que l'appareil donne un poids de chlore inférieur de 25, 30 et même quelquefois de 35 p. 100 à celui indiqué. Ce déficit se réduit progressivement, mais ce n'est qu'après plusieurs heures, quelquefois 24 ou même 48 heures, qu'on obtient un débit de chlore exact. C'est là un inconvénient sérieux qu'on peut toutefois éviter en dégazant, à l'usine productrice, les bouteilles par dégagement de quelques kilogrammes de chlore d'ailleurs récupéré.

L'ouverture du robinet pointeau des bouteilles est quelquefois difficile. Il arrive aussi que l'orifice de celles-ci s'obstrue dès la mise en marche. Enfin quelques bouteilles peuvent présenter des fuites.

Le local où l'appareil est placé doit être suffisamment ventilé et les hommes chargés de la manipulation doivent être munis d'un masque pour — en cas de fuite importante — pouvoir procéder aux manœuvres nécessaires.

Ces appareils, bien établis et attentivement surveillés, fonctionnent convenablement et peuvent être utilisés dans les installations importantes où il y a un atelier de réparations ou tout au moins un mécanicien. Pour les petites agglomérations il est, en général, plus pratique de recourir à la javellisation.

Javellisation. — La javellisation est incontestablement le procédé le plus simple, le plus facile à installer et à utiliser dans la plupart des cas. Nous avons déjà vu comment on détermine les quantités de chlore nécessaires; il ne me reste qu'à donner quelques indications précises sur la manière de procéder et les précautions à prendre pour assurer la stérilisation.

Solutions utilisées. — On peut utiliser l'hypochlorite de chaux ou l'hypochlorite de soude, vulgairement « eau de Javel » du commerce.

L'hypochlorite de chaux s'obtient par simple dissolution du chlorure

de chaux⁽¹⁾ dans l'eau. Pour obtenir un rendement élevé, qui peut atteindre 75 ou même 80 p. 100 du chlore contenu dans le chlorure de chaux, on procède à un lessivage méthodique dans une série de trois ou quatre cuves. On laisse reposer vingt-quatre heures et on décante le liquide clair. La solution d'hypochlorite de chaux ainsi obtenue est plus stable que l'hypochlorite de soude mais elle a l'inconvénient de se carbonater au contact de l'air. Il se produit une pellicule superficielle de carbonate de chaux qui se fragmente et peut obstruer les orifices des appareils de distribution qui doivent être bien surveillés.

Cet inconvénient n'existe pas avec l'hypochlorite de soude. Cependant l'eau de Javel contient un excès de soude qui précipite la chaux de l'eau.

Il faut laisser reposer les solutions plusieurs heures avant de les utiliser en les décantant.

Les solutions d'eau de Javel convenablement employées obturent moins les orifices de distribution que les solutions de chlorure de chaux. Mais elles ont l'inconvénient de rétrograder rapidement. Le titre chlorométrique baisse vite — surtout quand elles sont exposées à la lumière — en un mois la perte de chlore peut, dans certains cas, atteindre 20 et même 30 p. 100⁽²⁾. On s'approvisionnera donc au fur et à mesure des besoins et on conservera à l'obscurité les extraits concentrés et les solutions diluées. Il est nécessaire de vérifier et de rectifier les indications qui figurent sur les bouteilles qu'on trouve chez les détaillants en titrant ces solutions avant l'emploi. S'il s'agit de stériliser un volume d'eau un peu important, je conseille d'utiliser les extraits concentrés en les diluant au fur et à mesure de manière à obtenir, suivant le volume d'eau à traiter, des solutions faibles contenant de 1 à 10 grammes de chlore actif par litre. Le déversement de ces solutions étendues sera plus facile à régler et on favorisera, en outre, la diffusion du chlore dans l'eau à traiter.

Appareils de distribution. — Pour distribuer la solution diluée et titrée dans l'eau, il faut utiliser un appareil simple, facile à régler et à contrôler. Cet appareil devra donner, pour un débit d'eau constant, un débit d'hypochlorite également constant, facile à mesurer et à régler à chaque instant. Un grand nombre d'appareils ont été imaginés. Je n'indiquerai que les plus pratiques et les plus employés. Deux cas peuvent se présenter :

1° Les pompes de refoulement de l'eau traitée, dont le débit connu est sensiblement constant, puisent dans un réservoir ou une bache accessible. Dans ce cas un simple vase de Mariotte muni à sa partie inférieure

(1) Le chlorure de chaux s'appauvrit peu à peu en chlore actif. J'ai observé (*Annales des Falsifications* n° 162, 1922) des pertes de 8 à 14 grammes de chlore actif par kilogramme de chlorure (en fûts de bois) et par mois, soit 2,4 à 5 p. 100 environ du chlore actif originel. L'humidité active la rétrogradation. En neuf mois, un des échantillons observés avait perdu la moitié de son chlore. Il faut donc s'approvisionner au fur et à mesure des besoins et déterminer, par l'analyse, la teneur en chlore.

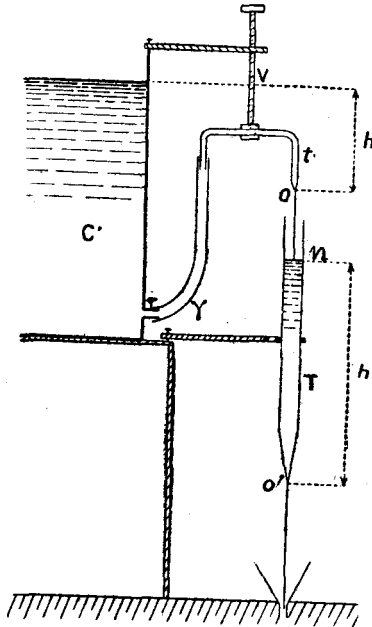
(2) Voici les résultats que j'ai obtenu sur deux échantillons d'extraits concentrés d'eau de Javel conservés à l'obscurité :

DATES.	CHLORE ACTIF par litre (en grammes).	
	N° 1.	N° 2.
16 avril 1924.....	150	146
14 juin 1924.....	110	107
1 ^{er} décembre 1924.....	35	37
20 avril 1925.....	15	24

d'un robinet ou mieux d'un tube recourbé et effilé à son extrémité, qu'on inclinera plus ou moins suivant le débit à obtenir, pourra être utilisé.

On emploie depuis dix ans pour javelliser les eaux d'alimentation de Paris un appareil imaginé par M. Diénert, auquel j'ai adjoint un dispositif très simple pour faciliter le réglage et le contrôle des débits, qui donne d'excellents résultats. La solution titrée d'hypochlorite s'écoule d'une première cuve de réserve c dans une deuxième c' en grès ou en ciment armé où, au moyen d'une soupape d'admission en verre fixée à un flotteur de verre ou d'ébonite, on maintient un niveau constant. Un robinet placé à la partie inférieure de c' , supportant une charge constante, donnera un débit constant. Mais ce robinet est très difficile à régler et exposé, surtout aux petits débits, à être obturé partiellement par les particules de chaux entraînées. Le débit est alors modifié sans que l'attention du surveillant soit attirée en temps opportun.

J'ai évité ces inconvénients avec le dispositif simple figuré schématiquement ci-dessous :



Le débit est réglé par un tube de verre t, t' terminé par un petit orifice circulaire o . Ce tube, supporté par une vis v , est relié au robinet maintenu toujours ouvert en grand pendant la marche ou à un simple ajutage par un tube de caoutchouc. Le débit de l'orifice o est fonction de la charge h . Il suffira en manœuvrant la vis v d'augmenter ou de diminuer cette charge pour obtenir très rapidement et avec la plus grande précision le débit voulu.

L'indicateur ou contrôleur du débit est constitué par un simple tube vertical gradué à extrémité inférieure effilée dont l'orifice o' est tel que la solution javellisante s'y élève jusqu'à une certaine hauteur h' , constante pour un débit donné. Il suffira de constater d'un coup d'œil que le niveau (n) du liquide dans le tube reste fixé au repère qu'on a placé, après vérification du débit, pour être certain que ce débit est régulièrement assuré.

Pratiquement, avec des solutions claires, il se maintient absolument constant pendant plusieurs jours. Si h' vient à varier c'est que les orifices o et o' sont partiellement obstrués ou que, par suite d'un fonctionnement défectueux de la soupape d'admission de la solution dans la cuve c' , le niveau du liquide a changé. On débouche aisément, sans interrompre le déversement, les orifices o et o' en y introduisant un fil de fer fin où on vérifie le fonctionnement de la soupape et le régime se rétablit aussitôt. Si, en raison des variations du débit d'eau ou du test d'absorption, on veut augmenter ou diminuer le volume d'hypochlorite déversé, il suffira — en manœuvrant la vis — d'élever ou d'abaisser la hauteur h' .

Cet appareil, facile à installer, se règle rapidement. Précis et souple, il peut être à chaque instant contrôlé. Enfin on peut aisément le nettoyer avec de l'eau acidulée;

2° Pour le cas où les pompes aspirent dans une bêche ou une conduite inaccessible et présentent de notables variations de débit ou des arrêts multipliés, on a imaginé beaucoup d'appareils automatiques pour proportionner le volume d'hypochlorite au débit de la pompe sur l'aspiration de laquelle ils sont branchés.

Le plus simple consiste en une petite pompe montée sur l'axe de la pompe à eau. Mais l'hypochlorite attaquant rapidement les métaux, ces pompes sont rapidement détériorées. La construction de pompes en verre ou en ébonite présente de grandes difficultés. Ces pompes peuvent, en outre, s'encrasser et de désamorcer.

L'appareil automatique de M. Buneau-Varilla et celui de la Compagnie générale des Eaux — la construction et l'utilisation de ce dernier sont absolument libres — construits, sur le principe de la trompe à eau, en verre et caoutchouc résistent bien à l'hypochlorite et peuvent être aisément nettoyés avec de l'eau acidulée.

Quel que soit l'appareil employé, il devra toujours être muni d'un indicateur permettant de régler et de contrôler à chaque instant le débit.

Contrôle du traitement. — Ce contrôle s'effectue au moyen d'appareils enregistreurs de débit d'hypochlorite, par des observations sur place et des analyses chimiques et bactériologiques.

En enregistrant les mouvements d'un flotteur placé dans la cuve d'alimentation de l'appareil de distribution, on aura le graphique des déversements. C'est un moyen précieux de contrôle qui force l'attention des ouvriers.

On mesurera, par les différences de niveau du liquide dans la cuve de réserve, le volume d'hypochlorite utilisé toutes les vingt-quatre heures par exemple. Avec des appareils convenables et bien surveillés, l'écart entre le débit théorique et le débit réel est en général inférieur à 2 ou au plus 5 p. 100.

Par des recherches et des dosages de chlore, on s'assurera que l'eau prélevée à la sortie des pompes présente toujours de faibles traces constantes de chlore. Les prélèvements devront être effectués dans des flacons contenant une petite quantité de sulfate d'ammoniaque (1 gr. environ par litre) pour fixer le chlore de telle manière qu'on puisse, plusieurs heures après, connaître exactement la quantité de chlore contenue dans l'eau au moment du prélèvement. Sur des eaux dont la température ne dépasse pas 15°, avec l'iode de potassium et l'empois d'amidon, on décèle facilement, en opérant sur 1 litre d'eau, des traces de chlore de l'ordre de 0mg. 02 par litre. La sensibilité de ce réactif diminue au fur et à mesure que la température s'élève. Pour les eaux dont la température est supérieure à 15°, il est préférable d'employer l'orthotolidine qui permet de déceler 0 mg. 01 de chlore par litre.

Enfin le contrôle sera définitivement assuré par l'analyse bactériologique de l'eau traitée. Je ne peux entrer ici dans les détails de cette analyse qu'on peut, au besoin, faire exécuter de temps à autre par un laboratoire de bactériologie. L'eau traitée doit être, bien entendu, exempte de bactéries pathogènes suspectes. En pratique, on se borne le plus souvent à faire la numération des bactéries sur gélatine nutritive et à rechercher la présence du Bact-coli et de l'Entérocoque qu'on peut caractériser rapidement. L'absence de ces espèces d'origine intestinale qui accompagnent toujours dans les eaux contaminées celles du groupe typhique indique que celles-ci ont été également éliminées. La javellisation bien pratiquée ne laisse subsister dans l'eau que quelques rares espèces sporulées et inoffensives.

En résumé, parmi tous les procédés de stérilisation des eaux d'alimentation soumis à l'épreuve de la pratique industrielle, la chloration ou la javellisation convenablement appliquées à des eaux limpides présentent les garanties d'efficacité, de régularité et de souplesse nécessaires. En particulier, la javellisation à l'aide d'appareils simples, très faciles à installer et à entretenir dans toutes les situations, est un procédé très économique à recommander dans les usines, ateliers et agglomérations ouvrières où les eaux d'alimentation sont contaminées ou suspectes.

ANILISME PROFESSIONNEL

AU COURS DE CERTAINES OPÉRATIONS

DE L'INDUSTRIE CHIMICO-PHARMACEUTIQUE ⁽¹⁾,

PAR MM. F. HEIM DE BALSAC, AGASSE-LAFONT ET FEIL.

L'anilisme professionnel peut se manifester soit au cours de la préparation de l'aniline même, soit au cours de son emploi, dans la fabrication de certains de ses dérivés ou dans leur utilisation industrielle.

Nous avons poursuivi, pendant ces dernières années, plusieurs enquêtes dans le but de déterminer quels sont les dangers actuels de cette intoxication, dans les conditions présentes de préparation et d'utilisation de l'aniline même et de ses dérivés, et malgré les perfectionnements de la technique et les règles de prophylaxie généralement appliquées.

Les résultats de deux de ces enquêtes ont été antérieurement publiés par nous : l'une a porté sur la fabrication de l'aniline et de certains de ses dérivés (fuchsine, bleus d'aniline, amino-azo-benzène); l'autre sur l'emploi des teintures à base d'aniline dans l'industrie des fourrures d'imitation ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Extrait du *Progrès médical*, n° 22, du 1^{er} juin 1929.

⁽²⁾ F. HEIM DE BALSAC, E. AGASSE-LAFONT et A. FEIL. L'anilisme professionnel dans la fabrication de l'aniline et de certains de ses dérivés : *La Presse médicale*, n° 74, 15 septembre 1926. — Enquête sur l'anilisme chronique professionnel dans l'industrie des fourrures d'imitation : *Le Journal médical français*, tome XVII, n° 11 (Les toxiques), novembre 1928.

Nous apportons aujourd'hui le résultat d'une troisième enquête, sur l'emploi industriel de l'aniline et sur ses dangers possibles dans la fabrication d'un médicament d'usage relativement récent, et d'une grande puissance thérapeutique, en particulier contre les affections parasitaires (maladie du sommeil, etc.), car il est très riche en arsenic (37 p. 100 d'acide arsénique), l'anilarsinate de sodium ou atoxyl.

*
* *

L'anilarsinate de sodium s'obtient en faisant agir à chaud de l'aniline sur de l'acide arsénique. Dans l'usine où nous avons poursuivi notre enquête, on utilise un appareil en fonte, à double fond, dit appareil à réaction, qui renferme un bain de paraffine, maintenue à une température de 100 degrés. On y met de l'aniline, puis de l'acide arsénique, et la réaction, qui est terminée en cinq à six heures, donne naissance à de l'acide anilarsinique, insoluble dans l'eau. En y ajoutant de la soude, à 36° B., on obtient de l'anilarsinate de soude, soluble dans l'eau, et qu'il est par suite possible de séparer, par décantation, de l'acide anilarsinique et de l'aniline inutilisés, ces deux derniers corps étant insolubles. L'aniline impure est régénérée dans des appareils à distiller sous pression réduite.

Quels sont, *a priori*, les dangers possibles de ce travail ? Ils pourraient résulter tout d'abord de l'aniline froide déposée dans l'atelier, avant son utilisation. Elle est, en effet, contenue dans des récipients non fermés, dans le voisinage desquels circulent et séjournent les ouvriers occupés à la préparation de l'anilarsinate. Il peut arriver, d'autre part, que l'aniline soit accidentellement répandue en plus ou moins grande abondance, sur le sol, ou sur les mains de l'ouvrier qui la transporte. Il y a, en second lieu, le danger d'intoxication par l'aniline chauffée et dégageant des vapeurs : mais cette opération est faite dans des récipients métalliques hermétiquement clos, et par suite, normalement, aucune vapeur ne peut se répandre hors de l'appareil. Il faut envisager cependant la possibilité d'un fonctionnement défectueux, ou d'une fuite, en particulier au niveau de la tuyauterie des appareils à distiller, et, comme conséquence, un dégagement de vapeurs toxiques dans l'air de l'atelier.

En réalité, les renseignements qui nous ont été fournis soit par le directeur de l'atelier, soit par les ouvriers, et nos propres constatations nous ont montré que, si le danger d'intoxication existe à n'en pas douter, il est cependant limité à quelques circonstances, que nous allons préciser.

Signalons tout d'abord que l'aniline froide, contenue dans des récipients ouverts, ne paraît pas être la cause, pour les sujets qui séjournent à côté, de manifestations morbides appréciables. Les ouvriers affirment qu'ils n'en sont nullement incommodés. Il semble de même que le contact de l'aniline froide avec les téguments soit aussi inoffensif. Le directeur de l'atelier que nous avons visité, observateur attentif et instruit des différents symptômes, même légers, de l'anilisme, atteste cette innocuité. Il nous a cité des exemples à l'appui de son opinion, et nous a dit qu'il avait, à maintes reprises, trempé ses mains dans l'aniline, et n'en avait ressenti aucun effet fâcheux. Il lui est même arrivé d'avoir les mains imprégnées d'aniline, pendant environ un quart d'heure, en essayant d'obturer une fuite, sans éprouver de malaise immédiat ou tardif. A l'appui de ces renseignements, nous avons pu nous-mêmes, au cours de nos examens, voir un ouvrier réparer, pendant plusieurs minutes, un accident de tuyauterie, avoir les doigts imprégnés d'aniline, et ne présenter par la suite aucun signe d'intoxication. Cette innocuité du contact de l'aniline avec les téguments est en désaccord avec les données classiques : elle n'existe peut-être pas dans tous les cas.

Par contre, quoique froide, l'aniline répandue accidentellement en larges nappes sur le sol, a pu provoquer des malaises, plus ou moins intenses, chez les ouvriers exposés à en respirer les vapeurs, surtout quand l'accident s'est produit dans un local mal ventilé, ou en présence d'une température élevée.

Mais c'est l'aniline chauffée, dégageant des vapeurs s'échappant des récipients ou de la tuyauterie, qui est passible des cas d'intoxication les plus habituels et les plus graves.

*
* *

Notre enquête a été faite dans un atelier petit et assez mal aéré, qui devait d'ailleurs n'être utilisé que pour peu de temps encore, et être bientôt remplacé par un atelier de construction plus vaste et d'aération mieux comprise. Les ouvriers ne se servaient ni de masques, ni de gants. Ils étaient au nombre de 7 à la fois. Mais nous devons noter leur renouvellement fréquent, en particulier pour les manœuvres, puisqu'en huit ans 150 sujets ont passé dans cet atelier : ce qui fait une moyenne de séjour, pour chacun, d'environ quatre mois et demi.

Or, sur cette totalité d'ouvriers et pendant toute cette période, on relève onze cas d'intoxication aiguë par l'aniline, généralement bénins, et terminés tous par la guérison. Les durées d'interruption du travail ont été les suivantes :

1 cas		3 semaines.
3 »		8 jours.
1 »		3 jours.
1 »		2 jours.
5 »		2 à 3 heures.

Dans les 5 derniers cas, il n'y a eu qu'une simple cyanose, et les ouvriers indisposés ont pu reprendre le travail dans la journée même, après quelques instants d'aération et de repos.

Il a été noté que les premiers symptômes surviennent généralement une à deux heures après l'inhalation des vapeurs nocives.

Voici le résumé de celles de ces intoxications qui ont été les plus graves :

Observation I. — Prince de G., russe, employé depuis un mois à l'atelier, est exposé à respirer l'aniline, répandue sur le sol, à la suite d'un accident de machine. Une heure plus tard, il devient pâle, se plaint d'étourdissements, de vertiges, de céphalée : ses lèvres se cyanosent, et quelques minutes après, il s'évanouit. Des inhalations immédiates d'oxygène, puis des soins consécutifs à l'hôpital donnent une guérison complète, et la possibilité de reprendre le travail trois semaines plus tard.

Observation II. — L., âgé de 36 ans, occupé à l'atelier d'aniline depuis environ trois ans, est exposé, un jour d'été, à respirer des vapeurs d'aniline répandues sur le sol, par suite d'un accident de machine, qu'il s'occupe lui-même à réparer. Deux heures après, les autres ouvriers remarquent qu'il est cyanosé; mais, ne ressentant qu'une légère céphalée, il ne s'inquiète pas et continue son travail. Une heure plus tard, il devient très pâle, la cyanose augmente au niveau des lèvres et des ongles; il est pris de vertiges, de nausées; la céphalée s'accroît. On lui fait faire des inhalations d'oxygène et absorber du lait. Au bout de quelques heures, il a des vomissements, une asthénie marquée; on constate de l'oligurie. Ces symptômes s'atténuent peu à peu; mais la céphalée et l'asthénie persistent quelques jours. Il reprend son travail après une semaine.

Quelques semaines plus tard, une nouvelle inhalation accidentelle d'aniline provoque chez lui des symptômes semblables, mais atténués, et qui ne le forcent pas à interrompre son travail.

Il est à noter par contre, qu'il se trempe *quotidiennement* les mains dans l'aniline (trois à dix minutes en moyenne, parfois quinze à trente minutes), et qu'il affirme n'en ressentir aucun malaise. Il semble donc bien, comme nous l'avons signalé, que, dans les conditions normales d'intégrité de l'épiderme, ce contact de l'aniline froide avec les téguments n'est pas susceptible de donner les manifestations toxiques rapides que provoque l'inhalation. On peut se demander cependant s'il n'est pas nocif à la longue; nous avons en effet constaté, chez cet ouvrier, une pâleur anormale et une légère albuminurie.

Observation III. — F., âgé de 26 ans, occupé dans l'atelier depuis quelques mois, respire accidentellement des vapeurs d'aniline chaude, répandue en nappe sur le sol et sur les machines. Peu incommodé tout d'abord, il continue sa journée de travail, mais le soir il ressent une grande lassitude, a de la céphalée, et, seul dans une chambre d'hôtel, il reste sans connaissance jusqu'au matin. Il guérit et reprend son travail après quelques jours.

En outre des observations d'anilisme aigu que nous avons recueillies, et dont nous venons de résumer les plus caractéristiques, nous avons interrogé et examiné 9 sujets, ouvriers, contremaître et directeur d'atelier, pour avoir une vue d'ensemble de l'état sanitaire des sujets occupés à la préparation de l'anilarsinate de sodium.

C'étaient tous des hommes dans la force de l'âge (de 22 à 54 ans). Ils étaient attachés à leur occupation actuelle, 4 depuis cinq à huit ans, les 5 autres depuis deux à six mois. L'examen clinique actuel n'a permis de relever que peu de symptômes morbides : 3 avaient une légère pharyngite, 1 de l'albumine. Chez tous, les réflexes étaient normaux; le pouls régulier, entre 85 et 65; la tension normale chez 7 (tension maxima, avec l'appareil Vaquez-Laubry, de 15,5 à 13), 2 ayant au-dessus (l'un 18 et l'autre 16). Par contre, 4 avaient eu, dans le passé, des accidents aigus semblables à ceux que nous avons signalés; et d'autre part, ils relaient l'apparition, de temps à autre, de manifestations toxiques passagères dans les proportions suivantes : céphalée (3 sur 9); vertiges, étourdissements (2 sur 9); pâleur ou cyanose (4 sur 9); anorexie (1 sur 9).

Quant à l'examen du sang, il ne nous a pas montré de particularités bien caractéristiques. La formule leucocytaire est orientée dans le sens d'une légère polynucléose (4 ayant de 76 à 71 polynucléaires pour 100; 5 de 70 à 63), le nombre des petits lymphocytes étant relativement peu élevé (de 10 à 1 pour 100). En ce qui concerne les éosinophiles, presque tous (7 sur 9) en avaient un nombre normal (de 3 à 0,5 pour 100), 1 ouvrier ayant 6 éosinophiles, et un autre 4 pour 100. La recherche des globules rouges à granulations basophiles a été négative : nous avons trouvé chez un seul sujet un élément douteux, à granulations très fines.

* *

En résumé, l'anilisme professionnel, dans la fabrication de l'anilarsinate de sodium, se manifeste sous les deux formes habituelles de l'anilisme, l'une aiguë, l'autre chronique.

Dans notre enquête, nous n'avons, en ce qui concerne la forme aiguë, relevé, heureusement, aucun cas mortel, pendant une période de plusieurs années et sur une totalité de 150 ouvriers. Il y a eu cependant des cas

assez graves, et qui montrent la nécessité d'une rigoureuse prophylaxie et de soins immédiats et énergiques, dès que l'intoxication se produit.

Quant à l'anémie chronique, il se manifeste ici, dans une proportion relativement faible et sous une forme atténuée, par la symptomatologie classique, que nous avons nous-mêmes retrouvée et complétée dans nos enquêtes antérieures : manifestations passagères ou durables du côté des téguments et des muqueuses (pâleur, cyanose, pharyngite); troubles nerveux (céphalée, étourdissements, vertiges); parfois altérations de la formule leucocytaire (tendance à la polynucléose et à l'éosinophilie). La présence de globules rouges à granulations basophiles est par contre un symptôme rare, et difficile à déceler dans cette intoxication, contrastant avec la fréquence, l'abondance et la netteté d'aspect de ces éléments dans le saturnisme.

APPLICATION PENDANT L'ANNÉE 1928

DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

SUR

LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919, toute maladie professionnelle figurant dans les tableaux annexés à la dite loi et dont la victime demande réparation doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivent la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

D'autre part, aux termes de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919, est obligatoire pour tout docteur en médecine la déclaration de toute maladie à caractère professionnel comprise dans une liste arrêtée par décret. La liste actuellement en vigueur a été fixée par le décret du 4 mai 1927 (remplaçant, en l'abrogeant, le décret du 4 mai 1921) et comprend les maladies causées :

- a. Par le plomb et ses composés;
- b. Par le mercure et ses composés;
- c. Par les hydrocarbures et leurs dérivés chlorés et nitrés, notamment le benzène, le téthrachloréthane, le tétrachlorure de carbone, l'éthylène perchloré, l'éthylène trichloré, l'éthylène dichloré, le chloroforme, l'éthane pentachloré, les nitrobenzènes;
- d. Par l'aniline et ses dérivés;
- e. Par le sulfure de carbone;

f. Par les vapeurs nitreuses, le chlore et autres gaz chlorés, le brôme, l'acide fluorhydrique, le gaz sulfureux, l'hydrogène sulfuré et le sulfhydrate d'ammoniaque, l'acide cyanhydrique, l'oxyde de carbone, l'oxychlorure de carbone (gaz phosgène), les formaldéhydes;

g. Par le phosphore blanc et l'hydrogène phosphoré;

h. Par l'hydrogène arsénié et autres composés de l'arsenic;

i. Par l'action des brais, goudrons, huiles minérales, bitume, ciments, chaux et autres produits caustiques;

j. Par l'action de l'acide chromique et des chromates alcalins;

k. Par l'action des rayons X et des substances radioactives.

C'est à l'aide des renseignements puisés à ces deux sources d'information, déclarations des intéressés transmises par les maires et déclarations médicales, qu'est établie la présente statistique.

Il convient de noter qu'il n'y a pas coïncidence entre ces deux catégories de déclarations.

Les premières, celles des intéressés, n'ont lieu que pour les maladies prévues dans le tableau annexé à la loi du 25 octobre 1919 et lorsque la victime était occupée dans l'une des industries énumérées audit tableau; seules, actuellement, des manifestations morbides dues au plomb (saturnisme) et au mercure (hydrargyrisme) sont inscrites dans ce tableau.

Quant aux déclarations médicales, elles sont obligatoires pour toutes les maladies ayant un caractère professionnel occasionnées par l'une des substances toxiques énumérées dans le décret du 19 février 1927 quelle que soit la nature de l'industrie où la victime était occupée.

Cette différence tient à ce que ces deux sortes de déclarations n'ont pas le même objet. Tandis que celles des intéressés ont pour but la réparation du préjudice causé, comme en matière d'accident du travail, les déclarations médicales visent surtout la prévention des maladies professionnelles et l'extension ultérieure de la loi.

Contrairement à ce qui semblerait devoir se produire, les déclarations transmises par les mairies sont toujours plus nombreuses que les déclarations médicales. Il serait à souhaiter que les médecins fissent, dans tous les cas, une déclaration directe au service de l'Inspection du travail; ils contribueraient, en agissant ainsi, à rendre plus efficace la protection des ouvriers susceptibles d'être victimes de maladies professionnelles.

On examinera à part les intoxications saturnines et hydrargyriques suivant le cadre des années précédentes, et, ensuite, les autres intoxications déclarées en vertu du décret du 19 février 1927; les cas faisant l'objet d'une double déclaration ne comptent que pour une unité.

DÉCLARATIONS DE L'ANNÉE 1928.

I. — Saturnisme.

Le nombre des cas de saturnisme est en forte augmentation sur celui de l'année précédente, mais sensiblement égal à celui de 1926. Cette augmentation ne paraît donc pas être une augmentation réelle; c'est plutôt la diminution du nombre de 1927 qui était anormale et due en grande partie à un ralentissement notable de l'activité dans les industries intéressées.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 25 octobre 1919 le nombre des cas de saturnisme pour chaque année s'établit ainsi qu'il suit :

	ANNÉES.	NOMBRE de cas déclarés.
1921.....		144
1922.....		797
1923.....		1.025
1924.....		1.249
1925.....		1.343
1926.....		1.505
1927.....		1.040
1928.....		1.525

Le tableau suivant indique les déclarations de saturnisme par industrie et par circonscription d'inspection divisionnaire du travail :

CAS DE SATURNISME DÉCLARÉS EN 1928.

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT ou travaux.	TOTAUX.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	12 ^e .
Fonderie de métaux.....	35	20	2	"	1	1	"	4	"	1	2	4	"
Fonderie et laminage de plomb.....	114	18	"	"	"	9	"	59	"	7	7	14	"
Tréfilerie. Fabrication de fils de fer..	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2
Fabrication de siphons.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Fabrication de capsules métalliques..	3	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"
Industrie du diamant.....	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Récupération de métaux.....	5	"	"	"	"	5	"	"	"	"	"	"	"
Commerce et triage de métaux.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"
Traitement des cendres de métaux pré- cieux.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Couverture, plomberie.....	14	3	"	1	"	"	6	"	"	"	1	3	"
Imprimerie.....	48	6	6	2	1	3	5	"	1	10	5	3	6
Chantiers maritimes.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Soudure.....	2	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Soudure autogène.....	3	1	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Soudure et étamage d'ustensiles en fer blanc.....	2	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Construction mécanique.....	8	2	"	2	"	"	4	"	"	"	"	"	"
Construction de matériel roulant....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Appareillage électrique.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Câbles électriques.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Découpage au chalumeau.....	36	1	"	"	"	"	"	31	"	"	2	2	"
Fabrication et réparation d'accumula- teurs.....	512	399	"	1	3	86	1	"	"	2	1	19	"
Industries chimiques.....	15	8	"	"	1	1	"	"	"	2	3	"	"
Fabrique de céruse, minium.....	31	"	1	"	"	29	1	"	"	"	"	"	"
Fabrique d'acétate de plomb.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Verreries, cristalleries.....	11	7	"	"	1	"	"	1	"	"	"	1	1
Industrie du caoutchouc.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Céramique.....	6	"	1	3	"	"	"	"	"	"	2	"	"
Fabrique de vitraux.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Industrie chromo-céramique.....	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture en bâtiment.....	20	8	"	2	1	1	3	"	"	"	1	1	3
Peinture de matériel roulant.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Peinture en voitures.....	6	3	"	"	2	"	"	1	"	"	"	"	"
Peinture maritime.....	7	1	"	"	"	"	4	2	"	"	"	"	"
Peinture sur métaux.....	8	2	1	"	"	1	1	"	1	"	"	2	"
Peinture de matériel T. S. F.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Émailage sur métaux.....	596	62	18	3	456	11	13	"	"	"	"	33	"
Faïencerie.....	10	"	"	"	"	4	"	"	1	4	"	"	1
Fabrique de tissus caoutchoutés.....	2	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Divers.....	13	1	"	"	1	2	"	"	"	"	"	"	9
TOTAUX.....	1.525	551	31	15	467	154	44	66	38	28	26	83	22

Au point de vue du diagnostic, les cas de saturnisme déclarés au cours de l'année 1928 se répartissent comme il suit *d'après les indications portées sur chaque déclaration* :

Colique saturnine simple.....	984
Colique saturnine avec anémie.....	43
Colique saturnine avec anémie et cachexie.....	1
Colique saturnine avec azotémie légère.....	1
Colique saturnine avec subictère.....	4
Colique saturnine avec ictère.....	1
Colique saturnine avec parotidite et hypertension.....	1
Colique saturnine avec congestion hépatique.....	4
Colique saturnine avec cirrhose du foie et œdème des mem- bres inférieurs.....	1
Colique saturnine avec rhumatisme.....	13
Colique saturnine avec myalgies.....	34
Colique saturnine avec myalgies et ictère conjonctival.....	2
Colique saturnine avec myalgies et subictère.....	1
Colique saturnine avec anémie et myalgies.....	5
Colique saturnine avec myalgie-arthralgie.....	11
Colique saturnine avec arthralgie.....	2
Colique saturnine avec anémie et myalgie-arthralgie.....	2
Colique saturnine avec anémie et rhumatisme.....	2
Colique saturnine avec parésie radiale bilatérale.....	1
Colique saturnine avec paralysie.....	2
Colique saturnine avec subictère et début de névrite des mem- bres inférieurs.....	1
Colique saturnine avec anémie et encéphalopathie.....	1
Colique saturnine avec encéphalopathie.....	2
Colique saturnine avec myalgie et encéphalopathie.....	1
Colique saturnine avec myalgie-arthralgie et encéphalopathie.....	1
Colique saturnine avec hémoptysie, myalgies et encéphalo- pathie.....	1
Colique saturnine avec encéphalopathie, néphrite et amaurose.....	1
Colique saturnine avec néphrite.....	1
Entérite saturnine.....	2
Gastro-entérite avec congestion hépatique aiguë.....	1
Congestion hépatique.....	1
Ictère.....	1
Rhumastime saturnin.....	8
Rhumatisme et insuffisance mitrale.....	1
Rhumatisme avec néphrite saturnine.....	1
Myalgie.....	2
Arthralgie.....	2
Myalgie-arthralgie.....	3
Arthralgie-myalgie des mains et avant-bras avec atrophie musculaire des régions thenar et hypothénar.....	1
Anémie saturnine.....	12
Anémie avec rhumastime.....	3
Anémie avec myalgie.....	2
Anémie avec paralysie des extenseurs du bras droit.....	1
Anémie avec tremblement.....	1
Paralysie saturnine.....	5
Paralysie radiale droite.....	1
Paralysie des extenseurs de la main droite.....	1
Paralysie des extenseurs des deux mains.....	1
Début de paralysie des extenseurs des mains et des doigts....	1
Parésie des avant-bras.....	1
Paralysie des extenseurs des doigts et du poignet droit, légère paralysie des membres inférieurs.....	1
Tremblement, paralysie des extenseurs des avant-bras.....	1
Paralysie avec encéphalopathie et néphrite.....	1
Troubles névropathiques des membres inférieurs avec me- naces de gangrène.....	1

A reporter..... 1.180

Report.....	1.180
Névrite des jambes.....	1
Epilepsie jacksonienne; vertiges.....	1
Néphrite saturnine.....	5
Néphrite chronique avec hypertension; œdème aigu du poumon; légère hémiparésie droite.....	1
Néphrite chronique avec insuffisance cardiaque.....	1
Néphrite chronique.....	1
Néphrite grave; troubles nerveux; menaces d'urémie.....	1
Anurie.....	1
Hématurie.....	1
Artériosclérose.....	1
Tremblement.....	1
Asthme. Névralgies. Tremblement des mains.....	1
Asthénie.....	1
Diagnostic insuffisant ou absence de diagnostic.....	328
Total.....	1.525

Le liseré de Burton a été observé et signalé chez 143 de ces malades.

235 cas ont fait l'objet d'une déclaration par le médecin seulement.

1.207 cas ont fait l'objet d'une déclaration de la mairie sans déclaration de médecin.

83 cas ont fait l'objet d'une double déclaration du médecin et de la mairie.

Ces 1.525 déclarations intéressent 1.393 hommes et 132 femmes.

Les incapacités prévues par ces déclarations se répartissent de la façon suivante :

Aucune interruption de travail.....	2
Incapacité de moins de 8 jours.....	29
Incapacité de 8 à 15 jours.....	983
Incapacité de 16 à 30 jours.....	203
Incapacité supérieure à 1 mois.....	3

2 déclarations portent : 30 jours d'incapacité avec incapacité permanente partielle possible.

1 déclaration porte : incapacité permanente possible.

1 déclaration porte : incapacité permanente probable.

1 déclaration porte : incapacité permanente partielle.

Dans un cas le décès est survenu par rougeole intercurrente avec néphrite aiguë et anurie.

Dans 4 cas, l'intoxication s'est terminée par décès.

Enfin, 295 déclarations ne donnent aucune indication relative à la durée probable d'incapacité.

II. — Hydrargyrisme.

23 cas d'hydrargyrisme ont été déclarés en 1928 contre 4 en 1927.

L'augmentation sensible du nombre de cas provient en majeure partie d'une fabrique d'accumulateurs au fer-nickel pour la fabrication desquels est utilisé de l'oxyde de mercure.

Ces cas sont survenus dans les catégories d'établissements indiquées dans le tableau suivant :

Fabrique d'accumulateurs.....	12
Industries chimiques.....	3
Fabrique de soie artificielle.....	2
Fabrique de thermomètres.....	1
Fabrique de lampes à vapeurs mercurielles.....	1
Secrétage des peaux.....	2
Dorure sur bronze.....	1
Commerce de produits pharmaceutiques.....	1

5 des déclarations ont été faites par un médecin et 18 par les mairies. Elles intéressent 14 hommes et 9 femmes.

Au point de vue du diagnostic, elles se répartissent ainsi qu'il suit :

Stomatite mercurielle.....	7
Gingivite	1
Gingivite. Tremblement. Prurit.....	1
Coliques	3
Coliques avec diarrhée sanguinolente.....	1
Tremblement	1
Tremblement, salivation.....	1
Tremblement, albuminurie légère.....	1
Tremblement, stomatite, dyspepsie.....	1
Diagnostic imprécis.....	6
Total.....	23

Au point de vue de l'incapacité :

Moins de 8 jours.....	1
8 à 15 jours.....	4
16 à 30 jours.....	6
Plus de 30 jours.....	1
Sans indication.....	11
Total.....	23

III. — Autres maladies professionnelles.

Les autres cas de maladies professionnelles déclarés en vertu du décret du 19 février 1927, au nombre de 171, se répartissent ainsi que le montre le tableau suivant :

PRODUITS TOXIQUES.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Hydrocarbures.....	17	Société générale des huiles de pétrole.	Boutons de paraffine par contact prolongé de l'huile.	Pas d'incapacité
	1	Dépôt d'essence.....	Non précisé.	7 jours.
	1	Construction mécanique (appareils frigorifiques).	Intoxication par chlorure de méthyle. Gastrite subaigüe. Asthénie.	30 jours.
	1	Fabrication de matières colorantes.	Intoxication par vapeurs de paratoluidine.	8 jours.
Aniline.....	2	Fabrique de produits chimiques.	Troubles cardiaques	Non indiquée.
		Idem.....	Cyanose du visage, vertige, vomissements.	Idem.
	7	Idem.....	Non précisé.	Idem.
Sulfure de carbone.....	6	Fabrique de soie artificielle....	Collapsus.....	8 jours.
		Idem.....	Syncope. Troubles digestifs	20 jours.
		Idem.....	Non précisé.....	8 jours.
		Idem.....	Idem.....	8 jours.
		Idem.....	Idem.....	60 jours.
		Fabrique de parfums.....	Idem.....	2 jours.
Chlore.....	13	Fabrique de produits chimiques.	Non précisé.....	8 jours.
		Idem.....	Idem.....	5 jours.
A reporter.....	48			

PRODUITS TOXIQUES.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Report.....	48			
Chlore (Suite).....		Fabrique de produits chimiques.	Non précisé.....	8 jours.
		Idem.....	Idem.....	Non indiquée.
		Idem.....	Idem.....	6 jours.
		Idem.....	Laryngotrachéite.....	5 jours.
		Idem.....	Pharyngo-laryngotrachéite.....	3 jours.
		Idem.....	Non précisé.....	10 jours.*
		Idem.....	Laryngo-trachéo- bronchite spasmodique avec dysp- née, cyanose, œdème des bases.	8 jours.
		Idem.....	Trachéo-bronchite.....	6 jours.
		Idem.....	Non précisé.....	10 jours.
		Fabrique de parfums.....	Idem.....	7 jours.
		Fabrique de condensateurs élec- triques.	Acné chlorée et périfollicu- lite consécutive.	Non indiquée.
Chloraniline.....	1	Fabrique de produits chimiques.	Non précisé.....	4 jours.
Gaz sulfureux.....	4	Sucrerie.....	Idem.....	8 jours.
		Idem.....	Bronchite avec léger œdème pulmonaire.	12 jours.
		Idem.....	Poussée congestive pulmo- naire.	8 jours.
		Idem.....	Bronchite.....	8 jours.
Acide cyanhydrique.....	1	Fabrique de produits chimiques.	Non précisé.....	8 jours.
Oxyde de carbone.....	11	Fonderie.....	Idem.....	8 jours.
		Produits chimiques.....	Chute consécutive à intoxi- cation. Fracture du crâne.	Non indiquée.
		Idem.....	Non précisé.....	15 jours.
		Dancing.....	Idem.....	15 jours.
		Usine à gaz.....	Idem.....	Non indiquée.
		Construction de fours.....	Idem.....	Sans incapacité.
		Chaudronnerie.....	Idem.....	6 jours.
		Tissage.....	Idem.....	8 jours.
		Société d'impression (chaufferie).	Idem.....	3 jours.
		Idem.....	Idem.....	3 jours.
		Dépôt de chemin de fer (dé- coupage au chalumeau).	Idem.....	4 jours.
Oxychlorure de carbone (gaz phosgène).	1	Fabrique de produits chimiques.	Idem.....	Non indiquée.
Arsenic.....	1	Idem.....	Refroidissement et asphyxie des extrémités.	15 jours.
Ciments.....	17	Entreprise de bâtiment.....	Eczéma des poignets.....	Non indiquée.
		Idem.....	Plaies multiples des doigts avec légère suppuration.	20 jours.
		Idem.....	Plaie excoriée de l'avant- bras gauche.	12 jours.
		Idem.....	Eczéma des mains.....	15 jours.
		Idem.....	Gale du ciment.....	Non indiquée.
		Idem.....	Idem.....	10 jours.
		Idem.....	Plaies multiples des deux mains.	20 jours.
		Idem.....	Non précisé.....	Non indiquée.
		Idem.....	Brûlures aux mains.....	12 jours.
		Idem.....	Eczéma des doigts de la main gauche.	Non indiquée.
		Idem.....	Brûlure de la conjonctivité.	6 jours.
		Idem.....	Brûlures étendues des deux mains.	12 jours.
		Idem.....	Eczéma.....	Non indiquée.
		Manutention.....	Inflammation de la région dorsale.	12 jours.
A reporter.....	84			

PRODUITS TOXIQUES.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Report	84			
Ciments (Suite)		Manutention.....	Plaie du cou	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Non précisé.....	15 jours.
		Tannerie.....	Conjonctivite de l'œil gauche.	3 jours.
Cheux	3	Manutention.....	Brûlures du cou et de l'épaule gauche.	12 jours.
		Entreprise de bâtiment.....	Brûlure de la conjonctive gauche.	6 jours.
		<i>Idem.</i>	Conjonctivite double.....	12 jours.
Brai.....	1	Constructions navales.....	Brûlures de la main droite.	15 jours.
Goudron.....	1	Garage d'automobiles	Brûlures de la face.....	12 jours.
Autres produits caustiques.	10	Fabrique de produits chimiques.	Oedème des deux mains et plaques d'eczéma par paramidophénol.	12 jours.
		Mégisserie, tannerie	Brûlures des deux jambes par sulfure de sodium.	Non indiquée.
		Imprimerie.....	Eczéma des mains par formol.	15 jours.
		Entreprise de bâtiments.....	Brûlures de la face par carbonyle.	12 jours.
		<i>Idem.</i>	Brûlures de la face par carbonyle.	12 jours.
		Fabrique de meubles.....	Eczéma des mains, des avant bras et du thorax par vernis.	30 jours.
		Peinture de wagons.....	Dermite eczématiforme des avant bras et du visage.	21 jours.
		Pyrotechnie	Plaies et brûlures des doigts par potasse caustique. Tétanos secondaire.	Non indiquée.
		Usine métallurgique.....	Eczéma généralisé (vernissage d'outils).	15 jours.
		Nickelage par électrolyse.....	Gale du nickel.....	15 jours.
Vapeurs acides.....	62	Fabrique de soie artificielle ...	Kératoconjonctivite ⁽¹⁾	Non indiquée.
	4	<i>Idem.</i>	Congestion de la face....	8 jours.
		Accumulateurs	Bronchite légère	12 jours.
		Fabrique de magnétos (vapeurs nitreuses).	Non précisé.....	8 jours.
		Fabrique de produits chimiques.	<i>Idem.</i>	10 jours.
Vapeurs acétiques.....	5	Industries chimiques.....	Laryngotrachéite.....	4 jours.
		<i>Idem.</i>	Conjonctivite double, pharyngite.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Pharyngite, troubles digestifs.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Pharyngite aiguë et toux opiniâtre.	12 jours.
		Fabrique de soie artificielle ...	Vomissements	8 jours.
Radium	1	Laboratoire de radium.....	Dermite des dix doigts...	Non indiquée.
TOTAL.....	171 ⁽²⁾			

⁽¹⁾ La plupart des cas de kératoconjonctivite signalés sont survenus dans une usine de soie artificielle par insuffisance de la ventilation des métiers de la salle de filature. Des travaux ont été entrepris pour remédier à cette situation anormale.

⁽²⁾ Dans ce tableau ne figurent pas 20 cas d'intoxication par vapeurs nitreuses signalés par un directeur d'hôpital mais non déclarés régulièrement par les médecins ou la mairie.

Ces mêmes cas envisagés au point de vue de leur répartition territoriale par circonscription divisionnaire s'établissent comme suit :

DÉSIGNATION.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS											
		D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL											
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	12 ^e .
Hydrocarbures	18	1	"	"	"	17	"	"	"	"	"	"	"
Chlorure de méthyle.....	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Paratoluidine.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Aniline.....	9	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7
Sulfure de carbone.....	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6	"
Chlore.....	13	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9	"
Chloraniline.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Gaz sulfureux.....	4	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"
Acide cyanhydrique.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Oxyde de carbone.....	11	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	9	"
Oxychlorure de carbone.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Arsenic.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ciments.....	17	1	"	"	1	"	6	"	1	"	6	1	1
Chaux.....	3	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"
Brai.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Goudron.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Autres caustiques.....	10	"	"	1	"	"	3	"	1	2	1	2	"
Vapeurs acides.....	66	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	3	62
Vapeurs acétiques.....	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	"
Radium.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....	171	13	"	1	1	23	14	"	2	3	7	37	70

ENQUÊTE

SUR

LES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL

PENDANT L'ANNÉE 1928.

Le Service de l'Inspection du travail poursuit, depuis 1910, une enquête permanente sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance. Les résultats de cette enquête ont été groupés annuellement et publiés au *Bulletin de l'Inspection du travail et de l'Hygiène industrielle*. 54 cas ont été déclarés au cours de l'année 1928.

Les 54 cas de charbon susvisés ont eu lieu : 19 à Marseille; 8 à Saint-Denis (Seine); 4 à Mazamet (Tarn); 3 à Châteaurenault (Indre-et-Loire); 3 à Castres (Tarn); 2 à Lingolsheim (Bas-Rhin); 2 à Vaucluse; 2 à Labruguière (Tarn); 2 à Payrin-Augmontel (Tarn); 1 dans chacune des localités ci-après désignées : Gentilly (Seine); Allainville (Seine-et-Oise); Graulhet

(Tarn); Saint-Amans-Valtoret (Tarn); Annonay (Ardèche); l'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse); Barjols (Var); Mariac (Ardèche); Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard).

Ces 54 cas se sont produits : 11 dans des tanneries; 10 dans des mégisseries; 9 dans le commerce des peaux; 6 dans des triages et lavages de laine; 6 dans des délainages; 5 dans des lavages de laine; 3 dans des fabriques de tapis; 1 dans chacune des entreprises ou travaux dénommés ci-après : mégisserie-délainage; déchargement des navires; fabrique de noir animal; fabrique de produits mélassés pour alimentation des bestiaux.

Les victimes sont réparties comme suit, par catégories professionnelles : 19 manœuvres dans des entreprises diverses : mégisserie, 4; commerce de cuirs et peaux, 9; mégisserie-délainage, 1; fabrique de tapis, 1; triage et lavage de laines, 1; fabrique de noir animal, 1; tannerie, 1; fabrique de produits mélassés pour l'alimentation des bestiaux, 1.

5 trieuses (triage et lavage de laines);
4 ouvriers occupés au travail de rivière (tannerie);
4 marragos (délainage, 3; lavage de laines, 1);
2 mégissiers (mégisserie);
2 laveurs (mégisserie, 1; lavage de laine, 1);
2 rogneurs (mégisserie);
2 ouvriers occupés au transport et au pesage des peaux (tannerie);
2 maçons (délainage, 1; lavage de laine, 1);
1 dans chacune des spécialités ou professions suivantes : sabreur (délainage); tisseuse (fabrique de tapis); ouvrier en laines (fabrique de tapis); refendeur (tannerie); aide-monteur atelier de forge (mégisserie); déchargement de navires (docker); étuveur (délainage); reverdisseur (tannerie); tanneur au tonneau (tannerie); magasinier (tannerie); emballer (triage et lavage de laines); charpentier (lavage de laine).

Au point de vue du sexe et de l'âge, les victimes se répartissent en : 40 du sexe masculin, dont 3 de moins de 18 ans, 14 du sexe féminin, dont 10 âgées de 16 ans.

Au point de vue de la nature des matières travaillées, les cas se répartissent comme suit :

15 pour les laines;
10 pour les peaux (sans indication d'animal),
7 pour les peaux de mouton;
5 pour les peaux de chèvre, agneau, mouton;
4 pour les peaux de chèvre;
4 pour les peaux de vache;
2 pour les cuirots;
2 pour les peaux en laine;
1 pour chacune des rubriques suivantes : chèvres et moutons; sons et mélasses; cuirs de bovins; os secs; manutention de sacs et marchandises diverses.

On a signalé 3 cas survenus à des ouvriers étrangers aux établissements, mais ayant travaillé dans ces établissements : 2 maçons ayant travaillé l'un dans un délainage et l'autre dans un lavage de laines; 1 charpentier ayant travaillé dans un lavage de laines.

En ce qui concerne le pays d'origine des matières travaillées ayant occasionné l'infection, il convient de remarquer qu'un même établissement met souvent en œuvre des matières premières provenant de pays différents et que, dans ces conditions, il est malaisé de préciser la provenance des matières travaillées qui ont pu être la cause de l'infection.

En 1928, dans 15 cas, le pays d'origine des matières premières n'a pu être déterminé d'une façon précise.

Pour les 39 autres cas, l'origine a été déterminée de la façon suivante :

3 cas sont attribués à l'Espagne; 1 à la France; 1 à la Grèce;

11 à l'Afrique (Afrique sans autre indication, 2; Cap, 2; Nord de l'Afrique, 3; Afrique occidentale, 2; Afrique équatoriale, 1; Afrique occidentale et Madagascar, 1);

20 à l'Asie (Asie sans autre indication, 3; Chine, 5; Bagdad, 4; Anatolie et région de Bagdad, 3; Arabie, 2; Indes anglaises, 1; vallée du Tigre, 1; rives de la mer Rouge, 1).

1 à l'Amérique (Brésil);

2 à l'Australie.

Pour 43 cas, les matières sont mentionnées comme travaillées à l'état brut; pour 3 cas, après désinfection (certificat); pour 2 cas, après lavage; pour 6 cas, aucun renseignement n'a été fourni.

La forme médicale de l'accident est : pustule dans 46 cas; pustule douloureuse dans 1 cas; œdème dans 4 cas; pustule et œdème dans 3 cas.

Le siège de la lésion est la tête dans 28 cas (joue, 7; région temporale, 3; nuque, 3; région de l'œil, 3; région de l'oreille, 3; face, 3; région cervicale, 1; région cervicale postérieure, 1; base du nez, 1; paupière et joue, 1; lèvre supérieure, 1; région sous-maxillaire droite, 1);

Le cou dans 10 cas;

La région abdominale dans 1 cas;

Le membre supérieur dans 13 cas (épaule, 1; bras, 1; avant-bras, 6; poignet, 4; main, 1);

Le membre inférieur dans 2 cas (cuisse, 1; jambe, 1).

L'examen bactériologique a été pratiqué dans 25 cas. 7 cas ont été mortels. Pour les 47 autres cas, 46 se sont terminés par la guérison; 1 a causé à l'ouvrier une incapacité permanente partielle de 10 p. 100.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE

SUR

LA PROTECTION DES PRESSES MÉCANIQUES

PAR M. AUPETIT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A TOURS.

Malgré les efforts de l'Inspection du travail, chaque année s'allonge la liste douloureuse des mutilés des mains, victimes des presses mécaniques.

À vrai dire, ce ne sont pas ces machines elles-mêmes quels qu'en soient les types, qui, dans la majorité des cas, sont la cause directe de ces accidents, mais bien les outillages qu'elles comportent.

La plupart des presses modernes à excentrique ou à vilebrequin notamment, sont, en effet, pourvues des divers appareils de sécurité voulus, tels qu'encliquetages de sûreté, compensateurs et indicateurs de pression, dispositifs de réglage de la course des coulisseaux, d'avance automatique des flans, etc.

Le *Bulletin de l'Inspection du travail*, n° 6, 1912, p. 550 et suivantes, résume à ce sujet les principes généraux auxquels doivent satisfaire les machines-outils en question pour assurer au mieux la sécurité des travailleurs.

Mais en matière d'outillages, dont les types peuvent varier si on peut dire à l'infini, il est fort malaisé de fixer des règles de cette nature.

Envisageant ici spécialement le travail des métaux minces, on peut diviser sommairement les outillages utilisés en trois groupes :

1° *Outils du découpage et de poinçonnage.* — Ce sont ceux qui, en général, présentent le moins de danger, parce que dans ce cas la course

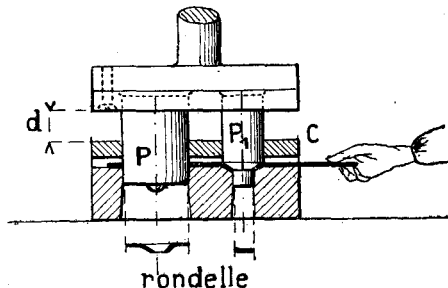


Fig. 1. — Outil à poinçonner et découper à contre-plaque.

des coulisseaux peut être *réduite* (de 5 à 8 fois au maximum l'épaisseur des feuilles à découper) et qu'ainsi il est très souvent possible de construire ces outils avec contre-plaque C, figure 1; les poinçons P et P₁ sont alors *noyés* dans les matrices et si l'on prend soin de régler le point bas de la course du poinçon de telle manière qu'il reste un intervalle convenable (d) entre la contre-plaque et le porte-poinçon, la main du conducteur peut approcher sans crainte de l'outil.

L'outillage représenté par la figure 1 permet de découper en une seule passe la rondelle à face évasée dessinée en traits forts au-dessous de l'outil.

2° *Outils d'emboutissage et d'étampage.* — Pour ces fabrications la course des coulisseaux des presses devant être au minimum de 2,5 à 3 fois la hauteur des emboutis ou étampés, il s'en suit que l'intervalle (d), figure 2, qui sépare la matrice du poinçon lorsque ce dernier est en haut de sa course, doit permettre nécessairement l'approche de la main pour assurer le placement du flan ou de l'embouti de la passe précédente.

En ce qui concerne les *petites pièces*, s'il n'y a pas de dispositif d'alimentation automatique, la protection peut être à peu près assurée par des appareils dits *à volets* dont il existe quantité de types. (Voir notamment : *Bulletin de l'Inspection du travail*, n^{os} 3 et 4, 1913; *Bulletin des industriels de France*, n^o 2, 1929, etc.).

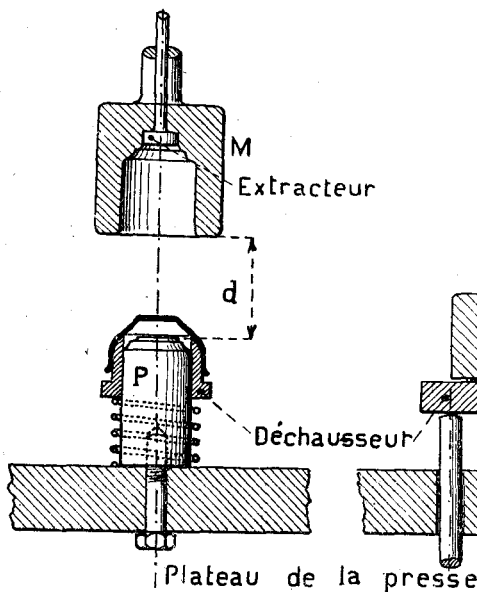


Fig. 2. — Outil d'emboutissage (hauteur).

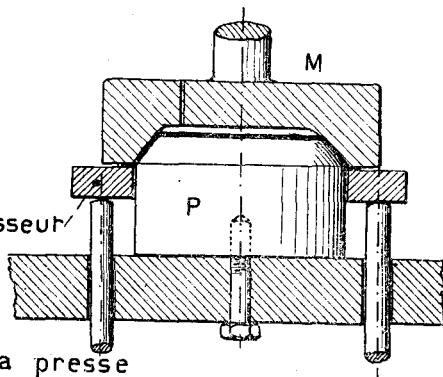


Fig. 3. — Outil à emboutir (largeur).

Ce n'est pas, d'ailleurs, que ces protecteurs soient sans inconvénients: ils gênent souvent la visibilité du travail, nécessitent des agencements parfois coûteux en raison de la complication des mécanismes d'action, et, en outre, ils ne constituent pas toujours un moyen de garantie certain.

En tout cas, à partir de certaines dimensions d'outillages, soit de

hauteur, par exemple pour l'embouti de corps de filtre à café en aluminium représenté par la figure 2, soit de *largeur* comme dans le cas de l'embouti de poêle à frire en tôle que montre la figure 3, l'usage des volets exige un dispositif spécial et la protection ne peut être réalisée qu'en utilisant des dispositifs d'embrayage de la presse nécessitant l'appui des deux mains.

Sur ces dernières figures, la lettre P désigne les poinçons et M les matrices; les *extracteurs* et *déchausseurs* indiqués assurent à la remontée des coulisseaux le décollement des emboutis.

3° *Outils de pliage et de cambrage*. — Ce sont les plus dangereux en raison de leurs dimensions linéaires souvent importantes, de leurs contours compliqués ou encore par les angles vifs qu'ils présentent.

La figure 4 montre, à titre d'exemple, un outil de cambrage O monté sur la presse et destiné à la fabrication d'une *anse de seau*; comme on le voit, cet outil prend toute la largeur de la table et le placement de la tige métallique ainsi que son enlèvement après cambrage nécessitent l'approche de la main. Dans ce cas, il conviendrait d'adapter sur la presse le dispositif le plus convenable (chasse-mains ou volet) [1].

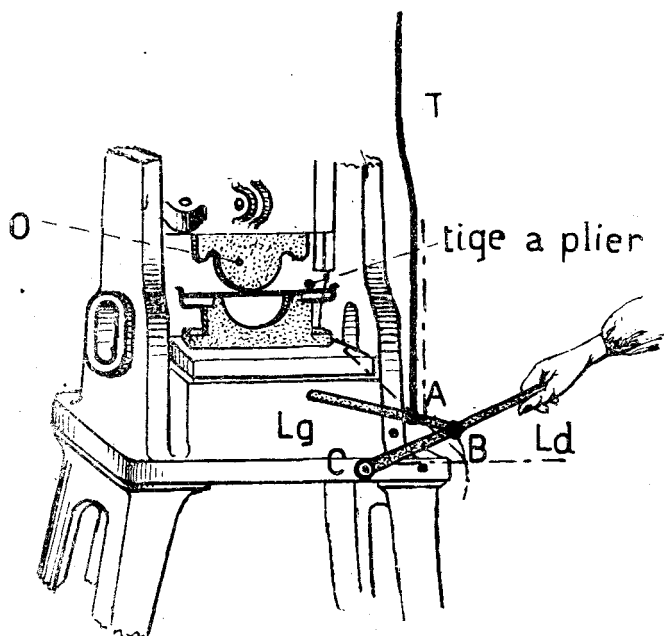


Fig. 4. — Schéma d'embrayage à levier double.

A défaut nous donnons ci-dessous la description d'un appareil installé cette année par M. Terracher, directeur d'une usine d'étampage de la 2^e section, et dont il a pourvu toutes les presses de son établissement.

(1) Voir notamment le dispositif décrit dans le présent *Bulletin*, p. 254.

La figure 4 montre le principe du fonctionnement de l'appareil dont il autorise très volontiers la vulgarisation; la tringle T du débrayage de la presse est reliée par axe A au levier gauche (Lg) lequel est articulé en B au levier droit (Ld) oscillant lui-même sur l'axe C fixé au bâti de la machine.

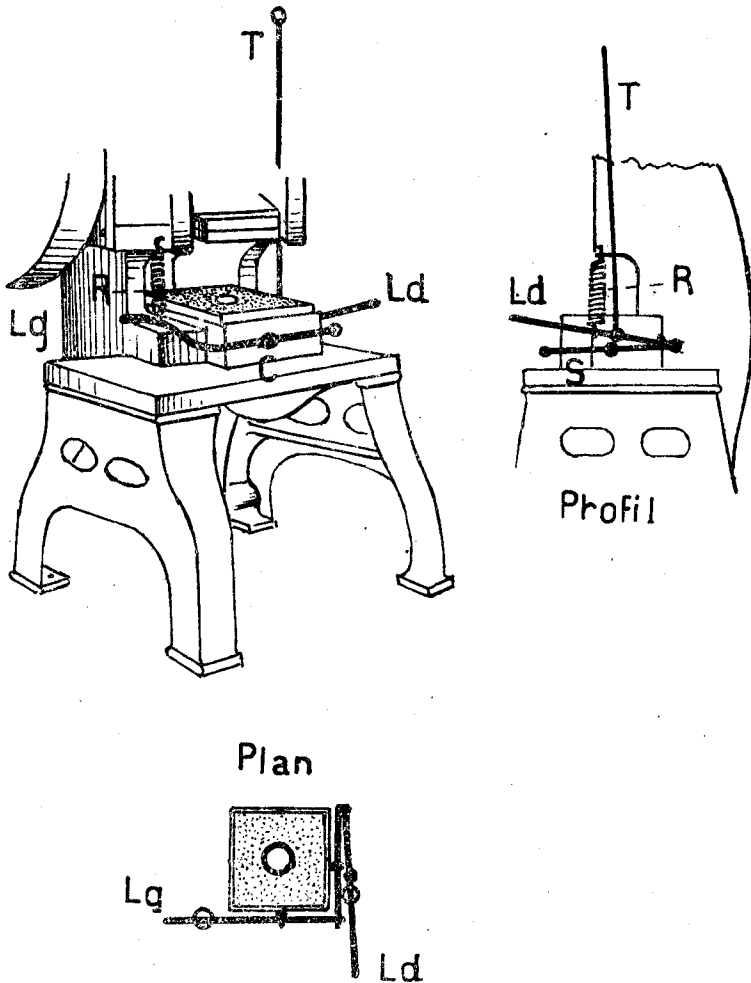


Fig. 5. — Détail du montage de l'embrayage à levier double.

Avec cet agencement, si on appuie isolément sur l'un ou l'autre des leviers droit ou gauche, le point A, c'est-à-dire la tringle T, reste immobile ou à peu près; au contraire, pour actionner cette tige et par suite le coulisseau de la presse, il faut obligatoirement agir simultanément sur les leviers Lg et Ld.

Pour obtenir la symétrie par rapport à l'axe de la presse de la poignée

de ces deux derniers leviers dans les conditions que représente la figure 5, on ajoute un troisième levier S (profil) lequel n'agit que comme transmetteur auxiliaire; naturellement, la course des leviers en question est limitée par des butées et ils sont constamment sollicités vers le haut par des ressorts à boudin R.

Avec ce dispositif, si on a soin en outre de n'affecter à la conduite des presses que des sujets dont l'*attention visuelle* a été reconnue suffisante par des tests appropriés, les chances d'accidents sont minimales.

Le levier double ou disposition analogue peut également être adopté pour le découpage à l'*emporte-pièce* des matières tendres (amiante, carton, caoutchouc, cuir, etc.)

NOTE

SUR

UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ

APPLICABLE AUX BOBINES DE TRÉFILIERIE

PAR M. BABAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A NANCY.

La principale opération effectuée en tréfilerie consiste à réduire du fil d'assez fort diamètre à une dimension voulue, par étirages successifs résultant d'une compression des molécules du métal dans une série de trous coniques de plus en plus petits.

A cet effet, le fil, préalablement aminci à son extrémité, est introduit dans un des trous coniques d'une filière, saisi à sa sortie par une puissante pince, qui l'attire d'autant plus énergiquement que la pression axiale est plus grande, puis l'enroule sur une bobine d'entraînement.

Plusieurs bobines sont groupées en ligne, sur un même bâti appelé banc d'étirage. Elles sont commandées par un même arbre de transmission horizontal, mais chacune peut être rendue folle sur son axe vertical, par simple pression exercée sur la pédale d'un désembrayage instantané.

Un même ouvrier est régulièrement chargé de la conduite et de la surveillance de plusieurs bobines. Il amincit les extrémités des fils à étirer, les introduit dans les filières et manœuvre les pinces. Les mêmes opérations sont renouvelées chaque fois qu'une longueur de fil est étirée ou que celui-ci se rompt, soit à l'accrochage, par suite d'une plus forte tension, soit en marche normale, pour une cause quelconque. En outre, il doit veiller au bon enroulement et s'assurer, par de fréquents examens et calibrages du fil étiré, que les filières ne subissent nul dommage.

Leurs occupations exposent les ouvriers tréfileurs à être happés entre un fil et une bobine, violemment compressés, surtout dès qu'ils sont pris sous un second tour de fil, entraînés dans le mouvement de rotation d'une bobine et projetés contre les obstacles voisins. Ces accidents, heureusement rares, sont toujours graves, sinon mortels.

Les perfectionnements techniques apportés en vue d'accroître la production, notamment en portant la vitesse à 55, 60, 70 tours par minute et même davantage, ont eu pour conséquence d'aggraver le danger.

Lorsqu'un ouvrier est entraîné, c'est à ses camarades qu'il appartient d'arrêter la bobine, mais, en général, la pédale est inabordable, les pieds de la victime, qui décrivent un cercle horizontal, blesseraient quiconque approcherait.

A l'usine de la Société Métallurgique de Gorcy, à Gorcy (Meurthe-et-Moselle), l'Ingénieur en chef, sur notre demande, ne mit la tréfilerie en marche, en 1922, qu'après avoir muni chacun des bancs de dispositifs permettant l'arrêt instantané de la transmission actionnant une série de bobines. Deux interrupteurs électriques par banc, placés en des points convenablement choisis, qui actionnent un appareillage électrique interrompant l'arrivée du courant aux moteurs et freinant ceux-ci, suffirent à obtenir ce résultat.

Dans un cas déterminé, par suite de circonstances tout à fait fortuites — un ouvrier se trouvant incidemment à proximité immédiate de l'un des interrupteurs avait vu se produire le commencement d'entraînement de l'un de ses camarades — ces interrupteurs s'étaient révélés efficaces.

Cependant, étant données les occupations absorbant chacun des ouvriers tréfileurs, l'interrupteur ne peut être mis en action, dans la plupart des cas, que 5 à 6 secondes au minimum après qu'un ouvrier a été happé. Or, pendant ce temps, une bobine accomplit 5 à 6 tours de rotation, ce qui est suffisant pour occasionner les plus graves blessures à l'accidenté. Le résultat ne peut être qu'identique avec tout système d'arrêt dont le fonctionnement est subordonné à une intervention extérieure. C'est pourquoi, après un accident mortel survenu à la Société

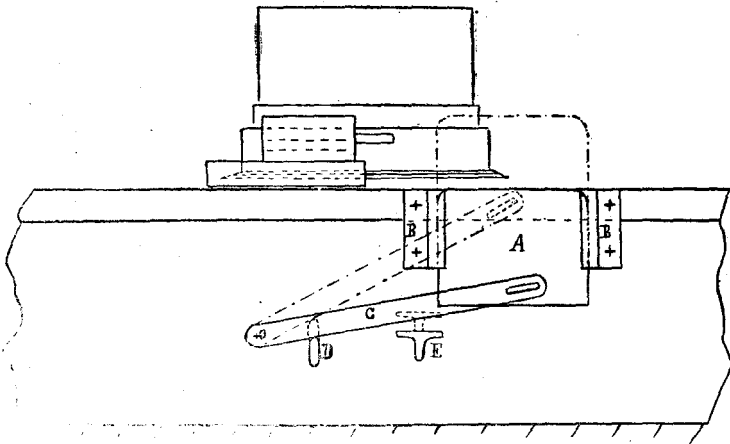


Fig. 1. — Vue en élévation d'une bobine munie d'un dispositif protecteur.

Métallurgique de Gorcy, le 7 avril 1928, la Direction fut mise en demeure d'adjoindre aux interrupteurs précités des dispositifs complémentaires, ne nécessitant nulle intervention extérieure pour obtenir immédiatement l'arrêt d'une bobine, en cas d'accident.

Il aurait été intéressant de supprimer toute possibilité d'entraînement, mais les essais faits ne furent pas concluants : les systèmes imaginés

n'auraient pas été opérants et auraient constitué une gêne pour l'exécution du travail. On renonça à la recherche d'un dispositif aussi parfait, mais on se proposa de rendre les conséquences de l'accident pratiquement nulles, en réduisant l'entraînement d'une victime éventuelle à une fraction très réduite d'un tour de bobine.

Sur ces simples données, M. Gobert, contremaître d'outillage, construisit un mécanisme, que l'on généralise dans l'usine, après avoir acquis l'assurance de sa complète efficacité.

Comme le montre le schéma ci-annexé, ce mécanisme fut très simplement réalisé au moyen d'une plaque de tôle A, très résistante, dont le bord supérieur est arrondi pour éviter des blessures supplémentaires à l'accidenté possible, coulissant librement mais sans jeu entre deux glissières B et B'. Un levier C, oscillant autour du point O, commandé par le mouvement de la tôle mobile A, vient s'appuyer, lorsqu'il descend, sur un doigt D solidaire de la pédale E permettant de rendre instantanément la bobine folle sur son axe.

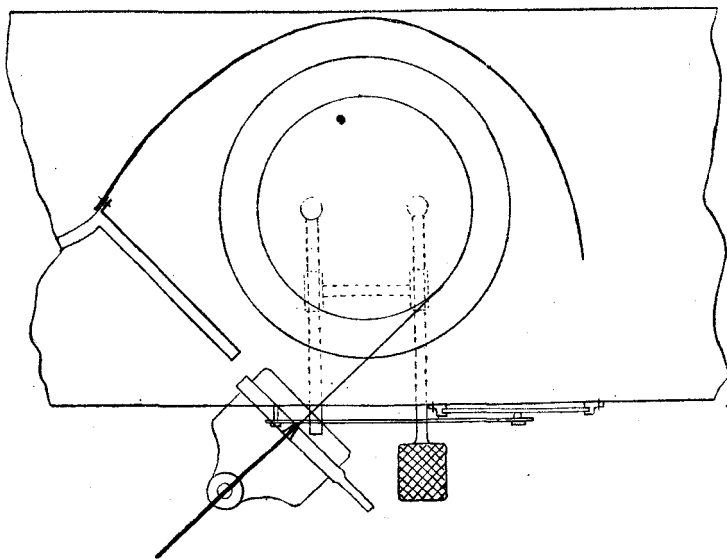


Fig. 2.^o— Vue en plan d'une bobine munie d'un dispositif protecteur.

Pendant la marche d'une bobine, les pièces mobiles du mécanisme imaginé occupent les positions figurées en pointillé sur le schéma. La tôle mobile A est placée juste en face du poste de travail, à l'endroit précis, où, en cas d'entraînement, l'ouvrier tréfileur serait couché sur le banc, avant d'être entraîné dans le mouvement de rotation de la bobine. Comme la moindre pression consécutive à la chute d'une victime éventuelle aurait pour effet de faire descendre cette tôle de façon que son bord supérieur affleure le bord du banc, toutes les pièces mobiles du mécanisme prendraient les positions figurées en traits pleins et le doigt D, en s'abaissant, provoquerait l'arrêt immédiat de la bobine, supprimant même toute tension du fil.

Pour s'assurer de l'efficacité de ce dispositif d'arrêt, des essais ont été faits en prenant des sacs remplis de sable et de sciure, de façon que

leur poids se rapproche de celui d'un homme. Dès qu'il y a eu commencement d'entraînement, les sacs, par la pression qu'ils ont exercée sur le bord supérieur de la tôle mobile, ont mis le mécanisme de sécurité en action et provoqué le désembrayage après une rotation de bobine inférieure à $1/6^{\circ}$ de tour.

Dans ces conditions, on peut estimer que si l'accident n'est pas rendu définitivement impossible, le mécanisme décrit ci-dessus, très simple et très facile à adapter, réduirait le plus souvent à peu de gravité les conséquences des entraînements par les bobines dont les ouvriers tréfileurs sont victimes.

NOTE

RELATIVE AUX PRESCRIPTIONS DE SÉCURITÉ

DANS LA FABRICATION DU GAZ HYDROGÈNE

DESTINÉ, NOTAMMENT, À L'HYDROGÉNATION DES HUILES

PAR M. BELLON, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A MARSEILLE.

Dans les usines à gaz d'éclairage, avant sa distribution, le gaz, une fois épuré, est emmagasiné dans un vaste réservoir qui comprend habituellement une grande cloche en tôle, de forme cylindrique, parfois à éléments télescopiques, pouvant s'enfoncer dans l'eau d'un bassin construit en maçonnerie très solide. Dans ces derniers temps, on a même construit des gazomètres qui fonctionnent sans cuve à eau.

Il est assez rare que ces gazomètres fassent explosion. Cependant, le fait s'est parfois produit. Ainsi, le 17 février 1929, dans un village d'Allemagne, un gazomètre ordinaire, pouvant recevoir environ 2.000 mètres cubes de gaz d'éclairage, fut entièrement détruit par une explosion survenue pendant la nuit, blessant plus ou moins grièvement de nombreuses personnes et occasionnant la destruction d'une usine voisine et des dégâts très importants aux constructions et habitations du voisinage.

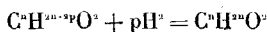
En ce qui regarde la fabrication du gaz hydrogène, il faut reconnaître que son emmagasinement dans des conditions analogues à celles du gaz servant pour l'éclairage présente un danger autrement grave, si des précautions particulières ne sont pas prises en conséquence, notamment s'il se trouve mélangé à de l'oxygène, même quand ce dernier gaz est en proportion relativement faible. Il importe donc, autant pour la sécurité ouvrière qu'en vue de prévenir tout danger pour le voisinage, de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter le danger d'explosion de ces réservoirs qui, dans cette fabrication, servent à la fois à mesurer et à distribuer le gaz hydrogène.

Nous ferons remarquer que ce gaz est de plus en plus employé à l'heure actuelle dans les industries des matières grasses. Celles-ci utilisent, pour l'hydrogénation des huiles diverses, la méthode catalytique découverte par le professeur Sabatier, laquelle permet de fixer directement l'hydrogène sur les matières organiques en opérant à chaud, en présence de

certains métaux finement divisés, comme le nickel ou le cuivre, qui n'interviennent dans la réaction que par leur seule présence; ils agissent comme *catalyseurs* de la réaction et peuvent, par conséquent, transformer une grande quantité de produits alors même qu'ils ne sont employés qu'en petite proportion. C'est ainsi qu'une partie de palladium est suffisante pour effectuer la fixation de l'hydrogène sur cent mille parties de graisse; mais le palladium est un produit trop coûteux, et la plupart des chimistes industriels utilisent le nickel.

Le résultat physique de cette hydrogénation est la transformation des graisses liquides en graisses solides (*concrètes*). L'hydrogénation a encore pour résultat de faire disparaître l'odeur désagréable que possèdent certaines graisses, comme les huiles de poisson. Ces résultats entraînent une augmentation appréciable de la valeur marchande des graisses ainsi traitées.

On sait que les graisses solides contiennent en majeure partie les acides gras dits *saturés*, de formule générale $C^n H^{2n} O^2$; les huiles sont surtout constituées par les combinaisons de la glycérine avec des acides gras *non saturés*, de formule générale $C^n H^{2n-2} O^2$; l'opération de l'hydrogénation consiste à transformer ces acides non saturés en acides saturés, d'après l'équation :



C'est ainsi que l'acide oléique (de l'huile d'olive) $C^{18} H^{34} O^2$ sera transformé en acide stéarique $C^{18} H^{36} O^2$; que l'acide linoléique (de l'huile de lin) $C^{18} H^{32} O^2$ sera, lui aussi, transformé en acide stéarique par fixation de quatre atomes d'hydrogène.

Le gaz d'hydrogène utilisé dans l'opération est généralement produit par l'électrolyse de l'eau. Il est reçu dans des réservoirs métalliques, fonctionnant comme les gazomètres des usines à gaz d'éclairage. L'oxygène qui se dégage dans cette décomposition de l'eau en ses éléments est recueilli, également, dans des gazomètres métalliques; il est utilisé surtout dans les entreprises qui pratiquent la soudure oxy-acétylénique. C'est en quelque sorte un sous-produit de la fabrication du gaz hydrogène.

A la date du 15 octobre 1928, vers 8 heures, dans une très importante huilerie de Marseille, fabriquant des graisses alimentaires, un gazomètre métallique contenant de l'hydrogène a fait explosion. Ce gazomètre, construit en forte tôle d'acier doux, avait une contenance d'environ 50 mètres cubes : de forme cylindrique, il mesurait 5 mètres de diamètre et 3 mètres de haut. Ses dimensions étaient donc relativement peu grandes. Malgré cela, les effets dynamiques de l'explosion ont été considérables : le réservoir a été déchiré en plusieurs morceaux, dont quelques-uns, d'un poids élevé, ont été projetés à plus de cent mètres. A l'heure de l'accident, un très nombreux personnel était au travail, occupé dans les divers ateliers entourant en quelque sorte le gazomètre, qui se trouvait en plein air. Par un heureux hasard, on n'a eu à enregistrer que trois victimes, toutes atteintes très légèrement de plaies superficielles, qui n'ont entraîné que quelques jours de chômage. Mais les dégâts matériels ont été très importants : destruction du gazomètre et de sa cuve à eau, tuiles et vitres brisées dans un rayon de plusieurs dizaines de mètres du gazomètre, etc.

L'enquête à laquelle nous avons procédé afin de reconnaître la cause de cet accident nous a permis de constater que le gaz hydrogène n'était pas fabriqué avec toutes les précautions commandées par la sécurité. C'est à un mélange de ce gaz avec l'oxygène et sous l'action de présence d'un corps ayant joué le rôle de catalyseur que l'explosion a pu se produire. Il ne faut pas perdre de vue que si le gaz hydrogène ne possède qu'une très faible masse, il a une température d'inflammation relativement

basse (+ 550° C. environ). En brûlant, il dégage 34.742 calories par kilogramme. Certains métaux possèdent la propriété de l'occlure, et ce phénomène d'occlusion se manifeste par une élévation marquée de la température. Il y a lieu de remarquer qu'il n'est pas nécessaire, pour obtenir un mélange explosif, d'avoir du gaz hydrogène renfermant une proportion élevée d'oxygène; déjà, lorsque cette proportion s'élève de 4 à 5 p. 100, une explosion peut se produire, dans certaines conditions particulières. Les effets dynamiques d'une explosion produite par ce gaz peuvent parfois être formidables, puisque l'énergie potentielle de l'hydrogène, qui se déduit du produit de la quantité de chaleur que dégage un kilogramme de ce gaz par l'équivalent mécanique de la chaleur, atteint une valeur considérable ($34.742 \text{ cal.} \times 425^{(1)} = 14.765.350$, soit près de 15 millions de kilogrammètres).

L'explosion que nous venons de relater démontre d'une façon décisive tout le danger d'une brusque déflagration d'un volume, pourtant peu considérable, de gaz hydrogène renfermé dans un gazomètre.

Le gaz hydrogène ayant un poids spécifique de 0,09 gramme par litre (en chiffres ronds), on voit immédiatement que le gazomètre qui a fait explosion contenait près de 4, 5 kilogrammes de ce gaz, et l'énergie mécanique produite presque instantanément, par l'explosion, se déduit des chiffres ci-dessus. On reconnaît ainsi qu'elle a été considérable.

La fabrication de l'hydrogène par la voie électrolytique comprend habituellement :

1° La production du courant continu devant avoir le potentiel voulu pour assurer l'électrolyse de l'eau dans de bonnes conditions de rendement;

2° L'atelier de l'électrolyse, où se trouvent rangés des bacs qui, d'ordinaire, sont montés en série et contiennent une solution de soude caustique (électrolyte). A l'anode et à la cathode, il y a une cloche spéciale, qui est destinée à recueillir séparément les deux gaz de la décomposition de l'eau. Les tuyautages, qui généralement sont peints de couleurs différentes, conduisent ces gaz dans l'atelier spécial où il est soumis à une épuration;

3° Celui-ci doit être distinct et séparé entièrement de la salle de l'électrolyse. Il est nécessaire que la purification du gaz hydrogène s'opère automatiquement et d'une façon continue. A cet effet, on utilise généralement un élément de catalyse (chlorure de palladium, sel de nickel, etc.). Cette opération doit être l'objet d'une surveillance de tous les instants et d'un contrôle répété plusieurs fois chaque jour. Les moyens employés à cet effet ne manquent pas : eudiomètre, appareil mesurant le temps d'écoulement du gaz à travers une ouverture de section connue, analyse chimique, etc.

Remarquons que l'épuration du gaz oxygène s'opère dans les mêmes conditions; il en est de même pour son contrôle;

4° L'emmagasinement dans un ou plusieurs gazomètres métalliques analogues à ceux des usines à gaz d'éclairage, avec gazomètres spéciaux pour chaque gaz recueilli.

Nous allons maintenant résumer les principales prescriptions que la sécurité impose à cette fabrication.

Nous ne devons pas perdre de vue que le pouvoir réglementaire est armé pour prescrire tous moyens les plus propres à prévenir le danger

(¹) 425 = équivalent mécanique de la chaleur.

d'explosion et d'incendie auquel expose cette industrie. En effet, la fabrication du gaz hydrogène par tout procédé, quand il est emmagasiné sous n'importe quelle pression, se trouve rangée dans la deuxième classe par la nomenclature des établissements classés annexée au décret du 24 décembre 1919. Si cette réglementation, prise en application de la loi du 19 décembre 1917, a surtout pour but de prévenir des nuisances pour le voisinage, ainsi que le danger d'explosion et d'incendie, il n'en faut pas moins reconnaître que la sécurité des travailleurs est ici grandement intéressée dans la stricte application des prescriptions particulières des arrêtés portant autorisation d'ouverture des établissements de cette nature.

En effet, très souvent, les installations de production du gaz hydrogène se trouvent à proximité de locaux d'industrie occupant du personnel. Il y a également les ouvriers chargés de la surveillance de cette fabrication. Tous ces travailleurs se trouvent donc exposés au danger d'explosion et aussi à celui d'incendie.

Voici, selon nous, les prescriptions particulières pouvant être imposées par l'arrêté autorisant l'ouverture d'un établissement destiné à fabriquer de l'hydrogène par la méthode électrolytique :

Tous les ateliers concernant la fabrication et l'épuration du gaz hydrogène devront être construits en matériaux incombustibles.

Ils seront éclairés par des lampes électriques à incandescence, sous double enveloppe, ou par des lampes électriques placées derrière un verre dormant armé, encastré dans une face sans ouverture.

Toutes les canalisations électriques ainsi que les coupe-circuits, les fusibles, les interrupteurs, etc., seront disposés en dehors des locaux de fabrication et de purification du gaz.

Le local de l'électrolyse devra être uniquement affecté à cette opération. Il sera largement ventilé au moyen d'une ventilation mécanique du type par pulsion d'air pris au dehors de l'atelier. Des ouvertures pratiquées dans le plafond devront assurer l'évacuation de l'air introduit.

L'interdiction de fumer sera formelle. Une affiche apposée d'une façon très apparente dans chaque local rappellera cette interdiction.

Toutes les canalisations de l'hydrogène seront en métal, et d'une étanchéité éprouvée.

Avant toute introduction du gaz hydrogène dans la cloche du gazomètre, celle-ci devra être immergée dans sa cuve aussi complètement que possible. Les premières portions de gaz produites seront évacuées à l'air libre, au moyen d'un tuyau de dégagement *ad hoc*.

Des dispositions seront prises pour éviter la congélation de l'eau dans le gazomètre. S'il y a lieu de dégeler le gazomètre, cette opération ne devra être faite que par le moyen de l'eau chaude. Il sera interdit de faire du feu autour des appareils ou d'en approcher une flamme quelconque.

L'établissement devra être pourvu de moyens de secours contre l'incendie en rapport avec son importance et sa situation.

Avant son introduction dans le gazomètre, le gaz hydrogène devra être épuré par des moyens le libérant de toute trace d'oxygène. Cette épuration devra s'opérer automatiquement et d'une façon permanente; les résultats en seront contrôlés au moyen de deux méthodes différentes au moins.

Pour permettre de suivre cette purification du gaz, il sera tenu un registre spécial des opérations de contrôle effectuées, sur lequel seront inscrits le jour, l'heure, le procédé d'analyse employé et les résultats obtenus. Cet examen du gaz hydrogène sera pratiqué plusieurs fois par jour (toutes les trois heures au moins).

Une soupape de sûreté, à joints hydrauliques, sera prévue. Elle sera placée avant l'épuration, de façon à limiter, dans le cas d'une explosion, les effets de propagation de l'onde explosive. Des dispositions seront

prises afin de prévenir des accidents par le couvercle de la soupape, projeté en l'air par l'explosion.

La canalisation pour le refoulement du gaz épuré dans le gazomètre sera munie d'un dispositif capable de s'opposer efficacement à toute propagation de l'onde-flamme.

Les canalisations de l'hydrogène et de l'oxygène devront être peintes de couleurs différentes, afin de bien les distinguer.

L'oxygène produit en même temps que l'hydrogène sera débarrassé de toute trace de ce dernier, au moyen d'une épuration devant réaliser le but de prévenir tout danger d'explosion.

Le contrôle de la purification du gaz oxygène sera opéré dans les mêmes conditions que pour l'hydrogène.

Chaque fois que le gaz hydrogène fabriqué et emmagasiné dans un gazomètre sera destiné à l'hydrogénation des matières grasses, des dispositions seront prises afin que le gaz utilisé ne fasse pas retour dans la cloche du gazomètre. Il devra donc y avoir un circuit d'hydrogénation entièrement distinct de la fabrication proprement dite du gaz hydrogène et de son emmagasinement.

L'application de ces prescriptions particulières nous semble de nature à assurer la sécurité la plus grande possible dans une telle fabrication qui, de l'avis de tous les spécialistes, doit être considérée comme offrant de grandes causes de danger d'explosion et d'incendie.

L'industrie de l'hydrogénation des huiles, déjà importante, étant appelée encore à un grand développement, par suite de la consommation considérable des matières grasses, il nous a paru intéressant de faire connaître dans cette courte note, en même temps que les dangers qu'elle comporte, les moyens pouvant être employés pour les prévenir.

NOTE

SUR

UN DISPOSITIF PROTECTEUR POUR TOUR À BOIS À OUTIL ROTATIF

PAR M. A. CHARDIN, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A BESANÇON.

La fabrication des petits objets en bois est remarquablement développée dans la zone montagneuse du département du Jura; elle s'effectue dans des ateliers de faible importance, mais innombrables, et arrive à occuper plusieurs milliers d'ouvriers. Les objets dont il s'agit sont généralement obtenus par tournage; ce sont des manches d'outils, des robinets, des bobines, des quilles et jeux divers, des perles de bois, etc. Les tours employés sont des systèmes les plus divers. Comme la matière travaillée a peu de valeur et que la main-d'œuvre entre pour une large part dans le prix de revient, on développe l'outillage et on tend à comprimer les salaires et, par suite, à occuper des femmes ou des enfants sur les machines, dont la conduite, il faut le reconnaître, n'exige pas

un gros effort. Le service a donc été appelé à examiner si, vu le danger que présentent la plupart des machines à bois, ce personnel n'était pas occupé dans des conditions contraires aux prescriptions de l'article 2 du décret du 21 mars 1914, qui interdit l'emploi des enfants et des femmes aux machines comportant des organes dangereux. Le danger est minime sur la plupart des tours dont l'outil est fixe ou n'est animé que d'un mouvement lent de translation (tour ordinaire à outil à main, tour à touche, tour à guillotine, etc.). Il en est autrement sur les tours dits « rotatifs », dont les outils, en partie découverts, tournent à une très grande vitesse. Ces tours sont de plus en plus employés pour la fabrication de petites pièces de faible valeur et on n'y met guère que des jeunes gens.

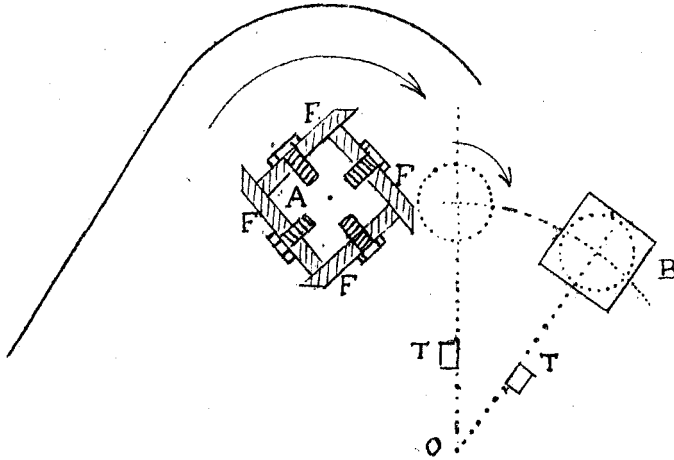


Fig. 1. — Coupe schématique du tour rotatif.

FFFF, outils boulonnés sur l'arbre carré A; B, bois; TT, butées de la bascule portant le bois.

Ces machines travaillent comme l'indique le croquis ci-dessus (fig. 1), qui donne une coupe schématique. Les outils F, F, F, F, sont boulonnés sur un arbre carré A comme des fers de raboteuse à bois, mais au nombre de quatre. Le bois à façonner B, entre pointes dans un cadre ou bascule mobile autour d'un point O et dont la course est limitée par des butées TT, est avancé doucement jusqu'aux lames en mouvement. Dans leur position la plus éloignée des outils, les pointes ne tournent pas; on y place alors le bois; elles n'entrent en rotation, pour présenter toutes les parties du bois aux outils, que lorsque la bascule, actionnée à la main, est poussée vers les outils; ce simple mouvement embraye le mécanisme qui détermine la rotation des pointes; le mouvement inverse le débraye. L'arbre porte-outils tourne à 4.000 tours par minute et le bois à 60 tours.

Les deux photographies ci-contre (fig. 2 et 3) montrent un tour rotatif de face et les détails de la bascule. C'est le levier L que l'on voit à droite de chaque figure, qui commande le déplacement longitudinal de la contre-pointe et par suite le serrage du bois; c'est à l'aide de ce même levier que la bascule est poussée vers les outils. L'ouvrier agit sur ce levier avec la main droite, alors qu'il place et retire le bois avec la main gauche, les outils ne cessant pas de tourner.

Des accidents se sont produits assez fréquemment sur ces tours. Le bois, lorsqu'il contient un défaut ou qu'il est serré trop brusquement entre les pointes, peut éclater, et les doigts qui le tiennent encore peuvent alors être projetés sur les outils en marche, bien plus accessibles que ne le sont les fers de la raboteuse à bois.

Il est d'usage de recouvrir l'arbre des outils d'un capot en tôle, mais ce capot a surtout pour but d'éviter la dispersion des copeaux à travers l'atelier et n'assure que très partiellement la sécurité de la personne occupée sur le tour; il est en effet fixe et laisse constamment devant les outils une ouverture permettant le passage du bois, et par conséquent aussi de la main.



Fig. 2. --- Tour rotatif.

C, capot protecteur automatique (baissé, pendant la mise en place du bois entre pointes sur la bascule qui a été reculée à cet effet à l'aide du levier L).

T, bielle transmettant au capot le mouvement de la bascule.

On pouvait concevoir un capot mobile, masquant complètement l'outil lorsque celui-ci n'a pas à travailler, et se soulevant automatiquement à l'approche du bois. C'est un semblable dispositif que montrent les deux photographies ci-contre et que place actuellement sur tous les tours qu'il livre un constructeur mécanicien de Moirans (Jura), spécialiste de ce genre d'outillage.

Le capot C peut pivoter autour d'un axe situé en arrière du bâti de la machine. Une petite bielle T s'articule d'une part sur une barre plate B fixée sur l'une des joues du capot, d'autre part sur un point P de la bascule par l'intermédiaire d'un manchon M qu'elle peut traverser à frottement doux et dans lequel elle est serrée par une vis. On voit aisément comment le mouvement de la bascule détermine celui du capot. Sur la figure 2 la bascule est baissée, dans la position qu'elle doit occuper pour la mise en place et pour l'enlèvement du bois; le capot, entraîné par la bielle, est alors rabattu devant l'outil, qui est inaccessible. Sur la figure 3,



Fig. 3. — Tour rotatif.

C, capot protecteur automatique (levé, alors que les outils F attaquent le bois porté entre pointes sur la bascule qui a été avancée à l'aide du levier L).

T, bielle transmettant au capot le mouvement de la bascule.

la bascule, relevée, présente le bois à l'outil F, qui est ici très visible, le capot ayant été repoussé en arrière par l'intermédiaire de la bielle en même temps que s'avancait la bascule. L'effort supplémentaire que nécessite la mise en mouvement du capot devient nul si l'on a soin d'équilibrer celui-ci par une masse convenablement placée en arrière de son axe d'articulation. Comme, à l'aide de trous supplémentaires (non existants sur les figures) sur la barre B on peut faire varier la longueur du bras de levier sur lequel agit la bielle, et comme celle-ci est d'autre part réglable

en longueur (par son manchon), on peut modifier la rapidité et l'amplitude du mouvement du capot suivant les circonstances, par exemple lorsqu'il y a variation dans la forme, les dimensions des outils, ou dans la grosseur du bois à façonner.

Ainsi, les outils étant toujours recouverts par le capot protecteur pendant que la main de l'opérateur est à leur proximité, le travail au tour rotatif devient peu dangereux et peut en conséquence être confié à n'importe quelle main-d'œuvre.

NOTE

SUR

QUELQUES EXPLOSIONS

OBSERVÉES DANS L'UTILISATION DES GAZ COMPRIMÉS

POUR LA SOUDURE DES MÉTAUX

PAR M. DECAILLY, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A LILLE.

Nous nous proposons d'exposer ici les circonstances de quelques accidents observés dans les usines lilloises, et dus à l'utilisation, pour la soudure autogène notamment, ainsi qu'à la préparation des gaz comprimés. Nous le faisons avec la pensée de tirer de ce rapide examen des renseignements d'ordre pratique.

Explosion en cours de chargement de bouteilles d'acétylène dissous. — Un incendie, accompagné d'explosions multiples, s'est déclaré l'an dernier, au cours du chargement d'une série de bouteilles d'acétylène dissous, dans une usine de gaz comprimés de la banlieue lilloise. La cause initiale de ce sinistre fut la rupture de l'enveloppe d'une petite bouteille destinée à l'éclairage d'un véhicule. L'arrachement du métal a provoqué un échauffement local, et peut-être aussi une étincelle par choc contre les tubes voisins. L'inflammation s'est produite du gaz ainsi libéré, ou plutôt du mélange air-acétylène; la combustion d'un tel mélange peut être obtenue dans les limites très larges (entre 2,5 et 65 p. 100 d'acétylène); elle est très fortement exothermique, échauffant rapidement les molécules non encore dissociées pour les porter à la température de combustion. Les bouteilles voisines n'ont point échappé à cet échauffement du milieu, et les surpressions intérieures ont été d'autant plus importantes que la solubilité de l'acétylène dans l'acétone varie rapidement avec la température. Ainsi, une bouteille chargée normalement à 15 kilogrammes, à 15° centigrades, accuse une pression de 25 kilogr. 500 à 25°. C'est à ces surpressions, conjuguées avec la diminution de résistance du métal surchauffé des enveloppes, qu'il faut attribuer les explosions qui se sont prolongées pendant plusieurs heures, avec projection à travers la toiture de débris métalliques, et aussi de blocs de matière poreuse imbibée d'acétone en combustion.

Cependant, les 120 grandes bouteilles de 30 litres, en chargement dans le même local, ont peu souffert. La plupart sont restées debout, leur gaz s'échappant lentement par suite de la volatilisation des tubes souples qui les raccordaient aux rampes de chargement. Certaines ont subi à leur base le contact direct de flammes d'acétone issues de blocs de matière poreuse projetés sur elles; de forts échauffements locaux des enveloppes, avec production de soufflures, dont quelques-unes ouvertes, ont été observées de ce fait, mais point d'arrachements de bandes de métal, ni de projections de débris. Dans l'enceinte restreinte où le sinistre s'est déclaré, plus de 500 mètres cubes d'acétylène ont brûlé, ce qui correspond à une production de chaleur de l'ordre de 7 millions de calories, sans compter la destruction de 1.500 kilogrammes d'acétone (7.780 calories au kilogramme). Au milieu de cette fournaise, la résistance des grosses bouteilles du modèle utilisé pour les travaux de soudure a donc été remarquable, et infiniment plus élevée que celle des petits récipients destinés à l'éclairage. Elle implique tout d'abord une stabilité satisfaisante du contenu, due, pour une large part, aux qualités de la matière poreuse utilisée, et également au remplissage consciencieux de chaque bouteille, dont le constituant-support, l'acétone et l'acétylène doivent se superposer dans des proportions convenables. Mais encore, faut-il noter la très notable amélioration apportée, au cours de ces dix dernières années, à la fabrication des enveloppes. Embouties dans un acier doux à limite d'élasticité élevée, leur éclatement accidentel ne donne plus lieu à la projection de ces éclats meurtriers, qui causaient de si graves accidents de personnes. Et un contrôle rigoureux permet d'éliminer les tubes dont l'épaisseur irrégulière correspond à des génératrices de moindre résistance.

Installation d'un atelier de chargement de bouteilles d'acétylène. — D'autres enseignements recueillis de l'étude raisonnée de ce sinistre ont été mis à profit lors de la réinstallation de l'atelier détruit. Tout d'abord, l'épuration préalable du gaz doit être parfaite, l'appareil épurateur et les compresseurs à 15 kilogrammes étant placés en dehors de la salle de chargement; l'arrivée du gaz aux rampes nourricières devra pouvoir être interrompue au besoin du dehors. Avant d'être chargé, chaque tube sera pesé, afin de vérifier si, par suite d'un oubli de fermeture du pointeau après vidange, une certaine quantité d'acétone ne s'est point évaporée. La tare imprimée au poinçon sur chaque bouteille permettra ce contrôle. L'opération se fera dans un local spécial, de même que le complément de remplissage en acétone s'il y a lieu, les bouteilles n'étant admises dans la salle de chargement que pour être branchées sur les rampes, et devant en être évacuées dès leur charge terminée.

On diminuera les risques de dommages en compartimentant judicieusement le bâtiment isolé réservé au chargement. La division en sera opérée par des murs résistants; si des portes de communication sont prévues, elles seront métalliques, avec fermeture à plusieurs verrous, tout en restant d'une ouverture facile pour permettre au besoin une évacuation rapide. Il sera indiqué notamment de réserver ainsi un local spécial au remplissage des petites bouteilles destinées à l'éclairage. Elles seront placées horizontalement sur des étagères d'ossature métallique, dont les linteaux seront en laiton, et non en fer, afin d'éviter la production d'étincelles provenant de chocs au cours des manutentions. Chacun de ces tubes sera immobilisé par un dispositif spécial serrant son ajutage sur le branchement spécial de la rampe. Les bouteilles de 30 litres sont au contraire chargées debout, et raccordées aux rampes par des tuyaux souples, renforcés de plusieurs tressages métalliques superposés.

Les gaz provenant d'une combustion accidentelle devront pouvoir, le cas échéant, s'échapper facilement au dehors, d'où la nécessité de pourvoir la toiture d'un large panneau dont le vitrage céderait à la chaleur.

Mais les projections de débris métalliques, ou de blocs poreux enflammés devront être évitées, et dans ce but, au-dessous du lanterneau, de solides grillages seront disposés, dûment fixés à la charpente.

Le personnel de service devra pouvoir évacuer rapidement les locaux en cas de danger. Chaque salle possédera plusieurs issues donnant sur le dehors, et convenablement réparties, dont les portes s'ouvriront facilement du dedans au dehors. Les allées de circulation aboutissant à ces sorties seront larges, et ne devront jamais être encombrées. Sur le sol incombustible en béton, ou de préférence en pavés de bois dur, des lignes bien nettes les délimiteront, les bouteilles ne pouvant en aucun cas être entreposées dans les passages ainsi réservés. Des appareils extincteurs d'incendie seront disposés de placé en place contre les murs; sans surestimer leur efficacité, on doit admettre la possibilité qu'un ouvrier, surpris par une inflammation localisée, s'en serve pour essayer de réduire ce foyer, ou faciliter sa retraite. Toutes les autres précautions d'usage dans les ateliers présentant des risques particuliers d'incendie seront observées; notamment, les ampoules électriques seront placées sous enveloppe de sécurité, les canalisations noyées dans les parois, les interrupteurs et les coupe-circuits reportés en dehors des locaux dangereux. L'interdiction d'emploi d'appareils de chauffage ou d'éclairage à feu nu sera utilement généralisée pour tout l'établissement, de même que la défense expresse de fumer; les imprudences seront ainsi plus facilement évitées.

Entreposage des tubes de gaz comprimés dans les ateliers de mécanique. — A une époque encore toute récente, où la fabrication des enveloppes métalliques destinées à recevoir des gaz comprimés ne donnait pas les garanties qu'elle assure actuellement, il avait été, dans la région du Nord, recommandé aux usagers de placer ces bouteilles debout dans des fosses creusées à même le sol de l'atelier, et garnies latéralement de planches épaisses. Cette mesure de précaution rendait effectivement les éclatements bien moins dangereux, mais, outre l'incommodité du procédé, il a été reconnu à l'usage que tous ces récipients métalliques subissaient des déperditions de gaz : fuites par les robinets, et aussi porosité du métal. L'oxygène notamment, plus lourd que l'air, s'accumulait au fond de ces fosses où pouvaient être jetées des matières grasses et être formés des mélanges explosibles. Un ouvrier, descendant dans l'une d'elles une lampe à huile, faillit un jour être victime de l'allure explosive que prit la combustion de son « quinquet », au contact du gaz comburant, dont la présence n'était point soupçonnée. Cet incident, heureusement peu grave, prouve la nécessité d'une circulation d'air autour des bouteilles de gaz. Leur entreposage dans l'atelier même est de pratique courante, mais non sans inconvénient. Placées debout, elles peuvent être heurtées au cours d'une manœuvre, et tomber, d'où risque d'éclatement, et danger pour le personnel circulant autour de ces récipients. Elles peuvent aussi être placées trop près d'un foyer, ou se trouver exposées au soleil, et s'échauffer; autre cause d'explosion par surpression.

Il est préférable de placer les bouteilles chargées en dehors de l'atelier, dans un local abrité, et cette disposition est surtout indiquée quand il existe un certain nombre de postes de soudure à alimenter. On peut alors distribuer les gaz et les conduire à chacun de ces postes, à l'aide de canalisations spéciales. Une batterie de bouteilles raccordées à une nourrice unique qui alimente un mano-détendeur spécial à grand débit fournira l'oxygène, tandis que l'acétylène, s'il est produit sur place, et d'abord convenablement épuré (point bien souvent négligé dans les petites installations), atteindra chaque chalumeau après avoir traversé l'essentiel organe de sécurité qu'est la soupape hydraulique correspondante.

C'est seulement dans les cas où on utilise l'acétylène dissous que l'in-

terposition de soupapes hydrauliques ne s'impose plus, en raison de la pression plus élevée du gaz combustible qui s'oppose à un cheminement de l'oxygène en sens inverse. Les établissements pratiquant la soudure autogène de façon continue emploient peu l'acétylène dissous, en raison de son prix élevé, mais devraient, le cas échéant, en loger les bouteilles dans un local distinct. Lors d'un incendie, l'oxygène mis en liberté exacerbe fortement la combustion, et il est prudent de le tenir éloigné des matières et fluides inflammables. En cas de sinistre, les sauveteurs doivent toujours être renseignés sur l'emplacement des récipients de gaz comprimés, dont l'approche est alors particulièrement dangereuse.

Trop souvent, les canalisations de gaz sous pression sont mal conditionnées, établies avec des tubes défectueux, ou présentant des raccords peu étanches. Les fuites en sont d'autant plus importantes que la pression est plus élevée; après le mano-détendeur, la tension de l'oxygène est encore de 5 à 10 kilogrammes, la détente n'étant complète qu'à chacun des postes de travail. Souvent, au lieu d'une consommation de 1 lit. 1 à 1 lit. 3 d'oxygène par litre d'acétylène, on constate qu'il a été dépensé 1 lit. 5 et plus; cette augmentation résulte des déperditions entre la bouteille et le chalumeau. Ces pertes ne vont pas sans inconvénients, surtout dans les locaux mal ventilés. Elles sont d'ailleurs assez difficiles à situer, le gaz comburant étant incolore et inodore; il est toujours dangereux de les rechercher avec une lampe à feu nu.

Les spécialistes ne sont pas tous partisans de ce mode de distribution par canalisations, en raison même de la difficulté qu'on éprouve à maintenir une étanchéité satisfaisante. Dans certains ateliers, les bouteilles sont posées, légèrement inclinées sur l'horizontale, dans les berceaux d'un petit chariot à quatre roues. On peut ainsi installer une batterie de tubes d'oxygène, ou encore accoupler une bouteille d'oxygène avec une autre d'acétylène dissous. Tout en assurant la mobilité du groupe, cette disposition évite les chocs accidentels, et diminue les manutentions, éternelles sources d'accidents de toute nature; elle mérite d'être recommandée.

Entretien des soupapes hydrauliques. — Le maniement des générateurs à acétylène exige des soins mieux connus, et plus consciencieusement assurés qu'il y a quelque vingt ans; faisons toutefois une réserve en ce qui concerne le nettoyage de ces appareils, qui laisse encore souvent à désirer. Les générateurs sont aussi mieux conditionnés, et les cas d'explosion beaucoup moins fréquents. Ils sont généralement dus à l'inflammation accidentelle des mélanges d'air et d'acétylène à l'intérieur de la cloche, tels qu'on en observe après les nettoyages et les rechargements. L'expertise prescrite par l'autorité judiciaire, à la suite d'un accident déjà ancien survenu dans notre section, a conclu à une inflammation par retour de flamme. Du chalumeau à l'appareil générateur, le mouvement du fluide avait été rendu possible par le mauvais état d'entretien d'une soupape hydraulique, et cette réminiscence nous conduit à examiner le fonctionnement de ces appareils de sûreté.

La figure 1 en montre la disposition. Dans l'axe d'un corps cylindrique vertical en tôle se fait, de haut en bas, l'arrivée du gaz, dont le tuyau d'amenée A descend jusqu'à la partie inférieure de l'appareil, où il se termine par une crépine. Cette crépine est noyée dans une cloche d'eau, dont le niveau doit venir affleurer le robinet-jauge R. Barbotant dans le liquide, le gaz acétylène s'en échappe pour s'évacuer en B, et de là se rendre au chalumeau. Chaque fois que l'ouvrier prend son travail, il doit s'assurer du niveau du liquide dans la soupape; à cet effet, il ouvre le robinet-jauge, et verse de l'eau par la tubulure T, jusqu'à ce que le trop-plein s'écoule par le robinet, qu'il referme ensuite.

Il est essentiel que le tuyau d'arrivée de l'acétylène débouche dans l'eau plus bas que la tubulure T. En cas de retour d'oxygène, l'eau remontant

sous la pression de ce gaz dans les deux tuyaux, découvre d'abord l'ouverture de celui qui aboutit à l'air libre, et s'échappe par cette issue, sans pouvoir pénétrer dans la canalisation d'acétylène. Le maintien constant du niveau d'eau est donc indispensable au bon fonctionnement de l'appareil, qu'il faut au surplus nettoyer de temps à autre pour évacuer les boues susceptibles d'engorger les orifices. L'ouverture à l'air libre de la tubulure d'évacuation T ne doit jamais être obstruée; une telle observation n'est nullement oiseuse, car il arrive que des soudeurs mal informés, en présence d'une soupape qui crache un peu, n'hésitent point à enfoncer un bouchon dans cette ouverture, au lieu de rechercher la cause de ce fonctionnement défectueux (soupape d'un modèle trop faible pour le débit atteint, etc.).

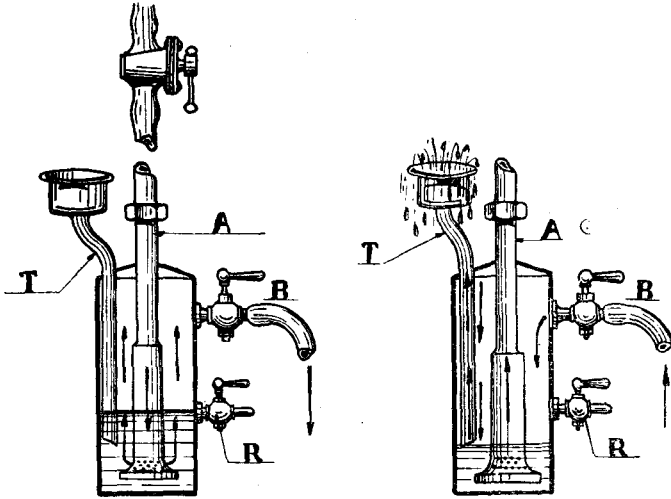


Fig. 1. — Schéma d'une soupape hydraulique.

- A. Fonctionnement normal.
- B. Fonctionnement en cas de retour d'oxygène.

Il va sans dire qu'un retour de flamme n'est possible que dans une canalisation où cette flamme rencontre, sur toute la longueur du trajet, un mélange gazeux de proportions favorables à la combustion. En interdisant le passage de l'oxygène, la soupape hydraulique évite donc les explosions de générateurs dues à cette cause. Mais de tels accidents peuvent avoir d'autres origines et la réglementation des établissements classés interdit très judicieusement l'installation des générateurs d'acétylène dans les ateliers mêmes. Malheureusement, les inspecteurs du travail le savent, nombreuses sont les infractions à cette règle.

Oxydation rapide des matières grasses par l'oxygène. — Cette méconnaissance des précautions qu'impose la mise en œuvre des gaz comprimés n'est pas l'apanage des ouvriers seulement. Nous n'en voulons pour preuve que l'imprudence inexplicable commise par un ingénieur d'un très important établissement de constructions mécaniques du Nord. Impuissant à faire démarrer un moteur ayant déjà fonctionné, et dont les parois des cylindres étaient restées huileuses, il prescrivit de raccorder ces cylindres

à une bouteille d'oxygène sous pression. L'inévitable explosion se produisit, faisant malheureusement des victimes. A la suite de cet accident, nous est-il permis de dénoncer une lacune regrettable dans les programmes d'études de nos instituts techniques, plus inadmissible encore quand leur enseignement vise à former des chefs ? Les explosions accidentelles constituent un des risques les plus graves de nombre de nos industries modernes. Contre ce danger permanent, il importe que nos jeunes ingénieurs soient expressément prévenus.

Au reste, l'oxydation foudroyante des matières grasses au contact de l'oxygène pur est un phénomène d'ordre classique; et c'est aussi un principe de chimie qu'une telle réaction doit être d'autant plus vive et plus brisante que la pression du milieu est plus élevée. Les explosions de manodétendeurs des tubes d'oxygène sont ordinairement provoquées par une inflammation spontanée des organes combustibles (pastille d'ébonite et membrane souple) des détendeurs, par suite de la réaction de l'oxygène sur de l'huile ou des corps gras, laissés ou introduits dans l'appareil. Aussi est-il interdit de graisser les robinets et les détendeurs d'oxygène.

Les accidents de ce genre seraient plus nombreux et plus graves si, avant leur rechargement à l'usine de compression, les bouteilles renvoyées par la clientèle n'étaient soumises à une visite intérieure; si extraordinaire que le fait paraisse, il arrive que ces tubes soient intérieurement pollués de dépôts huileux. Généralement, il s'agit de bouteilles qui ont été temporairement utilisées pour emmagasiner de l'air comprimé, lequel a entraîné un peu de l'huile de graissage introduite dans les cylindres du compresseur. On s'explique que le contact de ces hydrocarbures avec l'air comprimé soit sans inconvénients graves, alors qu'il deviendrait grandement dangereux avec l'oxygène, si on réfléchit qu'à des pressions identiques, la concentration de l'oxygène est cinq fois plus forte dans le gaz pur, et que son activité chimique, fonction de cette concentration, augmente plus rapidement qu'elle.

Afin d'éviter des méprises dont les conséquences pouvaient être graves, la Chambre syndicale de l'acétylène et de la soudure autogène a standardisé les caractéristiques des raccords de sorties des bouteilles de gaz comprimés, pour chacun de ces gaz; ainsi les tubes d'oxygène sont seuls munis d'un robinet à raccord femelle. En l'absence d'une réglementation officielle, cette convention syndicale n'a pas force de loi, et tout récemment, il était constaté qu'un industriel, livrant de l'air comprimé aux garages, utilisait encore pour son industrie des tubes d'oxygène munis du raccord spécial à ce gaz, ce, malgré les observations de la Chambre syndicale. « L'erreur est humaine, la persistance dans l'erreur est diabolique », et de nature à justifier l'intervention du pouvoir réglementaire, quand elle témoigne d'un tel mépris de la sécurité d'autrui.

Soudure autogène des récipients ayant contenu des hydrocarbures inflammables. — La réparation par voie de soudure autogène des fûts ou réservoirs ayant contenu des liquides facilement inflammables, et notamment de l'essence pour véhicules automobiles, oblige à des précautions particulières afin d'éviter des explosions. Ces accidents sont très généralement provoqués par l'inflammation, sous le jet du chalumeau, de traces de liquides restées dans ces récipients, et dont l'élimination complète s'avère assez laborieuse. Récemment, nous avons enquêté à l'occasion d'une explosion de ce genre; sous le chalumeau, le fond d'un fût affecté au transport de l'essence, fut complètement arraché, blessa l'ouvrier soudeur, et traversa la toiture de l'atelier. Cependant ce récipient avait été rempli d'eau pendant plus d'une semaine, et au cours de cette période retourné plusieurs fois, dans le but d'éliminer toutes traces du liquide inflammable.

En Allemagne, où cette question a fait l'objet d'enquêtes spéciales, il a été reconnu qu'un tel traitement préventif par l'eau n'est pas toujours parfaitement efficace, l'essence pénétrant dans les rainures de raccordement des fonds, d'où l'eau de lavage la déloge difficilement. On recommande que les fûts restent remplis pendant plusieurs semaines, au cours desquelles l'eau doit être souvent renouvelée. Ensuite, les plaçant dans un terrain vague, il est prudent de les essayer; à cet effet, l'opérateur, garanti par une cloison protectrice, dirige dans ces récipients un jet de flammes.

Les accidents survenus au cours de telles opérations ne sont pas cependant dus forcément à une inflammation de vapeurs d'essence. Il peut arriver que, par inadvertance, un ouvrier soudeur, inexpérimenté ou imprudent, promène sur le fût à réparer le jet de son chalumeau ouvert, mais non encore allumé. Il peut alors y avoir introduction accidentelle, par la bonde, ou même quelquefois, par la fissure à luter, d'un mélange explosible oxygène-acétylène, ou encore d'oxygène seulement, ce gaz étant tout d'abord admis dans le chalumeau. Dans cette dernière hypothèse, le comburant faciliterait grandement l'oxydation des vapeurs combustibles, et pourrait être la cause déterminante de leur explosion. Il ne faut donc confier ces travaux délicats qu'à des ouvriers sérieux connaissant parfaitement leur métier.

La réparation d'un fût ne sera entreprise qu'après en avoir enlevé la bonde, assurant ainsi une issue à l'air surchauffé et dilaté, de même qu'aux vapeurs s'il s'en produit, sans que puisse se former une surpression intérieure, dangereuse par elle seule. Dans certains cas même, il sera prudent d'assurer le refroidissement de ces gaz par l'introduction préalable d'eau dans le récipient, jusqu'à un niveau qui, toutefois, laisse à sec la partie à réparer.

La réparation des bidons, celle des réservoirs d'essence, en cuivre ou en tôle plombée, ne se doit effectuer ni au chalumeau, ni même à la lampe à souder; on se servira uniquement du fer, chauffé sans excès, pour obtenir la fusion de la soudure d'étain utilisée. Par contre, en opérant ainsi à basse température, un lavage intérieur rapide, avec une lessive caustique, suivi d'un passage à la vapeur, pourra suffire.

Explosion d'une lampe à mazout. — Les établissements de constructions mécaniques utilisent de plus en plus, dans les ateliers de chaudronnerie surtout, et aussi en matière de soudure autogène, pour échauffer sur place des pièces dont on veut éviter le retrait irrégulier, de gros brûleurs à vaporisation de liquide combustible, généralement alimentés au mazout. L'huile lourde est contenue dans un réservoir de brûleur, récipient cylindrique en tôle épaisse qu'on désigne communément sous le nom de « lampe à mazout », elle parvient au brûleur par une canalisation souple, où elle est refoulée par la pression de l'air comprimé admis dans la lampe. C'est également l'air comprimé qui, dans ce cas, amené au brûleur par une canalisation spéciale, forme le mélange combustible avec l'huile vaporisée.

Nous avons été amené à examiner les risques que présentent ces appareils à la suite de l'explosion d'un réservoir de brûleur, dont le fond s'est détaché, et le corps cylindrique, projeté contre les formes de la toiture de l'atelier, a blessé gravement un ouvrier en retombant sur lui. Il s'agissait d'un réservoir alimentant deux brûleurs, dont la figure 2 montre la construction. On remarque en C l'arrivée de l'air comprimé, qui, de là, se rend aussi directement aux brûleurs. Le départ du mazout se fait par la tubulure T, qui descend verticalement dans le réservoir, débouchant à peu de distance du fond concave. Celui-ci est réuni au corps cylindrique par une ligne de soudure autogène, opérée sur champ

et bord à bord. La calotte porte un manomètre M permettant le contrôle de la pression intérieure.

L'explosion survint au moment où, ayant procédé au réchauffage des brûleurs, en les plaçant sur un four à recuire voisin, et ouvert l'arrivée d'air comprimé, l'ouvrier allumait un de ces brûleurs. Notre première impression fut qu'un retour de flamme s'était produit, du brûleur au réservoir, par le tuyau souple d'air comprimé. Les témoins déclaraient, en effet, que la lampe venait d'être remplie, et qu'elle s'était renversée

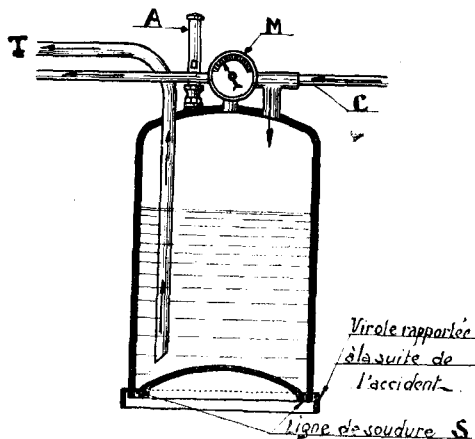


Fig. 2. — Schéma d'un réservoir de brûleur à mazout.

pendant le réchauffage des brûleurs. L'air pouvait donc ainsi véhiculer une émulsion d'huile, peu facilement inflammable à la température ordinaire, il est vrai; mais le réservoir se trouvait placé entre deux fours à recuire, dans une ambiance très chaude et l'inflammation pouvait avoir été facilitée par cet échauffement. Cependant, aucune trace de combustion ne fut relevée, et il fallut admettre l'explosion par simple dilatation de l'air comprimé qui venait d'être envoyé dans la lampe. Sous l'accroissement de sa température, cet air avait atteint une tension supérieure à la résistance de la ligne de soudure du fond. Celui-ci se détachant, la pression intérieure avait propulsé le corps de l'appareil.

Un examen attentif révéla que, faute d'une virole, ajoutée depuis, la ligne de soudure se trouvait peu à peu usée par les frottements sur le sol. Mais aussi, la direction de l'établissement décida de faire subir à toutes ces lampes des essais périodiques de pression, ces appareils semblant échapper au contrôle officiel du service des mines. Elle demanda, en outre, au fournisseur de placer sur chaque réservoir, à côté du manomètre, une petite soupape de sûreté terminée par un sifflet A dont le fonctionnement préviendrait qu'une pression dangereuse est atteinte. Une telle disposition préventive paraît absolument justifiée pour des appareils transportables appelés à être utilisés dans les ateliers où les foyers sont nombreux, et que leur amovibilité même rend de ce fait plus dangereux. Il convient de féliciter, pour cette réalisation rapide, le service de sécurité de l'usine de Fives-Lille, où l'accident s'est produit. Dans chaque atelier employant de tels brûleurs, il reste néanmoins indispensable d'interdire au personnel d'approcher leurs réservoirs de toute source importante de chaleur, l'existence d'appareils avertisseurs ne devant jamais permettre d'excuser les imprudences.

NOTE

SUR

LES VERNIS CELLULOSIQUES

ET LES PRÉCAUTIONS A PRENDRE DANS LEUR APPLICATION

PAR M. DECAILLY, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A LILLE.

Présentant des avantages précieux de rapide siccativité, de bonne conservation, et une richesse de tons inégalée, les vernis et peintures celluloseux sont maintenant presque exclusivement utilisés dans la carrosserie automobile; leur emploi tend à se généraliser dans la petite ébénisterie, et l'impression sur métaux même recourt quelquefois à eux. Leur préparation s'opère en partant de la nitrocellulose, du collodion, de l'acétylcellulose ou du celluloid, avec adjonction de résines. Ces constituants fixes sont dissous dans des solvants organiques, produits volatils, employés en mélanges de composition extrêmement variée.

Les plus commodément adoptés de ces constituants volatils sont : l'acétate d'amyle, les éthers de l'acide acétique, l'acétate de butyle, l'acétone et nombre de cétones, comme aussi divers alcools. La bonne qualité d'un vernis, sa parfaite adaptation au travail envisagé, dépendent avant tout du choix de ses constituants, et de leur proportion. Aussi, la préparation d'un mélange de solvants constitue-t-elle une opération délicate. Ce mélange sera ensuite dilué dans des hydrocarbures d'un prix de revient moins élevé : benzène, toluène, xylène, et encore solvant-naphta ou gazoline, souvent associés, et dans des proportions également variables.

Puis on incorpore à la solution des plastifiants qui rendront plus souple la pellicule de peinture, et enfin des pigments pour lui donner la coloration désirée. Ceux-ci devront être très finement broyés, l'épaisseur d'une pellicule ou film de vernis ne dépassant pas 0 m/m 05. On utilise à cet effet des blancs de zinc ou de titane, des rouges de fer; mais les bleus nécessitent des teintures aux cyanures de fer, et les tons jaunes, bruns ou verts s'obtiennent en partant du jaune de chrome, ou chromate de plomb. Ce sel plombique fournit des nuances très diverses; il tourne au brun par sulfuration, et prend des tons verts quand, par réduction, l'acide chromique est transformé en oxyde de chrome.

Utilisation des vernis celluloseux. — Les peintures celluloseux s'utilisent quelquefois au trempé, mais généralement on les pulvérise à l'aérographe sur l'objet à recouvrir. Leur application sur bois exige le bouchage préalable des trous et des irrégularités du support, à l'aide d'un enduit à base de colle ou de caséine. De leur côté, les parties métalliques à enduire doivent être décapées au jet de sable. Pour la couche de fond ou d'impression, on dispose de vernis spéciaux, dits « combinés », désignés aussi sous le nom d'apprêts gras, qui se préparent par mélange d'une solution

cellulosique et d'un siccatif à base d'huile de bois de Chine cuite avec un résinate de plomb ou de manganèse.

La couche d'impression ainsi posée ne présente pas une surface assez lisse pour recevoir les pellicules pigmentées; on la ponce. Dans la carrosserie automobile, plusieurs couches d'impression sont souvent superposées, notamment quand il s'agit de voitures neuves, et toutes sont égalisées par ponçage. On pulvérise ensuite une couche d'un apprêt dit cellulosique, puis on applique les pellicules pigmentées, le tout étant recouvert d'un film de vernis incolore. Les peintures laquées laissent quelquefois déposer leur pigment quand elles restent longtemps sans être utilisées; aussi, de préférence, on adopte en carrosserie des peintures en pâte, ou très épaisses, que l'on « allonge », au moment de l'emploi, avec des délayants qui sont des mélanges appropriés de solvants.

Lors de l'application, la détente consécutive à la pulvérisation de la peinture, puis l'évaporation rapide de ses constituants volatils, provoquent un abaissement de température très sensible de la pellicule déposée. Ce refroidissement, dont l'importance varie selon les solvants utilisés, peut, dans une atmosphère à 25°, ramener à 15° la température d'une pellicule fraîchement déposée. La couche d'air placée à son contact immédiat se trouvera proportionnellement refroidie, et son pourcentage hygrométrique augmentera, l'air plus froid étant plus facilement saturé. Si la saturation est atteinte, il y a condensation de l'excès d'eau atmosphérique à la surface du film, ou « louchissement » de la pellicule, dont la teinte devient irrégulière. Le louchissement est d'autant plus à craindre que l'air est plus humide, et dans la région lilloise par exemple, on ne saurait toujours l'éviter sans précautions spéciales; maints petits industriels insuffisamment prévenus se sont heurtés à cet obstacle. On le combat par un choix judicieux des constituants volatils, dont les mélanges varient ainsi selon les saisons, et aussi par un chauffage modéré des salles d'application.

Dangers d'intoxication. — Dans l'ensemble des opérations, les ponçages successifs et le polissage final absorbent une part considérable du temps de travail total. C'est dire toute l'importance qu'acquiert en l'espèce l'élimination des poussières; très heureusement, l'emploi d'un papier abrasif résistant à l'eau permet depuis quelques années d'effectuer le ponçage au mouillé. On commence aussi à utiliser des outils mécaniques portatifs qui fixent, à l'aide d'une matière grasse, les très fines particules détachées au cours de ces opérations. Il convient d'enregistrer la très grande amélioration apportée dans les conditions hygiéniques de l'industrie de la peinture par l'adoption de ces nouveaux procédés techniques.

Et, en réalité, le danger d'intoxication par les poussières s'avère désormais plus grand au cours de la projection de la peinture que pendant les opérations de ponçage. Pulvérisées à l'extrême, les parcelles de vernis forment avec l'air une suspension stable; elles ne peuvent être évacuées que par un constant renouvellement de l'air qui leur sert de support. Parmi ces poussières qui souillent l'atmosphère des salles d'application, l'œil ne perçoit que les plus grosses dont l'amoncellement forme un brouillard. Le brouillard se produit dans les zones où la vitesse du jet de peinture se trouve amortie et notamment à la périphérie du cône de projection; sa formation résulte de l'agglomération des parcelles de vernis entraînées dans des tourbillons par la résistance de l'air ambiant. Les gouttelettes ainsi créées sont assez facilement entraînées quand elles se trouvent dans le champ de dépression d'une ventilation efficace. De sorte que les poussières dangereuses sont celles surtout qu'une fausse direction accidentelle du jet a disséminées dans une zone de ventilation insuffisante. L'agglomération de ces particules, quand elle s'observe, ne saurait être que passagère, et la rapide évaporation de leur liant volatil les disperse à nouveau.

En diminuant leur visibilité, cette dissémination progressive des éléments constitutifs du vernis ne réduit point leur degré de nuisance. Dans tous les cas où on dispose d'une ventilation adéquate, la formation d'un brouillard n'est donc pas une preuve de pollution dangereuse de l'air, comme elle le serait dans une atmosphère stagnante. Le brouillard est d'autant plus accusé que la pression de pulvérisation est plus forte; on ne saurait cependant l'éviter complètement en abaissant cette pression, car les particules insuffisamment dispersées donneraient alors un travail défectueux.

On peut discuter sur le degré de nocivité des constituants solides des vernis cellulotiques. Il est incontestable que l'utilisation d'apprêts chargés de siccatifs à base de plomb, l'emploi de peintures au jaune de chrome créent des risques particuliers d'intoxication saturnine, mais il est vraisemblable aussi que les autres constituants métalliques des pigments, et la nitrocellulose elle-même, en raison de ses constituants nitrés, ne sont pas absolument inoffensifs. Leur action physiologique se trouve en effet multipliée par une pulvérisation très poussée qui présente à l'action dissolvante du suc gastrique des surfaces d'une étendue considérable.

Au reste, un autre danger, et non moindre, provient de la nuisance bien établie des vapeurs solvantes qui se dégagent au moment de l'application de ces peintures. Toutes attaquent les matières grasses de l'organisme, et notamment les lipéides des cellules des extrémités nerveuses. Ce sont des poisons du système nerveux, avec des localisations très nettes selon les produits. Toutes également exercent leur action anesthésiante et narcotique sur les noyaux même des cellules animales, assoupissant l'activité des oxydo-réductions qui constituent la respiration cellulaire.

Les hydrocarbures utilisés comme diluants présentent une toxicité particulière, étant plus difficilement déplacés du milieu intra cellulaire par l'oxygène qu'amène la circulation sanguine au contact des noyaux même. Mais encore, il est possible d'observer une graduation dans le degré de toxicité de ces hydrocarbures. Le toluène, le xylène, sont sensiblement moins dangereux que le benzène, à concentration égale de leurs vapeurs. Le benzène est aussi plus volatil, de sorte que les mélanges de ces corps homologues émettent des vapeurs toujours riches en benzène. Si, par exemple, nous considérons un mélange benzène-toluène à 50 p. 100, la concentration du benzène dans la phase gazeuse sera, non de 50 mais de 76 p. 100. Il importe donc de limiter l'utilisation du benzol dans la préparation des vernis, et de le remplacer par des hydrocarbures en même temps moins volatils et moins nocifs. Déjà pour des motifs analogues, la benzine, encore plus dangereuse, a été écartée de cette fabrication.

Dans un atelier judicieusement ventilé, les symptômes d'intoxication par les vapeurs solvantes ne sauraient être qu'exceptionnellement graves. En dehors d'irritations cutanées locales, surtout dues aux hydrocarbures, on observe généralement de la céphalée, de la toux, des vertiges. Une simple exposition à l'air libre du sujet atteint fera cesser son indisposition passagère, l'oxygène libérant les cellules inhibées, mais l'organisme conservera, de cette intoxication d'apparence bénigne, des traces d'autant plus accusées que l'exposition aux vapeurs nocives se sera davantage prolongée ou plus souvent renouvelée.

Toutes les perturbations apportées dans le fonctionnement des cellules sont en effet dominées par les lois générales de la chimie colloïdale, et leur persistance conditionnée par un principe fondamental qui peut ainsi s'énoncer : *« Toute action, chimique ou de surface, qui s'exerce dans un milieu colloïdal, est réversible, mais ne l'est jamais entièrement »*. C'est à la lumière de cette loi impérative, à laquelle ne sauraient se soustraire les organismes vivants, que doit se poursuivre la prophylaxie des atteintes à l'intégrité des fonctions cellulaires. Les troubles définitifs résultant d'une intoxication peuvent échapper aux investigations du praticien, car

nos méthodes de contrôle médical sont très imparfaites; elles n'en subsistent pas moins, et cette certitude est d'une importance capitale.

L'action d'un toxique est encore fonction du coefficient personnel de résistance de chaque travailleur à son égard. La susceptibilité particulière de certains sujets vis-à-vis des poisons en général, d'un groupe de toxiques, ou d'un corps nocif déterminé, est bien établie. En ce qui concerne la nuisance des vapeurs solvantes, dont l'élimination n'emprunte guère la voie rénale, mais se fait par voie d'échanges au niveau pulmonaire surtout, et qui s'attaquent de préférence aux cellules nerveuses, toute déficience dans le fonctionnement des centres respiratoires et nerveux, qui d'ailleurs sont solidaires, doit prédisposer aux intoxications. Pratiquement, il importe de soustraire immédiatement au contact de ces vapeurs les ouvriers particulièrement sensibles à leur action, dès que cette idiosyncrasie aura été observée. Il serait encore préférable de soumettre les candidats à l'embauchage, à un examen médical permettant d'éliminer préventivement tout sujet dont l'équilibre nerveux ne paraîtrait pas parfaitement assuré.

Une protection encore plus efficace que celle que confère une ventilation bien comprise peut être obtenue par l'utilisation de masques respiratoires. Généralement mal supportés par le personnel, ils sont trop peu utilisés. Leur port s'impose nettement dans les ateliers de peinture des grandes usines de construction d'automobiles où l'organisation particulière du travail oblige les applicateurs à un contact permanent avec les vapeurs nocives. Des divers modèles de masques utilisés, ceux qui comportent une arrivée d'air frais sur le visage semblent les mieux tolérés.

Inflammabilité des vapeurs solvantes. — En tout état de cause, l'abaissement de la concentration des vapeurs solvantes dans l'atmosphère de travail s'impose en raison de leur inflammabilité. La combustion de ces particules volatiles, dont le mélange avec l'air est d'autant mieux assuré et plus intime que l'atmosphère est plus agitée, prend facilement une allure explosive, en raison de la grande chaleur qu'elle dégage. Les molécules combustibles non encore combinées se trouvent ainsi portées rapidement, et en grand nombre, à la température d'inflammation. Les combustions explosives de vapeurs solvantes sont souvent graves; elles ont causé de véritables catastrophes, dont la dernière à notre connaissance, survenue en avril 1929 dans une fabrique de crayons de Nuremberg, a fait douze victimes.

Pour que se produise l'inflammation, il est nécessaire que le mélange d'air et de vapeurs soit de proportions convenables. Il existe pour chaque genre de vapeur une concentration optimum dans l'air, correspondant à sa combustion la plus complète, et à une production maximum de calories, donnant la déflagration la plus violente. Déterminée par le calcul, cette concentration peut être expérimentalement contrôlée. Au fur et à mesure que l'expérimentateur s'éloignera des proportions de ce mélange optimum, la violence de l'explosion qu'il provoquera décroîtra, jusqu'à un point-limite où elle ne se produira plus. Ce phénomène s'observe, soit en augmentant, soit en diminuant progressivement la concentration de vapeur combustible. Il existe donc deux limites d'explosibilité d'une vapeur : l'une inférieure qui, pratiquement, nous intéresse seule; l'autre supérieure. Cette dernière d'ailleurs peut disparaître si les particules combustibles sont suffisamment riches en oxygène pour que leur combustion se poursuive à l'abri de l'air. Une étude du docteur J.-H. Frijlender relatant les recherches effectuées par le Bureau des Mines de New-York nous a fourni quelques données intéressantes sur les limites inférieures d'explosibilité des mélanges d'air à 25°, avec des vapeurs de solvants les plus communément utilisés dans la préparation des vernis et peintures cellulósiques. Nous avons noté, en outre, pour chacune de ces

vapeurs, sa tension maximum à 25°, et sa densité, exprimée par l'indication du volume occupé à cette température par un gramme de vapeur :

DESIGNATION.	POURCENTAGE MINIMUM DES VAPEURS à limite inférieure d'explosibilité.		VOLUME en CENTIM. CUBES d'un gramme de vapeur à 25 degrés (1).	TENSION MAXIMUM de vapeur à 25 degrés.
	En volume.	Poids par litre.		
	p. 100.		centim. cubes.	millimètres.
Éther.....	1,25	0 0386	324	526
Acétone.....	2,5	0 0605	414	225
Alcool méthylique.....	5,5	0 0734	749	116
Alcool éthylique.....	4	0 0733	546	60
Acétate d'éthyle.....	2,75	0 0824	273	110
Acétate d'isopropyle.....	2	0 0896	235	68
Alcool isopropyl.....	2,5	0 0627	399	45
Alcool butylique.....			324	9
Acétate de butyle.....			207	16
Alcool amylique.....			2 6	8
Acétate d'amyle.....			184	10
Lactate d'éthyle.....			203	4
Benzol à 90 degrés.....	1,6	0 0487	303	97
Toluène.....	1,3	0 0498	261	32
Solvant-naphta.....	"	0 0499	"	36

(1) Le gramme d'air sec à 25 degrés occupe un volume de 918 centimètres cubes.

L'éther et les hydrocarbures forment, comme on le voit, avec l'air, des mélanges explosifs à partir d'un poids particulièrement faible de vapeur au litre. Leur combustion dégage beaucoup de chaleur, et la propagation de la flamme s'en trouve activée. Alors que la chaleur de combustion par gramme de l'alcool méthylique est de 5 cal. 3, celle de l'alcool éthylique de 7 calories, de l'acétone, de 7 cal. 7, la combustion de l'éther donne 8 cal. 8, celle du benzène 9 cal. 9 et celle du toluène 10 cal. 15.

Parmi les constituants volatils des vernis, l'éther et les hydrocarbures présentent donc le maximum de danger. Il convient de noter d'ailleurs que l'inflammabilité d'un mélange de vapeurs explosibles n'est pas la même que celle de ses constituants les plus sensibles; elle peut cependant s'en déduire par un calcul empirique. Plusieurs expérimentateurs ont essayé de produire l'inflammation des vapeurs solvantes en se plaçant dans les conditions mêmes du travail d'application des peintures. Il semble résulter de leurs constatations que les concentrations explosibles dans un atelier de peinture normalement ventilé ne se peuvent guère rencontrer que localement, dans la direction du jet par exemple. Et si une inflammation accidentelle se produisait, dans le jet même, elle ne pourrait guère s'étendre, la chaleur dégagée par la combustion se trouvant en partie compensée par le refroidissement qu'occasionne la détente; les gaz chauds seraient entraînés rapidement au dehors, pour peu que l'aspiration soit active.

On a été ainsi conduit à chercher s'il n'existerait pas d'autres causes possibles aux sinistres enregistrés, et on s'est aperçu que les dépôts desséchés de solutions cellulósiques, tel qu'on les observe dans certaines parties des ateliers de pulvérisation, et notamment dans les conduites de ventilation, sont souvent fort inflammables. Ils peuvent, sous le choc d'une particule dure, projetée par le pistolet notamment, entrer en combustion spontanée. Dans un cas d'explosion d'un atelier de vernis, en Angleterre,

les conduites d'aspiration en bois, imprégnées de solution nitrocellulosique, ont, en s'enflammant, donné une détonation très violente.

Installation et entretien d'un atelier d'application. — La construction des ateliers doit être poursuivie en tenant compte des risques spéciaux d'inflammation que comporte le travail; elle n'utilisera que des matériaux incombustibles. De préférence, les locaux ne seront pas très élevés, afin de limiter l'importance des remous causés dans leur atmosphère par la ventilation; les nettoyages des parois s'en trouveront d'ailleurs facilités. La toiture sera légère, comme dans les salles où l'on travaille les explosifs, et aucun étage ne devra s'élever au-dessus des salles d'application. Dans les installations importantes, on divisera les risques, et on limitera les conséquences de déflagrations possibles, en fractionnant les ateliers qui seront alors séparés par des murs solides. Dans chacune des cellules ainsi obtenues, le nombre des travailleurs sera réduit. Les parois intérieures devront être lisses pour atténuer l'importance des dépôts de poussières combustibles; peintes à l'huile ou revêtues de carreaux céramiques, elles seront lavables, et souvent lavées à la lance, de même que le sol. Celui-ci, imperméable et incombustible, sera de préférence cimenté, et établi de façon à former cuvette dont les angles seront arrondis. La grande densité des vapeurs solvantes, de celles des acétates et des hydrocarbures en particulier, oblige à cette précaution, sans laquelle, roulant sur le sol, ces vapeurs se répandraient dans les locaux voisins, où elles pourraient s'enflammer à des foyers lointains ou des lampes à feu nu utilisées dans les salles dont tout danger semble écarté. De telles migrations de vapeurs lourdes sont généralement facilitées par l'établissement de circuits d'air qui se forment entre locaux contigus de températures différentes. Dans les petits établissements de carrosserie automobile, dont les divers ateliers communiquent directement entre eux, séparés seulement par des cloisons, généralement en bois, le local de pulvérisation qui remplace l'ancienne salle de peinture est rarement isolé par un seuil surélevé. Les vapeurs combustibles peuvent ainsi s'infiltrer dans l'atelier voisin de ferronnerie où le forgeron jette sur le sol le fer rouge qu'il vient de travailler.

Quand plusieurs ouvriers travaillent dans un même atelier d'application, deux sorties au moins doivent être ménagées, et disposées selon l'emplacement des postes de travail, pour permettre une évacuation rapide. Dans les carrosseries où la pulvérisation s'opère en cabine aux parois de tôle, fermée d'une porte métallique roulante, une petite porte de service sera ménagée, qui soit de manœuvre facile. Il est hautement désirable que, dans les ateliers comportant plusieurs postes surtout, une des issues donne directement sur le dehors. Pour celle-ci aucun seuil ne sera prévu, l'ouverture descendant au niveau du fond de la cuvette que forme le sol. Il sera bon, au surplus, qu'un intervalle reste libre au-dessous de la porte, permettant aux vapeurs une sortie permanente à l'air libre; elles s'évaderont plus facilement si la cuvette présente une légère pente vers cette issue. A défaut de porte, de petites ouvertures pratiquées dans la muraille au niveau même du sol, permettront cette évacuation, en restant ouvertes après la cessation du travail.

On doit exclure de façon absolue toute flamme des locaux d'application et de leurs abords immédiats. L'interdiction de fumer sera formelle. Les lampes à incandescence seront munies d'enveloppes de sécurité; les moteurs électriques et appareils de compression, les lampes portatives, interrupteurs, coupe-circuits, etc., ne seront pas admis dans ces salles, à moins d'être d'un type spécial donnant toute sécurité. Les radiateurs, à eau chaude de préférence, qui seraient placés dans le local de projection, devront être recouverts, de façon que les poussières organiques ne puissent s'échauffer à leur contact direct. Toutes ces précautions, et cette der-

nière en particulier, devront également être observées dans les chambres de dessiccation qu'utilisent les grandes usines de l'industrie automobile pour activer la siccativation de la pellicule fraîchement apposée, et où la température est maintenue aux environs de 50°. L'organisation du service d'incendie devra faire l'objet de soins particuliers.

Il faut éviter d'entreposer les bidons de vernis, même s'ils sont vides, dans la salle de pulvérisation. Ces récipients maintenus clos, seront rassemblés dans un magasin spécial, dont l'installation s'entourera de toutes les précautions susceptibles de réduire le danger d'incendie, et d'éviter les déperditions de vapeurs dangereuses. Ce local sera éloigné de toute source de chaleur et dépourvu d'appareils de chauffage, de façon à limiter l'évaporation des produits inflammables. Les étagères destinées à recevoir les récipients de vernis seront entièrement métalliques, aussi isolées que possible. Le magasin sera pourvu dans sa partie basse d'ouvertures d'aération.

Les peintures et vernis utilisés seront propres, et les appareils de pulvérisation souvent nettoyés, comme le sol de la cabine. Il importe en effet pour la bonne exécution du travail, et également pour éviter des inflammations accidentelles par le choc de parcelles dures, que des poussières étrangères, et surtout des parcelles métalliques ne soient pas projetées dans le jet de peinture. Le polissage à sec des meubles et objets vernis, tel qu'on le pratique en ébénisterie ne va pas sans échauffer les parties polies, ni sans les électriser, car elles sont mauvaises conductrices. De petites étincelles peuvent ainsi, en atmosphère sèche, jaillir au cours du polissage du bois verni; elles constitueraient un grave danger si elles se manifestaient au sein d'un nuage de vapeurs combustibles. Il faut donc éviter soigneusement de procéder à des travaux de ce genre à proximité des appareils de pulvérisation. A tous les points de vue, l'application des peintures et vernis cellulósiques demande à être pratiquée dans des locaux ou cabines spécialement et uniquement affectés à cet usage particulier. Quelquefois, en ébénisterie, on pulvérise dans un même local des vernis ordinaires à l'huile, et des peintures cellulósiques. Une telle pratique est condamnable, la présence d'huile siccative, d'huile de lin surtout, dont l'oxydation s'accompagne d'un dégagement de chaleur assez notable, augmentant les risques d'incendie. Notamment, les gouttelettes d'huile qui se trouveraient projetées sur les dépôts cellulósiques des canalisations aspirantes faciliteraient leur inflammation. Les tampons d'ouate et chiffons d'essuyage seront soigneusement enlevés.

Dispositifs de ventilation. — La ventilation doit éliminer les vapeurs aussi complètement que possible, au fur et à mesure de leur production. Pratiquement, elle assure tout d'abord l'aspiration des gouttelettes du brouillard qui accompagne le jet. Les installateurs s'accordent à estimer que l'entraînement du brouillard exige, à l'endroit où il se manifeste, un déplacement d'air d'environ 0 m. 50 à la seconde. Ce chiffre ne doit être retenu qu'à titre indicatif car la direction du jet, et aussi sa pression, présentent à ce point de vue une importance évidente. Il convient que la pulvérisation s'opère autant que possible à une distance déterminée du ventilateur, et dans le sens même de son aspiration. Spécialement, la mise en peinture des grosses pièces doit être conduite de telle façon que l'opérateur puisse toujours travailler dans ces conditions, ou s'en écarter le moins possible; ceci implique l'installation de plaques tournantes, ou d'autres dispositifs mécaniques adéquats.

Connaissant la section de la cabine dans un plan vertical perpendiculaire au mouvement de l'air, et par le travers de la zone normale d'application, on en peut déduire, par une première approximation, la vitesse que l'appareil pulseur devra imprimer au fluide.

Admettant, d'autre part, un renouvellement de l'air répété trente fois l'heure (chiffre maximum), l'installateur pourra sur ces données calculer les caractéristiques du ventilateur hélicoïdal à prévoir. La commande en sera faite ordinairement par courroie, le moteur étant complètement préservé des vapeurs dangereuses. Si plusieurs postes de pulvérisation sont placés dans le même local, il faudra envisager un appareil pulseur en face de chacun d'eux. Destinés à aspirer des vapeurs très denses, les ventilateurs doivent toujours être disposés au-dessous du plan horizontal de pulvérisation, et de préférence, à proximité du niveau du sol. En cas d'impossibilité, ils seraient munis de buses débouchant près du sol, ou encore dans le sol même.

Il convient cependant d'éviter autant que possible l'installation de conduits, sur lesquels se plaquent des dépôts inflammables. Si un conduit est nécessaire, il sera aussi court que possible, sans coude brusque, et d'un diamètre supérieur à celui du ventilateur. Le nettoyage devra en être opéré régulièrement, les dépôts adhérents étant grattés avec des outils appropriés en cuivre, par exemple mais non en fer, afin d'éviter la production d'étincelles par chocs. Ces conduits ne devront jamais être en bois. Le ventilateur refoulant directement à l'air libre, sans conduit extérieur autant que possible, il pourra être utile, selon le sens des vents dominants, de disposer à l'orifice de sortie un écran protecteur.

Une bonne aspiration ne peut exister sans que soient ménagées des rentrées d'air correspondantes, d'une section totale largement suffisante pour assurer un débit normal à l'appareil pulseur. Elles seront placées à bonne hauteur (à 3 mètres environ), et réparties sur toute la longueur de la paroi opposée au ventilateur, et aussi sur la partie des parois latérales la plus éloignée de l'aspiration. Une judicieuse répartition de ces ouvertures évitera la formation de veines d'air séparées par des zones plus calmes. Progressivement, et selon un angle bien calculé, la section de la cabine diminuera entre la zone de travail et le ventilateur. Mais la meilleure disposition nous paraît être le maintien des salles d'application sous légère pression. L'air étant préalablement conditionné, c'est-à-dire chauffé s'il y a lieu, et soigneusement filtré, est refoulé par un ventilateur d'un débit légèrement supérieur à celui de l'appareil d'évacuation. Le même dispositif vaut également pour les salles de dessiccation; ainsi sont évitées les entrées d'air accidentelles avec tous les inconvénients qu'elles comportent (conditionnement irrégulier, veines d'air, introduction de poussières).

Il semblerait inutile de formuler l'interdiction absolue de pulvériser des peintures en cas d'arrêt accidentel du ventilateur, et de mentionner par surcroît la nécessité, pour assainir complètement l'atmosphère, de laisser tourner cet appareil pendant quelques minutes après l'arrêt du travail. Mais l'éducation préventive de nombreux usagers reste à parfaire, et son insuffisance ne saurait nous laisser indifférent, car elle implique fatalement des négligences dont les conséquences peuvent être fort graves.

NOTE

SUR

UN PROCÉDÉ DE MANUTENTION DE CHARBON

PAR M. GALOPEAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A BORDEAUX.

D'une façon générale, les usines à feu continu et spécialement les hauts fourneaux, les grandes usines chimiques, les fabriques de ciment, les papeteries, les centrales électriques, les usines à gaz, etc., sont des consommatrices de charbon très voraces et leur alimentation en combustible constitue un problème important dont on cherche constamment à améliorer la solution.

Supposons, ce qui est généralement le cas, l'usine raccordée à la voie ferrée. Les wagons de charbon arrivent dans la cour de l'usine; il faut les décharger, et rapidement, car les délais accordés par les Compagnies de chemin de fer pour libérer le matériel sont toujours très courts. Comment y arriver ?

L'ancien procédé consistant à effectuer le déchargement à la pelle est abandonné à peu près partout, car la main-d'œuvre fait défaut et le prix de revient est d'ailleurs trop élevé.

Voici donc ce qui se passe le plus souvent : une benne automatique, manœuvrée par une grue ou un pont roulant, prend directement le charbon dans les wagons et le déverse sur le parc de stockage.

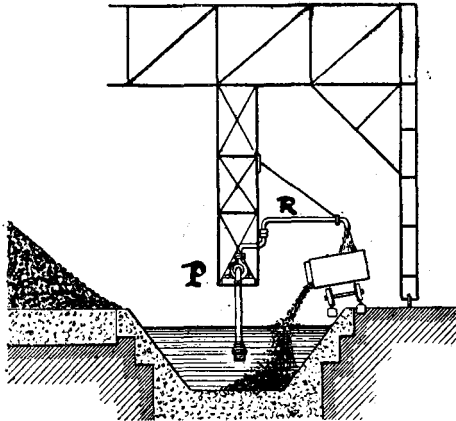


Fig. 1. — Dispositif de vidange hydraulique d'un wagon de charbon.

Ce procédé est d'abord dangereux, car il arrive fréquemment que l'ouvrier se trouvant dans le wagon est heurté et blessé par la benne; et quelquefois même, si la chaîne se rompt, il peut être écrasé.

Mais on conçoit que, dès que l'épaisseur de combustible dans le wagon

est réduite à 30 ou 40 centimètres, la benne preneuse ne peut plus travailler et qu'on est obligé d'achever à la pelle la vidange du wagon.

Enfin, le procédé de déchargement que je viens de décrire offre un autre inconvénient important : celui de dégager beaucoup de poussières qui noircissent les bâtiments et gênent parfois la fabrication, par exemple dans les papeteries et surtout dans celles qui fabriquent du papier blanc.

Je voudrais décrire un procédé de déchargement original et nouveau qui n'a, je crois bien, reçu encore qu'une application en France et qui vient d'être utilisé par une fabrique de cellulose très importante du département de la Gironde.

Cette usine dont les chaudières sont munies de foyers automatiques, ne consomme que des « fines » à raison de 30 tonnes par jour pour le moment, mais est appelée à en consommer davantage si les prévisions de la direction se réalisent.

Le charbon arrive à l'usine par trains complets et on constitue des rames de 5 wagons qu'on dirige sur une voie longeant la fosse de déchargement (bassin rectangulaire cimenté, rempli d'eau, de 40 mètres de longueur, 7 mètres de largeur), et laquelle voie a une déclivité de 10 p. 100 (voir figure 1). Une pompe centrifuge Rateau P, à axe horizontal, dont voici les caractéristiques : puissance absorbée, 30 CV; nombre de tours par minute, 560; débit, 520 mètres cubes à l'heure, est chargée de pomper l'eau dans la fosse et de la déverser par un tuyau de refoulement R sur le charbon contenu dans les wagons pour assurer leur vidange. Cette pompe est du type à aspiration axiale, roue à une seule ouïe, dont deux portes de visite, l'une sur la volute, l'autre sur le coude d'aspiration, rendent l'accès facile. Elle a été d'ailleurs spécialement étudiée pour véhiculer des eaux boueuses et peut aspirer sans inconvénient des corps étrangers à condition qu'ils aient moins de 45 m/m de diamètre. Le tuyau de refoulement est mobile dans le plan horizontal, ce qui lui permet de se déplacer au-dessus du charbon contenu dans les wagons.

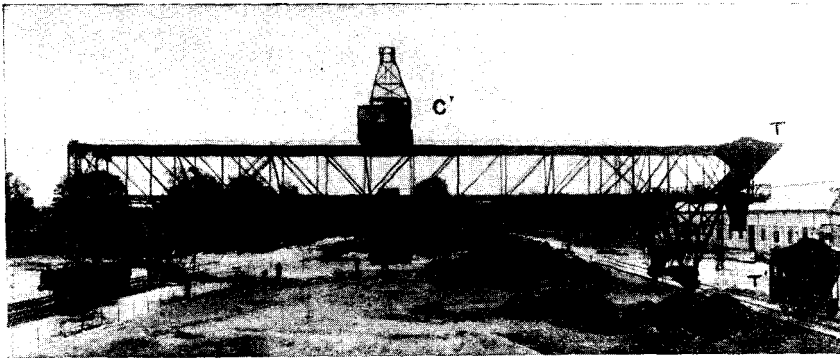


Fig. 2. — Vue d'ensemble de l'installation.

Le groupe électro-pompe (composé de la pompe et du moteur qui l'actionne) est suspendu (voir figure 3) à une cabine de manœuvre C située à la partie inférieure d'un pont roulant dont le portique de 50 mètres de longueur et 7 m. 75 de hauteur enjambe tout le parc de stockage.

Quand les wagons sont en place, un ouvrier monte dans la cabine C, met la pompe en route et l'eau entraîne le charbon dans la fosse à raison de 3 tonnes par 5 à 6 minutes. Le même ouvrier peut faire déplacer le

portique pour atteindre successivement chacun des 5 wagons qui longent le bassin.

Il faut maintenant reprendre le charbon dans la fosse et le décharger sur parc. L'ouvrier qui a vidangé les wagons monte dans la cabine C' mobile sur le portique (fig. 2) et manœuvre la benne piocheuse B qui plonge dans la fosse et va déposer son contenu (3 tonnes) en un point quelconque du parc.

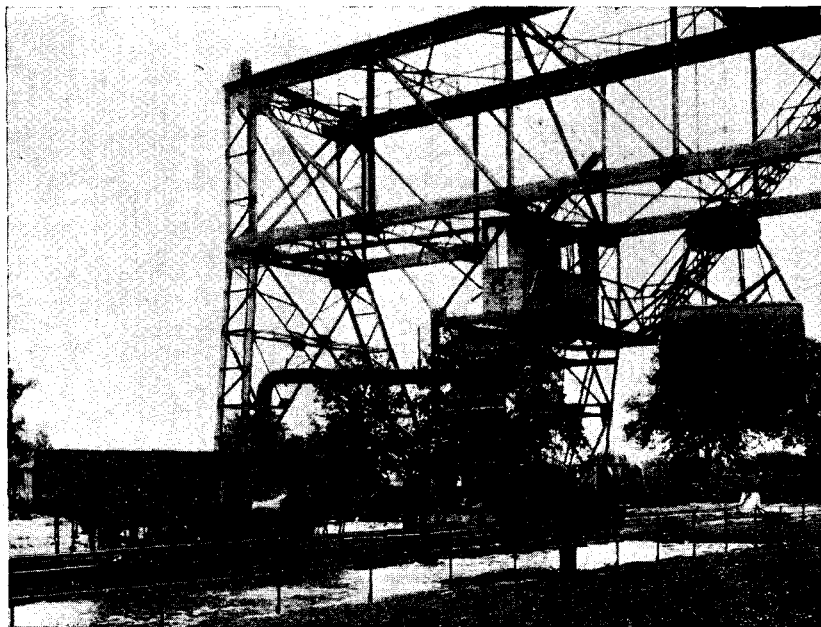


Fig. 3. — Vue d'un wagon en vidange.

Evidemment, le charbon est mouillé et on ne peut l'utiliser tout de suite; mais l'eau s'égoutte rapidement dans le sol et après 24 heures de stockage il n'en reste plus que 6 p. 100.

Enfin, grâce à l'installation qui fait l'objet de cette note, on peut également alimenter rapidement et automatiquement les générateurs. Voici comment :

La benne B reprend le charbon en stock et le dirige sur une trémie supérieure T (voir fig. 2) dont le fond mobile permet de remplir la trémie T' d'une contenance de 9 tonnes qui vient se placer sous le goulot de la première. Ainsi qu'on le remarque sur la figure 2, elle se déplace sur voie ferrée au moyen d'un moteur électrique recevant le courant par trolley.

La trémie pleine T' est dirigée vers un élévateur à godets qui dessert les silos situés dans la salle des générateurs et qu'on n'aperçoit malheureusement pas sur la figure. Un distributeur ingénieux (animé d'un mouvement horizontal alternatif) placé à l'avant de la trémie, et facilement réglable, permet d'alimenter l'élévateur suivant la cadence désirée et évite tout engorgement.

En comptant sur une moyenne de 6 minutes pour la vidange d'un wagon de 30 tonnes, de 12 minutes pour le stockage, on arrive à un

rendement de 100 tonnes à l'heure en employant seulement deux hommes, l'un qui conduit le portique et dirige la manche à eau, l'autre qui ouvre les portes des wagons et les referme. Le directeur de l'usine estime que les frais de déchargement, force comprise, sont inférieurs à 0 fr. 50 par tonne.

Quant à l'alimentation des chaudières, elle est assurée par un seul homme travaillant une heure par jour, alors qu'il fallait précédemment 5 hommes occupés toute la journée. Le résultat est donc économiquement très intéressant, mais indépendamment de cette question, on se rend compte que la manutention de charbon qui était un travail malpropre donnant lieu à un dégagement abondant de poussières, n'a plus aucun de ces inconvénients puisque toutes les opérations se font automatiquement et qu'on opère sur du charbon mouillé.

Il ne faudrait cependant pas conclure que l'économie de main-d'œuvre réalisée constitue un bénéfice énorme, car le coût et, par conséquent, l'amortissement d'une pareille installation, est très élevé. Mais, ce qu'il faut en retenir, et ce sera la conclusion de cette note, c'est qu'en raison de l'effrayante pénurie de main-d'œuvre dont on souffre en France — et surtout quand il s'agit de travaux sales ou pénibles — un semblable dispositif est particulièrement à recommander chaque fois que la situation financière des industries permet d'y recourir.

Nous avons, pour terminer, le devoir de remercier M. le Directeur de la « Cellulose du Pin » qui a bien voulu nous autoriser à décrire l'appareil faisant l'objet de cette note et nous fournir tous renseignements le concernant.

NOTE

SUR

L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'HYGIÈNE DANS LES ATELIERS DE DÉCAPAGE DES MÉTAUX, ET PARTICULIÈREMENT DU FER, PAR LES ACIDES

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A NANCY.

Le fer et l'acier, travaillés à chaud, se recouvrent d'une couche noirâtre, communément appelée croûte. Tel est le cas des produits laminés, tréfilés, estampés ou forgés. Cette couche est constituée par des oxydes de fer correspondant, le plus souvent, aux compositions FeO et $\text{Fe}^2 \text{O}^3$.

On la fait disparaître, et l'on donne aux produits fabriqués leur aspect fini, en plongeant ces derniers dans des acides minéraux dilués.

On fait subir ce même décapage aux métaux abandonnés à l'air et dont la surface recouverte de rouille, de vert-de-gris, ou diversement altérée, doit être nettoyée parfaitement en vue de servir de support à un revêtement spécial. Cette opération est de règle préalablement à l'étamage, à la galvanisation du fer, au nickelage, au vernissage du cuivre.

Un grand nombre d'industries l'entreprennent à ces divers titres,

notamment celles du laminage, les tréfileries, boulonneries, clouteries, chaudronneries, fonderies, les ateliers de galvanisation à chaud, de nickelage, les fabriques de tubes en métal, de ressorts, d'appareillage électrique...

Technique ordinaire du décapage aux acides. — Pour atteindre à ces fins, les pièces de fer, de fonte ou d'acier sont immergées dans des cuves ou des bacs contenant des solutions diluées d'acide sulfurique à 66° Beaumé, de 0,5 à 10 p. 100 d'acide, en volume, par 100 parties d'eau.

Ces solutions, dans la pratique ordinaire, sont presque toujours chauffées, par arrivée directe de vapeur, à des températures comprises entre 50 et 95° centigrades.

On utilise également, bien que moins fréquemment, l'acide chlorhydrique dont l'attaque, pour le même titre, est environ trois fois plus vive que celle de l'acide sulfurique; mais son emploi comporte un nombre moins élevé d'applications.

Les produits sont déposés dans les bacs, soit à l'aide de crochets ou de pinces, s'ils sont de poids limité, soit à l'aide de palans ou d'autres appareils de levage, lorsqu'ils sont de gros volume. Ceux de très petites dimensions sont généralement placés dans des paniers perforés, en grès, plongés ensuite dans les bacs.

Les pièces à décaper sont maintenues dans le bain jusqu'à nettoyage complet ce qui, suivant la nature et l'épaisseur de la croûte, la concentration des solutions et leur température, nécessite un temps variant de quelques minutes à plusieurs heures. Ces pièces sont ensuite rincées à l'eau, puis passées dans un bain alcalin afin de neutraliser l'action corrosive de l'acide de décapage.

Principes généraux de décapage aux acides. — Le but précis de l'opération visant à la disparition des croûtes, battitures, pellicules de laminage, de la calamine recouvrant le métal, et plus particulièrement le fer brut ou façonné à chaud, il semblerait que l'action des bains acides dût se borner à la seule attaque des oxydations. Or, en réalité, cette action comprend deux phases maintenant convenablement étudiées et connues :

1° Une attaque et une dissolution des oxydes avec formation de sulfate ou de chlorure de fer, suivant la nature de l'acide utilisé.

Dans le cas le plus courant de l'acide sulfurique et du fer, l'acide et les oxydes, dont la composition chimique montre une forte teneur en fer, s'unissent pour former du sulfate ferreux, ou couperose verte, soluble dans le bain jusqu'au point de saturation, après lequel il cristallise et se fixe sur les parois et au fond des cuves et, dans certains cas, sur le métal à décaper lui-même.

2° Une attaque du fer mis à nu, avec dégagement d'hydrogène.

Cette attaque est parfaitement inutile et techniquement indésirable. Cependant, avec les procédés courants, elle est inévitable. L'action de l'acide ne se limite pas, en effet — l'expérience et des essais précis le démontrent — à l'attaque des oxydations ou autres impuretés. L'acide pénètre, dès le début du décapage, à travers les pores de la couche d'oxyde, pour atteindre le métal, et le dissout en produisant de l'hydrogène, phénomène bien connu, mais qu'il importe de noter au passage, en raison de son importance primordiale au point de vue de l'hygiène des ateliers, comme nous le montrerons plus loin. La pression exercée par ce gaz fait, par une véritable action mécanique, sauter les oxydes sous forme d'écailles, et l'on obtient ainsi les pièces décapées avec leurs surfaces métalliques nettes. On retrouve d'ailleurs souvent, en partie, ces écailles dans les dépôts des bains usés.

L'effet de la dissolution du fer lui-même, par l'acide et, par suite, l'importance du dégagement d'hydrogène, varient avec le degré de concentration des acides. C'est ainsi que des études méthodiques, résumées par M. Heinz Bablik⁽¹⁾ prouvent que, dans des solutions chlorhydriques faibles, le fer métallique des produits décapés est à peu près seul à se dissoudre, les oxydes Fe O et Fe^2O^3 , n'étant presque pas attaqués. Ils sont détachés mécaniquement et suivant le phénomène qui vient d'être décrit. Au contraire, dans le même acide concentré, les solubilités, semblables pour les deux oxydes, sont du même ordre de grandeur que celle du fer.

Avec l'acide sulfurique, le dégagement d'hydrogène est, d'ailleurs, beaucoup plus important qu'avec l'acide chlorhydrique. Des expériences effectuées dans les mêmes conditions, à la température de 40° permettent d'établir la comparaison suivante, d'après l'auteur déjà cité :

	QUANTITÉ TOTALE d'hydrogène dégagé en centimètres cubes.		
Concentration de l'acide p. 100.....	1	3	6
Acide chlorhydrique.....	11.5	6.6	3.3
Acide sulfurique.....	87	97	100.3

Conditions d'hygiène des ouvriers pratiquant le décapage aux acides.

— Le séjour dans les ateliers où le décapage aux acides est régulièrement entrepris sur une certaine échelle, par les procédés courants, est particulièrement pénible. L'observateur enregistre de la difficulté à respirer profondément, en même temps qu'une irritation des muqueuses buccales et nasales, de l'œil, des gencives et du larynx, qui décèle la présence, dans l'atmosphère, de vapeurs acides.

Les décapeurs subissent continuellement cette action irritante qui affecte également les dents, dont la partie calcaire est dissoute, notamment par l'acide chlorhydrique, les cheveux et, surtout, à la longue, les organes respiratoires et digestifs internes.

Le mécanisme de formation des vapeurs acides s'explique de la façon suivante : Comme nous l'avons signalé, l'attaque du fer pur, au cours des réactions de décapage, donne lieu à un dégagement d'hydrogène, alors que celle des oxydations ne produit que de l'eau et des sulfates. Ce gaz s'élève rapidement du fond des bacs sous forme de bulles qui, en crevant à la surface des récipients, projettent dans l'air de l'acide pulvérisé, entraîné au surplus par le courant gazeux plus léger que l'air. C'est ainsi que se crée autour du bain une atmosphère acide constituant les vapeurs de décapage. Leur analyse montre, en effet, qu'elles sont composées « d'hydrogène chargé d'acide pulvérisé ».

On aperçoit, dès lors, toute l'importance, au point de vue de l'hygiène des ateliers, de la formation et du dégagement d'hydrogène résultant spécialement de l'attaque du métal vif par l'acide.

Nous signalerons, en outre, que certains effets d'intoxication sont occasionnellement à redouter, au cours du décapage, du fait de l'entraînement, dans l'atmosphère des locaux de travail, d'acide sulfhydrique ou de carbures divers, dont la formation résulte de la composition spéciale des fers décapés. Nous avons eu connaissance, il y a quelques années, d'un cas d'ictère survenu chez un ouvrier occupé, dans une fabrique d'appareillage électrique, au décapage de douilles en cuivre. Bien que l'origine de cette maladie n'ait pu être établie avec précision,

⁽¹⁾ Les réactions dans le décapage à l'acide chlorhydrique : « *Technique Moderne* », du 15 avril 1920.

le médecin traitant a fortément supposé qu'elle était en relation avec l'absorption répétée des vapeurs dégagées au cours du travail.

Enfin, par suite du chauffage des bacs, et surtout à la saison froide, les ateliers se remplissent de buées, alourdies par les particules d'acide projetées hors de bains et par la présence de gaz plus lourds que l'air, tels que l'hydrogène sulfuré. Elles ont tendance à séjourner en nuages épais et gênants à faible hauteur dans les salles.

Inconvénients au point de vue technique des procédés ordinaires de décapage aux acides. — Ces dangers, pour la santé des ouvriers, s'accompagnent, au surplus, au point de vue technique, d'inconvénients dont l'origine est la même.

L'attaque du fer, avec production d'hydrogène, comporte des conséquences fâcheuses; elle le rend cassant provoquant la fragilité dite « de décapage », due à la dissolution, dans le métal, d'une partie de l'hydrogène naissant. En même temps, risquent de se former des soufflures provoquées par un regroupement moléculaire des ions d'hydrogène à l'intérieur du fer, et de l'emmagasinement de ce gaz dans les solutions de continuité qui se présentent toujours dans la texture du métal, et qui peuvent motiver le rebut de la pièce.

Il se produit aussi, du fait de cette attaque, une perte de métal. Jusqu'alors on l'avait généralement admise comme une chose naturelle. Cette perte varie de 0,5 à 0,75 p. 100 du poids du métal traité. Elle mérite de retenir l'attention lorsqu'il s'agit de produits qui se vendent au poids.

Une consommation exagérée d'acide en découle, puisqu'une partie de ce dernier est involontairement employée à agir sur le fer, réaction non cherchée et non souhaitable.

D'ailleurs, la couche d'oxydes n'ayant pas partout la même épaisseur, certaines parties du fer sont mises à nu les premières. Elles continuent à être attaquées et le sont, en définitive, plus profondément. Il y a donc gaspillage d'acide en pure perte, pour un décapage irrégulier dans ses effets.

D'autre part, la surface des objets soumis au décapage est, tout d'abord, rendue lisse et unie; mais sous l'attaque de l'acide devient rugueuse et poreuse. Elle exige alors des façons supplémentaires pour la polir, ou provoque l'emploi de plus fortes quantités de couverte ou de métal si les pièces doivent être ensuite galvanisées, étamées ou peintes.

En outre, le chauffage, dans les limites précédemment indiquées est nécessaire avec les procédés actuels. Les bains d'acide doivent donc être réchauffés au fur et à mesure de leur refroidissement, d'où des frais de combustible et une surveillance indispensable de l'installation. Ce réchauffage comporte l'inconvénient d'introduire, dans les bacs, de la vapeur d'eau qui, en abaissant le degré de concentration des solutions, nécessite une addition d'acide destinée à en rétablir le titre.

Enfin, en cas de surchauffe, la vapeur d'eau, au fur et à mesure qu'elle s'élève, entraîne des particules d'acide, aggravant les conditions d'hygiène des ateliers plus haut exposées.

A ces inconvénients d'ordre technique, il y a lieu d'ajouter ceux qui résultent de la corrosion éventuelle des charpentes métalliques, des équipements des salles, des palans, des divers appareils de levage, et de la détérioration rapide des vêtements de travail.

Moyens ordinairement employés pour pallier à ces inconvénients ou dangers. — Jusqu'alors, les moyens classiques de remédier aux inconvénients des vapeurs acides et des buées, consistaient surtout à diriger les unes et les autres hors des locaux de travail, à l'aide de hottes,

conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 juillet 1913, qui prescrit que « pour l'évacuation des buées et vapeurs, il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace ».

Les imperfections de ce procédé sont bien connues. Si les hottes ne sont pas suffisamment enveloppantes, les vapeurs risquent de se diffuser dans l'atmosphère des salles avant d'être captées. Si, au contraire, les bacs sont complètement recouverts, le travail est alors rendu difficile et, en tout cas, très ralenti. Enfin, le tirage naturel, dans la cheminée d'appel, est influencé par les conditions atmosphériques; l'emploi de ventilateurs mécaniques pour renforcer ce tirage reste délicat, les appareils étant rapidement mis hors service par les vapeurs acides, à moins qu'ils ne soient construits en matériaux spéciaux inattaquables, mais alors souvent fragiles et coûteux. L'évacuation des buées est particulièrement difficile par ce procédé.

On pourvoit, en outre, presque toujours, les ouvriers décapeurs de masques ou tampons, moyens de protection aléatoires comme tous ceux dont l'application dépend du personnel lui-même. Le masque est d'ailleurs inévitablement plus ou moins gênant. S'il n'est pas totalement délaissé, on ne l'utilise que pour se protéger contre des dégagements intenses insupportables; mais l'action lente des vapeurs acides, moins pénibles à supporter, subsiste et reste redoutable.

Au reste, ces deux genres de mesures : installation de hottes et emploi des masques individuels, constituent de simples palliatifs destinés — comme en beaucoup d'autres circonstances de l'hygiène industrielle — à combattre les effets du mal, mais non à en supprimer la cause. Or, dans le cas spécial des ateliers de décapage, la suppression des causes de dangers ne pourrait s'obtenir, d'après ce qui a précédemment été exposé, qu'en prévenant tout dégagement d'hydrogène dans les bains et, par suite, toute attaque du métal vif par la solution acide.

L'attention des techniciens s'est arrêtée, depuis longue date déjà, sur cette question, qui resta longtemps avant d'être résolue.

Certains eurent l'idée d'ajouter aux bains des matières inertes, telles que la farine, la saponine, les sulfites qui, en suspension dans la solution acide, et par une simple action mécanique, provoquaient une gêne pour la montée des bulles à la surface, la ralentissant, emprisonnant les bulles et les empêchant d'éclater. Mais c'était encore là s'attaquer aux effets sans influencer sur les causes, et les résultats constatés restèrent médiocres.

On remarqua, par la suite, que l'addition aux bains de certains composés chimiques était susceptible de diminuer l'attaque du fer. Tel est le cas avec l'emploi du sulfate de fer ou du sulfate de sodium, dans des bains d'acide sulfurique. Mais une attaque partielle subsiste, et l'effet obtenu n'est pas parfait en ce sens qu'il n'arrête pas tout dégagement d'hydrogène et, par voie de conséquence, de vapeurs acides.

Procédés actuels par emploi de catalyseurs. — Or, depuis quelques années, on utilise, pour obtenir un résultat complet, une série de produits d'addition, généralement de nature organique, qui, eux, s'opposent efficacement à l'attaque du fer. En raison de cette efficacité, ils sont fréquemment signalés dans les études récentes sur la question du décapage par les acides.

Nous avons, personnellement, suivi l'essai de deux d'entre eux dans une fabrique de ferrures galvanisées, puis dans une fabrique de limes.

Ces produits agissent chimiquement. Sans pouvoir donner d'indications sur leur nature et leur composition exactes, nous pouvons dire qu'ils ont un rôle de catalyseurs négatifs. Ils immunisent, en quelque sorte, par une action catalytique, la surface métallique, sous les couches

d'oxyde. C'est dire que l'acide ne peut attaquer le métal lui-même. Il est, dès lors, forcé de dissoudre chimiquement les oxydes, rouilles, calamines ou battitures, contrairement à ce qui se produit avec les procédés courants de décapage, où l'hydrogène — nous le rappelons — fait sauter mécaniquement la calamine, alors que l'acide n'en dissout, par voie chimique, qu'une faible quantité. On en trouve la preuve en examinant les dépôts, dans les bains ordinaires épuisés, que l'on rencontre sous forme d'écaillés, tandis que la vase des bains protégés n'est composée que de fines particules d'oxyde.

Comme l'hydrogène ne se dégage que par l'attaque du métal, et que les vapeurs acides ne sont entraînées dans l'air que par les bulles de ce gaz éclatant à la surface des bains, on saisit l'intérêt indiscutable de la limitation de l'action des acides à la seule dissolution des oxydes.

La pratique confirme cette théorie. Nous avons, dans notre section, le cas d'une installation utilisant tantôt l'acide sulfurique, tantôt l'acide chlorhydrique, pour le décapage de pièces de ferronnerie et de boulonnerie, ensuite galvanisées à chaud, où l'emploi des produits d'addition aux bains est pratiqué depuis deux années.

Précédemment, les vapeurs rendaient le séjour dans l'atelier de décapage particulièrement pénible. Les ouvriers étaient dans l'obligation d'utiliser fréquemment des masques ou des tampons recouvrant la bouche et les narines. La construction de hottes enveloppantes, avec cheminées d'appel, n'avait pas amélioré sensiblement cette situation. D'autre part, elle avait eu pour conséquence fâcheuse de canaliser le rejet des vapeurs acides sur une avenue plantée d'arbres et sur un jardin attenant à une habitation privée. Et l'on pouvait constater aisément l'influence des vapeurs sur la végétation, influence caractérisée par un jaunissement des feuilles et un dépérissement des arbres les plus rapprochés de l'usine. Des plaintes du voisinage, dont nous avions eu à connaître au titre de l'inspection des établissements classés, s'étaient élevées.

Malgré les efforts de l'industriel, malgré une amélioration du tirage des hottes, une solution vraiment satisfaisante n'avait pu être obtenue, lorsque l'intéressé eut connaissance des nouveaux produits d'addition. Il en fit immédiatement l'essai, reconnu bientôt tout à fait concluant.

Deux produits d'appellations différentes ont été employés. Ils ont fourni des résultats sensiblement égaux.

Nous avons été frappé de l'amélioration obtenue. Aucune odeur n'est perçue, même à faible distance des bacs de décapage. Les ouvriers ont abandonné complètement les masques, et l'on travaille dans l'atelier sans ressentir de picotements désagréables sur les muqueuses du nez et de l'œil. La végétation, aux abords de l'établissement, est redevenue normale.

L'expérience suivante, très simple, confirme bien la suppression des vapeurs grâce aux catalyseurs : deux éprouvettes sont remplies chacune avec une solution diluée à 10 p. 100 d'acide sulfurique à 66° B., et chauffées au bain-marie. Le contenu de l'une d'elles reçoit, en outre, 1 p. 100 de produit d'addition. Dans chaque solution est plongé un morceau de fer pur, propre. On constate dans la première éprouvette, sans produit d'addition, une attaque rapide du métal. Si l'on présente à l'ouverture un papier de tournesol bleu, l'acide entraîné par le dégagement d'hydrogène, rougit le papier. Au contraire, ce dernier, placé au-dessus et près de la deuxième éprouvette, ne change pas de couleur, ce qui démontre bien qu'aucune vapeur acide ne s'en dégage.

En outre, les catalyseurs présentent un autre avantage fort intéressant. Ils permettent de décaper à froid, sans aucun réchauffage des bains ou, tout au moins, sans réchauffage important. On réduit donc, par là, au minimum, et surtout en hiver, la formation de buées

désagréables et gênantes. Avec certain produit, au surplus, le bain se trouve pourvu d'une couverte d'écume à la surface, véritable couche isolante, retenant dans le bain une partie de la chaleur habituellement perdue.

Cette amélioration si importante des conditions d'hygiène s'accompagne d'améliorations parallèles, aux points de vue technique et économique, provenant de la même cause essentielle : la suppression des dégagements d'hydrogène. On supprime, en effet, la fragilité de décapage et les pertes de métal, tout en réduisant la consommation d'acide. On enregistre aussi une augmentation de qualité, la surface des objets traités restant lisse et polie.

La possibilité de décaper à froid, ou à température peu élevée, a pour conséquence une économie de vapeur et, partant, de ce combustible. Enfin, les équipements en contact direct avec les bains acides, les paniers ou autres accessoires immergés, les parties métalliques des constructions sont ménagés.

Il convenait, toutefois, de vérifier si ces avantages ne comportaient pas, comme contre-coup, une action fâcheuse sur la structure des produits traités, qu'un simple examen extérieur n'aurait pu révéler. Or, une étude microscopique des effets de deux solutions acides, ordinaires, et additionnées de catalyseurs, sur des échantillons d'acier doux, laminé à chaud, montre ce qui suit. Après 22 minutes de décapage dans des bains d'acide sulfurique à 2 p. 100 en volume, à la température élevée de 94°, la surface de l'échantillon n° 1, plongé dans une solution à l'acide simple, apparaît creusée et cristalline. L'échantillon n° 2, plongé dans une solution traitée, ne présente aucune trace de morsure par l'acide. Il n'y a donc pas lieu de redouter une modification dans la structure du métal décapé. Cette expérience montre, en outre, qu'il est possible, avec les produits d'addition, de décaper des fils fins ou des objets finis sans en altérer les dimensions.

Ces produits peuvent être utilisés aussi bien avec l'acide sulfurique qu'avec l'acide chlorhydrique. Leur emploi est particulièrement indiqué pour le décapage du fer et de l'acier, mais il s'étend également, dans les mêmes conditions, au décapage du cuivre, du laiton, du bronze et du maillechort et, en général, des autres métaux pesants, à l'exclusion, toutefois, de l'aluminium, de l'étain et du zinc.

Dans la pratique, ils se présentent sous forme de liquides lourds, transparents, généralement teintés, inodores et ininflammables. Ils n'attaquent pas la peau et n'émettent pas de vapeurs. Ils doivent être, en principe et de préférence, ajoutés à l'acide concentré plutôt qu'à l'eau destinée à la préparation des bains. Les proportions à utiliser, déterminées par certaines règles pratiques sur lesquelles nous n'insisterons pas, varient avec la concentration et la nature des acides employés, celle des métaux traités et l'aspect sous lequel ceux-ci interviennent : brut ou fini. Elles sont de l'ordre de 1 p. 100 du volume de l'acide concentré, parfois un peu supérieures.

La dépense supplémentaire qu'entraîne leur usage est largement couverte, nous a-t-il été déclaré par un usager, par les économies d'ordres divers plus haut signalées qu'elle permet de réaliser, l'amélioration de la qualité du travail constituant, au surplus, à elle seule, un gain sérieux.

Il apparaît donc qu'en raison de ces avantages, et tout particulièrement de l'amélioration fort nette des conditions d'hygiène des ateliers, l'attention des industriels intéressés pourrait utilement se porter vers l'étude et l'expérimentation des produits d'addition aux bains de décapage, qui semblent encore peu connus.

NOTE

SUR

UNE INSTALLATION POUR LE DÉCAPAGE AU JET DE SABLE DE GROSSES PIÈCES DE CHAUDRONNERIE

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A NANCY.

On pratique journellement, dans certaines industries, le décapage au jet de sable pour la préparation de pièces de chaudronnerie très volumineuses, dont la surface doit, ensuite, être recouverte d'enduits protecteurs, soit par vernissage, soit par émaillage, soit par métallisation par pulvérisation de métaux fondus.

La captation des poussières, dans ce cas particulier, constitue un problème particulièrement difficile à résoudre de façon réellement satisfaisante. La disposition généralement adoptée pour le sablage de pièces de faible encombrement, et qui consiste à opérer dans une cabine close, mise en dépression et munie d'une ouverture spéciale permettant à l'ouvrier, resté à l'extérieur, de diriger utilement le jet de sable, est, ici, impraticable.

On ne peut songer à décaper de cette manière, comme nous le voyons faire dans notre section, des réservoirs ayant jusqu'à 6 ou 8 mètres de longueur et 3 mètres ou 3 m. 50 de diamètre, ou des cuves profondes dont l'intérieur doit être minutieusement nettoyé. Nous avons, également, à un moment donné, assisté au sablage de pylônes en fer ayant plus de 10 mètres de long, et qui devaient, ensuite, être galvanisés par le procédé Schoop.

Il devient alors impossible d'isoler l'ouvrier des pièces à travailler, d'autant plus que le décapage doit être extrêmement régulier et très soigné, afin de faciliter l'adhérence parfaite des revêtements ultérieurs, et serait difficile à conduire de loin. Mais le personnel risque d'être placé dans des conditions d'hygiène singulièrement défectueuses, à moins que des mesures appropriées ne soient adoptées pour le soustraire au contact des poussières et, en même temps, pour réduire l'émission de ces dernières au minimum.

L'expérience nous a montré, en effet, que dans la pratique du décapage au jet de sable, la captation des poussières par voie d'aspiration mécanique énergique — tout en restant la première disposition à réaliser — doit être complétée par un ensemble de précautions complémentaires, dont la portée est pratiquement considérable. Ces précautions paraissent souvent méconnues. Sans doute, aussi, sont-elles laissées de côté, la plupart du temps, car elles motiveraient la mise au point d'installations spéciales, jugées trop onéreuses dans les petits ateliers. Elles ne s'en imposent pas moins, comme nous souhaitons pouvoir le montrer à l'industriel soucieux, à la fois, de placer son personnel dans des conditions d'hygiène aussi favorables que possible, d'atteindre, au point de vue technique, à une qualité parfaite et, enfin, de ménager son outillage.

Les opérations de décapage au sable donnent lieu comme on le sait, à des poussières nombreuses dues, les unes au choc direct des grains de sable contre les pièces en traitement, les autres aux malpropretés arrachées à la pièce : oxydations, peintures anciennes, dépôts divers et par-

ticules de métal. La partie la plus légère de ces poussières est évacuée au dehors des ateliers par la ventilation mécanique. Mais une notable partie — la plus importante même — retombe sur le sol avec le sable projeté qui, lui, n'est pas entraîné dans les collecteurs d'aspiration.

Or, ce sable est récupéré en vue d'être projeté à nouveau. Dans les installations sommaires, il est repris à la pelle, parfois à l'aide d'une chaîne à godets, et déversé dans les sableuses. On recharge donc celles-ci non avec du sable, mais avec un mélange de sable et de poussières. Ce détail qui, à première vue, semble de peu d'intérêt doit, au contraire, retenir l'attention. La pratique courante montre, en effet, qu'un volume déterminé de sable neuf, est, après un premier usage, souillé de 30 p. 100 de poussières, de telle sorte que les deux tiers environ sont seulement susceptibles d'être remis en service, en vue d'obtenir un effet abrasif utile. Si les sables ne subissent aucun nettoyage après récupération, on arrive donc à projeter, après le second décapage, 60 p. 100 de poussières pour 40 p. 100 de sable véritable, et après une troisième opération, 90 p. 100 de poussières. Les ouvriers travaillent, alors, dans des conditions déplorables puisqu'ils utilisent autant, sinon plus, de poussières que de matières sableuses. Et l'on aperçoit le manque de logique des mesures adoptées : d'une part on cherche à éliminer les poussières par aspiration, mais, d'autre part, on augmente constamment leur formation et leur dégagement. On vise plutôt à éviter l'effet qu'à supprimer la cause du mal, qu'on développe au contraire.

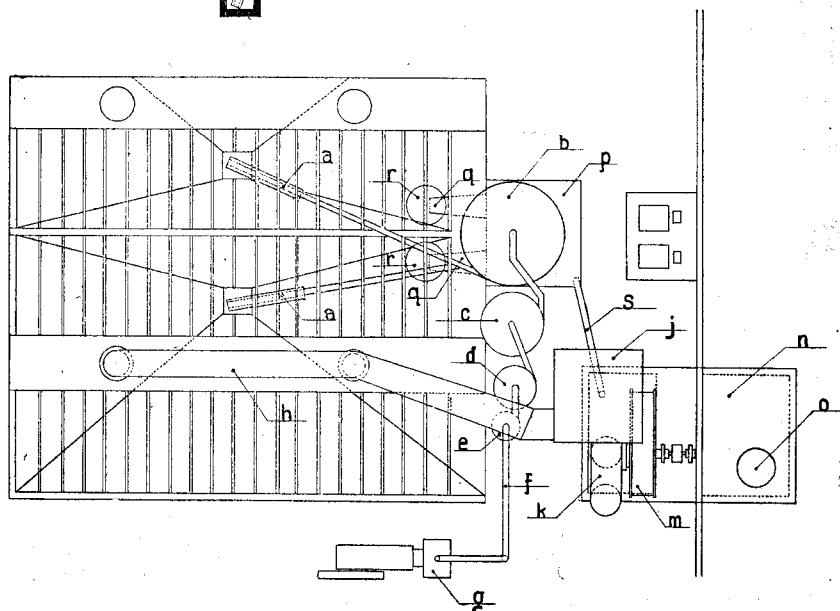
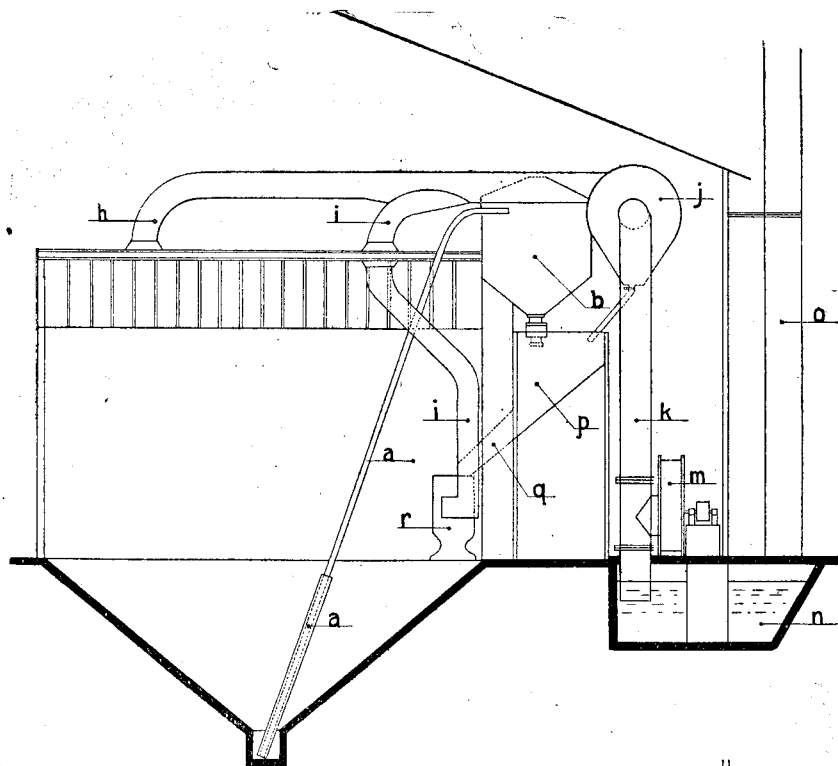
En se plaçant à un point de vue différent, il y a lieu de considérer que l'on obtient, techniquement, des résultats moins rapides et moins complets, les poussières ayant un pouvoir abrasif bien inférieur à celui du sable.

Enfin, pour peu que les appareils de collection, chambres ou cyclones, ne présentent pas des conditions d'étanchéité absolument parfaites, les poussières qui viennent s'y déposer filtrent, s'en échappent et sont entraînées au loin. Il y a gêne pour le voisinage. Le décapage des métaux au sable, en grand, est d'ailleurs compris dans la nomenclature des établissements classés, annexée à la loi du 19 décembre 1927. Mais, d'autre part, ces poussières — presque impalpables — chassées par le vent, pénètrent aussi dans les ateliers, les salles de machines, s'introduisent dans les organes mécaniques en mouvement, forment une véritable potée, qui use le métal et réussit à mettre à mal les organes les plus robustes. Nous avons eu un exemple de ce genre dans une usine travaillant de grands supports métalliques, où des compresseurs d'air furent contraints à l'arrêt par suite de l'action prolongée des poussières de sablage.

Il est donc dans l'intérêt bien compris de l'hygiène, mais aussi du bon entretien des installations mécaniques, de compléter les dispositifs classiques d'aspiration par des appareils de nettoyage des sables, qui en permettent, au surplus, deux fois la récupération tout en leur laissant leur valeur première, et en les privant de poussières dangereuses pour les ouvriers.

Nous avons à diverses reprises signalé ces faits à l'attention des industriels de notre section qu'ils pouvaient intéresser, et nous avons eu la satisfaction de voir mettre en service une installation ayant fait l'objet d'une étude préalable soignée, dont l'efficacité s'est révélée depuis plusieurs années déjà. Nous en donnerons une description sommaire, laissant volontairement de côté certains détails d'ordre technique.

Description d'une installation pour le décapage de grosses pièces. — L'établissement dans lequel cette installation est réalisée, fabrique de volumineuses pièces de chaudronnerie en tôle d'acier, pièces recouvertes, ensuite, de divers revêtements. Elles atteignent fréquemment 6 mètres de longueur, parfois 8, et 3 mètres de diamètre.



Installation pour le décapage de grosses pièces; *r*, sableuses recevant les sables à projeter; *i* et *h*, canalisations d'aspiration des poussières; *j*, cyclone de collection des poussières; *p*, silo servant à la récupération des sables projetés; *m*, ventilateur de 1^m 50 de diamètre; *n*, bac rempli d'eau pour la réception des poussières.

a, tube transportant les sables récupérés dans le silo; b, c, appareil conique, rempli d'eau, retenant les poussières transformées en boues; d, e, séparateurs enlevant aux sables les gouttes d'eau entraînées lors de leur passage en c; f, pompe à vide.

Le choix du sable employé a fait l'objet d'un examen judicieux. On a adopté du sable silicieux de la Drôme, laissant de côté les sables quartzeux, dont l'effet abrasif est plus prononcé, mais, partant plus dangereux au point de vue de l'hygiène, et qui présentent, au surplus, l'inconvénient de s'incruster occasionnellement dans les tôles et de se retrouver dans les couvertes appliquées par la suite.

L'ensemble de l'installation destinée à la captation des poussières et au transport des sables, par suite soumise aux frottements répétés de matières pulvérulentes, a été étudiée en vue de pouvoir résister longuement à l'usure. La nature et l'épaisseur des tôles des collecteurs ont été fixées en tenant compte de cette considération, de même qu'ont été renforcées les parties des canalisations telles que les arrondis ou les raccords, plus particulièrement exposés du fait des changements de direction de la colonne de matières pulvérulentes en mouvement.

Le décapage s'effectue dans six salles de sablage, de 8 m. 50 sur 4 m. 50 et 5 mètres de hauteur, construites en bois et maçonnerie, avec charpentes métalliques et toitures en sheds. Chaque saïe est fermée par une double porte, à large développement permettant le passage des pièces de gros calibre.

Le sol est constitué par un plancher métallique à claire-voie, pourvu d'une voie de roulement pour les wagonnets et les trucks supportant les produits à travailler. Sous le plancher des salles ont été aménagées de vastes fosses, aux parois en pente accentuée, où se rassemblent les sables après utilisation, et où ils sont ultérieurement repris.

Les sableuses *r* (fig. 1) contenant le sable à projeter sont placées directement dans les salles.

La captation des poussières se fait en deux points : en premier lieu, à hauteur normale de travail, par une bouche dirigée horizontalement et reliée à une canalisation d'aspiration *i*, de 40 centimètres de diamètre. En second lieu, dans la partie haute de la salle, où sont recueillies les poussières les plus légères, entraînées dans une seconde canalisation *h*, de même dimension, se raccordant avec la première. Ces poussières sont ensuite rassemblées dans un cyclone *j* pourvu, intérieurement, de chicanes convenablement placées, brisant les filets d'air refoulé et provoquant la chute, au fond de l'appareil, des grains de sable encore utilisables. Ceux-ci sont conduits dans un silo *p*, par un tuyau *s*.

Quant aux poussières mêmes, elles sont entraînées vers le ventilateur *m*, de 1 m. 50 de diamètre, à grand débit, en suivant le tuyau *k*, dont l'orifice inférieur repose dans l'eau; disposition adoptée en vue d'obtenir une fermeture hydraulique absolument étanche. Ces poussières sont enfin projetées violemment à la surface de l'eau d'un bac de décantation *n*, et forment, après un certain temps, une boue retirée au moyen de raclottes.

L'air entraîné, complètement débarrassé de ses poussières, est expulsé à l'extérieur par une cheminée cylindrique, en tôle, de 70 centimètres de diamètre, sans aucun dommage pour le voisinage ni pour les installations mécaniques de l'usine.

Récupération et nettoyage des sables. — Après emploi, les sables traversant le plancher à claire-voie des salles, se rassemblent, par gravité, dans la fosse sous-jacente.

Ils y sont repris par voie pneumatique, grâce au fonctionnement d'une pompe à vide *g*, à l'aide d'un tube *a*, qui les conduit dans un silo *b*, où ils se trouvent animés d'un mouvement giratoire, assurant la séparation des grains de sables des poussières, entraînées vers un second appareil *c*. Il est à noter que le silo *b* sert au remplissage du réservoir à sable *p*, alimentant lui-même les sableuses *r* par deux canalisations *q*, traversant le mur des salles, et fermées à leur extrémité au moyen d'un registre.

L'approvisionnement des sableuses en sable propre est donc réalisé automatiquement, sans la moindre manutention.

Dans l'appareil *c*, de forme conique, l'air aspiré traverse une colonne d'eau, où les poussières abandonnées sont transformées en boue, évacuée par la partie inférieure.

Ensuite, cet air passe dans deux séparateurs *d* et *e*, dans lesquels il est privé complètement des gouttelettes d'eau qu'il avait pu entraîner lors de son passage dans *c*. Un tuyau *f* relie la pompe à vide *g* avec ces derniers appareils. De ce fait, l'air évacué en dernier lieu au dehors, par la pompe, non seulement ne contient plus de poussières, mais, également, ne présente aucune trace d'humidité, ce qui aurait l'inconvénient de détériorer le cylindre de la pompe à vide.

On peut constater ainsi que les sables remis en service, qu'ils proviennent de leur captation en même temps que les poussières, ou de la récupération dans les fosses, sont l'objet d'un nettoyage préalable, soit par le cyclone *j*, soit dans les appareils spéciaux *b*, *c*, *d* et *e*. Ces derniers, particulièrement étudiés, retiennent les particules les plus ténues. On peut donc être assuré que les matières projetées à nouveau sont d'une propreté parfaite.

On peut noter, enfin, qu'en raison de l'intercommunication des cylones et des silos de rassemblement avec les sableuses, et par la voie du transport pneumatique, ces dernières sont constamment approvisionnées, sans l'intervention d'aucune main-d'œuvre. C'est là un progrès marqué sur nombre d'installations anciennes où — nous l'avons plus haut signalé — les sables récupérés sont chargés à la pelle.

Cette installation fonctionne régulièrement depuis 1924. Elle emploie, actuellement, 8 sableurs, tous hommes adultes. Leur protection individuelle est complétée par le port de casques en cuir, avec glace armée, serrés au cou et comportant une arrivée d'air extérieur. Deux de ces ouvriers sont présents depuis la création de l'établissement, c'est-à-dire depuis cinq ans. Deux autres ont plus de trois années de services, et deux plus de deux ans, les derniers ayant été embauchés l'an dernier à la suite d'une extension de fabrication. Aucun arrêt prolongé pour maladie semblant pouvoir être imputée à leur travail n'a été constatée chez aucun d'eux, résultat qui semble confirmer la valeur des moyens adoptés.

NOTE

SUR

LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS

RÉSULTANT

DE L'EMPLOI DES FEMMES COMME PONTONNIÈRES

PAR M. LALLEMAND, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A LAON.

Une usine importante de notre section, spécialisée dans la fabrication des engrenages de grands diamètres, emploie actuellement pour la conduite des neuf ponts roulants desservant les divers ateliers, un personnel exclusivement féminin.

Cet établissement a été amené à cette spécialisation à la suite d'un certain nombre d'observations et de remarques sur les qualités propres de cette main-d'œuvre, d'une part, et sur celles que l'on doit, d'autre part, exiger du personnel auquel est confié la manœuvre de ces ponts.

L'exposé des avantages et des inconvénients — que nous avons étudiés — de l'emploi des femmes dans ce poste, est l'objet de la présente note.

Les avantages, tout d'abord sont assez nombreux.

En premier lieu, on réalise ainsi une utilisation judicieuse des forces de l'ensemble du personnel. L'effort physique nécessaire à la conduite d'un pont est réduit, puisqu'il se borne à la manipulation des poignées de rhéostat et que, de plus, le conducteur travaille à la position assise. Cet effort est, par ailleurs, assez discontinu : il arrive fréquemment qu'un pont reste immobilisé pendant de longs moments. Aussi, n'est-il pas rare, sur certains ponts, de voir des pontonnières consacrer ces instants de liberté à des travaux manuels : tricotage par exemple.

D'autre part, l'effort d'attention à dépenser pour éviter les fausses manœuvres n'est pas considérable puisque ce sont toujours les mêmes gestes où à peu près qui se répètent chaque jour au point de passer rapidement à l'état de réflexes.

La fatigue résultant d'un tel travail est donc relativement minime et il paraît judicieux d'y employer des femmes et de réserver à des hommes les travaux exigeant plus d'efforts physiques.

En second lieu, le recrutement du personnel convenable s'opère plus facilement chez les femmes que les hommes; il est bien plus simple, en effet, de trouver des femmes pouvant très bien s'acquitter de cette tâche que des hommes qualifiés qui, pour le même salaire, sont en général, capables tout au plus d'occuper un emploi de manœuvre.

Un troisième avantage, — et ce nous paraît être le plus important, — de l'emploi des femmes comme pontonnières résulte de ce qu'elles ignorent la technique des ateliers; elles sont ainsi obligées de suivre passivement les ordres donnés d'en bas, sans jamais avoir à prendre d'initiatives fâcheuses voire même dangereuses. La main-d'œuvre féminine est, sur ce point, particulièrement appréciée pour sa passivité et sa minutie dans l'exécution des petits mouvements.

Enfin, dans cet emploi particulier, les femmes sont complètement séparées des ouvriers pendant toute la durée du travail, avantage qui n'est pas non plus à négliger au point de vue de la bonne tenue morale de l'atelier.

Le seul inconvénient, à notre avis, mais il n'est que momentané, est de soumettre les pontonnières pendant les journées de forte chaleur, à une température élevée. L'air chaud et tous les gaz qui s'échappent des moules pendant les coulées se rassemblent évidemment à la partie supérieure des ateliers. La ventilation, par cheminées genre « Chanard », doublées de ventilateurs, assure autant qu'il est possible, l'évacuation au dehors de cet air chaud et vicié. La température reste néanmoins assez élevée, d'autant plus que la toiture de ciment armé chauffée par le soleil donne par rayonnement une chaleur particulièrement sensible sur le pont qui en est peu éloigné. Pour diminuer la fatigue résultant d'un travail effectué dans ces conditions, l'usine a organisé un service de roulement qui réduit le temps de séjour des pontonnières à leur poste.

Toutes les précautions ont été prises pour assurer la sécurité de ce personnel. Des combinaisons et des bonnets sont délivrés gratuitement à chaque pontonnière, afin de supprimer les risques pouvant provenir des cheveux ou des vêtements flottants dans le voisinage des appareils électriques des cabines de ponts. Ces effets sont constamment entretenus en bon état.

Les considérations qui précèdent montrent clairement pourquoi l'emploi des femmes comme pontonnières est particulièrement satisfaisant. Une expérience de plusieurs années dans cet établissement l'a même déterminé à ne plus employer dans ce service qu'un personnel exclusivement féminin.

NOTE

SUR

UN BRAS CHASSE-MAIN ADAPTÉ À DES PRESSES

PAR M. LEGATE, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A DIJON.

Parmi les appareils de protection appliqués aux presses par les Etablissements Terrot, de Dijon, nous avons remarqué un dispositif de bras chasse-main, très simple et efficace :

Ce bras chasse-main s'adapte à la presse lorsque les pièces à emboutir, se présentant sous un certain volume, doivent être placées et enlevées à la main.

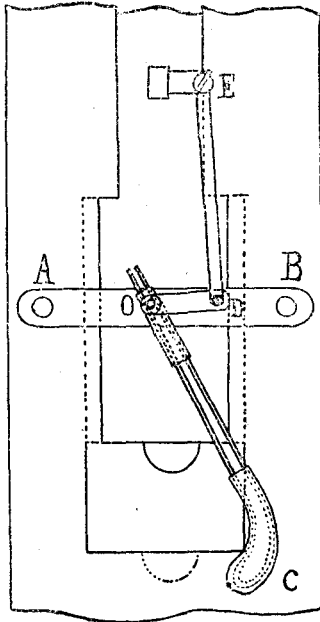


Fig. 1.

A B, traverse fixée aux montants;
O, axe de rotation du levier coudé C O D.
D E, tige de commande du levier;

E, axe de l'articulation de la tige D E
avec le coulisseau.

La traverse fixe AB reliant les deux montants de la presse dans lesquels glisse le coulisseau porte un axe horizontal O autour duquel peut tourner un levier coudé C O D; celui-ci est constitué par une longue branche OC formé d'un fil de fer de 8 millimètres, recourbé à sa partie inférieure pour revenir en O, et par une branche plus courte OD s'articulant en D avec une tige solide DE reliée, d'autre part, en E à un axe horizontal fixé au coulisseau.

Lorsque le déclic de la machine se produit, le coulisseau descend, entraînant avec lui ED et le système solidaire D O C oscille autour de son axe O, imprimant au bras O C un mouvement de droite à gauche qui balaye l'espace séparant de l'ouvrier la partie dangereuse comprise entre le poinçon et la matrice. Dans le mouvement inverse de relevée du coulisseau, le bras revient à droite, à sa position initiale.

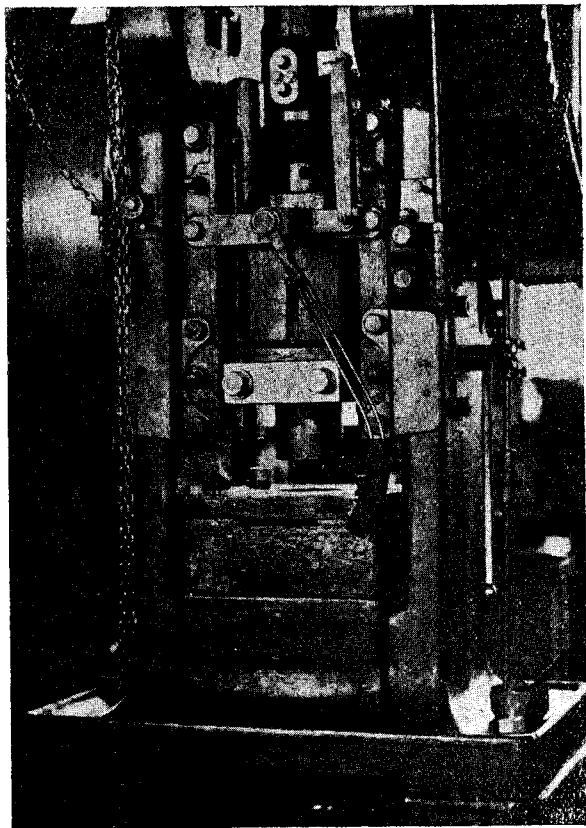


Fig. 2. — Bras chasse-main adapté à une presse Bliss.

Si la main de l'ouvrier s'est attardée dans la partie dangereuse, elle est, peut-être un peu brutalement, rejetée à gauche et tout risque d'accident disparaît.

La partie supérieure du bras peut coulisser en O pour qu'on puisse le régler à différentes hauteurs. La partie inférieure recourbée a ses

deux tiges constitutives plus écartées qu'au sommet et, de plus, recouvertes d'un manchon de caoutchouc, dispositions augmentant la largeur du masque ainsi formé d'une part, et atténuant la violence des coups du chasse-main sur les doigts de l'ouvrier d'autre part.

Il est à remarquer que le chasse-mains fonctionne même, en cas de chute intempestive du coulisseau.

Cet appareil a été inspiré de ceux vus en usage aux Etats-Unis à la fabrique d'automobiles Cadillac de Détroit, à celle de carrosserie automobile Budd-Plant, et à celle d'appareils de réfrigération Frigidaire de Dayton.

NOTE

SUR

LES AMÉLIORATIONS APPORTÉES

POUR

LA SUPPRESSION DES ODEURS

DANS UNE USINE DE TRAITEMENT DE DÉCHETS DE POISSONS

PAR M. LE HEN,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A LORIENT.

On sait que les industries qui traitent des matières organiques animales, pour l'obtention d'engrais, en général, donnent lieu à un dégagement d'odeurs désagréables, qui sont une gêne à la fois pour le personnel des ateliers et pour les alentours.

Les dispositions de l'article 3 du décret du 10 juillet 1913, qui prescrivent de tenir l'atmosphère des ateliers à l'abri de toute émanation, sont peu souvent observées dans ces usines, aussi le recrutement du personnel y est-il difficile, et les plaintes du voisinage sont-elles très nombreuses, allant parfois jusqu'à provoquer de violentes manifestations contre ces établissements.

C'est le cas d'une usine de notre section, dans laquelle on opère le traitement des déchets de poissons, pour les transformer en farine alimentaire, destinée à la nourriture des animaux. L'odeur dégagée jusqu'à la transformation de l'usine était telle, que, dans plusieurs chantiers de constructions de navires situés à proximité, les ouvriers, pris de malaises, durent abandonner les chantiers.

Or, l'industriel se rapportant à la loi du 19 décembre 1917 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, qui n'assujettit à ses dispositions que les seuls établissements où les matières animales sont traitées en vue de leur transformation en engrais, en avait déduit que ne fabriquant pas d'engrais, il pouvait s'installer dans un quartier habité, sans enquête préalable.

De violentes protestations s'élevèrent dans tout le quartier et l'industriel fut mis en demeure de fermer l'usine, jusqu'à ce qu'un nouveau mode de traitement permit la suppression des odeurs infectes dégagées par cette fabrication.

La présente note a pour but d'indiquer ce nouveau mode de traitement, dont la mise en application a donné un excellent résultat, les plaintes ayant complètement cessé, et le personnel de l'usine n'étant plus incommodé, ce qu'il est d'ailleurs facile de vérifier, étant donné la facilité de recrutement du personnel.

Pour permettre de se rendre compte des causes de dégagement d'odeurs nous donnons quelques renseignements sur les opérations susceptibles d'en provoquer :

Le poisson ou son déchet contient principalement de l'eau, une certaine quantité d'albumine, de la graisse, et une substance minérale (phosphate de chaux tribasique). L'eau, qui forme environ 75 à 80 p. 100 de la substance totale desséchée, est cause de la décomposition rapide et doit, en conséquence, être enlevée, pour éviter la putréfaction.

L'albumine est le produit à obtenir pour la nourriture des animaux (farine de poisson ou meal). La graisse donne l'huile de poisson, que l'on extrait dans un alambic à l'aide d'un dissolvant, généralement le trichloréthylène.

Le poisson non marchand et les déchets, passent à leur arrivée dans un broyeur, puis arrivent, par un transporteur à vis, dans un stérilisateur à travail continu, c'est un long cylindre avec chemise de vapeur, muni de palettes, qui broie la matière, en la conduisant d'une extrémité à l'autre. La stérilisation est obtenue par un chauffage indirect à la vapeur à 105 C., agissant pendant 15 à 20 minutes.

Le déchet est ensuite envoyé au séchoir, consistant en un cylindre soudé avec enveloppe de vapeur et arbre creux chauffé intérieurement muni de palettes de brassage, qui agitent la matière en l'acheminant d'une extrémité à l'autre. Le séchage se produit par le contact du déchet avec les tôles chauffées, aidé par un contre-courant d'air chaud, qui enlève la vapeur d'eau et assure le séchage du déchet à une température ne dépassant pas 60°.

Au cours de ces opérations, il se dégage une grande quantité de gaz et vapeurs, dont l'odeur est absolument infecte, écœurante, susceptible de provoquer de véritables malaises. Une première transformation consista à les capter dans les appareils mêmes, à l'aide d'un ventilateur et à les refouler dans un condenseur à cataracte, pour être absorbés ou condensés par l'eau, puis conduits dans une fosse collectrice et de là à l'égout.

Cette installation qui paraît à première vue très complète, fut pourtant reconnue insuffisante, elle n'empêchait pas, en effet, le dégagement d'odeurs désagréables et plusieurs personnes du voisinage durent avoir recours au médecin.

Après plusieurs recherches, on fut conduit à constater que les gaz formés pendant la cuisson et le séchage, n'étaient pas tous condensables, certains contiennent en effet des corps malodorants, qui ne peuvent être dissous, ni condensés (amines de la série grasse et aromatique, carbures d'hydrogène et produits oxygénés), leur rejet dans l'atmosphère, était encore une cause de mauvaises odeurs.

La nature de ces gaz non condensables, conduit à l'idée de les brûler dans le foyer de la chaudière à vapeur. On procéda aussitôt à cette installation, qui ne donna, d'ailleurs, aucun résultat. On remarque en effet, qu'il n'y a pas forcément correspondance entre la masse des buées dégagées par la fabrication et l'air nécessaire au foyer de la chaudière à vapeur de l'usine, de sorte que le fonctionnement de la chaudière

était continuellement troublé, sans que les gaz malodorants fussent complètement détruits.

On eut enfin recours à un foyer spécial agissant comme un four crématoire, dans lequel les gaz furent refoulés à leur sortie de l'appareil de condensation, à l'aide d'un second ventilateur. Après plusieurs essais, le four fut définitivement établi pour brûler complètement les gaz non condensés, le résultat fut, cette fois, des plus heureux, et les plaintes cessèrent immédiatement.

Le schéma ci-dessous indique la disposition adoptée :

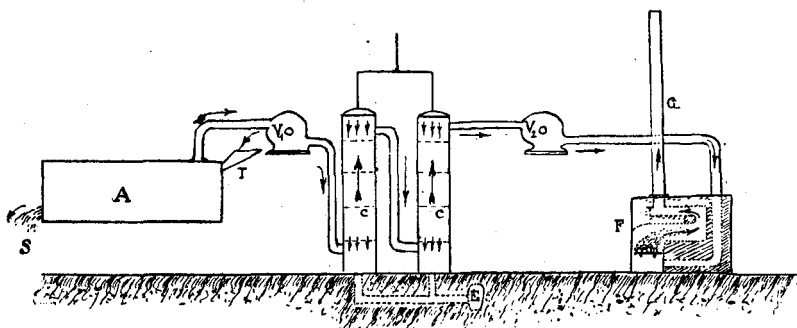


Fig. 1.

A, appareil de traitement des matières.

T, trémie de chargement.

S, sortie des matières après cuisson.

V₁, V₂, ventilateurs.

C, colonnes de condensation.

E, égout.

F, four crématoire.

A étant supposé l'appareil de traitement des matières, lesquelles chargées (schématiquement) par une trémie T doivent sortir finies en S à l'état de siccité propre à leur conservation, un ventilateur puissant V₁, branché en un point convenable pour une captation méthodique des buées, envoie celles-ci dans les appareils de condensation C. Ces condenseurs sont traversés en sens inverse du trajet des vapeurs par une pluie d'eau froide, selon des dispositifs variant avec la technique des constructeurs, mais de façon à réaliser un contact intime des vapeurs et du liquide pulvérisé. Il est évident que tout ce qui est soluble ou condensable, est capté ainsi et entraîné à l'égout E. Quant aux gaz incondensables, ils sont envoyés sous le refoulement du ventilateur V₂ dans le four crématoire F, où ils sont entièrement brûlés, grâce à un agencement sinueux les laissant suffisamment longtemps en contact avec les flammes. De la sorte, ne sont évacués dans l'air ambiant par la cheminée, que des gaz inertes et dépourvus de tout élément nuisible ou malodorant.

Le fait est prouvé que, chimiquement, il n'y a dans les buées primitives, que des matières condensables ou combustibles.

On remarque que cet ensemble ne fait qu'employer des procédés connus et auxquels on devait infailliblement songer, pour résoudre le problème posé : d'une part, les effets de condensation et d'absorption familiers à l'industrie chimique, d'autre part, les moyens employés dans l'incinération, par exemple, dans les fours crématoires.

NOTE

SUR

L'INSTALLATION DE DEUX TRANSPORTEURS DE BOUTEILLES

PAR M. MARIUS PITON,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A DOUAI.

Il y a quelque vingt ans, le transporteur mécanique de bouteilles que décrivait notre collègue M. Levêque, dans une note parue dans le *Bulletin de l'Inspection du travail* (année 1908, page 354) paraissait avoir enfin résolu la question du portage des bouteilles d'une façon très satisfaisante dans la plupart des usines où il avait été installé avec soin.

Mais les machines semi-automatiques système Boucher et, plus encore, les machines automatiques système Lynch, en bouleversant les vieilles méthodes de travail, modifièrent si profondément les données du problème qu'il fallut reprendre entièrement l'étude de la question pour les raisons suivantes :

a. Avant la guerre, les bouteilles étaient recuites dans la position couchée et disposées par couches. On utilisait alors pour les placer un outil appelé sabot constitué par un tube de fer supportant un cylindre creux dans lequel s'emboîtait la partie inférieure de la bouteille.

Ce procédé de rangement des bouteilles dans les fours à recuire dut être abandonné lorsque, avec les produits d'une fabrication mécanique, on constate que les « collages » dus au ramollissement des parois des bouteilles, provoquaient un déchet trop considérable. Les bouteilles furent rangées debout, au moyen d'une fourche spéciale qui, les saisissant sous la bague du col, les maintient dans la position verticale.

b. Alors qu'autrefois, le « souffleur » travaillait debout sur une plateforme assez élevée, le « mouleur » à la machine travaille assis au niveau du sol.

L'on conçoit aisément dès lors que le point de production étant considérablement abaissé et que l'emploi du sabot comme mode de préhension étant abandonné, le transporteur utilisable dans les verreries pratiquant le soufflage à la bouche ne pouvait convenir dans les usines utilisant des machines.

Après plusieurs années de recherches laborieuses, la Société anonyme des verreries à bouteilles du Nord vient d'adopter, pour ses usines de Douai et de Denain, deux systèmes de transporteurs dont voici la description :

A. USINE DE DENAIN. — MACHINES AUTOMATIQUES LYNCH. — Si l'on fait abstraction de quelques machines semi-automatiques Boucher, qui sont momentanément installées sur les côtés de la partie antérieure du four, la production est concentrée en deux points A et B (fig. 1) qui représentent les machines à piquer correspondant aux machines automatiques.

Deux fours à recuire dont les entrées se font face reçoivent chacun la fabrication d'une machine automatique.

Le transport des bouteilles aux fourneaux à recuire s'effectue au moyen d'un appareil à rouleaux dénommé « Vaseul ».

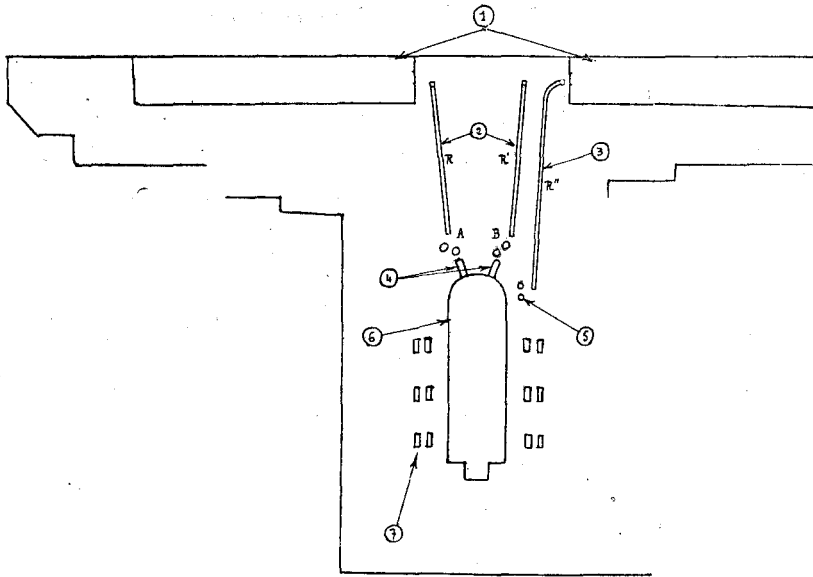


Fig. 1. — Transporteur des machines automatiques Lynch (Denain).

1, four à recuire; 2, chemin de roulement; 3, vaseul des machines Boucher; 4, machines Lynch; 5, machines Boucher; 6, four de fusion; 7, brûleurs.

Les bouteilles enlevées de la machine à piquer sont placées dans la position couchée sur un chemin incliné, constitué par de petits rouleaux en aluminium, pivotant très facilement entre pointeaux. Les rouleaux étant très rapprochés et l'inclinaison bien réglée au moyen des supports du chemin de roulement, les bouteilles, le fond vers le bas, descendent par gravité.

À l'extrémité du chemin incliné, les bouteilles, par un mouvement de bascule, tombent dans une position verticale. Une ouvrière les prend à l'aide d'une fourche spéciale et les place debout dans le fourneau à recuire.

Les deux chemins de roulement R et R' partant des machines automatiques sont rectilignes et mesurent sept mètres de longueur.

Le chemin de roulement R'' provisoirement installé pour desservir les machines semi-automatiques installées en C mesure dix mètres de longueur et présente cette particularité d'être incurvée vers son extrémité.

Ce système de transporteur présente les avantages suivants :

a. *Au point de vue technique.* — 1° Réduction importante du nombre d'ouvrier et d'ouvrières occupés au portage. Il suffit en effet d'une personne à chacune des extrémités des chemins de roulement, ce qui nous donne, pour trois équipes faisant chacune huit heures, douze personnes

au lieu de vingt-quatre porteurs ou porteuses à l' « arche » répartis à raison de quatre par équipe et par machine;

2° L'appareil est excessivement simple et ne nécessite pas l'emploi de force motrice. D'autre part, il peut, sans inconvénient, comporter des courbes.

b. *Au point de vue de l'hygiène et de la sécurité.* — 1° Les deux machines automatiques fabriquant chacune douze mille bouteilles par jour, les quatre porteurs ou porteuses de chaque équipe devaient effectuer, à une cadence rapide, un nombre assez considérable de voyages dans une atmosphère assez chaude. Actuellement, les déplacements sont supprimés et le travail est beaucoup moins pénible; 2° le transport de bouteilles très chaudes au bout de longues fourches occasionnait souvent des brûlures à la suite de rencontres intempestives.

Cet appareil présente néanmoins quelques inconvénients. L'usure des rouleaux d'aluminium est rapide, d'où entretien assez coûteux. M. Lecocq, directeur de l'usine de Denain, pense qu'il arrivera à éliminer cet inconvénient. Enfin, il semble qu'en l'état actuel ce transporteur ne puisse être adopté pour les verreries utilisant les machines semi-automatiques.

B. USINE DE DOUAI (DORIGNIES). — MACHINES « BOUCHER ». — Le transporteur à rouleaux que nous venons de décrire n'est pas actuellement utilisable dans les usines employant des machines semi-automatiques; les points de production trop nombreux sont, d'autre part, étalés en éventail autour de la partie antérieure du four de fusion. L'encombrement des appareils à rouleaux serait tel qu'il serait difficile aux ouvriers de l'entretien d'atteindre les machines pendant les périodes de travail.

D'autre part, le niveau de travail se trouvant reporté au niveau du sol et l'ouvrier étant assis, il est assez difficile d'obtenir une inclinaison suffisante du chemin de roulement sans obliger le mouleur à faire d'efforts supplémentaires.

Enfin, du fait de la diversité très grande des formes des bouteilles, les rouleaux du chemin incliné du « Vaseul » ne peuvent assurer indifféremment le transport des grosses et des petites bouteilles.

Le système adopté à la verrerie de Dorignie s'inspire du principe des transporteurs utilisés avant la guerre.

Il consiste en un chariot circulant sur un tube suspendu (fig. 2). Les flasques du chariot supportent un bras porteur qui s'abaisse jusqu'à environ 0 m. 70 du sol. Ce bras maintient à son extrémité inférieure un contre-poids d'équilibrage et un support de bouteilles.

Ce chariot mobile remplace la petite table située auprès du mouleur et sur laquelle se trouvait le support fixe des bouteilles à leur position de refroidissement.

Le transport des bouteilles de cette position à l'entrée du fourneau est fait par un effort de lancement d'ailleurs très faible de l'ouvrier mouleur. Le retour s'effectue par gravité.

Cette installation sera prochainement complétée par l'une ou l'autre des améliorations suivantes :

1° Adjonction d'un piston pneumatique permettant de donner à volonté les déclivités nécessaires au transport par gravité du chariot et dans les deux sens.

2° Installation d'un câble sans fin mu électriquement, avec interrupteur inverseur assurant le mouvement d'aller et retour.

Ces modifications, dont le but est d'éviter tout effort au mouleur, ne

seront adoptées l'une ou l'autre, qu'après des essais qui vont être commencés.

Les avantages de cet appareil sont les mêmes que ceux du « Vaseul ».

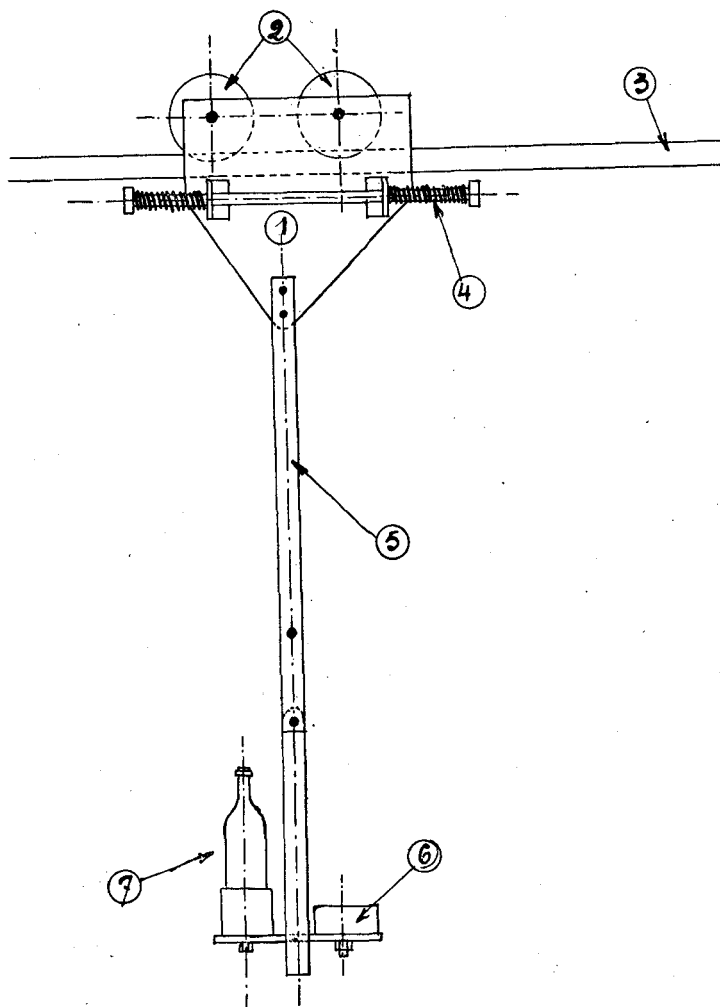


Fig. 2. — Chariot pour transport de bouteilles.

1, chariot; 2, roulement à billes; 3, chemin de roulement; 4, amortisseurs à ressorts; 5, bras porteur; 6, contrepoids; 7, bouteille.

Ces solutions d'un problème qu'il devient de jour en jour plus nécessaire d'étudier, seront singulièrement moins pénibles à élaborer le jour où, dans les projets d'installations nouvelles, les emplacements des fours et des machines, les plans de production et de réception des produits seront étudiés en tenant compte de la question du portage.

NOTE

SUR

L'HYDRARGYRISME PROFESSIONNEL

DANS LES ATELIERS DE DORURE AU MERCURE SUR MÉTAUX

PAR M. SARAZIN,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A PARIS.

La dorure au mercure ou dorure au feu consiste à appliquer sur le métal à dorer (cuivre ou alliage de cuivre en général) une couche d'amalgame d'or, dont on chasse ensuite le mercure par évaporation au feu, de sorte que l'or seul reste sur le métal sous forme d'une couche adhérente et continue.

Technique sommaire de l'opération. — A la suite des opérations préliminaires habituelles de recuit ou dégraissage, de dérochage et de décapage, les pièces à dorer (flambeaux, lustres, ornements) sont soumises à l'application de l'amalgame d'or.

Cet amalgame ($1/5^{\circ}$ à $1/8^{\circ}$ d'or) est préparé, au fur et à mesure des besoins dans des creusets en terre réfractaire chauffés au feu de bois vers 800° centigrades. Il est ensuite versé dans une terrine d'eau froide, où il se refroidit, se crispe et acquiert une consistance butyreuse; il est ensuite pressuré entre les doigts de façon à en expurger le mercure en excès. La masse, dont le poids moyen dans les petits ateliers ne dépasse guère 200 grammes, est ensuite subdivisée en boulettes dont les dimensions variables sont proportionnelles aux surfaces des pièces à couvrir et à l'épaisseur de la dorure qu'on se propose de leur appliquer. Les boules ainsi constituées sont conservées sous l'eau, à la disposition de l'ouvrier doreur, dans des cupules en verre ou dans des flacons fermés.

L'ouvrier doreur travaille sur une table généralement en pierre calcaire dite « pierre à dorer » (procédé déjà décrit dans *Pline l'Ancien*). Cette pierre, ronde ou quadrangulaire, présente, à sa face supérieure, un profil concave dont le centre est occupé par une goulotte aboutissant à un bac placé sous la table.

Pour procéder à la dorure des pièces préparées, l'ouvrier doreur écrase du doigt une boulette d'amalgame sur une planchette de bois; puis à l'aide d'un gratte-bosse en fil de laiton préalablement trempé dans une solution de nitrate de mercure, il prélève sur la trainée d'amalgame, une certaine quantité de matière métallique qu'il étend par brossage sur la pièce à dorer. L'opération est poursuivie aussi longtemps qu'il est nécessaire pour que la pièce soit entièrement recouverte d'une couche régulière et suffisamment épaisse d'amalgame d'or.

L'azotate de mercure, utilisé comme mordant^(*), s'obtient en faisant dissoudre à froid et à parties sensiblement égales, le mercure dans l'acide

(*) Amalgame préparatoire léger de la pièce en cuivre, facilitant l'adhérence de l'amalgame d'or.

azotique. La réaction très vive, accompagnée d'un dégagement abondant de vapeurs délétères d'acide hypoazotique, s'accomplit en général sous la hotte d'évaporation utilisée pour la « passure » au feu (voir ci-dessous).

La pièce recouverte d'amalgame est portée au-dessus d'un feu vif de charbon de bois, disposé sur une sole. Au cours de cette « passure » qui provoque l'évaporation du mercure, l'ouvrier retourne la pièce en tous sens, de façon à l'exposer à l'action du feu, et après l'avoir recueillie sur des linges ou chiffons, la frotte à l'aide d'une brosse en poils de sanglier de façon à égaliser la dorure et à étendre l'amalgame en fusion dans les creux ou angles qui n'auraient pas été touchés par l'opération mécanique du gratte-bossage à froid.

La pièce, qui a acquis au feu une couleur jaune paille, subit ensuite, à moins d'imperfections nécessitant des retouches par les mêmes procédés, les opérations consécutives de rinçage, séchage et mise en couleurs (matage, brunissage, ors vert, moulu ou rouge).

Constatactions relatives à l'état de santé des ouvriers rencontrés dans les ateliers de dorure. — Au cours du mois de novembre 1928, tous les établissements de dorure au mercure de la 6^e section ont reçu la visite du service d'inspection.

Les constatations effectuées, les renseignements recueillis, sont exposés ci-après :

ETABLISSEMENT A. — C..., doreur à poste permanent; D..., F..., X..., participent incidemment aux travaux de dorure et alternent au poste d'évaporation des objets amalgamés (opération effectuée chaque jour, de 15 à 18 h.).

Cas C... — L'ouvrier C..., particulièrement touché par l'intoxication mercurielle, est âgé de 36 ans. Antérieurement à sa profession actuelle, il occupait celle d'ébéniste; après un séjour, au cours duquel il ne ressentit aucun malaise, dans un atelier de dorure de Paris, il fut affecté, dans l'établissement A., à poste permanent, à l'application de la dorure sur métaux.

Pendant un an environ, il ne souffrit, dans ce nouvel établissement, d'aucun trouble caractérisé; il continuait de jouir d'une excellente santé qu'aucune maladie grave n'avait encore affectée. Vers avril dernier, il fut atteint de tremblements des membres supérieurs, de crispations et tics des muscles de la face, en particulier des masséters; des hésitations de la langue se manifestèrent; le sommeil fut coupé d'hallucinations avec réveils brusques et insomnies chroniques à partir de 3 heures du matin. Consécutivement à l'inflammation des gencives, apparurent, sans douleur ni carie, le déchaussement et la perte des dents (vingt dents perdues en huit mois). Les douleurs, tremblements et sensations d'impuissance qui régnaient aux membres supérieurs ont gagné les jambes et le sujet est actuellement exposé à des vertiges dans la station accroupie (séjours aux w.-c.).

En ce qui concerne le système digestif, il est à noter la perte presque totale de l'appétit (l'intéressé évalue à un demi-kilo de pain sa consommation hebdomadaire) et, par contre, une propension accusée à l'alimentation liquide (soif). L'ouvrier C... se nourrit essentiellement de pâtes; il éprouve des nausées suivies d'expulsion de sucs gastriques au lever, est sujet à des crampes d'estomac et des coliques. Il éprouve comme un resserrement de l'œsophage au cardia; son haleine est fétide au matin et son poids est passé de 57 à 53 kilogrammes dans l'intervalle de temps considéré (huit mois). En outre, des douleurs lancinantes ont été ressenties dans la région de l'omoplate et l'intéressé subit l'impression d'un casque oppressant le front, les tempes et la région occipitale.

Au point de vue psychique, des troubles chroniques se sont également manifestés particulièrement en ce qui concerne la faculté d'attention soutenue à la lecture ou bien à l'audition.

L'ouvrier C... travaille aux abords d'une table conditionnée comme il a été exposé ci-dessus et placée au centre d'un atelier mesurant $5 \times 4 \times 3 \approx 60$ mètres cubes. L'aération naturelle est minime et un poêle placé dans l'angle de l'atelier maintenait, au cours de notre visite, une température de 15 à 20 degrés.

L'ouvrier C... est un fumeur qui roule lui-même ses cigarettes au cours du travail.

Jusqu'au 18 novembre dernier, il ne s'est que superficiellement préoccupé des maux qu'il ressentait et ne s'était en tous cas jamais offert à un examen médical. A cette date, le médecin de l'assurance, consulté sur l'initiative du chef d'établissement, sans émettre de diagnostic spécifique^(*), renvoya le sujet devant un dentiste, sans que ces démarches se soient d'ailleurs traduites par une cessation de travail ou la désaffectation de l'ouvrier à ses travaux habituels de dorure au mercure.

Cas D... — L'ouvrier D..., 55 ans, dérocheur, occupé incidemment depuis huit mois à des travaux exposant à l'action mercurielle, n'a été atteint, jusqu'ici, que de maux de tête ressentis à l'expiration de chaque période de travail à la hotte d'évaporation et de troubles gastriques se manifestant par des vomissements au lever.

Cas F... — L'ouvrier F..., qui n'avait jamais été employé aux travaux du mercure, fut affecté à la dorure sur métaux, de janvier à novembre 1927, dans les conditions mêmes où est actuellement occupé, à poste fixe, l'ouvrier C... précédemment cité. Il y éprouva quelques-uns des maux signalés plus haut : troubles nerveux affectant les muscles des bras (tremblements et faiblesse), fétidité de l'haleine, perte de l'appétit, impression douloureuse de lourdeur dans les régions post-cervicales. Son changement d'affectation (aide-vieillesseur) fit, à son dire, radicalement disparaître les maux ; son intervention alternante aux opérations d'évaporation du mercure est néanmoins encore marquée, de façon régulière, par des maux de tête prononcés, particulièrement au cours des travaux sur grandes pièces nécessitant le relèvement de la paroi antérieure vitrée de la hotte d'aération naturelle.

Cas X... — L'ouvrier X..., occupé de façon mixte à la dorure et à l'évaporation, ne se plaint, présentement, que de maux de tête en fin de journée. Notons ici, comme en ce qui concerne le cas précédent, que les maux éprouvés peuvent, pour partie au moins, être attribués à l'action directe du feu et aux émanations d'oxyde de carbone provenant de la combustion du charbon de bois.

ETABLISSEMENT B. — C..., doreur à poste permanent.

L'ouvrier C..., âgé de 68 ans, fut employé aux travaux de dorure au mercure dès l'âge de 13 ans et demi. Vers 40 ans, il avait achevé de perdre sa dentition et fut atteint de tremblements des membres supérieurs qui l'obligèrent, au bout de deux années de troubles, à abandonner ses travaux de dorure. Après un séjour de dix années environ à la dorure ou l'argenture électrolytiques, l'ouvrier réintégra son ancien emploi qu'il exerce encore à l'heure actuelle.

Il ne se plaint, en son âge avancé, que de douleurs dans les jambes, de quintes de toux au matin et du manque d'appétit.

L'ouvrier C... boit modérément, mais fume des cigarettes roulées en atelier.

ETABLISSEMENT C. — S..., ancien doreur; C..., ancien ouvrier doreur occupé à l'évaporation; R..., ancien ouvrier doreur occupé à l'évaporation; X..., ancien doreur de la maison, dans la période d'avant guerre.

Cas S... — L'ouvrier S..., âgé de 50 ans, est employé à la dorure depuis l'âge de 14 ans; il n'a jamais été victime d'accidents dentaires, mais a éprouvé, vers l'âge de 20 ans, des symptômes très nets d'intoxication qui ont toujours persisté : tremblement des bras, bégaiement, sénilité sexuelle prématurée.

Cet ouvrier fume et roule ses cigarettes en atelier.

Cas C... — A débuté dans la profession en 1871, à l'âge de 11 ans. A été doreur pendant dix ans environ et a été ultérieurement affecté principalement aux travaux d'évaporation du mercure. Nul trouble particulier, sinon la perte complète de la dentition entre 20 et 40 ans.

(*) Pas d'analyse d'urines.

Cas R... — Agé de 60 ans. A été occupé, dans sa jeunesse, pendant quatre ans à la dorure; puis surtout employé postérieurement à l'évaporation. Perte totale de la dentition à l'âge de 40 ans.

Cas X... — Occupé avant guerre. Erouvait des tremblements très accentués des bras au bout de chaque période de travail au mercure; trois à quatre mois de dorure suffisaient à le placer dans l'impossibilité de tenir son emploi. Un séjour d'un mois à d'autres fonctions suffisait à faire disparaître tous symptômes apparents d'intoxication.

Cet ouvrier buvait immodérément (vin et absinthe) [déclaration du chef d'établissement et des ouvriers].

ETABLISSEMENT D. — B..., doreur à poste fixe; G... et A..., anciens doreurs, affectés à la vaporisation mais concourant encore incidemment à l'opération de dorure proprement dite.

Cas B... — L'ouvrier B..., âgé de 42 ans, est entré au mercure à l'âge de 15 ans. N'éprouva aucun malaise ni accident avant 1914; reprit son emploi en 1919. Trois ou quatre ans après, était atteint des premiers tremblements, sans toutefois être contraint d'abandonner son travail jusqu'aux premiers mois de la présente année.

Son état s'étant brusquement aggravé, l'ouvrier B... dut, cette année, être hospitalisé durant trois semaines et prendre consécutivement trois semaines de repos absolu.

Les troubles ressentis ont été les suivants : tremblement très accentué des bras, tremblement des jambes, crispations faciales, asthénie linguale (difficulté d'articulation), impression de casque oppressant le front, les tempes et la nuque. Salinité de la salive, glaires au lever.

Quelques éblouissements; soubresauts et cauchemars, la nuit; vertiges de courte durée; agoraphobie; intimidation et angoisse; irritabilité psychique; fatigue rapide à la lecture et à l'audition. L'ouvrier B... boit du vin et de l'alcool, fume et roule ses cigarettes en atelier. Inflammation chronique des gencives, sans perte de dents.

Cas G..., 68 ans, antérieurement fabricant de peignes en celluloïd; travaille à l'évaporation du mercure depuis une douzaine d'années. Selon lui, nul indice d'intoxication. Dentition en bon état. Pas de tremblements.

Cas A..., 65 ans. Employé au mercure depuis l'âge de 30 ans. Pas de tremblements; pas d'interruptions de travail. Carie des dents, d'une spécificité douteuse. Réflexes nerveux, la nuit. Cet ouvrier ne fume pas.

La précédente description, aussi objective et aussi circonstanciée que possible, de l'état de santé de tous les travailleurs actuellement occupés sur le territoire de la 6^e section, met en évidence que la totalité des ouvriers occupés à la dorure au mercure ont été, à des degrés divers, victimes de l'action mercurielle et que la plupart d'entre eux ont été à des stades divers, profondément touchés dans leurs activités physiologiques. Il ne nous appartient pas d'apprécier à leur juste mesure la valeur diagnostique des renseignements recueillis, mais il n'est pas inutile de préciser ici que les déclarations des ouvriers ont été obtenues en présence de leurs employeurs et qu'en conséquence elles ne sauraient, à notre avis, être susceptibles d'exagération.

Etiologiquement, il apparaît à la seule considération des procédés en usage que les malaises ressentis doivent être imputés pour la plus large part, à l'action spécifique du mercure sur l'organisme. Indépendamment de l'influence qui peut être attribuée à l'action de l'acide azotique employé dans la constitution et la dilution des bains de mordant, à la température des feux d'évaporation et aux reflux accidentels de l'oxyde de carbone dégagé par la combustion du charbon de bois, nous retrouvons, dans la description des cas, toute la symptomatologie classique de l'hydrargyrisme professionnel, à l'exception peut-être des éruptions cutanées mais avec un élément nouveau : l'impuissance sexuelle prématurée.

L'observation des opérations effectuées dénonce d'elle-même la triple voie de la pénétration mercurielle dans l'organisme :

1° *Cutanée*. — L'ouvrier malaxe l'amalgame à l'aide des mains nues afin d'en éliminer le mercure en excès; il écrase du doigt et de l'ongle la boule d'amalgame sur une planchette de bois en vue de constituer la trainée aurifère qui nourrira son gratte-bosse; les mains encore à découvert, il maintient la pièce en travail et le « gratte-bosse » avec un pinceau imprégné d'amalgame jusqu'au manche, sur une table calcaire elle-même constamment souillée de mercure ou de son composé nitraté.

L'opération de « gratte-bossage » pratiquée à l'aide de fils métalliques rigides sur des surfaces à reliefs, répand, par projection, sur les mains, la face, les jambes et les vêtements, des gouttelettes, — si ténues soient-elles — d'amalgames ou de nitrate de mercure.

La manipulation elle-même des pièces portées au feu ne peut que contribuer encore à prolonger le contact du produit dangereux avec l'épiderme des mains.

Ajoutons encore que le brossage sous hotte, en cours de passure, nous apparaît, en raison de la fusion de l'amalgame et de la volatilisation concomitante de mercure, constituer une opération particulièrement favorable à l'invasion cutanée du métal.

2° *Digestive*. — L'ouvrier dont les mains sont constamment souillées au cours de l'opération de dorure, porte inévitablement les doigts à ses moustaches ou sa bouche; les lèvres, elles-mêmes, sont continuellement exposées aux projections de nitrate ou d'amalgame. La plupart des ouvriers ont d'ailleurs, comme nous avons pris soin de le noter, l'habitude de fumer au cours de leur travail en roulant des cigarettes des mêmes doigts imprégnés dont ils s'étaient servis pour l'écrasement des boules d'amalgame. Il est en outre à présumer que les repas s'accomplissent sans le nettoyage préalable de la bouche et des mains.

3° *Respiratoire*. — Les postes de dorure ne sont, en général, aucunement isolés des autres ateliers; ils en subissent la température d'ensemble ordinairement élevée en raison surtout de la proximité du poste de passure au feu. Cet aménagement est essentiellement propice à la formation de vapeurs azotiques provenant des bains de nitrate dissous dans un excès d'acide nitrique et de vapeurs de mercure formées au voisinage des boules, gratte-bosses, objets amalgamés, tables d'application ou bacs de déversement des pierres à dorer.

Dans l'établissement A, où, exceptionnellement, l'atelier de dorure constituait un local spécial, nous avons même entendu d'un technicien averti émettre l'opinion paradoxale que le fonctionnement du poêle alors chauffé jusqu'au rouge et maintenant une température de 20° environ, représentait l'un des meilleurs instruments de prévention des dangers mercuriels en un local clos. (C'est en ce local même que nous avons relevé le cas le plus aigu d'hydrargyrie : Ouvrier C... de l'établissement A).

Les foyers de passure sont tous munis de hottes d'appel pourvues à leur face antérieure de châssis vitrés coulissant dans le sens vertical afin de permettre la conduite des feux ou la manipulation des pièces volumineuses. Dans un seul cas, la hotte était munie (Etablissement B.) d'un système d'aspiration mécanique propre à activer et régulariser l'expulsion des produits gazeux des foyers de passure (traces d'acide azotique, de nitrate de mercure, oxyde de carbone du charbon de bois, vapeurs du mercure appliqué). — Notons ici, par parenthèse et dans l'ordre de l'hygiène publique qu'il n'est, nulle part, procédé à la récupération du mercure évaporé qui est, en ces conditions, déversé à l'état de vapeurs

denses dans le plan des logements avoisinants (exception faite, toutefois, de l'établissement B disposant d'une cheminée d'appel de 25 mètres de hauteur).

Une opinion généralement répandue veut que le travail de passure constitue, par opposition à l'application de la dorure, la seule opération redoutable du métier. Nous ne partageons pas cet avis. Nous croyons plutôt que les ouvriers employés aux hottes sont faussement ou exagérément impressionnés par les malaises dus à l'action directe du feu ou aux refoulements incidents d'oxyde de carbone. A l'appui de cette opinion, nous citerons une observation d'une certaine autorité faite dans l'établissement A, où la salle de passure est indépendante de l'atelier de dorure : des pièces passées au feu séjournent parfois pendant une semaine au voisinage immédiat de la hotte sans que leur revêtement jaune paille (or) blanchisse; or, il suffirait de quelques traces de mercure échappées des feux pour qu'un amalgame d'or se reconstituât et altérât la surface des pièces « passées ». Nous croyons plutôt que les esprits continuent d'être sous l'impression d'accidents particulièrement graves survenus, il y a une quinzaine d'années, dans une maison de Paris spécialisée dans la dorure des grandes pièces et qui procédait à l'évaporation des articles volumineux à l'air libre, dans des fonds de cours dépourvus de ventilation et d'aération naturelle.

Personnellement, nous estimons, — d'après nos observations, — que le travail à la pierre à dorer constitue, en l'état actuel, des installations visitées, le poste le plus redoutable sous le rapport de l'hygiène. Des prélèvements d'air décèleraient sans doute, sur la pierre à dorer, l'existence d'une nappe nocive, précisément à la hauteur d'inhalation respiratoire de l'ouvrier assis. Non seulement les produits en œuvre dégagent eux-mêmes, aux températures considérées, des quantités appréciables de vapeurs, mais encore la pierre à dorer, attaquée à la longue par la solution acide, offre des sinuosités, des anfractuosités où les liquides et métaux séjournent. Le bac d'évacuation lui-même, ouvert à l'air libre, constitue un bain constant d'évaporation, à une faible distance des pieds de l'ouvrier établi à demeure à son poste de travail.

Si, à l'examen des cas cités, il peut d'ailleurs être noté une certaine idiosyncrasie en ce qui concerne l'affectation des ouvriers occupés à l'évaporation, il est remarquable que les doreurs à poste permanent offrent les symptômes les plus constants et les plus accentués d'intoxication mercurielle.

Moyens qui pourraient être envisagés en vue de réduire ou limiter les causes d'intoxication. — Ces moyens découlent naturellement des observations présentées ci-dessus. Pour soustraire les ouvriers à l'action toxique ou pernicieuse des produits utilisés, il faudrait :

1° Prémunir les téguments et voies digestives contre l'action directe des composés employés à l'état solide ou liquide;

2° Evacuer, par une aspiration compatible avec l'exigence des travaux, les mêmes composés volatils à l'extérieur des locaux de travail;

3° Exercer une surveillance d'ordre médical sur les ouvriers affectés aux opérations de dorure et d'évaporation de façon, d'une part, à écarter des travaux dangereux ou suspects les individus tarés ou déjà affectés, et, d'autre part, à en éliminer les sujets dont la réceptivité se manifesterait dans les premiers mois de l'embauchage.

En l'état actuel de la réglementation du travail, la ventilation des tables à dorer peut être imposée aux chefs d'établissement par application des dispositions de l'article 6, alinéa 4, du décret du 10 juillet 1913

(aspiration *per descensum* visant explicitement l'évacuation des vapeurs de mercure).

L'antique installation de la pierre à dorer serait, sans doute, à proscrire ou à perfectionner. Le problème, à première vue, semble offrir quelque complexité technique (évacuation et captation des liquides, recherche d'un support inattaquable aux acides et au mercure, mais d'un grain tel que les pièces en travail n'en soient pas détériorées par le frottement ou le choc).

La question n'apparaît pas techniquement insoluble : elle n'a jamais été envisagée.

A première vue, la perforation devant le poste de dorure, de la table en usage par une grille en bois ou métal tendre inattaquable permettrait l'aspiration *per descensum* de la zone la plus dangereuse par la simple application des dispositions réglementaires en vigueur (art. 6 du décret du 10 juillet 1913).

De même, par référence, à l'alinéa 2 du même article, il peut, en cas d'insuffisance constatée, être requis l'amélioration des conditions de tirage des hottes surmontant les feux de passure. (L'établissement B... a déjà obtenu des résultats dont le service et les chefs d'industrie pourraient sans doute utilement s'inspirer.)

Le tableau C annexé au décret du 21 mars 1914 et dont en l'espèce, nous ne jugeons pas les termes assez rigoureux, interdit l'emploi des enfants ou des femmes dans les ateliers de dorure ou argenture où il se produit des vapeurs acides ou mercurielles.

La situation révélée par notre récente consultation nous oblige à considérer ces dispositions comme trop sommaires. L'interdiction de pressurer l'amalgame, de l'écraser à main nue ou de l'appliquer sans gants imperméables devrait être expressément prescrite dans la profession des doreurs au mercure. Des soins de propreté individuelle devraient être imposés au personnel : vestiaires-lavabos situés en dehors des locaux de travail, mise à la disposition des ouvriers de surtouts imperméables au mercure, de serviettes et de terre de four (argile réfractaire dont les propriétés smectiques ont été reconnues pour débarrasser efficacement les mains du mercure liquide).

Les solutions acidulées de nitrate de mercure échappées de l'opération de dorure devraient être neutralisées à moins qu'elles ne soient recueillies dans des récipients clos ou expulsées par le jeu de la ventilation mécanique.

Il devrait, en outre, être prescrit que la préparation du nitrate de mercure ne pourrait être effectuée autrement que sous la hotte de passure ventilée par le tirage d'un feu ou tout autre procédé offrant des garanties égales.

La minutie des dispositions à envisager nous est inspirée par la gravité des accidents relevés et parallèlement par la considération des faibles quantités de produits mercuriels qui ont suffi à provoquer des intoxications aussi caractérisées (certains établissements n'épuisent pas un litre de mercure en une année entière).

Enfin, en présence de gens aussi inavertis des dangers qu'ils encourent ou font encourir, il nous semble indispensable de rendre obligatoire l'apposition, dans les ateliers, de textes officiels exposant les dangers du travail au mercure et prescrivant les mesures individuelles de propreté imposées par la nature des travaux exécutés. Nous ne saurions, à ce sujet, manquer d'évoquer les dispositions spéciales du décret du 1^{er} octobre 1913 relatif à la salubrité du personnel exposé aux dangers du nitrate acide de mercure (secrétage) dans les couperies de poils. Par voie d'extension et éventuellement d'additions, l'industrie de la dorure au mercure pourrait être astreinte à toutes dispositions complémentaires que l'étude de la situation actuelle semble requérir.

Par la même voie, une inspection médicale de la profession devrait être organisée dans les conditions mêmes où elle est instituée en faveur du personnel exposé au saturnisme ou à l'hydrargyrisme des coupeurs de poils.

L'institution de visites médicales périodiques nous apparaît d'autant plus pressante que les ouvriers doreurs sont totalement inavertis des dangers auxquels ils sont exposés, comme des symptômes qui peuvent accuser la pénétration mercurielle. Ils considèrent leurs troubles comme une manifestation nécessaire qu'ils essaient de combattre, particulièrement en ce qui concerne les affections nerveuses, par des palliatifs inappropriés tels que l'usage immodéré des boissons alcooliques.

Dans un ordre d'idée à peine différent, citons, à titre anecdotique, que l'ouvrier C... (établissement A.) fut, lors de ses derniers troubles, présenté au docteur d'une Compagnie d'assurance qui, sans diagnostiquer l'état du malade, le renvoya devant un dentiste qui procéda, à la main, à l'expulsion des derniers vestiges de la dentition. Il n'en résulta d'interruption de travail que le temps requis par cette double consultation. Il est presque superflu d'exposer qu'en ce cas (comme dans le cas B... (établissement D.) cité plus haut, l'intéressé n'avait aucunement songé à se prévaloir des dispositions protectrices de la loi du 25 octobre 1919 relative à l'extension de la loi de 1898 aux maladies d'origine professionnelle et particulièrement l'hydrargyrisme.

Conclusion. — L'industrie de la dorure sur métaux par le mercure n'occupe, à l'heure actuelle, qu'un nombre infime de travailleurs évalué à 30 ou 40 pour l'agglomération parisienne (nulle indication pour la province).

Malgré le faible effectif employé, cette industrie n'est pas appelée à disparaître entièrement, car elle répond, dans la préparation des pièces de luxe (statuettes, flambeaux, ornementation...) à des exigences de présentation (tons d'or mat, en particulier) auxquelles ne saurait prétendre la dorure par la voie électrolytique.

Elle offre des dangers indiscutables, expose les travailleurs à des troubles profonds, comme l'a révélé une simple consultation menée sans compétence d'autorités médicales et dans le cadre restreint d'une seule section d'inspection du travail.

Mais, devant l'autorité des faits relatés, cette modicité même de nos moyens d'investigation nous oblige à souligner l'urgence d'une amélioration notable des mesures de salubrité exigibles des employeurs de personnel.

Pour terminer, notons d'ailleurs que les employeurs ne semblent nullement réfractaires à la recherche et à la mise en application de toutes mesures judicieuses propres, tout en sauvegardant la santé de leurs *vieux* collaborateurs, à faciliter le recrutement d'unités de remplacement. Nous nous devons même de leur rendre un juste hommage pour l'accueil qu'ils nous ont unanimement accordé, au cours de notre enquête officielle et pour la documentation personnelle qu'ils ont eux-mêmes placée à notre disposition.

NOTE

SUR

UN APPAREIL DE SÉCURITÉ INSTALLÉ

SUR LES PRESSES « BLISS »

PAR M. SEGUI, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A PARIS.

Un nouvel appareil de sécurité a été appliqué aux presses Bliss dans les établissements J. Fouinat, 28, rue du Buisson-Saint-Louis, à Paris.

La presse Bliss sur laquelle est monté le nouvel appareil de sécurité⁽¹⁾, comporte dans sa construction les organes habituels pour embrayage à pédale et débrayage automatique en haut de course, savoir :

Un verrou V, qui assure par le jeu d'un ressort, la liaison entre le volant de commande et le vilebrequin actionnant le poinçon.

La tête du verrou V est en saillie sur l'arbre et peut être actionnée par le levier L commandé par la pédale à l'aide des tiges d'embrayage TT.

Un ressort de rappel maintient l'ensemble en position d'arrêt.

Lorsque le levier L, abaissé par l'action de la pédale, libère la tête du verrou V, le vilebrequin entraîné par le volant accomplit une révolution pendant laquelle le poinçon agit en descente et se trouve immobilisé en haut de course, même si l'opérateur maintient son pied sur la pédale.

L'appareil de sécurité installé sur cette presse repose sur le principe suivant :

Obturation complète de la zone dangereuse quand le poinçon entre en action, et, quelle que soit la cause de sa mise en mouvement :

a. Action volontaire ou involontaire de l'opérateur sur la pédale;

b. Accident de machine : rupture d'un organe de commande, et, notamment du ressort de rappel de ces organes (accident assez fréquent et difficile à prévoir).

Ce résultat est obtenu par la combinaison de deux organes simples :

Un écran ou volet obturateur relié directement à un levier de calage des organes de commande sur lesquels il agit directement.

L'appareil représenté sur le dessin ci-après, comporte :

1° Un écran ou volet obturateur E₁, oscillant dans un plan vertical autour d'un axe fixe O'' monté sur le bâti de la presse; cet écran porte une poignée de manœuvre P pour l'amener en position de protection (fig. 1 et 2), et un ressort de rappel pour le relever automatiquement en position d'arrêt (fig. 3);

(1) Cet appareil a été construit sur les directives de M. Segui, auteur de la note.

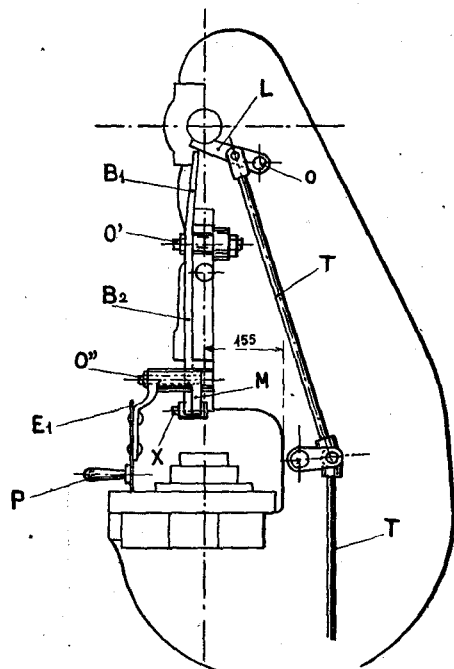


Fig. 1.

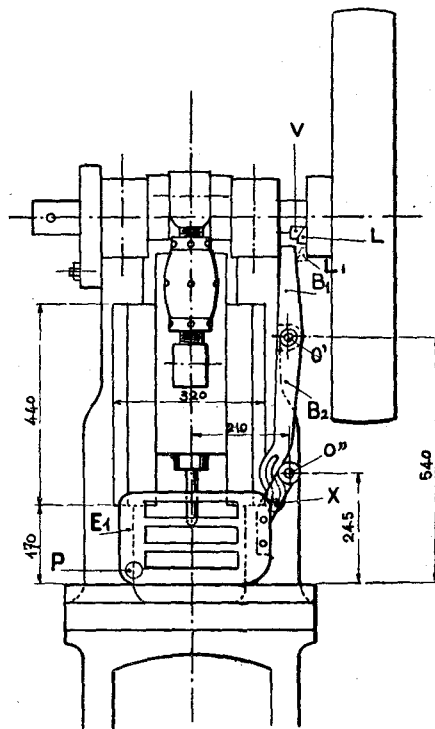


Fig. 2. — Écran E_1 abaissé.
Embrayage possible.

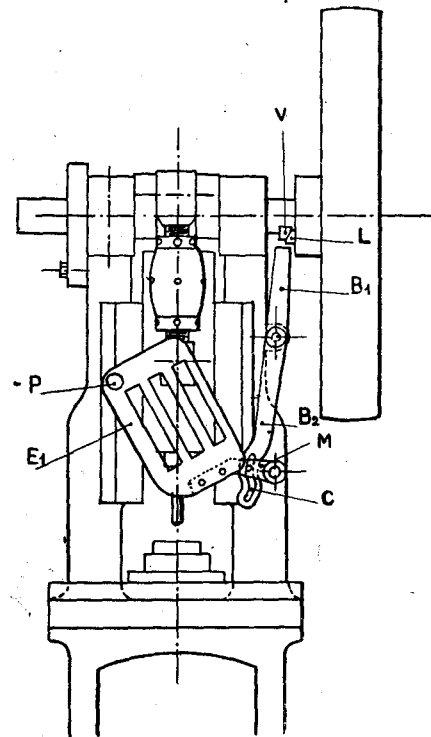


Fig. 3. — Écran E_1 levé.
Embrayage impossible.

Presse Bliss à embrayage à pédale. Débrayage automatique. Appareil de sécurité. E_1 , écran de sécurité actionnant B_1B_2 . B_1 , butoir paralysant le levier L et l'action de la pédale (quand il a été amené dans la position d'arrêt). O' , axe d'oscillation du butoir B_1 . O'' , axe d'oscillation de l'écran E_1 . M , bras de levier portant l'axe X qui, se déplaçant dans la coulisse C , produit l'oscillation du butoir B_2B_1 . C , coulisse dans le bras B_2 du butoir B_1 . V , tête du verrou d'embrayage (verrou à ressort), L , levier pivotant, agissant sur la tête du verrou. O , axe du levier L . T , tiges de liaison produisant, par la pédale de la machine, l'abaissement du levier L et l'embrayage.

2° Un levier B_1B_2 oscillant également dans un plan vertical autour d'un axe fixe O' , monté sur un support rapporté au bâti de la presse;

le bras B_1 de ce levier forme butoir sous le levier de commande L , dans la position d'arrêt (fig. 3);

le bras B_2 dudit levier de sécurité porte une coulisse C , dans laquelle se déplace l'axe X calé sur le bras d'oscillation de l'écran E .

Par l'axe X et la coulisse C , l'écran E_1 se trouve solidaire du levier B_1B_2 : à tout déplacement de l'écran E_1 correspond un déplacement du levier B_1B_2 ; et, inversement, l'immobilisation du levier B_1B_2 entraîne l'immobilisation de l'écran E .

Conditions de sécurité. — Le premier élément de la coulisse C est tracé de telle sorte que le levier-butoir B_1B_2 fait son oscillation dans un temps très court, afin d'obtenir les résultats suivants :

a. L'immobilisation du levier de commande L par le butoir B_1 dans le minimum de temps, à partir du moment où l'écran E_1 se relève et découvre la zone dangereuse;

b. Qu'en sens inverse, le butoir B_1 ne libère le levier d'embrayage L que lorsque la zone dangereuse est presque entièrement obturée par l'écran E_1 , et qu'il n'est pas possible d'y introduire les mains.

Le deuxième élément de la coulisse C est concentrique à l'axe O'' .

Ainsi construit, l'appareil présente les avantages suivants :

En position d'arrêt (fig. 3) le butoir B_1 cale le levier L et empêche l'embrayage de se produire;

Inversement, en position de marche (fig 2), si le levier L tombe en L_1 (par suite de rupture du ressort de rappel des organes de commande), dégageant le verrou V et provoquant la rechute du poinçon, il cale latéralement le levier-butoir B_1B_2 lequel empêche l'écran E_1 de se relever; la zone dangereuse reste inaccessible.

Fonctionnement de l'appareil. — A l'arrêt (fig. 3), l'écran E_1 dégage complètement la zone de travail; l'opérateur place la pièce sur la matrice avec une main, et, avec l'autre, abaisse à l'aide de la poignée P l'écran E_1 , en même temps qu'il avance son pied sur la pédale. Dès que le butoir B_1 entraîné par l'écran E_1 a dégagé le levier L , c'est-à-dire lorsque l'écran E_1 obture complètement la zone dangereuse (fig 1 et 2), l'opérateur, par pression sur la pédale, produit l'embrayage

Il lâche aussitôt la poignée de l'écran E_1 qui, normalement, est ramené par le ressort de rappel dans la position d'arrêt (fig 3) et dégage la zone de travail pour une deuxième opération; mais, en cas de tombée du levier L en L_1 , libérant le verrou V et amorçant la rechute du poinçon, l'écran E_1 , coincé par le levier-butoir B_1B_2 , reste dans sa position de protection (fig 2) et l'opérateur ne peut introduire sa main dans la zone de travail pour la deuxième opération.

Il se trouve donc placé dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

De plus, le dispositif de sécurité permettant la commande par la pédale et laissant les deux mains libres à l'opérateur, on peut obtenir le rendement optimum.

Remarques. — Depuis que ce système de protection est adopté dans les Etablissements Fouinat, 28 rue du Buisson-Saint-Louis, à Paris, il donne des résultats très satisfaisants au double point de vue de la sécurité et du rendement.

Judicieusement appliqué, avec quelques variantes selon le type de presse, il mérite d'être propagé.

Notons enfin que ce dispositif, jusqu'ici actionné à la main, pourrait l'être par la pédale; mais, en compensation des complications de construction, il n'en résulterait peut-être pas de grands avantages pour la production, et son coefficient de sécurité ne s'en trouverait nullement augmenté.

NOTE

SUR

UNE INSTALLATION DE BANCS D'ESSAIS EN TUNNELS POUR MOTEURS D'AVIATION

PAR M. TREGOUET, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A PARIS.

La Société des moteurs Gnome et Rhône, 68 et 70, boulevard Kellermann, à Paris, fabrique notamment des moteurs d'aviation; ces moteurs doivent être essayés pendant plusieurs heures avant la mise au point définitive et récemment encore, c'est à Gennevilliers que la société faisait essayer, à l'air libre, les moteurs fabriqués à Paris.

Les essais ont lieu maintenant dans des tunnels construits à l'usine du boulevard Kellermann. Le problème qui se posait à la société était l'essai de moteurs à refroidissement par air — le moteur muni de son hélice étant fixé au banc d'essai et l'air se déplaçant autour de l'ensemble, alors qu'en vol l'ensemble se déplace dans l'air. D'autre part, les essais devaient être faits dans un espace relativement réduit et les bruits susceptibles de gêner le voisinage supprimés.

Sur ces données, la Société des moteurs Gnome et Rhône a réalisé, sous la direction de son architecte M. H. Fivaz, une installation dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes (voir fig. 1).

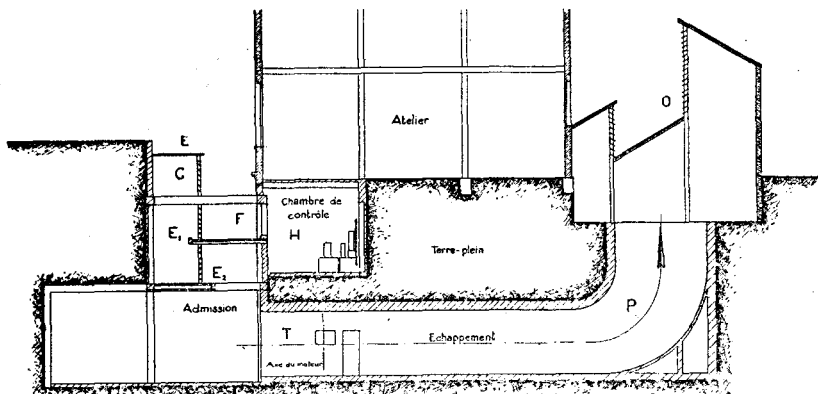


Fig. 1. — Coupe du tunnel montrant notamment la fosse d'admission F et le dispositif d'échappement P avec leurs chicanes, et la chambre de contrôle H.

TUNNEL. — Le tunnel T dans lequel tourne le moteur est formé d'un conduit cylindrique de 2 m. 50 de diamètre et de 14 mètres de longueur; l'axe des tunnels composant l'installation est à une profondeur de 6 m. 50 environ par rapport à la cote moyenne des terre-pleins avoisinants.

Le tunnel est en béton jusqu'au plan horizontal passant par l'axe, la voûte est en briques, enduite de mortier de ciment sur une longueur de 5 mètres et jointoyée sur le reste.

Le moteur est placé à l'entrée du tunnel, l'hélice tournée vers cette entrée, le plan des cylindres à 2 m. 50 environ de la face avant du tunnel.

Sur une profondeur de 4 mètres, la partie inférieure du conduit offre une surface plane et large de 1 m. 50, afin de permettre l'accès autour du moteur.

FOSSE D'ADMISSION. — Le tunnel s'ouvre dans une fosse F large de 4 mètres, dont le niveau est inférieur de 20 centimètres à celui du tunnel même, et dans laquelle le moteur aspire l'air. Cette fosse d'admission est chicanée par trois écrans horizontaux E, E', E'' dont les distances verticales, ainsi que les distances aux parois, sont déterminées pour permettre à l'air aspiré de trouver des sections de passage supérieures à la section du tunnel correspondant et allant en décroissant de l'air libre au tunnel.

Les écrans sont formés d'un hourdis en béton armé dont le plan inférieur est revêtu de corps creux en maçonnerie légère.

Dans les passages verticaux, entre les écrans, sont disposées des chicanes C constituées par un rideau de planches inclinées formant abat-son.

CHEMINÉES D'ÉCHAPPEMENT. — Le tunnel se termine à l'autre extrémité par un coude cylindrique en brique, de diamètre croissant, dont l'orifice tourné vers le ciel se trouve à environ 5 mètres au-dessus de l'axe du tunnel.

Cette pipe P est surmontée d'une construction destinée à atténuer le bruit produit par l'échappement du moteur et le courant d'air créé par l'hélice. Ladite construction est composée d'un conduit rectangulaire, à parois en maçonnerie, surmonté de trois portions de toits placées à des hauteurs différentes et inclinées de manière à donner une section croissante au passage de l'air refoulé par le moteur. Les passages verticaux entre les divers niveaux des toits sont chicanés par des abat-son.

Les parois verticales sont en briques d'une seule épaisseur et enduites de plâtre pour les cloisons séparatives des cheminées, et en trois épaisseurs de briques distantes de 5 ou 6 centimètres pour les murs extérieurs. Ces derniers sont intérieurement recouverts d'un matelas anti-sonore.

Les toits O sont formés de plusieurs couches de matelas anti-sonore recouvertes à l'extérieur de fibro-ciment.

CHAMBRE DE SURVEILLANCE (fig. 2 et 3). — De part et d'autre de l'entrée des tunnels sont ménagées des petites galeries G profondes de 5 mètres et larges de 0 m. 90, d'où l'on peut surveiller la marche des moteurs par des châssis vitrés pratiqués dans les parois des tunnels. Un portillon, dans une paroi, permet d'accéder à l'arrière des moteurs afin d'effectuer le réglage des carburateurs, le moteur tournant au ralenti.

CHAMBRE DE CONTRÔLE (fig. 1, 2 et 3). — La commande des moteurs et leur alimentation en combustible et en huile se font d'une chambre H placée au-dessus de la partie avant des tunnels. Cette chambre a une

largeur de 4 mètres environ et règne sans solution de continuité au-dessus des tunnels.

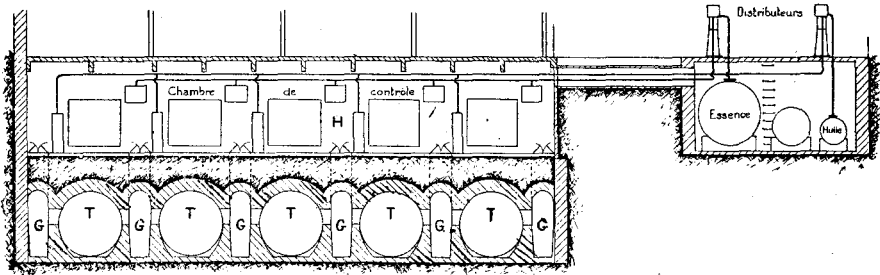


Fig. 2. — Coupe montrant les tunnels T, les chambres de surveillance G, la chambre de contrôle H et, à droite le dispositif d'alimentation en essence et en huile avec ses canalisations.

La distance verticale de la voûte du tunnel au plancher de la chambre de contrôle est de 1 m. 46. Cette chambre communique avec chaque chambre de surveillance par un conduit vertical muni d'une échelle, et dont l'accès est obstrué normalement par une trappe. En outre, une signalisation lumineuse fonctionne entre la chambre de surveillance et le poste de contrôle.

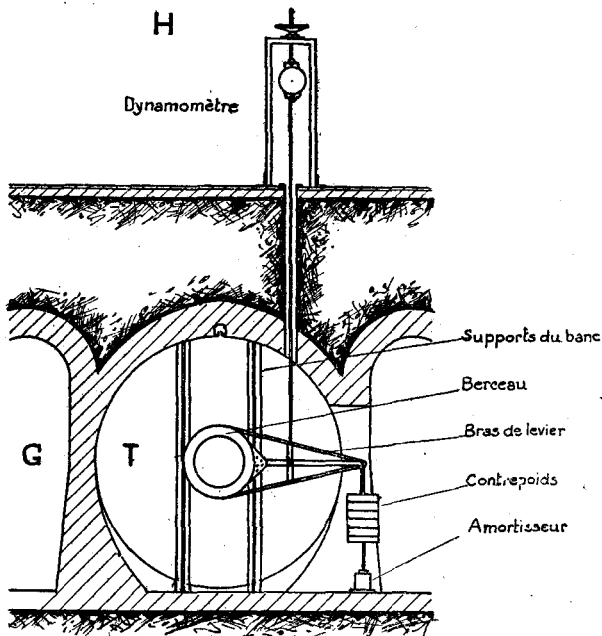


Fig. 3. — Schéma du banc à balance, du dynamomètre, de la chambre de contrôle H et de la chambre de surveillance G.

Les tuyaux d'alimentation et de retour, la tige de commande du carburateur et celle du compte-tours passent dans un conduit métallique noyé dans la maçonnerie.

La mesure de la puissance développée par le moteur se fait sur un banc à balance de la façon suivante (fig. 3) :

Le moteur est fixé en bout d'un berceau cylindrique oscillant sur deux paliers montés sur un support fixe scellé à la maçonnerie. Le couple du moteur est équilibré par des poids tarés placés à l'extrémité d'un bras de levier; ces poids sont logés dans une coupure ménagée dans la paroi du tunnel. L'artifice qui permet d'évaluer à chaque instant la puissance du moteur, de la chambre de contrôle, est celui-ci : le bras de suspension des poids porte une tige qui passant par un conduit dans la chambre de contrôle, est accrochée à un dynamomètre; les poids accrochés à la partie inférieure étant toujours supérieurs au poids requis, celui qui se trouve accusé au dynamomètre compense la différence et donne par déduction le poids réel.

DISTRIBUTION DE COMBUSTIBLE ET D'HUILE (fig. 2). — La distribution de combustible et d'huile aux réservoirs d'alimentation des moteurs se fait au moyen de canalisations partant d'un poste central; ce poste est relié à la chambre de contrôle par un système de signalisation à deux tableaux lumineux.

MANUTENTION. — La manutention des moteurs et leur mise en place sur les bancs se font par un petit pont roulant raccordé à un système de monorails; dans les tunnels, les monorails sont logés dans la clé de voûte.

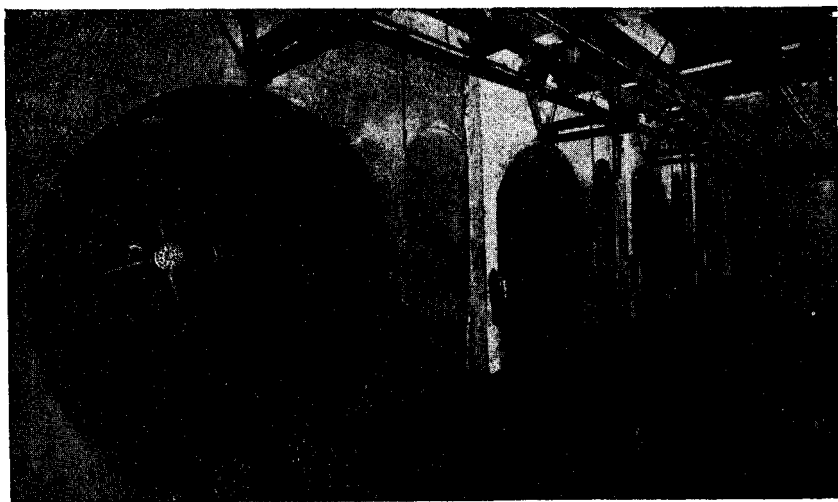


Fig. 4. — Photographie montrant l'entrée des tunnels et des chambres de surveillance, le monorail, un moteur sur son banc d'essai.

Les figures 1 et 2 représentent deux coupes de l'installation; la figure 3 donne le détail du banc à balance et du dynamomètre utilisés pour la mesure de la puissance développée par le moteur. On voit sur l'une

des photographies (fig. 4) : l'entrée des tunnels et des chambres de surveillance, le monorail, un moteur sur son banc d'essai. L'autre photographie (fig. 5) représente la chambre de contrôle où sont à leur poste les ouvriers qui suivent la marche des moteurs à l'essai.

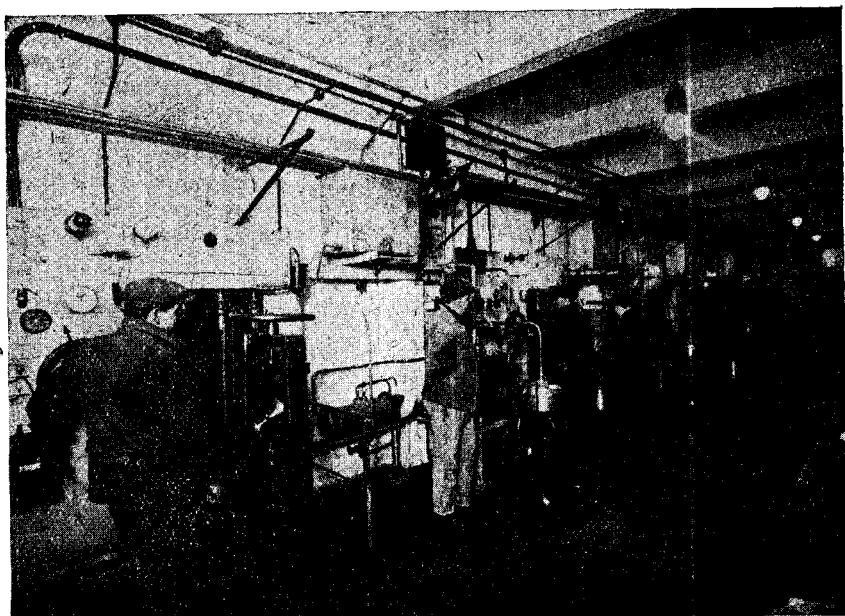


Fig. 5. — Photographie de la chambre de contrôle. On voit à leur poste les ouvriers qui suivent la marche des moteurs à l'essai.

La Société des moteurs Gnome et Rhône a fait construire les tunnels, galeries d'accès, chambres de surveillance, chambre de contrôle et autres chambres de travail, de manière que la sécurité des travailleurs soit entièrement garantie; la mise en service des bancs d'essais a été précédée de l'élaboration d'un règlement pour l'organisation et l'utilisation des bancs et de leurs annexes, notamment en vue d'éviter toutes les fausses manœuvres qui pourraient menacer la sécurité du personnel. Signalons, entre autres, que deux jeux identiques de lampes placés l'un dans la chambre de surveillance, l'autre dans la chambre de contrôle, sont à la disposition du chef du banc; la lampe rouge indique que les ouvriers travaillent au banc et qu'on ne doit pas toucher, dans la chambre de contrôle, aux manettes des commandes; la lampe blanche allumée signale que tout est paré pour la marche.

D'ailleurs, deux hommes suffisent à l'essai d'un moteur : un dans la chambre de contrôle et un au banc; ce dernier, lorsque le moteur est prêt à être lancé, place une chaîne devant l'hélice — laquelle est en retrait de 2 m. 50 — et gagne la chambre de surveillance. Par conséquent personne n'a besoin de se tenir devant l'hélice quand elle tourne, mais néanmoins une chaîne empêche qu'on ne s'en approche involontairement.

Les ouvertures pratiquées à des niveaux où le personnel peut avoir accès ont été entourées de garde-corps; l'éclairage électrique dans les tunnels et dans les chambres de surveillance est fourni par des lampes

à incandescence sous double enveloppe. Bien qu'on ait employé des produits minéraux de préférence aux produits végétaux dans la construction des dispositifs destinés à atténuer le bruit, les mesures nécessaires ont été prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu. Par ailleurs, on a observé les prescriptions du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

La comparaison des conditions dans lesquelles se font les essais boulevard Kellermann et des conditions dans lesquelles ces essais avaient lieu à Gennevilliers fait ressortir les différences suivantes :

MONTAGE. — Nouvelle installation. — Au moteur est fixée une pièce spéciale sur laquelle se raccordent toutes les canalisations d'alimentation; ce montage se fait à l'atelier. Avec ce dispositif, la fixation au banc d'essai se fait en quelques minutes. Durant cette dernière opération, les mécaniciens sont isolés des autres moteurs en mouvement et, de plus, à l'abri du courant d'air, le tunnel étant fermé en arrière du banc par une porte qui n'est ouverte que lors de la mise en marche du moteur.

Ancienne installation. — Le montage était plus lent du fait que toutes les tuyauteries devaient être raccordées sur place. Pendant ce temps, les mécaniciens étaient exposés aux intempéries et aux accidents qui pouvaient être occasionnés par les autres moteurs tournant au voisinage.

LANCEMENT. — Nouvelle installation. — Le moteur est lancé par une pression d'air comprimé fournie par un compresseur dans une distribution générale. Le lancement à la main ne peut pas s'effectuer.

Ancienne installation. — En principe, le moteur était lancé par un compresseur démarreur qu'il fallait mettre en route au préalable. Pour éviter cette manœuvre, ou lorsque le démarreur ne fonctionnait pas bien, le moteur était lancé à la main en tirant violemment sur l'extrémité d'une pale de l'hélice.

CONTRÔLES — Nouvelle installation. — Les contrôles de marche et de consommation, exercés par l'usine et par les représentants des clients, sont concentrés dans une seule chambre. Le contrôle des fuites d'huile ou autres défauts possibles se fait des galeries de surveillance au travers d'un châssis vitré, à l'aide d'un projecteur électrique.

Ancienne installation. — Les contrôles de marche et de consommation sur les différents bancs étaient répartis en trois postes différents. Pour contrôler les fuites d'huile ou les autres défauts, les contrôleurs devaient se tenir près des moteurs en marche et étaient ainsi exposés à des dangers.

ACCIDENTS. — Nouvelle installation. — Depuis un an que les bancs d'essais fonctionnent, il n'y a eu aucun accident de personnel.

Ancienne installation. — Trois accidents ont été causés, à des mécaniciens distraits, par des hélices en mouvement (blessures à l'omoplate et au front). Deux de ces accidents n'auraient pas pu se produire boulevard Kellermann.

MANUTENTION. — Nouvelle installation. — La manutention des moteurs est réduite au minimum ceux-ci descendant directement de l'atelier de montage à la fosse d'admission par un monte-charge.

Ancienne installation. — La manutention des moteurs entre les deux usines nécessitait l'emploi constant de deux camions et d'une camionnette, les moteurs devant faire deux ou trois fois le voyage aller et retour.

Au regard de l'ancienne installation, les bancs en tunnels du boulevard Kellermann marquent donc un progrès en ce qui concerne la sécurité du personnel; par la suite, leur nombre sera doublé (10 bancs au lieu de 5). Le bruit demeure évidemment considérable auprès des moteurs en marche.

Les conditions d'hygiène semblent également satisfaisantes dans la nouvelle installation. A ce point de vue un danger doit particulièrement retenir l'attention : la formation d'oxyde de carbone pendant la marche des moteurs et la dispersion possible de ce gaz dans les endroits où le personnel séjourne. Mais on se souviendra qu'il s'agit de moteurs à refroidissement par air et que l'hélice spéciale employée pour les essais doit, en particulier, créer une circulation d'air suffisante pour assurer ce refroidissement; l'hélice moulinet employée dans les essais de moteurs refroidis par l'eau ne conviendrait pas ici. Les conditions mêmes du vol étant réalisées, on peut admettre que la veine d'air qui arrive par la fosse d'admission et pénètre dans le tunnel atteint la vitesse de 200 kilomètres à l'heure, en moyenne, dès son contact avec le moteur; les gaz d'échappement se trouvent donc refoulés énergiquement à l'arrière du moteur et ils gagnent l'extérieur par la pipe qui termine le tunnel.

Il semble également difficile que ces gaz pénètrent dans la petite chambre de surveillance adjacente au tunnel; en effet, l'essai d'un moteur exige l'intervention de deux hommes seulement, l'un se tenant dans la chambre de contrôle, au-dessus des tunnels. L'autre, lorsque le moteur est prêt à tourner, gagne — nous l'avons dit — la chambre de surveillance et ferme la porte qui la fait communiquer avec le tunnel (on se souvient que cet homme surveille alors la marche du moteur par un châssis vitré). Non seulement les gaz d'échappement ne peuvent pénétrer dans cette chambre, mais la dépression voisine causée par le moteur en marche semble devoir faciliter la circulation de l'air dans la chambre de surveillance, laquelle s'ouvre aussi sur la fosse d'admission. En somme, le personnel qui se tient dans les tunnels ou dans les chambres de surveillance se trouve placé sous le courant d'air neuf venant de la fosse d'admission, tandis que les occupants d'une voiture automobile en marche, par exemple, se trouvent sous le vent du moteur.

La chambre de contrôle — au-dessus des tunnels — est munie de fenêtres à la partie supérieure desquelles sont disposés des châssis ouvrants; en outre, à la partie inférieure de la chambre, des petites ouvertures ont été pratiquées pour activer le renouvellement de l'air.

Tunnels, chambres de surveillance et chambre de contrôle s'ouvrent d'ailleurs sur la fosse d'admission, c'est-à-dire directement à l'air libre.

En raison de cette situation — et aussi de l'appel d'air qui se fait constamment vers les tunnels — la température dans ceux-ci et dans les galeries de surveillance est susceptible de baisser plus ou moins suivant la saison. Pour remédier à ceci, des vêtements chauds sont mis à la disposition des ouvriers qui ont à se tenir dans la fosse d'admission, près des tunnels et dans les chambres de surveillance (ces dernières ont même été munies d'une porte côté fosse d'admission). Quant à la chambre de contrôle — qui est close — on songe à la chauffer au moyen d'air qui, pris à l'extérieur, passerait sur un groupe calorigène et serait insufflé ensuite dans le local.

Au point de vue économique, l'avantage est faible. Avec les nouveaux bancs d'essais, la dépense en essence est, en effet, plus forte qu'à Gennevilliers, chaque litre d'essence consommé à Paris étant frappé d'un droit d'octroi de 0 fr. 20. Ceci contre-balance partiellement les avantages que la Société des moteurs Gnome et Rhône tire de sa nouvelle installation.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

Par décret en date du 4 juin 1928, M. Alfred OBERKIRCH, député, a été nommé Sous-Secrétaire au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Par décret en date du 13 novembre 1928, M. Alfred OBERKIRCH, député, a été nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Par décret en date du 29 juillet 1929, M. Louis LOUCHEUR, député, a été nommé Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Par décret en date du 29 juillet 1929, M. Alfred OBERKIRCH, député, a été nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Par décret en date du 3 novembre 1929, M. Louis LOUCHEUR, député, a été nommé Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Par décret en date du 3 novembre 1929, M. Alfred OBERKIRCH, député, a été nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.

Par décret en date du 24 décembre 1929, ont été nommés membres de la Commission supérieure du travail, pour une période de quatre années :

MM. Jules GAUTIER, Président de section au Conseil d'Etat;

Arthur FONTAINE, Inspecteur général des Mines;

Ch. PICQUENARD, Conseiller d'Etat, Directeur du travail au Ministère du Travail;

Maurice LEMARCHAND, industriel, membre du Conseil supérieur du Travail;

BRIAT, secrétaire général de la Chambre consultative des associations ouvrières de production, membre du Conseil supérieur du Travail.

M. DELAUNEY, Chef du bureau de l'Inspection du travail à la Direction du travail, remplira auprès de la Commission les fonctions de secrétaire avec voix consultative.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté en date du 6 février 1929, M. BASTIAN, inspecteur départemental du travail de hors classe, 2^e échelon, à Nice, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à dater du 1^{er} février 1929. M. BASTIAN cessera ses fonctions à la date de la délivrance de son livret de pension.

Par arrêté en date du 21 février 1929, M^{lle} AMAT, inspectrice départementale du travail à Lille, a été nommée, sur sa demande, à la résidence de Rouen, à compter du 1^{er} mars 1929, en remplacement de M^{me} KELLER; M^{me} KELLER, inspectrice départementale du travail à Rouen, a été nommée sur sa demande, à la résidence de Lille, à compter du 1^{er} mars 1929, en remplacement de M^{lle} AMAT.

Par arrêté en date du 20 février 1929, M^{mes} LE TERTRE, KELLER, M^{mes} AMAT et BOLLE, inspectrices départementales stagiaires du travail, ont été titularisées dans leur emploi et nommées à la 5^e classe aux dates respectives suivantes : 21 janvier, 24 janvier, 6 février et 1^{er} mars 1929.

Par arrêté en date du 27 février 1929, M. RAPPENEAU, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement de 5^e et de 4^e classes à dater du 1^{er} janvier 1928 et de 3^e classe à dater du 16 avril 1928 (application des lois des 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924 et 9 décembre 1927). M. RAPPENEAU a conservé un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 3 mois 15 jours.

Par arrêté en date du 6 mars 1929, M. GROS (Louis-Simon-Ange), inspecteur départemental du travail de hors classe, 2^e échelon, actuellement député et détaché pour la durée de son mandat législatif, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite en qualité d'inspecteur du travail, à dater du 1^{er} janvier 1929.

Par arrêté en date du 11 mars 1929, M. MATTÉI, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, à Paris, a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Marseille à compter du 16 mars 1929.

Par arrêté en date du 11 mars 1929, M. FAURE, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Paris, à compter du 25 mars 1929.

Par arrêté en date du 3 mai 1929, M. LACHMANN, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe à Metz, a été nommé à la hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} janvier 1929.

Par arrêté en date du 24 mai 1929, l'arrêté du 25 décembre 1928 fixant les majorations d'ancienneté pour services militaires prévues par les articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927, modifiés en ce qui concerne les inspecteurs départementaux du travail appartenant à la hors classe, 2^e échelon, a été complété comme suit :

.....
MM. CHARDENAL, 4 mois 4 jours.
POUYANNE, 5 mois 14 jours.

Par arrêté en date du 19 juin 1929, ont été promus dans le cadre des inspecteurs divisionnaires du travail :

A la 1^{re} classe :

M. GENET, à dater du 2 juin 1929, néant (').

A la 2^e classe :

M. GERVOIS, à dater du 17 juin 1929, néant.

Ont été promus dans le cadre des inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe, 1^{er} échelon :

M. BOUC, à dater du 12 mars 1929, néant (').

M. CLERC, à dater du 16 mars 1929.

M. FLEURY, à dater du 27 mars 1929, néant (').

M. TRÉGOUET, à dater du 28 mars 1929, néant (').

M^{me} DESLAURIER, à dater du 1^{er} avril 1929.

M^{lle} BOURAT, à dater du 1^{er} avril 1929.

M. CHARDIN, à dater du 20 mai 1929, néant.

A la 1^{re} classe :

M. LEGATE, à dater du 1^{er} janvier 1929, 18 jours (').

A la 2^e classe :

M. DEBRETAGNE, à dater du 6 avril 1929, néant (').

A la 3^e classe :

M. BAZOIN, à dater du 28 février 1929, néant (').

M. VAYSSIÈRES, à dater du 4 mai 1929, néant (').

MM. GENET, GERVOIS, BOUC, FLEURY, TRÉGOUET, CHARDIN, LEGATE, DEBRETAGNE, BAZOIN et VAYSSIÈRES ont été promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

Par arrêté en date du 23 juillet 1929, M. FROIS, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, chargé du contrôle dans la 1^{re} circonscription, a été nommé, pour ordre, inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, à dater du 1^{er} juillet 1929, en remplacement de M. GILLET, précédemment admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par arrêté en date du 25 juillet 1929, MM. WILHELM, POUILLOT et BERGERET ont été déclarés admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail, à la suite du concours dont les épreuves écrites ont eu lieu les 24 et 25 juin 1929 et les épreuves orales les 17, 18 et 19 juillet.

Par arrêté en date du 5 août 1929, M. BOISSÉ, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Poitiers, à dater du 30 juillet 1929.

(') Reliquat de bonification pour services militaires restant à utiliser après la promotion.

Par arrêté du 16 août 1929, M. FROIS, inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, pour ordre, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail de la 7^e circonscription, à la résidence de Nantes, à dater du 16 août 1929, en remplacement de M. GILLET, admis à la retraite.

Par arrêté en date du 12 septembre 1929, M. GARAUD, inspecteur départemental du travail de hors classe, 1^{er} échelon, à Limoges, a été nommé inspecteur départemental du travail chargé du contrôle dans la 1^{re} circonscription, à Paris.

Par arrêté en date du 23 septembre 1929 ont été promus dans le cadre des inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe, 2^e échelon :

NOMS.		RELIQUAT DE BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser après la promotion.
—		—
MM. TRAPIER, à dater du 1 ^{er} août 1929.....		"
TISSOT, —		5 m., 20 j.
BACQUIÉ, —		1 m., 25 j.
GARAUD, —		5 m., 7 j.
DESESSARD, —		6 mois.
LUCAS, —		2 m., 12 j.
GANDOIS, —		1 m., 15 j.
GAMBIER, —		9 jours.
M ^{lle} LANGLOIS, à dater du 16 août 1929.....		"
M. BARRET (H.) —		5 m., 22 j.

A la hors classe, 1^{er} échelon :

M. VERNHES (détaché), à dater du 8 septembre 1929... "

A la 1^{re} classe :

M. PERRET, à dater du 10 juillet 1929..... "

MM. TISSOT, BACQUIÉ, GARAUD, DESESSARD, LUCAS, GANDOIS, GAMBIER, BARET H., VERNHES et PERRET ont été promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

Par arrêté en date du 28 septembre 1929 ont été nommés, sur leur demande, à compter du 1^{er} octobre 1929 :

M. CHARDIN, inspecteur départemental du travail à Besançon, à la résidence de Tarbes (poste créé);

M. ENGLER, inspecteur départemental du travail à Maubeuge, à la résidence de Besançon, en remplacement de M. CHARDIN;

M. LEGATE, inspecteur départemental à Dijon, à la résidence de Lyon (poste créé);

M. RAPPENEAU, inspecteur départemental du travail à Amiens, à la résidence de Dijon, en remplacement de M. LEGATE;

M. BOUBEL, inspecteur départemental du travail à Saint-Etienne, à la résidence de Chaumont (poste créé);

M. FAURE, inspecteur départemental du travail à Paris, à la résidence de Saint-Etienne, en remplacement de M. BOUBEL.

Par arrêté en date du 8 octobre 1929 :

M. PERRET, inspecteur départemental du travail à Rodez, a été affecté à la résidence de Limoges;

M. GATET, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence d'Alençon;

M. ARVIS, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Saint-Brieuc;

M. DENIS, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Lille;

M. DESPAS, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Reims;

M. AYMARD, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence d'Amiens;

M. CHABERT, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Paris;

M. LALEOUSE, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Paris;

M. HOUDRÉ, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Maubeuge;

M. WILHELM, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Paris.

Par arrêté en date du 16 octobre 1929, M. BASTIAN (Charles), inspecteur départemental du travail de hors classe, 2^e échelon, à Nice, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite à dater du 1^{er} février 1929, cessera, conformément à sa demande, ses fonctions à la date du 31 octobre 1929;

M. COSTES, inspecteur départemental du travail de hors classe, 2^e échelon, à Paris, a été affecté, sur sa demande, à la résidence de Nice, à dater du 1^{er} novembre 1929, en remplacement de M. BASTIAN;

M. POUILLOT (Henri), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Paris, en remplacement de M. COSTES.

Par arrêté en date du 19 novembre 1929, M. BÉCRET, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, à Angers, inscrit au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur divisionnaire, a été nommé inspecteur départemental du travail chargé du contrôle dans la 7^e circonscription, à dater du 16 novembre 1929.

Par arrêté en date du 25 novembre 1929, M. MAGNIER, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, chargé du contrôle dans la 6^e circonscription, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail de 2^e classe à dater du 16 novembre 1929, et appelé en cette qualité à la résidence de Nantes, en remplacement de M. FROIS.

Par arrêté en date du 26 novembre 1928, l'arrêté du 6 novembre 1928 complétant le tableau d'avancement du personnel de l'inspection du tra-

vail pour l'année 1928 a été modifié comme suit en ce qui concerne M. Doidic :

Inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe :

NOMS.

BONIFICATIONS ACCORDÉES
en application
de la loi du 9 décembre 1927,
modifiée.

—

M. Doidic 1 an, 3 m., 8 j.

Par arrêté en date du 27 novembre 1929, M. Doidic, inspecteur départemental du travail, a été promu à la hors classe, 2^e échelon, à dater du 23 septembre 1928; l'arrêté du 26 décembre 1928, qui avait promu M. Doidic à la hors classe, 2^e échelon, à dater du 26 octobre 1928, a été rapporté en ce qui le concerne.

Par arrêté en date du 9 décembre 1929, M. LENOBLE, inspecteur divisionnaire de 2^e classe, a été promu à la 1^{re} classe de son emploi à dater du 1^{er} octobre 1929.

Ont été promus dans le cadre des inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe, 2^e échelon :

NOMS.

RELIQUAT DE BONIFICATIONS
pour services militaires
restant à utiliser
après la promotion.

MM. GOUTTES, à dater du 20 septembre 1929	"
NODOT, à dater du 16 octobre 1929	"
MAINGONNAT, à dater du 16 novembre 1929	"
VALET, à dater du 16 novembre 1929	1 an.
SAUVAGE, à dater du 16 novembre 1929	6 m., 4 j.
GUERNIER, à dater du 16 novembre 1929	11 m., 29 j.

A la 1^{re} classe :

MM. KALTENBACH, à dater du 24 novembre 1929	"
ISEG, à dater du 24 novembre 1929	2 jours.
FERRENBACH, à dater du 24 novembre 1929	22 jours.
HILDEBRAND, à dater du 1 ^{er} décembre 1929	"

A la 2^e classe :

M^{lle} LACASSAGNE, à dater du 1^{er} octobre 1929.

MM. NODOT, VALET, SAUVAGE, GUERNIER, ISCH, FERRENBACH ont été promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

COMMISSION DE RÉFORME.

DELEGUES ELUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. MARTIN, GRÉGOIRE;
— suppléants : MM. BERTHIOT, SEGUIN.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : M. GANDOIS, M^{me} LETELLIER;
— suppléants : MM. COURTOT, MATTÉL.

CONSEIL DE DISCIPLINE POUR L'ANNÉE 1930.

DELEGUES ELUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. GRÉGOIRE, MARTIN;
— suppléants : MM. BERTHIOT, CAVAILLÉ.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. CHAILLÉ, SÉGUI;
— suppléants : M^{me} PAITRE, M. FOULON.

COMMISSION DE CLASSEMENT POUR L'ANNÉE 1930.

DELEGUES ELUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. GRÉGOIRE, MARTIN;
— suppléants : MM. BERTHIOT, CAVAILLÉ.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. BACQUIÉ, DOIDIC;
— suppléants : M. CHARDENAL, M^{me} LANGLOIS.

TABLEAU D'AVANCEMENT
DU PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
POUR L'ANNÉE 1930.

(Arrêté ministériel du 23 décembre 1929.)

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

Inspecteurs divisionnaires de 1^{re} classe proposés pour la hors classe.

Choix :

MM. SEGUIN.
MEURDRA.

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
MM. SEGUIN	"
MEURDRA	1 an, 8 mois, 6 jours.

Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

M. AURIBAUT

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
M. AURIBAUT	11 jours.

Inspecteurs divisionnaires de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

Choix :

M. BAILLY.

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
M. BAILLY	"

II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX
proposés pour le grade d'Inspecteur divisionnaire.

Choix :

MM. DUVAL.
POUILLOT.
BÉCRET.
TISSOT.
MESSAG.

MM. GARAUD.
NODOT.
GAMBIER.
TOURRETTE.
SAMSON.

III. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX
proposés pour le grade d'inspecteur divisionnaire en vue de la nomination au poste d'inspecteur divisionnaire à Strasbourg (application du décret du 5 juillet 1927).

Choix :

M. BOILEAU.

M. MOREL.

IV. — INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES
proposées pour l'emploi de contrôleur dans la 1^{re} circonscription.

Choix :

M^{me} LETELLIER.

M^{me} PAÎTRE.

V. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.
Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon, proposés pour la hors classe, 2^e échelon.

Choix :

M^{me} ZACON.
MM. VANDAMME.
CHAILLÉ.
BARET (J.).

MM. BERNARD.
LE GUILLOU.
PEYPOUDAT.
BRUGUIÈRE.

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
M. ORLIAC.....	"
M ^{me} ZACON.....	"
MM. BARET (J.).....	1 mois, 19 jours.
LE GUILLOU.....	1 an, 9 mois, 9 jours.
CHAILLÉ.....	16 jours.
BERNARD.....	"
PEYPOUDAT.....	1 mois, 7 jours.

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
VANDAMME.....	"
FOURNIÉ.....	1 an, 2 mois, 19 jours.
BRUGUIÈRE.....	10 mois, 8 jours.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 1^{re} classe
proposés pour la hors classe, 1^{re} échelon.*

Choix :

MM. MATTÉI.	MM. DURRAT.
VINCENT.	TOURNOIS.
COURTOT.	CAILLÉ.
AUBIN.	CHAUVIN.
GALOPEAUD.	DUTHU.

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
MM. ARVIEUX.....	4 mois, 27 jours.
GALOPEAUD.....	"
CAILLÉ.....	6 jours.
CHAUVIN.....	1 mois, 6 jours.
TOURNOIS.....	"
AUBIN.....	"
MATTEI.....	4 mois, 20 jours.
DURRAT.....	"
ENGLER.....	4 mois, 10 jours.
COURTOT.....	1 mois.
VINCENT.....	2 mois, 2 ¹ jours.
DUTHU.....	"

Inspecteurs départementaux de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

MM. SCHIPMAN.	MM. CROISIER.
BORDARIER.	PERLAT.

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
MM. SCHIPMAN.....	4 ¹ jours.
BORDARIER.....	23 jours.
PERLAT.....	"
CROISIER.....	"

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe et stagiaires
proposés pour la 2^e classe.*

Choix : Néant.

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
MM. BAZERQUE	"
BOUBEL	1 mois, 7 jours.
DESPAS (stagiaire)	8 ans, 6 mois, 18 jours.
HOUDRÉ (stagiaire)	8 ans, 1 mois, 9 jours.

L'inscription de MM. DESPAS et HOUDRÉ est faite sous réserve de titularisation ultérieure.

*Inspecteurs départementaux de 4^e classe et stagiaires
proposés pour la 3^e classe.*

Choix :

M. LAMBERT.

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
MM. LAMBERT	3 mois, 12 jours.
BOISSÉ (stagiaire)	6 ans, 1 mois, 20 jours.
DESPAS (stagiaire)	8 ans, 6 mois, 18 jours.
HOUDRÉ (stagiaire)	8 ans, 1 mois, 9 jours.
DENIS (stagiaire)	5 ans, 11 mois, 1 jour.
CHABERT (stagiaire)	7 ans, 2 mois, 3 jours.

L'inscription de MM. BOISSÉ, DESPAS, HOUDRÉ, DENIS et CHABERT, inspecteurs stagiaires, est faite sous réserve de titularisation ultérieure.

*Inspecteurs départementaux stagiaires proposés pour la 4^e classe
sous réserve de titularisation ultérieure.*

(Les avancements à la 4^e classe ont lieu exclusivement à l'ancienneté.)

Ancienneté :

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
MM. FAURE	4 ans, 2 mois, 10 jours.
BOISSÉ	6 ans, 1 mois, 27 jours.
DESPAS	8 ans, 6 mois, 18 jours.
GATET	1 an, 11 mois, 14 jours.
ARVIS	"
DENIS	5 ans, 11 mois, 1 jour.

NOMS des inspecteurs.	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser.
AYMARD.....	4 ans, 8 mois, 14 jours.
CHABERT.....	7 ans, 2 mois, 3 jours.
LALÉOUSE.....	3 ans, 6 mois, 15 jours.
WILHELM.....	3 ans
HOUDRÉ.....	8 ans, 1 mois, 9 jours.
POUILLOT (Henri).....	4 ans, 2 mois, 4 jours.

NOTA. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé provisoirement, d'après la seule ancienneté dans la classe au 1^{er} janvier 1930. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, l'ordre d'ancienneté des différents inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe la durée des bonifications d'ancienneté pour services militaires (application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1913, de la loi du 17 avril 1924 et des articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927 modifiée par la loi du 19 mars 1928).

En ce qui concerne l'application de la loi du 17 avril 1924 et de la loi du 9 décembre 1927, la durée des bonifications a été déterminée d'après les pièces officielles émanant des autorités militaires.

Les bonifications dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1930 sont inscrites en regard du nom de chacun d'eux.